

Union internationale pour la conservation
de la nature et de ses ressources

**17e SESSION
DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE
L'UICN ET
17e RÉUNION TECHNIQUE DE L'UICN**

San José, Costa Rica
1^{er} au 10 février 1988

PROCÈS-VERBAUX



**17e SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE
L'UICN ET
17e RÉUNION TECHNIQUE DE L'UICN**

**San José, Costa Rica
1-10 février 1988**

PROCÈS-VERBAUX

**Union internationale pour la conservation
de la nature et de ses ressources**

1988

Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources
1988

ISBN 2-88032-981-7

AVANT-PROPOS

L'Assemblée générale, composée des délégués des membres de l'UICN, est l'organe chargé de la politique de l'Union.

Elle se réunit en session ordinaire tous les trois ans pour remplir les fonctions qui lui ont été attribuées par les Statuts. Depuis la réunion inaugurale qui a eu lieu à Fontainebleau (France) en 1948, l'Assemblée générale s'est réunie à Bruxelles, Belgique (1950); à Caracas, Venezuela (1952); à Copenhague, Danemark (1954); à Edimbourg, Ecosse, Royaume-Uni (1956); à Athènes, Grèce (1958); à Varsovie, Pologne (1960); à Nairobi, Kenya (1963); à Lucerne, Suisse (1966); à New Delhi, Inde (1969); à Banff, Canada (1972); à Kinshasa, Zaïre (1975); à Ashkhâbâd, URSS (1978); à Christchurch, Nouvelle-Zélande (1981); et à Madrid, Espagne (1984). L'Assemblée s'est réunie en session extraordinaire à Genève, Suisse, en Avril 1977.

La 17e session de l'Assemblée Générale s'est tenue du 1er au 10 Février 1988 à San José, Costa Rica, à l'aimable invitation du Président Oscar Arias et du Gouvernement de la République du Costa Rica. Le thème choisi pour la présente session est le suivant:

LA CONSERVATION POUR UN DEVELOPPEMENT DURABLE: UNE RESPONSABILITE PARTAGEE

Cette préoccupation commune à l'égard de l'avenir de l'environnement et des ressources naturelles de la planète est reflétée dans le nombre de participants à l'Assemblée générale: un millier, représentant 95 pays.

Les documents officiels de la présente session sont publiés en anglais, français, et espagnol et un service d'interprétation est assuré dans ces trois langues pour les séances plénières de l'Assemblée générale.

La 17e Réunion technique, tenue conjointement avec la 17e Assemblée générale, permet d'examiner plus en détail les aspects scientifiques du Programme de l'UICN. Elle est aussi pour les membres de l'UICN l'occasion de participer directement à la planification des activités futures de l'UICN, que ce soit pour la prochaine période triennale ou à plus long terme.

Des remerciements tout particuliers sont exprimés, au nom de l'Union, à Madame Margarita Penon de Arias, Première Dame du Costa Rica, présidente d'honneur du comité d'organisation du pays hôte; à M. Alvaro Umaña, ministre des Ressources naturelles, de l'Energie et des Mines, président du comité; et enfin, aux membres du comité, pour les efforts extraordinaires qu'ils ont déployés afin d'assurer le succès de cet évènement important.

(Une version en anglais de ces procès-verbaux est également disponible.)

REMERCIEMENTS

L'UICN remercie sincèrement les institutions suivantes, qui ont aidé à financer la participation de nombreux délégués de pays en développement

- American Committee for International Conservation (ACIC), E.-U.
- Agence canadienne pour le développement international (CIDA)
- Agence danoise pour le développement international (DANIDA)
- Direction de la coopération au développement et de l'aide humanitaire, Suisse
- Instituto de Cooperación Iberoamericana (ICI), Espagne
- Ministère royal de la coopération pour le développement, Pays-Bas
- National Wildlife Federation, E.-U.
- Overseas Development Administration (ODA), R.-U.
- Ministère de la Coopération au Développement, Norvège
- Société suédoise pour la conservation de la nature (SNF), avec l'assistance de l'Autorité suédoise pour le développement international (SIDA)
- Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco)
- Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)
- Agence américaine pour le développement international (USAID)
- World Wildlife Fund-US (WWF-US).

L'UICN tient également à remercier:

l'Instituto Nacional para la Conservación de la Naturaleza (ICONA), Espagne, qui assuré les services d'interprétation et de traduction en langue espagnole durant l'Assemblée générale,

KLM Royal Dutch Airlines, qui a facilité l'organisation du voyage des membres du secrétariat de l'UICN pour l'Assemblée générale,

Marlin Xravel, Canada, qui a aidé à organiser le voyage des participants soutenus financièrement par l'UICN,

WANG Computers, Costa Rica, qui a fourni équipements et services techniques pour la production des documents de l'Assemblée générale,

ainsi que les personnes, institutions et sociétés suivantes, costa-riciennes ou basées au Costa Rica, qui ont aidé à préparer la présente Assemblée générale:

Ambassade d'Espagne	Instituto Latinoamericano de las Naciones Unidas para la Prevención de Delito y el Tratamiento del Delincuente
Ambassade de la République fédérale d'Allemagne	Instituto Nacional de Seguros (INS)
Ambassade du Royaume des Pays-Bas	Instituto Nacional de Aprendizaje (INA)
Ambassade de Suisse	Instituto Tecnológico
Asbana	International Business Machines (IBM)
Asociación de Scouts de Costa Rica	Kativo Comercial S.A.
Audiovisé	Lachner & Sáenz (Représentants de Canon)
Banco Central	Liceo Franco-Costaricense
Banco Cooperativo Costarricense	Líneas Aéreas Costarricenses S.A. (LACSA)
Banco Nacional de Costa Rica	Minerva Nacional S.A. (MINASA)
Banco Popular	Ministerio de Agricultura y Ganadería (MAG)
Centro Agronómico Tropical de Investigación y Enseñanza, (CATIE)	Ministerio de Cultura, Juventud y Deportes
Colegio de Ingenieros Agrónomos	Ministerio de Educación Pública
Colegio de Médicos	Ministerio de Gobernación
Conapa S.A.	Ministerio de Hacienda (Dirección de Aduanas)
Consejo Nacional de Investigaciones Científicas y Tecnológicas (CONICIT)	Ministerio de Obras Públicas y Transportes (MOPT)
CORTEL	Ministerio de Seguridad Pública
Deirdre Hyde (Mme)	Museo Nacional
Dirección de Parques Nacionales	Oficina del Café (Oficafé)
Dirección General Forestal	Organization for Tropical Studies (OTS)
Expotur (mercado turístico de Costa Rica)	PIPASA
Fundación Neotrópica	Plywood Costarricense S.A.
Horizontes (agence de voyage)	Befinadora Costarricense de Petróleo, S.A. (EECOPE)
Hotel Cariari	Servicio Nacional de Parques
Hotel Sheraton Herradura	Tropical Science Center
Instituto Costarricense de Electricidad (ICE)	Universidad de Costa Rica
Instituto Costarricense de Turismo (ICT)	Universidad Estatal a Distancia
Instituto Interamericano de Cooperación para la Agricultura (IICA)	Universidad Nacional
	Universidad para la Paz

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
AVANT-PROPOS	3
TABLE DES MATIERES	5
PROCES-VERBAUX DE LA 17EME SESSION DE L'ASSEMBLEE GENERALE	7
Points de procédure	9
Allocutions d'ouverture	14
Rapport du directeur général sur les activités de l'UICN depuis la 16ème Assemblée générale	15
Comptes et rapports des vérificateurs aux comptes pour 1984-86	18
Programme de l'UICN pour 1988-90	18
Estimations des recettes et dépenses pour 1988-90	28
Proposition de nouvelle structure des cotisations	30
Cahiers des charges des commissions	34
Membres	36
Election des présidents des commissions	36
Nomination des vérificateurs aux comptes	37
Résolutions et recommandations	37
Election du président	41
Election des conseillers régionaux	42
Membres honoraires	43
Possibilité d'établir l'espagnol et d'autres langues comme langues "officielles" ou "de travail" de l'Union	43
Remise des prix	44
Siège de la prochaine session ordinaire de l'Assemblée générale de l'UICN	46
Déclarations de clôture	46
RESOLUTIONS ET RECOMMANDATIONS	49
PROCES-VERBAUX DE LA 17EME REUNION TECHNIQUE	157
Volume accompagnant la Stratégie mondiale de la conservation	159
Rapport de la Commission mondiale pour l'environnement et le développement et "Perspectives sur l'environnement jusqu'en l'an 2000 et au-delà" (Nations Unies)	161
Financement international du développement	162
Conservation et développement durable en Amérique centrale	163
Ateliers	166
ANNEXES	167
1. Ordre du jour adopté par la 17ème session de l'Assemblée générale de l'UICN	169
2. Liste des documents	174
3. Résolution modifiant les règlements 12(1) et 13(2) du règlement intérieur et adoptant le règlement intérieur	177

4.	Discours inaugural de M. M.S. Swaminathan, président de l'UICN	178
5.	Discours de M. Mostafa K. Tolba, directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement	186
6.	Discours de S.A.R. le Prince Philip, Duc d'Edimbourg, président du Fonds mondial pour la nature	191
7.	Discours inaugural prononcé par S.E. Oscar Arias Sánchez, Président de la République du Costa Rica	195
8.	Messages des chefs d'Etat et chefs de gouvernement	201
9.	Déclaration de M. Osvaldo S. Babini Herrera, représentant de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	206
10.	Déclaration de M. Bernd von Droste, représentant de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture	209
11.	Déclaration du Professeur Geoffrey Matthews, directeur exécutif du Bureau international de recherches sur les oiseaux d'eau et les zones humides	212
12.	Déclaration de M. Àbdul Latif Rao, président du Comité permanent de la Convention de Ramsar	213
13.	Déclaration sur la population et l'environnement, prononcée par M. Nafis Sadik, directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour la population	215
14.	Déclaration de M. Martin Holdgate, directeur général désigné de l'UICN	222
15.	Rapport du comité des finances et vérificateurs aux comptes	227
16.	Rapport du comité du Programme	231
17.	Déclaration du président de l'UICN à propos de l'emplacement du siège de l'UICN	241
18.	Résolution sur les cotisations	243
19.	Cahiers des charges des commissions de l'UICN	244
20.	Membres d'honneur de l'UICN	256
21.	Citation pour la médaille du Mémorial John C. Phillips pour services exceptionnels à la conservation internationale, décernée à M. Michel Batisse	258
22.	Discours d'acceptation de la médaille du Mémorial John C. Phillips, prononcé par M. Michel Batisse	259
23.	Citations pour les prix décernés par la Commission de la sauvegarde des espèces	261
24.	Citations pour les prix décernés par la Commission des parcs nationaux et des aires protégées	267
25.	Invitation de la délégation de la République d'Indonésie pour que la 18ème session de l'Assemblée générale de l'UICN se tienne en Indonésie	270
26.	Discours d'adieu prononcé par M. Kenton Miller, directeur général de l'UICN	272
27.	Discours de clôture prononcé par M. Martin Holdgate, directeur général désigné de l'UICN	275
28.	Discours de clôture prononcé par M. M.S. Swaminathan, président de l'UICN	277
29.	Liste des documents des réunions techniques plénières	282

ACTES DE LA 17EME SESSION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

SAN JOSE, COSTA RICA, 1-10 FEVRIER 1988

Les points sont présentés dans l'ordre correspondant aux numéros des documents, sauf dans le cas des points pour lesquels il n'existe pas de document (points de procédure; discours d'ouverture; remise des prix; lieu de la prochaine session ordinaire; discours de clôture). On trouvera en Annexe 2 une liste des documents.

POINTS DE PROCEDURE

Point d'ordre (79:1*)

Le président appelle à l'ordre la 17ème Session de l'Assemblée générale, le lundi 1er février 1988 à 14h10.

Le président exprime sa gratitude et celle de l'UICN au gouvernement du Costa Rica qui accueille cette Assemblée générale; il remercie particulièrement Mme Margarita Penon **de Arias**, Première Dame du Costa Rica, ainsi que les autres membres du comité d'organisation du pays hôte.

Le président expose ensuite certaines des mesures les plus importantes prises pour mettre en oeuvre le programme adopté lors de la 16ème Session de l'Assemblée générale.

- a. Un programme pour le Sahel a été établi.
- b. Un programme sur la population et le développement durable a été institué et un groupe consultatif formé.
- c. L'UICN a participé aux travaux de la Commission mondiale pour l'environnement et le développement et a préparé un projet de propositions destinées à donner suite au rapport de la CMED.
- d. Une conférence internationale importante a été organisée à Ottawa pour évaluer la mise en oeuvre de la Stratégie mondiale de la conservation.
- e. Les Parties contractantes à la Convention de Ramsar ont invité l'UICN à créer le Bureau de la Convention de Ramsar au sein de l'UICN.
- f. Le regroupement, souhaité depuis longtemps, de toutes les unités de l'UICN dans un même bâtiment semble en bonne voie grâce aux propositions généreuses des gouvernements de la Suisse et des Pays-Bas. Il est

* Tout au long du document, les numéros de séance et de point de l'ordre du jour sont indiqués entre parenthèses, le numéro de séance précédant le numéro de point de l'ordre du jour.

maintenant urgent de trouver des locaux pour le Centre de surveillance continue de la conservation de la nature et de doter celui-ci d'une assise financière solide.

- g. L'année 1988 marque le 40ème anniversaire de l'UICN; sur l'aimable invitation du Gouvernement français, il est prévu de fêter cet événement, ultérieurement dans l'année, en France.

Le président note également que cette session de l'Assemblée générale coïncide avec un changement au sein du secrétariat. Le directeur général, Kenton Miller, se retire et le conseil a nommé M. Martin W. Holdgate pour le remplacer. Le président remercie M. et Mme Miller des services qu'ils ont rendus à l'UICN et rend hommage aux anciens directeurs généraux et directeurs généraux par interim qui assistent à l'Assemblée générale: Gerardo Budowski, Ray Dasmann, Duncan Poore, David Munro et Lee Talbot.

Le président souligne les graves difficultés financières que rencontre l'UICN. Les fonds sont extrêmement limités tandis que les besoins et les attentes vont croissants. Il faut trouver rapidement des ressources supplémentaires.

Le président termine en rappelant aux participants que la session est consacrée à la conservation pour un développement durable: une responsabilité partagée.

Nomination des comités (79:2)

Décision
507*

Les membres des comités de l'Assemblée générale figurant ci-dessous sont proposés par le président et adoptés par acclamation:

Comité de vérification des pouvoirs

Pam Eiser (Australie), présidence
Jay Hair (Etats-Unis)
Andrey Kaidala (URSS)
Li Gui-Ling (Chine)
Jorge Rodríguez Villalobos (Costa Rica)

Comité des résolutions

Liberty Mhlanga (Zimbabwe), présidence
Carolyn Burns (Nouvelle-Zélande), co-présidence
Aldo Antonietti (Suisse)
Kenneth Brynaert (Canada)
Jan Cerovsky (Tchécoslovaquie)
Bertrand des Clers (France)
Abdul Latif Rao (Pakistan)
José Maria Rodríguez (Costa Rica)

* Les décisions de l'Assemblée générale sont numérotées dans un ordre continu.

[Celso Roque (Philippines) est proposé mais n'a pu participer à l'Assemblée générale]

Pour le Groupe de travail sur les résolutions sont nommés préalablement en qualité de membres de droit: Wolfgang Burhenne (République fédérale d'Allemagne), David Munro (Canada), Mats Segnestam (Suède).

Comité des finances et vérificateurs aux comptes

Martin Edwards (Canada), présidence

Syed Babar Ali (Pakistan)

Curtis Bohlen (Etats-Unis)

Anis Mouashar (Jordanie)

José Pedro de Oliveira Costa (Brésil)

Léonard Hentsch (Suisse), trésorier de l'UICN

Russell Peterson (Etats-Unis)

Yuri Yazan (URSS)

[Hedia Baccar (Tunisie) et Roberto Messias Franco (Brésil) sont proposés mais n'ont pu participer à l'Assemblée générale]

Comité du Programme

Peter Jacobs (Canada), présidence (se désiste en faveur de Adrian Phillips)

Adrian Phillips (Royaume-Uni), présidence

Ashok Khosla (Inde)

Magnar Norderhaug (Norvège)

Yves Renard (Sainte-Lucie)

(Digvijay Sinh (Inde) est proposé mais ne peut participer au travail du comité)

Comité des cotisations

François Ramade (France), présidence

Harold Eidsvik (Canada)

Mohamed Khan bin Momin Khan (Malaisie)

Yves Renard (Sainte-Lucie)

[Eduardo Gudynas (Uruguay) est proposé mais ne peut participer aux travaux du comité]

Décision 508 Le président demande à être autorisé à remplacer les membres des comités éventuellement absents. Cette autorisation lui est conférée par acclamation.

Nouveaux Etats membres (79:3)

Le président annonce que, depuis la 16ème Session de l'Assemblée générale, les Etats suivants ont notifié au directeur général leur adhésion aux Statuts de l'UICN et sont donc devenus Etats membres de l'Union:

Argentine

Niger

Sri Lanka.

Son Excellence, El Hadj Oumar Tall, ministre des Ressources naturelles et des Productions animales du gouvernement du Mali, informe l'Assemblée générale que son gouvernement a l'intention de devenir Etat membre de l'UICN et notifiera au directeur général son adhésion aux Statuts de l'Union. M. Tall prend note des excellentes relations existant entre le Mali et l'UICN, et notamment de la coopération pour le programme pour le Sahel et le projet de conservation de l'environnement du delta du Niger.

Adoption du règlement intérieur (79:6)

Le règlement intérieur est présenté pour adoption. Du fait des retards dans la distribution des documents de l'Assemblée générale, les procédures spécifiées au titre des règlements 12(1) et 13(2) n'ont pas été suivies. Un projet de résolution a donc été proposé, remplaçant les "120 jours" prévus au règlement 12(1) par "85 jours" et les "90 jours" et "60 jours" prévus au règlement 13(2) par "55 jours" et "25 jours" respectivement.

En réponse, il est noté que les règlements adoptés à la 16ème Session avaient pour objet de permettre aux membres d'étudier les documents, de répondre et de présenter des résolutions ou recommandations. Le délai de 85 jours pour la distribution de la documentation ne permet pas de présenter des résolutions ou recommandations, le délai de 90 jours ayant déjà expiré, si bien que les membres ne peuvent présenter de motions. La modification proposée au règlement intérieur doit constituer une exception. Il est proposé de souligner les termes "dans ce cadre seulement".

Décision 509	Une résolution sur les règlements 12(1) et 13(2) du règlement intérieur et adoptant tous les autres textes du règlement intérieur est approuvée par acclamation (Annexe 3).
-----------------	---

Adoption de l'ordre du jour (80:1)

Décision 510	Le projet d'ordre du jour (Document GA/17/88/Ag. (Rev. 1)) est adopté avec trois nouvelles questions: déclaration du président sur le siège de l'UICN (80:5); déclaration du directeur général désigné (81:5); troisième rapport du Comité de vérification des pouvoirs (84:1). L'ordre du jour adopté figure en Annexe 1 aux présents procès-verbaux.
-----------------	--

Rapports du Comité de vérification des pouvoirs (79:5.81:1. 84:1)

Premier rapport

Présenté par Mme Pam Eiser, présidente

Le comité a examiné le lundi matin, 1er février 1988, toutes les lettres de créances reçues à cette date. La majorité d'entre elles sont en ordre et ont été acceptées; 38 n'ont pas été acceptées du fait de l'absence de cachet ou de lettre de couverture officielle, d'un arriéré de cotisation ou de non appartenance à l'UICN. Le calcul des votes potentiels est le suivant:

Membres de la catégorie A	77 voix
Membres de la catégorie B	199 voix, dont 40 pour les Etats-Unis.

Deuxième rapport

Présenté par Mme Pam Eiser, présidente

Le comité a examiné toutes les lettres de créances reçues au mardi 2 février 1988. Le calcul des votes potentiels est le suivant:

Membres de la catégorie A	96 voix
Membres de la catégorie B	199 voix, dont 34 pour des membres internationaux non gouvernementaux et 43 pour les Etats-Unis.

Les voix des membres des Etats-Unis ont une valeur de 0.95 chacune, soit un total de 40.7 (10% du total des votes potentiels dans la catégorie B, conformément à l'Article II, paragraphe 20 (a) des Statuts), ce qui donne un total rectifié pour la catégorie B de 196.7 voix.

Troisième rapport

Présenté par Mme Pam Eiser, présidente

Le comité a examiné toutes les nouvelles lettres de créances reçues jusqu'au lundi 8 février 1988. Conformément à l'Article II, paragraphe 15, des Statuts, le comité n'a pu accorder le droit de vote au 21 membres ayant encore des arriérés de cotisation. Le calcul des votes potentiels est le suivant:

Membres de la catégorie A	106 voix
Membres de la catégorie B	233 voix, dont 40 pour des membres internationaux non gouvernementaux et 49 pour les Etats-Unis.

Les voix des membres des Etats-Unis ont une valeur de 0.83 chacune, soit un total de 40,7 (soit 10% du total des votes potentiels de la catégorie B, conformément à l'Article II, paragraphe 20 (a) des Statuts), ce qui donne un total rectifié pour la catégorie B de 224,7 voix.

ALLOCUTIONS D'OUVERTURE

Cérémonie d'inauguration (79:)

La cérémonie d'inauguration a lieu au Théâtre national et commence par une présentation audio-visuelle des activités de l'UICN et par l'hymne national du Costa Rica. Des discours d'inauguration sont été prononcés par les personnes ci-après:

Le président de l'UICN. M. Monkombu Swaminathan (Annexe 4).

Le directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), M. Mostafa K. Tolba (Annexe 5).

Le président du Fonds mondial pour la nature (WWF), SAR le Prince Philip, duc d'Edimbourg (Annexe 6).

M. R. Ramírez Paniagua, ministre du Gouvernement et de la Police, offre au président de l'UICN une collection unique de timbres émis spécialement pour la 17ème Session de l'Assemblée générale de l'UICN.

M. Oscar Arias Sánchez, Président du Costa Rica, et M. Alvaro Umaña, ministre des Ressources naturelles, de l'Energie et des Mines, signent le Décret présidentiel déclarant l'année 1988 Année des ressources naturelles, de la conservation et de la protection de l'environnement.

M. Swaminathan offre au Président Arias Sánchez une plaque de bronze sur laquelle est gravée la Charte mondiale pour la nature.

Le président de la République du Costa Rica, Son Excellence Oscar Arias Sánchez, prononce le discours d'inauguration (Annexe 7).

A l'issue de la cérémonie, les participants accompagnent le Président et son entourage en cortège jusqu'au Museo Nacional, où le Gouvernement de la République du Costa Rica offre un cocktail de bienvenue.

Messages de chefs d'Etat et chefs de gouvernement

La 17ème Session de l'Assemblée générale de l'UICN reçoit des messages de félicitations et d'encouragements des chefs d'Etat ci-après (Annexe 8):

Son Excellence Vinicio Cerezo Arévalo, Président de la République du Guatemala

Son Excellence Daniel Ortega Saavedra, Président de la République du Nicaragua

La 17ème Session de l'Assemblée générale de l'UICN reçoit des messages de félicitations et d'encouragements du chef de gouvernement ci-après (Annexe 8) :

Son Excellence Rajiv Gandhi, premier ministre de la République de l'Inde.

Déclarations de la FAO et de l'Unesco (80:3)

M. Osvaldo Babini Herrera, représentant de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (Annexe 9) et M. Bernd von Droste, représentant de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Annexe 10) font des déclarations.

Déclarations d'autres organisations coopérant avec l'UICN

Le professeur Geoffrey Matthews, directeur exécutif du Bureau international de recherches sur les oiseaux d'eau et les zones humides (Annexe 11); M. Abdul Latif Rao, président du Comité permanent de la Convention relative aux zones humides d'importance internationale, particulièrement comme habitats des oiseaux d'eaux (Convention de Ramsar) (Annexe 12).

Déclaration sur la population et l'environnement (80:4)

Du fait des relations d'interdépendance existant entre la population et l'environnement, et de l'importance que le FNUAP accorde à cette question, Mme Nafis Sadik, directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), est invitée à prononcer une déclaration. Le texte de l'allocation de Mme Sadik sur la population et l'environnement figure en Annexe 13.

Déclaration du directeur général désigné de l'UICN (81:5)

M. Martin Holdgate, directeur général désigné, prononce une allocation (Annexe 14).

RAPPORT DU DIRECTEUR GENERAL SUR LES ACTIVITES DE L'UICN DEPUIS LA 16EME ASSEMBLEE GENERALE (79:4. 81:2. 86:3)

Document GA/17/88/1

Le directeur général reprend les grands points du Rapport triennal 1985-1987 (Document GA/17/88/1). Il attire l'attention sur la liste des gouvernements, organisations

d'aide au développement, organisations intergouvernementales, organisations non gouvernementales, fondations et (pour la première fois) sociétés qui apportent un soutien au Programme de l'UICN. L'Assemblée générale exprime sa gratitude par des applaudissements.

M. David Munro présente l'étude sur les résultats atteints au cours de la période triennale 1985-1987, qu'il a préparée en collaboration avec M. Martin W. Holdgate (Annexe 8 au document GA/17/88/1). Répondant à une question, il explique que l'ancien groupe consultatif pour la planification du programme a pu donner davantage de conseils représentatifs que l'actuel comité consultatif du programme du fait d'une composition plus large.

Un délégué soutient la conclusion de cette étude selon laquelle l'UICN s'engage dans des domaines d'activités qui s'écartent de son mandat initial et que l'Union devrait axer ses activités sur des points plus précis. Il demande qu'elle s'engage à nouveau à Fontainebleau en faveur de la protection des espèces et des écosystèmes et ce, dans le cadre d'un développement durable. Cette suggestion est applaudie.

Son Altesse Sayyid Shabib Bin Taimur Al Said, ministre de l'Environnement et des Ressources hydriques et président adjoint du Conseil pour l'environnement et les ressources hydriques du Sultanat d'Oman indique que le Sultanat d'Oman a progressé vers l'institution d'un système d'aires de conservation, d'un plan de gestion des zones côtières et d'une stratégie nationale de la conservation. Il souligne l'importance de la gestion des déchets dangereux et insiste sur le rôle que peut jouer l'UICN en aidant les pays en développement à mettre au point une législation en matière d'environnement. Le Sultanat d'Oman est prêt à accueillir des réunions visant à attirer davantage l'attention sur les manières d'associer protection de l'environnement et industrialisation dans la région.

Le président remercie le ministre de l'Environnement et des Ressources hydriques pour sa déclaration et le prie de transmettre les sincères remerciements de l'Assemblée générale à S.M. Qaboos Bin Saïd, Sultan d'Oman, pour l'offre généreuse faite par son gouvernement de garantir un appui financier aux activités de l'UICN au cours de la période triennale à venir.

Décision
511

L'Assemblée générale approuve le rapport du directeur général par acclamation.

Examen des activités des commissions (81.3)

Le professeur Wolfgang Engelhardt, président adjoint de la Commission de l'écologie, introduit le rapport du président de cette commission (Annexe 2 au document GA/17/88/1). Répondant à une question, il indique que la commission travaillera en coopération avec le Programme international du CIUS sur la géosphère et la biosphère.

Le professeur John Smyth, président adjoint par interim de la Commission de l'éducation, ouvre le débat sur le rapport du président (Annexe 3 au document GA/17/88/1). Plusieurs délégués soutiennent fortement la commission, regrettent l'absence de services du réseau au cours des trois dernières années et demandent que de nouvelles ressources soient engagées. M. Jan Cerovsky (Tchécoslovaquie) attire l'attention sur le programme actif du Comité d'Europe de l'Est de la commission.

En 1987, une réunion internationale sur les centres pour l'éducation en matière d'environnement s'est tenue en Tchécoslovaquie sous les auspices de l'UICN et pourtant il n'en est fait mention dans aucun des documents de l'Assemblée générale. Une telle omission réduit la crédibilité de l'UICN en tant que réseau.

M. Peter Jacobs, président de la Commission de planification de l'environnement, présente son rapport (Annexe 4 au document GA/17/88/1).

M. Wolfgang Burhenne, président de la Commission des politiques, du droit et de l'administration de l'environnement présente son rapport (Annexe 5 au document GA/17/88/1). Plusieurs délégués se félicitent des activités novatrices en matière de droit international de l'environnement menées par la commission ainsi que par le Centre du droit de l'environnement et demandent une augmentation du financement.

M. Harold Eidsvik, président de la Commission des parcs nationaux et des aires protégées, ouvre le débat sur son rapport (Annexe 6 au document GA/17/88/1). Un délégué fait remarquer que le soutien financier du secrétariat exécutif de la CPNAP provient essentiellement d'un contrat passé avec le Fonds du patrimoine mondial de l'Unesco. Il lance un appel aux donateurs en vue d'élargir le secrétariat de la commission afin que le réseau de la CPNAP puisse se développer totalement.

M. Grenville Lucas, président de la Commission de la sauvegarde des espèces, introduit son rapport (Annexe 7 au document GA/17/88/1).

Un délégué propose que la liste des membres des commissions soit communiquée à toutes les commissions et que les membres inactifs soient remplacés par des personnes s'occupant activement de conservation. M. Lucas répond que telle est la pratique de la Commission de la sauvegarde des espèces.

**COMPTES ET RAPPORTS DES VERIFICATEURS AUX COMPTES POUR
1984-1986 (79:4. 81:4. 87:1)**

Document GA/17/88/2

M. Léonard Hentsch, trésorier de l'UICN, présente ce document et attire l'attention sur l'Addendum 6, Commentaires relatifs aux comptes. Répondant à une question, il confirme que la moyenne des cotisations non versées (5%) figure dans le passif.

Un délégué demande que les notes de bas de page des rapports des vérificateurs aux comptes fournissent une explication plus complète du déficit cumulatif (2,2 millions de francs suisses) et que la base de comptabilité (exercice ou gestion) soit la même tout au long de la période 1984-1986. Tout l'actif devrait être évalué (la bibliothèque et d'autres avoirs assurés ne figurent apparemment pas dans les amortissements). Ces observations sont accueillies avec des applaudissements.

Le Comité des finances et des vérificateurs aux comptes (Annexe 15 et point relatif aux prévisions de recettes et de dépenses ci-après) recommande que:

L'Assemblée générale approuve les comptes pour la période triennale 1984-1986.

Les vérificateurs aux comptes accordent une attention particulière à la question des ajustements des soldes de fonds des années précédentes, lors de la vérification de 1987.

Décision
512

L'Assemblée générale approuve les comptes et rapports des vérificateurs aux comptes pour 1984-1986 et approuve les recommandations du comité des finances et vérificateurs aux comptes par acclamation.

PROGRAMME DE L'UICN POUR 1988-1990 (79:4. 83:1. 87:3)

Document GA/17/88/3

Le débat sur le projet de programme de l'UICN pour 1988-1990 est précédé par un rapport de M. Jeffrey McNeely (directeur général adjoint, Conservation) sur les ateliers des réunions techniques tenus les 3 et 4 février dans le contexte de l'Assemblée générale.

Les 14 ateliers se sont avérés un mécanisme utile qui a permis aux membres de travailler ensemble, d'aider à établir le Programme de l'UICN et de débattre de sa mise en pratique. Il a cependant été suggéré qu'à l'avenir, les ateliers s'échelonnent sur une période plus longue avec

moins de sessions simultanées et qu'une interprétation en français et en espagnol soit fournie. Le secrétariat utilisera les idées issues des ateliers pour revoir le Programme de l'UICN qui sera présenté à la prochaine réunion du conseil. Les principaux résultats des ateliers sont les suivants:

1. Conservation côtière et marine. Les membres et commissions de l'UICN devraient créer 15 groupes d'étude régionaux chargés de préciser les mesures à prendre pour surmonter les obstacles à la conservation côtière et marine. Une conférence sur la conservation côtière et marine est prévue pour 1990; 14 membres de l'UICN ont déjà accepté de parrainer cette réunion. Un certain nombre de membres ont demandé que différents points du Programme de l'UICN pour la conservation côtière et marine soient soutenus. La CPNAP devrait ajouter un élément "aires protégées marines" à son programme.
2. Antarctique. Un réseau, composé de membres et commissions, est créé pour fournir des conseils en matière de politique et aider à préparer la Stratégie de conservation de l'Antarctique. Le réseau aidera également à réunir des fonds pour de nouvelles activités hautement prioritaires.
3. Zones humides. L'atelier a insisté sur le renforcement de la collaboration - entre les membres de l'UICN d'une part, et entre les membres et le secrétariat de l'UICN d'autre part - pour le programme de conservation des zones humides. Parmi les mécanismes proposés figurent des projets conjoints, l'appui des membres à la coordination des programmes et à des projets spécifiques de terrain, et la création de groupes de travail nationaux composés de membres et collaborateurs de l'UICN.
4. Population et développement durable. Les stratégies nationales de conservation du Costa Rica, du Pakistan, de la Zambie et du Zimbabwe, diverses études de cas ainsi qu'un modèle informatique du bureau de la population de l'USAID sur la population et l'utilisation des ressources naturelles ont été au coeur d'un débat sur les directives permettant une meilleure intégration des stratégies en matière de population et de ressources naturelles. L'UICN a été invitée à réunir des études de cas sur les liens entre le développement durable, la conservation et la population, et à mettre au point des modèles de stratégies nationales de conservation. L'atelier a également examiné comment le Programme de l'UICN pour 1988-1990 pourrait profiter des compétences et connaissances des femmes en matière de gestion des ressources naturelles, au niveau tant des politiques que des projets de terrain.

5. Plantes. L'atelier a examiné le programme UICN/WWF pour la conservation des plantes. Les principales questions abordées ont été les suivantes: potentiel éducatif du secrétariat et du réseau des jardins botaniques pour la conservation en tant que partie intégrante de l'UICN, développement de ce réseau, renforcement des travaux sur la diversité biologique et les ressources génétiques (en association avec le CIRP, la FAO et l'OMS), notamment sur les espèces d'intérêt économique et leur évaluation, les plantes médicinales et la nécessité de réunir des informations ethnobotaniques auprès des populations indigènes.

6. Sahel. L'atelier a permis d'examiner, avec les bénéficiaires et les donateurs, la politique de l'Unité de coordination du Sahel, la déclaration relative au programme, ainsi que le programme de travail pour 1988. La déclaration relative au programme a été adoptée par l'atelier (même si certains aspects doivent encore être éclaircis). Il est apparu que la sécheresse chronique traduit une modification climatique qui se maintiendra vraisemblablement dans les années à venir. Le programme, mené aux niveaux régional, national et local, aura pour objet de montrer que le développement durable n'est pas une utopie, d'assurer une planification stratégique et (au niveau régional) de suivre les progrès.

7. Forêts tropicales. L'atelier a tenu trois sessions. La première a examiné une initiative importante visant à recenser et à suivre les "sites critiques" pour la conservation de la diversité biologique dans des forêts tropicales, ainsi que les relations entre cette activité, le travail d'évaluation de la forêt tropicale de la FAO, les activités de surveillance continue du PNUE, de Nature Conservancy et de Conservation International. L'atelier a ensuite convenu que le plan d'action foresterie tropical (PAFT) constituait le meilleur mécanisme disponible pour renforcer le soutien en faveur de la foresterie et de la conservation des forêts. Il a toutefois été estimé que le PAFT pourrait améliorer ses résultats en matière de conservation des écosystèmes et encourager davantage la participation des ONG et des communautés locales. Enfin, tout en notant qu'il existait très peu d'exemples de gestion de forêts tropicales permettant un rendement durable de bois d'une importance significative, l'atelier a conclu qu'une industrie du bois rationnelle était un élément essentiel pour la conservation des forêts et que l'UICN devrait travailler dans ce sens avec l'Accord international sur les bois tropicaux.

8. Stratégies de conservation de la diversité biologique. Le but général fixé pour le Programme de l'UICN consiste à développer et à mettre en place, d'ici l'an 2000, des stratégies visant à maintenir des populations viables de toutes les espèces. Parmi les objectifs précis figurent l'évaluation des espèces et des aires protégées, le recensement des "points chauds" et la mise au point de modèles prévisionnels. Des critères pour l'établissement des priorités ont également été déterminés.
9. Aires protégées. L'atelier a axé ses travaux sur trois questions urgentes. Premièrement, le financement de la conservation, y compris les initiatives locales, la dette en échange de la conservation et la nouvelle politique de la Banque Mondiale en ce qui concerne les zones de nature sauvage. Deuxièmement, comment la génération actuelle peut-elle assurer la plus grande diversité possible à la prochaine génération: les moyens examinés comprenaient l'étude des systèmes d'aires protégées, l'incorporation d'aires protégées dans les stratégies nationales de conservation, la recherche et le suivi, et la Convention sur le patrimoine mondial. Troisièmement, la relation entre la population et les aires protégées: il a été convenu que cette question devrait demeurer prioritaire et pourrait constituer le principal défi de la prochaine décennie. L'approche des réserves de biosphère a été considérée comme un excellent modèle de gestion des zones tampon.
10. Sciences de la conservation. L'atelier a été divisé en trois séances:

Savoir traditionnel: les populations indigènes représentées à l'atelier ont souhaité instaurer avec l'UICN des relations sur le modèle du groupe de travail de la Commission de l'écologie sur le savoir traditionnel. Une section sur les populations indigènes a été préparée pour le volume de la Stratégie mondiale de la conservation, section qu'il conviendrait d'examiner sérieusement. L'atelier s'est fortement inquiété des menaces pesant sur les droits traditionnels des sociétés indigènes en matière de chasse, de pêche et de piégeage.

Restauration écologique: des études de cas ont été examinées et il a été conclu que les obstacles à la restauration des écosystèmes étaient de nature socio-économique et non technologique. La participation, la formation et la sensibilisation des communautés sont des éléments indispensables. Les programmes de restauration doivent utiliser, chaque fois que possible, des approches basées sur la gestion

traditionnelle des ressources. Une question importante et sans réponse est de savoir dans quelle mesure il convient de restaurer des écosystèmes modifiés par les populations humaines depuis des siècles.

Iles: le plan de travail triennal du nouveau groupe d'étude de l'UICN sur la conservation des îles comprend un répertoire mondial des îles, des mesures destinées à aider les îles menacées, des directives pour un développement insulaire durable et du matériel didactique à l'intention des insulaires. Ce plan de travail bénéficie notamment de la collaboration de l'Office de la recherche scientifique et technique d'outre-mer (ORSTOM) qui a fourni ses cartes, atlas et bases de données extrêmement complètes sur les îles. La CIPO a également annoncé sa collaboration.

11. Convention sur la diversité biologique: les participants ont examiné les trois principaux aspects d'un projet de convention préparé par la Commission des politiques, du droit et de l'administration de l'environnement: accès au matériel génétique, obligations fondamentales vis-à-vis de la conservation de la diversité biologique et financement. Des opinions divergentes ont été émises sur la question de savoir si le financement devrait suivre les schémas conventionnels ou être assuré par une taxe ou redevance sur l'utilisation des ressources génétiques. Il a été convenu qu'un soutien devrait être recherché pour poursuivre la mise au point du projet, y compris une étude du mécanisme de financement proposé.
12. Economie. Cet atelier a été le lieu du premier débat sérieux dans un nouveau domaine important pour l'UICN. La principale conclusion a été que l'UICN devrait utiliser des outils économiques pour garantir le maintien de la diversité biologique dans un monde en évolution. L'UICN a été encouragée à renforcer ses efforts pour associer de manière productive, économie et écologie. L'atelier déboucha notamment sur un ensemble de directives concernant les mesures économiques tendant à encourager la conservation de la diversité biologique.
13. Aptitude à conserver la nature et ses ressources. L'atelier a fortement approuvé la nécessité d'introduire un chapitre sur l'éthique dans le volume accompagnant la Stratégie mondiale de la conservation, et a suggéré des améliorations au projet actuel. L'atelier a jugé fondamentales la formation et l'éducation. Vingt études de cas ont montré la variété des approches novatrices actuelles en matière d'éducation et de formation et ont prouvé l'importance de la constitution d'un réseau dans ce domaine.

14. Bases de données sur la conservation. L'atelier a convenu qu'il était plus que jamais nécessaire de disposer d'informations quantitatives fiables sur les ressources naturelles et la conservation. Il a mis l'accent sur le rôle que l'UICN devrait jouer pour répondre à ce besoin: l'Union devrait aider à coordonner les systèmes de gestion des informations de ses membres et utiliser les commissions pour fournir et confirmer les données et pour évaluer les résultats. Une base mondiale de données est essentielle et il est urgent d'établir davantage de centres nationaux de données dans les pays en développement. L'UICN devrait, avec d'autres, participer davantage à cette dernière activité, en mettant au point des protocoles et procédures communs destinés à faciliter l'échange d'informations entre bases de données. Il a été convenu que les organismes de développement et autres institutions qui dépendent de sources externes d'informations ont un rôle à jouer dans le fonctionnement continu de ces sources. Avec l'aide financière de la Banque Mondiale, un projet de collaboration à un système de gestion des informations sur les ressources naturelles a été mis au point. Le plan de restructuration du Centre de surveillance continue de la conservation de la nature - qui demande également une collaboration entre donateurs, bases de données et utilisateurs - a été soutenu.

M. Adrian Phillips, président du comité du programme, présente le rapport (Annexe 16). Le comité a axé ses travaux sur les principales remarques faites sur les grandes lignes du projet de programme et des procédures de programme et de budget de l'UICN, remarques faites au cours de l'examen informel du projet de programme et de budget (le 4 février), du débat officiel tenu à la 83ème Session, de la Réunion technique et des réunions des commissions. Les conclusions du comité sont les suivantes:

- a. Pour que l'examen du programme par l'Assemblée générale soit utile, il faut que les prévisions financières soient exactes.
- b. Les résolutions et recommandations de l'Assemblée générale influent (ou devraient influencer) sur le programme. Le conseil devrait envisager la possibilité de modifier l'ordre du jour afin que l'adoption du programme et du budget soit postérieure à l'adoption des résolutions.
- c. Le directeur général devrait examiner les résultats des ateliers et des commissions au moment de la rédaction de la nouvelle version du programme et du budget.

- d. La structure actuelle du programme devrait être maintenue pendant toute la prochaine période triennale au moins et elle devrait être adoptée dans le prochain programme triennal, avant la 18ème Assemblée générale et n'être modifiée qu'après, s'il y a des raisons impératives de le faire.
- e. Le conseil et le directeur général devraient examiner les moyens d'améliorer l'intégration du programme et du budget.
- f. Les membres gouvernementaux et non gouvernementaux de l'Union sont invités à utiliser pleinement les mécanismes de consultation et de participation dont ils disposent (examen de projets de documents, participation à des activités particulières décrites dans le document de programme, coordination au niveau régional, etc.) et à faire au secrétariat des suggestions pratiques en ce qui concerne leurs besoins et leurs vues ainsi que leurs contributions éventuelles.
- g. Le directeur général doit trouver de nouveaux moyens de faire participer les membres de l'UICN à la mise en oeuvre du programme.
- h. Le programme pourrait bénéficier d'un examen critique de la manière dont les priorités sont fixées et prises en compte (dans le cadre par exemple de l'évaluation du programme recommandée plus bas); parallèlement, certaines améliorations pourraient être apportées à la prochaine version afin d'aider à recenser plus clairement les priorités et à déterminer les ressources nécessaires pour mettre en oeuvre ces activités.
- i. L'équilibre entre travail théorique et projets de terrain est acceptable.
- j. Le directeur général devrait examiner les moyens de faire bénéficier l'UICN dans son ensemble d'un développement des programmes de terrain.
- k. Le directeur général devrait entreprendre un examen de la place qui revient à l'éducation, à la formation et à la communication dans le Programme de l'UICN, et mettre en oeuvre des activités dans ce domaine établissant une distinction plus claire entre le rôle de l'éducation et de la formation et celui de la communication - activités qui portent le message de l'UICN partout dans le monde.
- l. Le directeur général devrait étudier, en consultation avec le conseil, la structure en commissions de l'UICN, en vue de proposer à l'Assemblée générale des modifications susceptibles de la rendre mieux à même de répondre aux besoins actuels et de l'intégrer dans d'autres composantes de l'Union.

- m. Le directeur général devrait étudier la manière de rendre le programme plus constructif et l'évaluation des réalisations plus précise, en incorporant les résultats, les objectifs et les indicateurs de réalisation.
- n. Le conseil devrait prévoir une étude et une évaluation à grande échelle des réalisations du Programme de l'UICN.
- o. Le directeur général devrait établir des mécanismes d'évaluation très sélective des activités de l'UICN.
- p. Le directeur général devrait examiner les mécanismes consultatifs à sa disposition pour préparer le programme et présenter au conseil les recommandations qui s'imposent.

Le comité du programme note qu'un certain nombre de points ont été soulevés sur des activités spécifiques proposées dans le projet de programme. Le secrétariat devra examiner soigneusement ces observations avant de décider de la manière dont il poursuivra la mise en oeuvre des activités de programme.

Indépendamment des observations reprises par le comité du programme, les principaux points soulevés par les délégués sont les suivants:

- a. Il est difficile de cerner des priorités ou d'avoir une vue d'ensemble du document.
- b. Il y a un danger de chevauchement entre activités d'une part, de domaines de programme de l'UICN et d'autre part, de l'UICN et d'autres organisations. Au sein de l'UICN, on craint qu'il n'y ait des bases de données concurrentes et un examen est instamment demandé. Certains estiment que le travail sur les modifications climatiques mondiales et la macroéconomie fait double emploi avec le travail d'autres membres et collaborateurs de l'Union. Il est suggéré que l'Union accorde la priorité aux domaines dont aucune autre organisation ni aucun gouvernement ne peut s'occuper. On craint, à cet égard, que des problèmes de gestion ne se posent si le programme devient trop vaste.
- c. L'éducation ne reçoit pas une importance suffisante. En particulier, certaines activités déjà approuvées par la Commission de l'éducation, y compris lors de la réunion antérieure de son comité d'orientation, ont été oubliées. Ainsi, il n'est pas fait mention du travail des comités régionaux de la Commission de l'éducation. L'absence d'un membre du personnel au siège est, et continuera à représenter un obstacle à l'intégration des travaux de la commission avec ceux du reste de l'Union. La Commission de l'éducation

continuera à faire pour le mieux malgré ces limites mais il faut être réaliste quant aux problèmes qui risquent de se poser.

- d. La part du budget consacrée à la conservation de la diversité biologique est trop faible. L'UICN s'écarte de la "conservation pour le développement durable" et devient une simple institution de développement. Le budget du Centre de la conservation pour le développement est supérieur à celui du reste de l'organisation réunie, alors qu'il est avant tout nécessaire de renforcer les commissions. Le CCD devrait s'efforcer davantage d'incorporer les activités des commissions dans ses programmes. En réponse, M. Kenton Miller, directeur général, souligne que le budget du CCD provient presque entièrement de fonds affectés à des projets spécifiques, qui ne peuvent pas être utilisés à d'autres fins. En fait, les fonds pour des projets de développement augmentent mais les fonds pour les activités des commissions diminuent du fait de l'absence de fonds sans affectation à la disposition du secrétariat. Quoi qu'il en soit, on assiste à une intégration croissante des nouvelles activités en faveur d'un développement durable et des activités traditionnelles de l'UICN, et les modifications apparentes tiennent davantage au langage utilisé pour décrire le programme. En outre, l'Assemblée générale a adopté ces dernières années de nombreuses résolutions sur la nécessité pour l'UICN d'augmenter ses activités dans le domaine du développement durable.

Le vice-président de l'UICN, le professeur Yuri Yazan (URSS), signale que de nombreux progrès ont été accomplis au cours de la dernière période triennale dans les pays d'Europe de l'Est. Il faut signaler en particulier l'établissement de nouvelles aires protégées, l'introduction de technologies peu polluantes et l'amélioration de l'éducation en matière d'environnement. Au cours de la période triennale, deux réunions consultatives ont eu lieu entre des représentants des membres de l'UICN en Europe de l'Est et le secrétariat de l'UICN, qui ont débouché sur un soutien considérable à la mise en oeuvre du Programme de l'UICN en Europe de l'Est; des propositions particulières sur l'organisation et les travaux à accomplir seront mises au point. Un groupe spécial sera chargé de préparer un inventaire des problèmes de conservation et une liste des activités prioritaires.

M. Peter Thacher (Etats-Unis) présente le rapport du groupe d'études créé par le directeur général pour recommander les mesures que l'UICN devrait prendre pour donner suite au rapport de la Commission mondiale pour l'environnement et le développement (CMED). Les projets de propositions examinés par le groupe d'études visent à stimuler l'action aux niveaux national et international par le biais des membres de l'UICN, en vue d'appuyer les recommandations de

la commission dans le contexte de la Stratégie mondiale de la conservation. Le groupe d'études a signalé quatre mesures qui pourraient, à son avis, être entreprises par le secrétariat avec les ressources existantes et aider à atteindre cet objectif:

1. Introduire des innovations dans le programme et les activités en cours, en vue d'associer plus étroitement le programme et la Commission mondiale pour l'environnement et le développement.
2. Promouvoir le Rapport de la CMEQ par le biais des publications de l'UICN et encourager les membres de l'Union à faire de même dans leurs publications.
3. Partager les fichiers d'adresses de l'UICN avec d'autres organisations appuyant les recommandations de la commission.
4. Coopérer avec d'autres organismes internationaux importants comme des unions scientifiques et des organisations internationales de parlementaires.

Le groupe d'études estime que le succès des actions de suivi se situe au niveau national et que tous les membres de l'UICN devraient être encouragés à examiner les mesures locales afin de voir si elles vont dans le sens des recommandations de la commission. Les progrès devront être évalués à la prochaine Session de l'Assemblée générale de l'UICN et on pourrait envisager d'organiser une grande conférence internationale en 1992. Le groupe d'études demande également des mesures supplémentaires visant à renforcer le soutien du secrétariat en faveur d'activités nationales appropriées (par exemple en catalysant de nouvelles mesures dans les pays mettant en oeuvre des stratégies nationales ou subnationales de la conservation). Le secrétariat pourrait également informer les gouvernements du soutien qu'il est possible d'apporter à différentes recommandations de la commission intéressant l'UICN.

Le directeur général désigné, Martin Holdgate, examine le programme à la suite des observations de l'Assemblée générale mais souligne que de nouvelles activités ne pourront être entreprises que si les ressources le permettent. A propos de l'équilibre des projets, il estime difficile de trouver des critères permettant de discerner rapidement et de manière fiable les projets de développement durable et les projets de conservation de la nature; en fait, dans de nombreuses parties du monde, le développement durable est un véhicule essentiel de la conservation de la nature. Les dépenses brutes de l'Union en faveur de la conservation de la nature ont effectivement augmenté mais celles consacrées au développement durable ont augmenté encore plus rapidement. Le directeur général désigné indique qu'il a l'intention de conserver

l'équilibre existant au sein du programme; il croit à d'étroites relations entre les membres, les commissions et les éléments thématiques de l'Union. Il espère que cette interrelation sera suffisamment fructueuse pour attirer des fonds sans affectation, dont l'UICN a tant besoin.

Décision 513 Compte tenu des remarques de M. Holdgate, l'Assemblée générale approuve le projet de programme pour 1988-1990 par acclamation.

ESTIMATIONS DE RECETTES ET DEPENSES POUR 1988-1990 (79:4. 82:3. 87:4)

Document GA/17/88/4 (Rev.)

M. Martin Edwards, président du comité des finances et vérificateurs aux comptes, introduit ce document ainsi que le rapport du comité (Annexe 15). Il souligne que les tableaux qui accompagnent le rapport sont basés sur des informations mises à jour et remplacent ceux figurant dans le document initial dans lequel les recettes sans affectation ont été surévaluées. Les estimations de dépenses ont été ajustées de manière à refléter la réduction des recettes estimées. Si les recettes prévues se concrétisent, l'Union pourra fonctionner avec un budget équilibré et le déficit pourra être considérablement réduit.

Le comité des finances et vérificateurs aux comptes recommande que:

L'Assemblée générale approuve les prévisions de recettes et dépenses étant entendu que, tout en faisant preuve de la souplesse convenant à la gestion des finances, le directeur général veillera, pour chaque exercice, à ce que les dépenses sans affectation n'excèdent pas les recettes sans affectation.

L'Assemblée générale adopte la proposition relative aux cotisations des membres pour la période triennale 1989-1991 (document AG/17/88/5) dans sa totalité.

Des fonds additionnels soient recherchés pour engager un spécialiste des appels de fonds afin d'attirer des fonds sans affectation et de contribuer à constituer le Fonds mondial pour la conservation.

M. Russell Peterson, président du comité consultatif du conseil sur le budget, juge le projet de budget réaliste et les projections de recettes raisonnables.

M. Martin Holdgate, directeur général désigné, estime aussi que les prévisions de recettes et de dépenses sont réalistes. Il compte suivre de près les recettes et les dépenses et effectuer les contrôles nécessaires pour conserver l'équilibre. Si les recettes dépassent les

projections, il les utilisera pour les priorités ci-après: nouvelle réduction du déficit; renforcement des activités d'appel de fonds; renforcement des commissions; renforcement des centres; renforcement des programmes thématiques.

Décision
514

L'Assemblée générale approuve les estimations de recettes et dépenses pour 1988-1990 ainsi que les recommandations du comité des finances et vérificateurs aux comptes, à l'exception de la recommandation sur les cotisations qui fait l'objet d'une décision distincte par vote secret.

Siège de l'UICN (80:5)

La question du siège de l'UICN est examinée par l'Assemblée générale au cours de ses 80 et 82èmes séances.

A la 80ème séance, le président Swaminathan introduit l'Annexe 1 au document GA/17/88/4 (Rev.) relatif au siège de l'UICN. Il rend brièvement compte de la réponse du conseil à l'offre généreuse du gouvernement des Pays-Bas et du gouvernement de la Suisse, qui se sont proposés pour accueillir le siège de l'UICN. M. Nico Visser, de la délégation des Pays-Bas, prend la parole à propos de l'Annexe 2 du document GA/17/88/4 (Rev.) et expose l'offre de son gouvernement. L'ambassadeur Johann Bucher, chef de la délégation suisse ainsi que M. Raymond Junod, conseiller d'Etat et chef du département de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce du gouvernement du canton de Vaud commente l'Annexe 3 du document GA/17/88/4 (Rev.) et résume l'offre de la Suisse.

Le gouvernement fédéral et le gouvernement de l'Etat du canton de Vaud ont décidé de créer une fondation pour le siège de l'UICN. Cette fondation fournirait un emplacement et des bâtiments totalement équipés appropriés aux activités de l'UICN. Deux sites possibles ont été recensés, l'un à Gland, l'autre à Yverdon-les-Bains. Outre l'emplacement et les bâtiments, la fondation prendrait en charge tous les frais d'ameublement, d'installation de lignes et d'équipement de télécommunications et de déménagement.

A la 82ème séance, M. Jaap Pieters, chef de la délégation des Pays-Bas, explique que le gouvernement des Pays-Bas a présenté cette offre pour répondre à un besoin clairement énoncé par l'Assemblée générale de Madrid et ultérieurement par le conseil. Cette offre cadre avec le rôle éminent des Pays-Bas en matière de conservation internationale et le soutien que ce pays apporte depuis longtemps à l'UICN. Les Pays-Bas ont toujours cherché à garantir que la conservation internationale de la nature soit menée dans des conditions optimales, dans un cadre approprié et sur une base financière saine. Tel est également le souhait des

ONG néerlandaises et des autorités locales comme du gouvernement. Le but de cette offre était de renforcer l'UICN et d'accroître son efficacité. L'intervenant indique qu'il apparaît toutefois que la poursuite du débat risque de provoquer des dissensions au sein de l'Union et que, par conséquent, le gouvernement des Pays-Bas retire son offre.

Le président Swaminathan fait alors une déclaration (Annexe 17). Le conseil a réaffirmé qu'il était plus approprié pour l'Union que son siège demeure en Suisse. Au nom de l'Assemblée générale, le président Swaminathan remercie les gouvernements de la Suisse et du Canton de Vaud de leur offre généreuse. Il remercie ensuite le gouvernement des Pays-Bas. Le conseil apprécie l'esprit constructif et la manière dont cette offre a été faite puis retirée.

L'Assemblée générale exprime sa profonde gratitude aux délégations de la Suisse et des Pays-Bas par acclamation.

Le chef de la délégation suisse remercie alors l'Union d'avoir décidé de rester en Suisse et dans le Canton de Vaud ainsi que les membres de l'UICN, en particulier les Pays-Bas, de leur confiance. Les gouvernements de la Suisse et du Canton de Vaud s'engagent à fournir à l'Union un emplacement et des bâtiments appropriés, par le biais d'une fondation créée dans ce but. Ils se réjouissent de travailler avec le directeur général désigné, M. Holdgate et avec ses collègues.

PROPOSITION DE NOUVELLE STRUCTURE DES COTISATIONS

(79:4. 82:1. 87:2)

Document GA/17/88/5

M. Russell Peterson, président du comité consultatif sur le budget du conseil de l'UICN, introduit ce document. Il note qu'une proposition préliminaire concernant la révision du barème des cotisations a été distribuée aux membres en novembre 1986. Les observations et suggestions relatives à ce document ont permis de préparer la proposition révisée aujourd'hui présentée aux délégués. M. Peterson fait remarquer que le budget de l'UICN exige des recettes sans affectation de cinq millions de francs suisses au moins en 1988. Au cours de la prochaine période triennale, la contribution du WWF diminuera d'un million de francs suisses. Le barème revu de cotisations permettrait de réunir les recettes sans affectation nécessaires.

M. Peterson introduit le professeur François Ramade (France), président du comité des cotisations. Il résume les conséquences du nouveau barème sur les différentes catégories de membres: les cotisations des Etats membres appartenant aux groupes 1 et 2 conserveraient en 1989 et 1990 le niveau de 1988; une augmentation de 10% interviendrait en 1991. Les cotisations des Etats membres appartenant aux groupes 3 à 5 augmenteraient de 5% en 1989 et 1990, puis de 10% en 1991.

Les cotisations des Etats membres du groupe 6 augmenteraient de 10% en 1989 et 1990 puis de 15% en 1991. Celles des Etats membres des groupes 7 à 10 augmenteraient de 15% chaque année jusqu'en 1991.

Les organismes de droit public membres sont actuellement répartis en deux catégories, A et B. Cette division serait supprimée. Dans de nombreux cas, les cotisations de 1989 et des années suivantes seraient inférieures aux cotisations de 1988.

Les cotisations des ONG seraient fonction de leurs dépenses d'exploitation. Les cotisations des deux groupes les plus bas dans le barème revu seraient inférieures aux cotisations minimum de 1988. Les cotisations des deux groupes au sommet du barème (y compris un neuvième groupe) seraient supérieures aux cotisations actuellement perçues. Les cotisations d'affiliation augmenteraient au cours de la période triennale 1989-1991.

M. Ramade indique qu'une réunion d'ONG a examiné le barème de cotisations révisées et l'a jugé acceptable.

M. Harold Eidsvik (Canada), membre du comité des cotisations, note que 66% des cotisations sont versées par des Etats membres et 22% par des organismes de droit public; au total, les gouvernements fournissent 88% des recettes que l'UICN perçoit par le biais des cotisations. Il signale que les gouvernements membres ont consacré une réunion aux propositions d'augmentation. Les membres présents ont fortement soutenu l'UICN et souligné sa contribution unique à la conservation. Certains se sont toutefois inquiétés de l'augmentation de la bureaucratie, de la nécessité de garantir que les recettes soient affectées à des activités de terrain et du rapport coût-efficacité de l'emplacement du siège.

Tous les délégués qui prennent la parole réaffirment qu'ils appuient fortement les travaux de l'UICN et reconnaissent qu'il faut assurer à l'Union une sécurité et une indépendance financières.

Parmi les Etats membres qui prennent la parole, l'Islande et le Royaume-Uni indiquent qu'ils sont prêts à accepter les augmentations. L'Australie, la France, la République fédérale d'Allemagne, le Kenya et le Venezuela indiquent qu'ils ne sont pas en mesure de le faire.

L'Australie estime que le barème proposé entre groupes de pays n'est pas aussi équitable que celui des Nations Unies, et ne soutient pas les augmentations de 15% pour 1990-1991. A une époque où de nombreux gouvernements nationaux connaissent des difficultés, les organisations internationales devraient adopter des budgets à croissance nulle (en termes réels). Au lieu d'augmenter fortement les cotisations, il faudrait axer les activités sur des tâches hautement prioritaires.

La France s'oppose également aux augmentations. La politique d'austérité du Gouvernement français exige une pause dans l'augmentation des cotisations internationales. La France n'était pas d'accord avec l'augmentation de 1988 et ne s'en est acquittée qu'à titre exceptionnel.

La République fédérale d'Allemagne ne peut accepter les augmentations de 15%, car elle mène une politique de croissance nulle en ce qui concerne les organisations internationales et les procédures budgétaires gouvernementales pour la période 1991 sont terminées. Toutefois, en ce qui concerne les projets financés par le ministère, la République fédérale d'Allemagne est prête à examiner avec le directeur général le financement de frais généraux afin d'aider le secrétariat.

Le Kenya et la Mauritanie notent qu'un certain nombre de membres gouvernementaux ont des arriérés de cotisations car ils ne peuvent s'acquitter des cotisations à leurs niveaux actuels. De nombreux Etats membres africains connaissent des problèmes économiques graves et urgents (endettement élevé et PNB faible); ils ont pourtant un potentiel important en matière de conservation de la flore et de la faune sauvages. La Mauritanie propose que les cotisations de ces pays ne subissent pas d'augmentation. Le Kenya ne peut soutenir l'augmentations des cotisations des membres gouvernementaux appartenant au groupe 1.

Le Royaume-Uni rappelle à l'Assemblée générale qu'il a, lors de sa 16ème Session, appuyé l'augmentation de 15% annuelle qui était proposée et qu'il est volontairement passé du groupe 9 au groupe 10 (catégorie la plus élevée de cotisations), soit une contribution volontaire de 30 000 francs suisses supplémentaires par an. Aujourd'hui, le gouvernement du Royaume-Uni convient à nouveau d'accepter l'augmentation de 15% par an proposée pour les années 1988 à 1991 (augmentant ainsi sa contribution volontaire de 55 000 francs suisses par an pour 1991). Il ne faut toutefois pas s'attendre à ce que le Royaume-Uni accepte des augmentations substantielles de sa contribution au cours des prochaines années sans avoir la preuve que des réformes indispensables des politiques financières de l'UICN ont lieu et sans être convaincu que sa contribution est utilisée au mieux.

Le Venezuela souligne qu'il traverse une crise financière et que, du fait de la dévaluation de sa monnaie, les cotisations proposées sont extrêmement difficiles à assumer. Il n'accepte donc pas les augmentations.

Les organismes de droit public membres de l'Union font également part de leurs inquiétudes. Les administrations des parcs nationaux de Krkonse et des Tatras (Tchécoslovaquie) sont des organismes régionaux (ni nationaux ni d'Etat). La catégorie B devrait être conservée

pour ces institutions gouvernementales régionales. Il est particulièrement difficile de disposer de devises convertibles. Les membres d'Europe de l'Est devraient pouvoir payer une partie au moins de leurs cotisations en monnaies non convertibles. La Nature Reserves Authority (Israël) indique que, du fait de l'abolition de la catégorie B, sa cotisation sera multipliée par 9: il est probable qu'elle devra alors réexaminer son adhésion à l'UICN. Le membre gouvernemental d'URSS déclare qu'il est opposé à ces augmentations des contributions qui empêcheront une augmentation des membres d'Union soviétique et d'Europe de l'Est. Le Fish and Wildlife Service des Etats-Unis met en garde contre une augmentation importante des cotisations qui risque de faire perdre des membres à l'Union ou de les inciter à adopter un statut d'affilié. Quel que soit le cas, il en résulterait une modification du caractère politique de l'Union et de ses possibilités en matière de conservation.

Un délégué note que des pays comme le Japon, l'URSS et les Etats-Unis pourraient augmenter leur soutien à l'UICN et le porter à un niveau qui corresponde mieux à leur statut international en devenant Etats membres.

Parmi les ONG membres, la Royal Society for the Conservation of Nature (Jordanie), la Royal Society for the Protection of Birds (RSPB) (Royaume-Uni) et le Zimbabwe National Conservation Trust annoncent qu'ils soutiennent l'augmentation des cotisations. Le soutien du RSPB suppose toutefois que l'UICN équilibre son budget, fixe des priorités et axe ses activités sur quelques tâches données, notamment celles que les membres ne peuvent accomplir eux-mêmes. La Society for the Protection of Nature in Israël (SPNI) s'inquiète de la proposition tendant à lier les cotisations des ONG à leurs budgets d'exploitation. La SPNI est pauvre mais a un budget important du fait du nombre de ses activités, notamment en matière d'éducation pour la conservation. Il est de plus en plus difficile d'obtenir des fonds pour la conservation. S'il faut choisir entre sauver un site ou une espèce menacée et s'acquitter d'une contribution supplémentaire, la SPNI choisira la première solution. Elle s'inquiète également de la manière dont l'UICN affecte ses fonds et du faible soutien qu'elle apporte aux activités en matière d'éducation. Le Coolidge Center for Environmental Leadership (Etats-Unis) suggère que, en cas d'adoption du nouveau barème, un groupe d'études soit chargé d'examiner la possibilité d'améliorer les services fournis aux membres et faire participer davantage ces derniers au Programme de l'UICN.

M. Léonard Hentsch (Suisse), trésorier de l'UICN, souligne que le budget de 1991 ne représente qu'une augmentation de 10% par rapport au budget de 1987. L'augmentation des cotisations ne servira pratiquement qu'à conserver le noyau de financement à une époque où d'autres contributions reculent.

La délégation de la Norvège, prenant également la parole au nom des délégations du Danemark, de la Finlande, de l'Islande et de la Suède, appuie fortement l'augmentation proposée. Pour les pays nordiques, le combat en faveur d'un développement mondial durable exige une Union forte et viable qui catalyse, coordonne et dirige les actions et idées novatrices en matière de conservation. Les pays nordiques demandent aux membres des pays développés d'envisager, indépendamment de l'augmentation des contributions, des contributions volontaires supplémentaires pour renforcer l'efficacité de l'Union. Ils regrettent qu'un nombre aussi important de membres soient en retard dans le versement de leurs cotisations et invitent chaque membre de l'UICN à recruter un nouveau membre au moins avant la prochaine session de l'Assemblée générale.

Décision
515

M. Martin Edwards, président du comité des finances et vérificateurs aux comptes, propose une motion (Annexe 18) adoptant le barème de cotisations proposé à l'Addendum 1 du document GA/17/88/5 et autorisant le directeur général à examiner avec les membres qui rencontrent des difficultés particulières pour le versement de leurs cotisations, les moyens de venir à bout de ces problèmes. A la demande de six délégués, la motion est mise au vote par scrutin écrit. Le résultat du scrutin est le suivant: 187,6 voix pour (84% des 223,1 suffrages exprimés); 29,8 voix contre et 5,7 abstentions. [Les membres de la catégorie A (Etats et organismes de droit public) votent oui à 78%. Les membres de la catégorie B (organisations non gouvernementales) votent oui à 88%.] La motion est donc acceptée.

M. Edwards suggère qu'il serait avantageux, pour les pays où l'inflation est élevée, de s'acquitter de leurs cotisations à l'avance lorsque leur devise est forte par rapport au franc suisse.

CAHIERS DES CHARGES DES COMMISSIONS (79:4. 83:2. 86:4)

Document GA/17/88/6

Le président introduit ce document et invite le directeur général désigné à mener le débat. Le conseil propose que les six commissions poursuivent leurs travaux mais avec des mandats légèrement modifiés.

Commission de l'écologie. Le président adjoint, M. Wolfgang Engelhardt, indique que le nouveau nom proposé "Commission des sciences de la conservation" s'est avéré extrêmement impopulaire parmi les écologistes. Lors de la récente réunion de la Commission de l'écologie, 92% des participants ont voté en faveur du nom initial.

Décision
516

L'Assemblée générale approuve le cahier des charges proposé, modifié de manière à conserver le titre "Commission de l'écologie".

Commission du développement durable. Le président adjoint, M. Ashok Khosla, indique que la modification du nom de la "Commission de la planification de l'environnement" en faveur de "Commission du développement durable" a été appuyée par une majorité des membres de la commission. Un délégué craint que ce nouveau titre n'empêche la commission de travailler dans le monde développé et il est souligné que les pays développés ont également besoin d'un développement durable.

Décision 517 L'Assemblée générale approuve le nom et le cahier des charges proposés.

Décision 518 Commission de la sauvegarde des espèces. L'Assemblée générale approuve le cahier des charges proposé.

Décision 519 Commission de l'éducation et de la formation. L'Assemblée générale approuve le nom proposé et le cahier des charges, modifié de manière à supprimer le terme "professionally" à la dernière ligne du premier paragraphe de la version anglaise.

Décision 520 Commission des politiques, du droit et de l'administration de l'environnement. L'Assemblée générale approuve le cahier des charges proposé.

Commission des parcs nationaux et des aires protégées. Les propositions de modification du nom de la commission ont été rejetées.

Décision 521 L'Assemblée générale approuve le cahier des charges proposé, avec la modification ci-après du paragraphe 4: pour la première tâche spécifique, il faut lire, "établir des priorités et normes internationales pour les aires protégées" (nouveaux termes soulignés); ajouter une tâche supplémentaire à la fin du paragraphe, "prendre la tête de la préparation du 4ème Congrès mondial des parcs nationaux qui se tiendra au Panama en 1992".

Les cahiers des charges des six commissions, tels qu'ils ont été approuvés, figurent en Annexe 19.

Un délégué note que les deux derniers examens des commissions ont été très superficiels. Au cours de ses 40 années d'existence, l'Union a considérablement évolué et elle continue à évoluer mais le nombre et les grands objectifs des commissions ont à peine changé. Il demande que l'examen des composantes structurelles de l'Union demandé dans la Résolution 17.4 examine la question ci-après: compte tenu de la structure gestionnaire de l'Union, quelle est la meilleure manière d'organiser et d'utiliser le nombre important de scientifiques et de professionnels dont peut disposer l'Union de manière à lui permettre de faire efficacement face aux problèmes interdisciplinaires extrêmement complexes du monde d'aujourd'hui? (Faut-il conserver six commissions?

Devraient-elles continuer à couvrir les mêmes questions? Quelle est la distinction entre groupes consultatifs de programme et groupes d'études? Certaines commissions pourraient-elles achever leurs travaux d'ici trois ou six ans?).

Un autre délégué indique que la création d'un "système de réponse aux demandes d'assistance" (tâche 6 dans le cahier des charges de la Commission de l'éducation et de la formation) est particulièrement intéressant pour les pays en développement. Il estime que les autres commissions devraient avoir une tâche semblable dans leurs cahiers des charges. M. Holdgate dit que ce point sera étudié lors du prochain examen des commissions.

MEMBRES (80:2)

Document GA/17/88/7

Le président de la 80ème séance, José Miguel Gonzales Hernandez, introduit ce document. L'Assemblée générale note que, depuis sa 16ème Session, il y a eu 124 admissions, 27 retraits, 11 changements de catégories et que 10 membres antérieurement exclus ont été réadmis.

Conformément à l'Article II, paragraphe 15 des Statuts, l'Assemblée générale est invitée à décider s'il convient de suspendre les droits de 44 membres (énumérés dans l'Addendum 1 au document GA/17/88/7) en retard de deux années ou davantage dans le versement de leurs cotisations. Il est signalé que la majorité de ces membres appartiennent à des pays en développement et que ce retard tient au fait qu'ils ne disposent pas des fonds.

Décision
522

Le conseil de l'UICN propose de fixer au 31 mai 1988 la date limite absolue pour le versement des cotisations en retard; il propose également que tous les droits des membres qui seront en retard de deux ans ou davantage dans le versement de leurs cotisations à cette date soient suspendus à compter du 1er juin 1988. La proposition fait l'objet d'un vote informel et elle est approuvée par une forte majorité.

ELECTION DES PRESIDENTS DES COMMISSIONS (84:2. 86:1)

Document GA/17/88/8

Décision
523

L'Assemblée générale élit les présidents des commissions comme suit:

Commission de l'écologie	Professeur José FURTADO (Singapour)
Commission de l'éducation et de la formation	M. M.A. PARTHA SARATHY (Inde)

Commission du développement durable (ancienne Commission de la planification de l'environnement)	Professeur Peter JACOBS (Canada)
Commission des politiques, du droit et de l'administration de l'environnement	M. Wolfgang BURHENNE (Rép. féd. d'Allemagne)
Commission des parcs nationaux et des aires protégées	M. Harold EIDSVIK (Canada)
Commission de la sauvegarde des espèces	M. Grenville LUCAS (Royaume-Uni)

NOMINATION DES VERIFICATEURS AUX COMPTES (84:3)

Document GA/17/88/9

Décision
524

La recommandation que MM. Price Waterhouse & Company, Lausanne, Suisse, soient nommés à nouveau comme vérificateurs aux comptes de l'UICN jusqu'à la 18ème Session de l'Assemblée générale est approuvée.

RESOLUTIONS ET RECOMMANDATIONS (84:4. 85:. 87:5)

Document GA/17/88/10

Le président du comité des résolutions, M. Liberty Mhlanga (Zimbabwe), introduit ce document ainsi que d'autres propositions de résolutions et de recommandations présentées par la suite. Ayant réuni les projets semblables, les délégués ont proposé 66 projets de résolutions et de recommandations à l'examen de l'Assemblée générale. Un projet de résolution a été rejeté par le comité des résolutions et un autre a été retiré sur proposition du président.

Le comité des résolutions a rejeté une proposition tendant à demander aux membres actuels de l'UICN d'indiquer leur adhésion aux principes de la Stratégie mondiale de la conservation, comme il est actuellement demandé aux membres potentiels. Cette proposition a été rejetée car il a été jugé irrégulier de formuler une politique rétroactive en matière d'admission des membres.

Le projet de résolution retiré concernait les pièges à mâchoires d'acier, un certain nombre de délégués ayant fait part de leurs inquiétudes quant à l'impact de cette mesure sur les populations indigènes. Le comité des résolutions a partagé cette préoccupation. Le président souligne que la proposition soulève deux questions encore nouvelles pour l'UICN: le droit des populations indigènes et les droits des animaux. L'Union a besoin de temps pour examiner ces questions ainsi que pour mettre au point des politiques à ce sujet.

Décision
525

Le président propose que le directeur général entreprenne un examen de ces questions et des relations qui existent entre elles et qu'il prépare un projet de politique qui sera soumis à l'examen de l'Assemblée générale à sa prochaine session; dans l'intervalle, le projet de résolution devrait être retiré. L'Assemblée générale approuve cette proposition par acclamation.

Un certain nombre de délégués ne sont pas d'accord avec cette décision.

Décision
526

Après un débat et un certain nombre d'amendements, l'Assemblée générale adopte par consensus 64 résolutions et recommandations (figurant dans la section qui suit les présents procès-verbaux).

- a. Les commentaires suivants sont faits à l'égard de la Résolution 17.4 et de la Recommandation 17.64:

17.4 Direction de l'Union

La délégation du Zimbabwe, prenant la parole au nom des pays africains représentés à la session, s'inquiète des procédures de nomination et d'élection des conseillers régionaux. Les pays africains estiment que la procédure actuelle permet à des particuliers appartenant à des organisations membres d'être élus en qualité de conseillers régionaux sans avoir à représenter les intérêts de leur région plutôt que ceux de leur organisation. L'examen des composantes structurelles de l'Union demandé dans la Résolution 17.4 devrait également porter sur les directives données aux membres lors d'une procédure de nomination et d'élection afin que les conseillers régionaux représentent davantage leur région. Il devrait exister un consensus au sein de chaque région et peut-être des élections par rotation de manière à donner à tous les pays membres d'une région la possibilité d'être membres du conseil.

Le président demande aux membres d'envoyer au directeur général d'autres suggestions en vue d'améliorer le fonctionnement de l'organisation.

Le World Wildlife Fund/Conservation Foundation (Etats-Unis), prend la parole au nom de plusieurs membres et indique qu'une somme de US\$ 120 000 par année a été promise pour les trois prochaines années (soit un total de 360 000 dollars des Etats-Unis) et sera mise à la disposition du directeur général pour l'aider à améliorer la direction de l'Union. L'Assemblée générale se félicite de cette initiative bienvenue.

17.64 Récif de Shiraho, Japon

Environment Agency (Japon) indique qu'elle est persuadée que les mesures nécessaires à la protection des récifs coralliens bleus du récif Shiraho seront prises, selon les procédures japonaises d'évaluation d'impact sur l'environnement, y compris une deuxième déclaration d'impact sur l'environnement préparée par le Gouvernement de la préfecture d'Okinawa.

- b) Pour un certain nombre de résolutions et recommandations, des délégués indiquent qu'en cas de vote, ils se seraient abstenus. Les résolutions et recommandations en cause, ainsi que les délégués concernés sont présentés ci-après.

17.14 Réchauffement mondial de l'atmosphère

La délégation du Sultanat d'Oman indique qu'elle se serait abstenue.

17.16 Conséquences de la guerre nucléaire pour l'environnement

Les délégations de la France, de la République fédérale d'Allemagne, des Pays-Bas et du Royaume-Uni indiquent qu'elles se seraient abstenues.

17.18 Appauvrissement de la couche d'ozone

Les délégations de l'Australie et d'Oman indiquent qu'elles se seraient abstenues. Les délégations de la France, de la République fédérale d'Allemagne et des Pays-Bas indiquent qu'elles se seraient abstenues en ce qui concerne un amendement approuvé au dispositif du paragraphe 2 de la recommandation (après "la couche d'ozone", remplacer "par exemple" par "dans le but d'éliminer toutes les émissions de ces substances dès que possible". Les délégations de la République fédérale d'Allemagne, des Pays-Bas et du Royaume-Uni indiquent qu'elles se seraient abstenues en ce qui concerne un amendement au dispositif de l'alinéa 2c (remplacement du texte initial par "en faisant en sorte que les CFC ne soient pas utilisés").

17.29 La dette du tiers monde et le développement durable

17.30 La dette en échange de la conservation

Les délégations de la France, de la République fédérale d'Allemagne et du Royaume-Uni indiquent qu'elles se seraient abstenues. Prenant la parole au nom des trois délégations, le Royaume-Uni indique qu'il nuirait à la réputation de l'UICN que le thème de ces recommandations soit considéré comme nouveau ou urgent alors que tel n'est pas le cas et que des débats approfondis sont nécessaires. Les dispositifs des paragraphes de ces recommandations s'adressant aux gouvernements, les Etats membres doivent consulter leurs administrations, ce qui n'a pas été possible, faute de temps. Les trois délégations demandent

un vote sur la validité de ces recommandations, au titre du règlement 13 du Règlement intérieur, en vue d'un examen lors de la présente session de l'Assemblée générale.

L'Assemblée générale confirme à main levée que la majorité des délégués désirent examiner ces recommandations.

La délégation des Pays-Bas fait part des mêmes réserves et indique que le gouvernement des Pays-Bas ne peut se sentir lié par le libellé d'aucune de ces recommandations. La délégation d'Australie indique qu'elle se serait également abstenue de voter sur les recommandations 17.29 et 17.30, si celle-ci avaient été mises aux voix.

17.46 Chasse aux cétacés

Les délégations du Canada, d'Islande et de Norvège indiquent qu'elles se seraient abstenues.

17.52 Antarctique

17.53 Antarctique; les activités minières

La délégation de l'Union soviétique indiquent qu'elle se serait abstenue sur les deux recommandations. Elle est opposée à des recommandations qui prétendent constituer une activité de programme. Des recommandations semblables ont déjà été adoptées lors des 15ème et 16ème Sessions de l'Assemblée générale.

Les délégations de l'Australie, de la France et du Venezuela ainsi qu'Administración de Parques Nacionales (Argentine), Corporación Nacional Forestal y de Protección de Recursos Naturales Renovables (Chili), Jamaica Conservation Trust et Asociación de Ecología y Conservación (Pérou) indiquent qu'ils se seraient abstenus de voter sur la Recommandation 17.52.

ECOFUND d'Australie aurait voté contre la Recommandation 17.53. Les membres ci-après indiquent également qu'ils se seraient abstenus de voter sur la Recommandation 17.53: délégations de l'Australie, de la France, de la République fédérale d'Allemagne, d'Oman, du Royaume-Uni et du Venezuela; Association for Research and Environmental Aid (Australie), Australian Conservation Foundation, Fraser Island Defenders Organisation (Australie), Nature Conservation Council of NSW (Australie), The Wilderness Society (Tasmanie, Australie), Union Québécoise pour la Conservation de la Nature (Canada), Corporación Nacional Forestal y de Protección de Recursos Naturales Renovables (Chili), Comité Nacional pro Defensa de la Fauna y Flora (Chili), Bundesforschungsanstalt für Naturschutz und Landschaftsökologie (République fédérale d'Allemagne), Asociación Hondureña de Ecología para la Conservación de la Naturaleza (Honduras), Nature Reserves Authority (Israël), Jamaica Conservation Trust, Asociación de Ecología y Conservación (Pérou), Natal Parks Board (Afrique du Sud), Percy Fitzpatrick Institute of African Ornithology of University of Cape Town (Afrique du Sud).

La Wilderness Society (Tasmanie, Australie) déclare qu'il aurait fallu conserver le texte antérieur, qui recommandait clairement qu'aucune activité minière n'ait lieu jusqu'en l'an 2010 au moins, de manière à protéger le plus grand refuge restant sur terre de faune et de flore sauvages.

17.55 Patrimoine mondial de Tasmanie occidentale. Australie
Etape II du Plan de protection

Les délégations de l'Australie, du Canada, de la France, de la République fédérale d'Allemagne, des Pays-Bas et de Nouvelle-Zélande indiquent qu'elles se seraient abstenues.

17.56 Barrage de Nam Choan. Thaïlande

La délégation d'Oman indique qu'elle se serait abstenue.

17.58 La Réserve internationale de faune de l'Arctique.
Canada et Etats-Unis d'Amérique

Le Forest Service du ministère de l'Agriculture des Etats-Unis indique qu'il aurait voté contre cette recommandation.

17.59 Parc national du Stikine. Canada et Etats-Unis
d'Amérique

Le Forest Service du ministère de l'Agriculture des Etats-Unis indique qu'il aurait voté contre cette recommandation.

17.61 Protection du Parc national et de réserve de la
biosphère Juan Fernandez, Chili

La délégation d'Oman indique qu'elle se serait abstenue.

17.63 Importance internationale des tourbières d'Ecosse.
Royaume-Uni

Les délégations du Canada, d'Oman et du Royaume-Uni indiquent qu'elles se seraient abstenues.

ELECTION DU PRESIDENT (86:2. 88:1)

Document GA/17/88/11

Décision
527

L'Assemblée générale réélit M. Monkombu SWAMINATHAN (Inde) en qualité de président de l'UICN.

ELECTION DES CONSEILLERS REGIONAUX (86:2. 88:1)

Document GÄ/17/88/12

La responsable chargée des élections, Mme Cecilia de Blohm, introduit ce document et explique la procédure de vote. Il a été indiqué à tort dans le document que Mme Roostiny (Indonésie) provenait de Malaisie. Le président annonce que le professeur Jean Untermaier (France) a retiré sa candidature.

Décision
528

Suivant la méthode établie dans le Règlement intérieur, l'Assemblée générale élit les personnes suivantes en qualité de conseillers régionaux de l'UICN:

Afrique

Graham CHILD, Zimbabwe
Walter LUSIGI, Kenya
Liberty MHLANGA, Zimbabwe

Amérique centrale et du Sud

Yolande KAKABADSE, Equateur
Roger MORALES, Costa Rica
José Pedro de OLIVEIRA COSTA, Brésil

Amérique du Nord et Caraïbes

David A. MUNRO, Canada
William E. REILLY, Etats-Unis
Yves RENARD, Ste Lucie

Asie de l'Est

Ashok KHOSLA, Inde
LI Wenhua, République populaire de Chine
Celso ROQUE, Philippines

Asie de l'Ouest

Syed Babar ALI, Pakistan
Layth AL-KASSAB, Iraq
Nizar TAWFIQ, Arabie Saoudite

Australie et Océanie

Carolyn BURNS, Nouvelle-Zélande
Pam EISER, Australie
Iosefatu RETI, Samoa

Europe de l'Est

Jan CEROVSKY, Tchécoslovaquie
Andrey KAIDALA, URSS
Yuri YAZAN, URSS

Europe occidentale

Veit KOESTER, Danemark
 Jean-Claude LEFEUVRE, France
 Richard STEELE, Royaume-Uni

MEMBRES HONORAIRES (88:2)

Document GA/17/88/13

Décision
 530

L'Assemblée générale confère la qualité de membre honoraire de l'UICN aux personnes indiquées ci-dessous, en reconnaissance de leurs services remarquables en faveur de la conservation de la nature et de ses ressources:

M. Gerardo Budowski, Costa Rica
 M. Ray Dasmann, Etats-Unis
 Sir Hugh Elliott, Royaume-Uni
 M. le Prof. Pierre Goeldlin, Suisse
 M. Mohamed Kassas, Egypte
 M. Frank Nicholls, Australie
 M. Maurice Strong, Canada
 M. Armen Takdjahn, URSS
 M. Lee Talbot, Etats-Unis
 The Rt. Hon. Gough Whitlam, Australie

Les citations figurent dans l'Annexe 20.

L'ambassadeur d'Australie lit un message de remerciements provenant de The Rt. Hon. Gough Whitlam.

POSSIBILITE D'ETABLIR L'ESPAGNOL ET D'AUTRES LANGUES COMME LANGUES "OFFICIELLES" OU "DE TRAVAIL" DE L'UNION (82:2)

Document GA/17/88/14

Le directeur général Miller prend la parole en espagnol pour introduire ce document. Depuis l'Assemblée générale de Madrid, de grands progrès ont été accomplis dans l'utilisation de l'espagnol et l'Espagne comme les pays latino-américains participent de plus en plus aux activités de l'Union. Avec l'appui du Gouvernement espagnol, l'espagnol vient maintenant s'ajouter à l'anglais et au français en tant que langue de travail au secrétariat. Le service des membres travaille en français, espagnol, portugais, allemand, italien et en anglais. Il ne sera toutefois pas possible de continuer ainsi sans un financement supplémentaire. La Résolution 17.5 recommande d'encourager l'utilisation de l'espagnol afin qu'il soit adopté comme langue officielle de l'Union lors de la prochaine Session de l'Assemblée générale. Elle invite le directeur général à présenter à la prochaine session les amendements réglementaires ainsi que les dispositions financières nécessaires. La somme annuelle de 250 000 francs suisses requise ne peut provenir des fonds sans affectation qui sont limités mais on pourrait s'adresser aux membres pour obtenir ces fonds.

M. Santiago Marraco Solana, chef de la délégation de l'Espagne, remercie le président Swaminathan d'avoir reconnu l'importance de l'espagnol au cours du discours qu'il a prononcé à l'ouverture de l'Assemblée générale.

Il se déclare cependant surpris par le document GA/17/88/14 qu'il juge contradictoire à la Résolution 16/17 adoptée par l'Assemblée générale de Madrid. Cette résolution demande au directeur général de faire un plus grand usage de l'espagnol et au conseil d'examiner toutes les répercussions qu'aurait l'introduction de l'espagnol en tant que langue officielle de l'UICN. Si la première de ces tâches a été parfaitement accomplie, tel n'est pas le cas de la seconde. L'absence d'analyse économique correcte est regrettable mais, quoi qu'il en soit, le coût serait inférieur à SFr 250 000 par an. Depuis l'Assemblée générale de Madrid, le Gouvernement espagnol a fourni une aide pour l'utilisation de l'espagnol et continuera à le faire de manière à ce que l'espagnol ne soit pas uniquement une langue utilisée à l'Assemblée générale mais également un instrument essentiel de la conservation dans le monde entier. L'espagnol est utilisé par 300 millions de personnes dans 20 pays - pays riches en espèces endémiques et aires naturelles dont la conservation est critique. Pour atteindre les objectifs de l'UICN et de la Stratégie mondiale de la conservation, il est nécessaire de travailler avec les gens dans leur propre langue.

Le Gouvernement espagnol a aidé à assurer une interprétation simultanée et a fourni un soutien en matière de transport à un certain nombre de délégations à l'Assemblée générale. L'Espagne s'apprête à assumer les frais d'un traducteur espagnol au secrétariat de Gland et met au point des projets de formation. Le coût de cette mesure s'élève déjà à plus de 250 000 francs suisses par an. Il faut également noter que la formation d'un comité de l'UICN en Espagne a entraîné une augmentation notable du nombre de membres espagnols de l'UICN.

REMISE DES PRIX (88:3)

La Médaille John C. Phillips pour services exceptionnels rendus à la conservation internationale est décernée à Michel Batisse. La citation figure en Annexe 21 et le discours d'acception de M. Batisse en Annexe 22.

Les prix Peter Scott du Mérite de la Commission de la sauvegarde des espèces sont décernés aux personnes ci-après:

Patricia Chable, Suisse
J.C. Daniel, Inde
Blythe Loutit, Namibie
Robert Falcon Scott, Etats-Unis
José Lobao Tello, Portugal
Rom et Zai Whitaker, Inde

Kai Curry-Lindahl, ainsi que Richard et Maisie Fitter, sont nommés membres d'honneur de la Commission de la sauvegarde des espèces. Les citations des prix de cette commission figurent en Annexe 23.

Les prix internationaux Fred M. Packard du mérite pour les parcs sont décernés par la Commission des parcs nationaux et des aires protégées aux personnes ci-après:

<u>Catégorie valeur</u>	Sudabar Ali et Shri Qutub, Inde Robert Tei, Côte d'Ivoire Mamadou Sadio, Sénégal Gardes du Park national de Zakouma, Tchad
<u>Catégorie mérite</u>	Josip Movčan, Yougoslavie Ahmed Tcholli, Niger

La Commission des parcs nationaux et des aires protégées décerne cinq autres prix. Un prix est attribué à Francisco Ponce (El Salvador) qui a été tué alors qu'il protégeait les oiseaux de la Réserve biologique Laguna El Jocotal. L'Assemblée générale observe une minute de silence en son honneur. Deux prix du mérite sont décernés, l'un à Ricardo Luti (Argentine) et l'autre aux organisations et particuliers qui ont oeuvré pour la protection de la South Moresby Wilderness Area du Canada. Ray Dasmann et Kenton Miller sont élevés au titre de membres d'honneur de la Commission des parcs nationaux et des aires protégées. Les citations figurent en Annexe 24.

Le président remercie sincèrement, au nom de l'Assemblée générale, tous les membres du conseil dont le mandat arrivera à échéance à la clôture de la présente Session. Ces personnes sont les suivantes:

Vice présidents

Marc Dourojeanni, Pérou
SAR le prince Philip, duc d'Edimbourg
Russell Peterson, E.-U.

Conseillers

A. H. Abu-Zinada, Arabie Saoudite
Eustace D'Souza, Inde
José Gonzalez Hernández, Espagne
Parvez Hassan, Pakistan
Léonard Hentsch, Suisse
Ivor Jackson, Antigua
Akio Morishima, Japon
Geoffrey Mosley, Australie
Shihadeh Munjed, Jordanie
Ahmed Naguib, Egypte
Maria Tereza Jorge Pádua, Brésil
Uday Raj, Fidji
François Ramade, France
Anver Rustamov, URSS
Mats Segnestam, Suède
Samar Singh, Inde
Jiri Svoboda, Tchécoslovaquie

Les membres du conseil participant à la présente Assemblée, et dont le mandat est arrivé à échéance, se voient remettre un certificat et une épingle dorée, destinés à marquer la reconnaissance de l'UICN pour leur importante contribution au travail de l'Union.

SIEGE DE LA PROCHAINE SESSION ORDINAIRE DE L'ASSEMBLEE GENERALE DE L'UICN

M. Rubini Atmawidjaja, chef de la délégation de la Direction générale de la Protection de la forêt et de la conservation de la nature du ministère de la Forêt d'Indonésie indique que l'Indonésie est prête à accueillir la 18ème Session de l'Assemblée générale de l'UICN (Annexe 25). Son Excellence Anis Mouasher, de la Royal Society for the Conservation of Nature (Jordanie) propose la Jordanie. Le président et l'Assemblée générale répondent par acclamation à ces invitations. Il est noté que, comme à l'accoutumée, la décision relative au siège de la prochaine Assemblée générale sera annoncée après discussions approfondies avec les pays d'accueil potentiels.

DISCOURS DE CLOTURE

SAR le prince Philip, duc d'Edimbourg, vice-président de l'UICN; Mme Margarita Penón de Arias, Première Dame du Costa Rica et M. Alvaro Umaña, ministre des Ressources naturelles, de l'Energie et des Mines, assistent à la session de clôture. Le président de l'UICN, M. Swaminathan, lit la Résolution de remerciements au pays hôte (Résolution 17.2) et offre à Mme Arias une peinture de papillons du Costa Rica, en témoignage de la gratitude de l'UICN pour le rôle important qu'elle a joué dans l'organisation de l'Assemblée générale.

Déclarations de clôture (88:5)

M Luis Olmedo Castillo, directeur général de l'Instituto Nacional de Recursos Naturales Renovables de Panama, transmet les salutations du Président de Panama à l'Assemblée générale et exprime l'intérêt marqué de son pays à l'égard du Congrès mondial des Parcs nationaux, en 1992.

Le directeur général sortant, M. Kenton Miller, prononce un discours d'adieu (Annexe 26).

Le président remercie chaleureusement, en son nom et au nom de l'Union, M. Miller; les participants à l'Assemblée générale se lèvent pour applaudir.

M. Martin Holdgate, directeur général désigné, fait une déclaration sur les mesures qui devront être prises après la 17ème Session de l'Assemblée générale (Annexe 27).

Le président demande ensuite à M. Alvaro Umaña, ministre des Ressources naturelles, de l'Energie et des Mines du Costa Rica de dire quelques mots. M. Umaña commence par rendre hommage à l'un des plus éminents résidents du Costa Rica, M. Leslie Holdridge. Il souligne la contribution personnelle de M. Holdridge en tant que fondateur de la Station de recherche de la Selva et co-fondateur du Centre tropical scientifique et de la Réserve de Monteverde. M. Umaña fait remarquer que le rêve du Costa Rica est un rêve de paix, de développement et de conservation de son héritage naturel et formule le vœu que ce pays devienne un projet pilote pour un monde nouveau dans lequel les peuples coexisteraient et cohabiteraient avec la nature.

M. Umaña indique que le Costa Rica souhaite vivement accorder au bureau régional de l'UICN pour l'Amérique centrale le statut international. Sous les applaudissements de l'Assemblée générale, il signe avec le président Swaminathan une lettre d'intention qui devrait permettre de prendre les premières mesures juridiques à cet effet.

M. Umaña termine en offrant au président Swaminathan et au directeur général Miller des plaques commémoratives du Costa Rica, en reconnaissance de leurs contributions à la conservation des ressources naturelles du monde.

Discours du président de l'UICN (88:6)

M. Swaminathan prononce à la suite de sa réélection, un discours (Annexe 28).

Clôture de la Session (88:7)

Le président déclare close la 17ème Session de l'Assemblée générale de l'UICN le mercredi 10 février 1988 à 12h40.

RESOLUTIONS ET RECOMMANDATIONS ADOPTEES PAR
LA 17e SESSION DE L'ASSEMBLEE GENERALE DE L'UICN
SAN JOSE. COSTA RICA. 1ER AU 10 FEVRIER 1988

INDEXE AUX RESOLUTIONS ET RECOMMANDATIONS*

AMELIORER L'EFFICACITE DE L'UICN

Résolutions

- 17/1 Personnalités bienfaitrices de l'Union
- 17/2 Remerciements au gouvernement hôte
- 17/3 Election du président du Fonds mondial pour la nature en qualité de personnalité bienfaitrice honoraire de l'UICN
- 17/4 Direction de l'Union
- 17/5 Utilisation des langues française et espagnole
- 17/6 Système avancé de gestion de l'information sur les ressources naturelles
- 17/7 Consultation sur le volume accompagnant la Stratégie mondiale de la conservation
- 17/8 Coopération de l'UICN avec le PNUE
- 17/9 Collaboration entre les ONG et l'UICN
- 17/10 Soutien aux réseaux d'organisations de l'environnement en Amérique latine et aux Caraïbes
- 17/11 Les jeunes et la conservation
- 17/12 Quarantième anniversaire de l'UICN

Recommandations

- 17/13 Les femmes et l'environnement

GRANDS PROBLEMES DE L'ENVIRONNEMENT

Résolutions

- 17/14 Réchauffement mondial de l'atmosphère
- 17/15 La Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles

Recommandations

- 17/16 Conséquences de la guerre nucléaire pour l'environnement
- 17/17 Population
- 17/18 Appauvrissement de la couche d'ozone
- 17/19 Déchets
- 17/20 Transfert de technologie relative aux produits contaminants, notamment les pesticides
- 17/21 Pollution et débris dans le milieu marin

* Les Résolutions demandent la prise de mesures par l'UICN ou l'une de ses composantes (Assemblée générale, conseil, bureau, commissions, directeur général). Les Recommandations demandent la prise de mesures par une tierce partie (avec ou non la prise de mesures par l'UICN).

DROIT DE L'ENVIRONNEMENT**Recommandations**

- 17/22 Développement du droit de l'environnement
- 17/23 Le droit environnemental de la mer
- 17/24 Nouvelle constitution brésilienne

PROMOTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE**Résolutions**

- 17/25 Programme international de financement de la conservation

Recommandations

- 17/26 Rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement
- 17/27 Institutions de conservation et de mise en valeur des ressources naturelles
- 17/28 Stratégies nationales et régionales de conservation
- 17/29 La dette du tiers monde et le développement durable
- 17/30 La dette en échange de la conservation
- 17/31 Institutions d'aide au développement et conservation
- 17/32 L'aide au développement et les programmes de conservation
- 17/33 Education et sensibilisation à l'environnement
- 17/34 La conservation dans la Communauté économique européenne (CEE)

PROMOTION DE LA CONSERVATION DE LA DIVERSITE BIOLOGIQUE: GENERALITES**Résolutions**

- 17/35 Réglementation de la chasse
- 17/36 La zone de nature sauvage en tant que catégorie d'aire protégée

Recommandations

- 17/37 Renforcement des activités marines
- 17/38 Protection du milieu marin et côtier
- 17/39 Plan d'action forestier tropical
- 17/40 Accord international sur les bois tropicaux
- 17/41 La Convention de Ramsar et le droit de la conservation des zones humides
- 17/42 Programme de l'UICN pour les zones humides
- 17/43 Coopération internationale en vue de promouvoir le concept de paysages terrestres et marins protégés
- 17/44 Aires protégées privées
- 17/45 Création d'un réseau international de banques de germoplasme végétal

**PROMOTION DE LA CONSERVATION DE LA DIVERSITE BIOLOGIQUE:
ESPECES ET SITES**

Recommandations: espèces

- 17/46 Chasse aux cétacés
- 17/47 Tortues marines
- 17/48 Conservation du phoque marbré de la Baltique
(*Phoca hispida botnica*)
- 17/49 Système de contingentement de l'ivoire de la CITES
- 17/50 Conservation du grand panda
- 17/51 Introduction d'escargots carnivores à des fins de contrôle
biologique

Recommandations: sites

- 17/52 Antarctique
- 17/53 Antarctique: les activités minières
- 17/54 Mont Etna, Australie
- 17/55 Patrimoine mondial de Tasmanie occidentale, Australie, Etape II du
plan de protection
- 17/56 Barrage de Nam Choam, Thaïlande
- 17/57 Bien du patrimoine mondial du détroit de Béring, Etats-Unis
d'Amérique et URSS
- 17/58 La Réserve internationale de faune de l'Arctique, Canada et
Etats-Unis d'Amérique
- 17/59 Parc international du Stikine, Canada et Etats-Unis d'Amérique
- 17/60 Fonderies de Carajas, Brésil
- 17/61 Protection du Parc national et Réserve de la biosphère de Juan
Femandez, Chili
- 17/62 Conservation des régions alpines
- 17/63 Importance internationale des tourbières d'Ecosse, Royaume-Uni
- 17/64 Récif de Shiraho, Japon

17/1 PERSONNALITES BIENFAITRICES DE L'UNION

CONSIDERANT que l'Article IV, paragraphe 3, alinéa iv) des Statuts de l'UICN prévoit que l'Assemblée générale peut élire, le cas échéant, des personnalités à titre honoraire;

L'Assemblée générale de l'UICN, réunie du 1er au 10 février 1988 à San José, Costa Rica, pour sa 17e Session:

DECIDE que:

- a. l'Assemblée générale et, dans l'intervalle entre deux Assemblées générales, le conseil peuvent élire, à la majorité des deux tiers et jusqu'à l'Assemblée générale suivante, des personnalités qui ont accepté d'apporter leur concours à l'UICN et qui, de par les fonctions qu'elles occupent, peuvent aider considérablement l'UICN dans sa mission;
- b. ces personnalités peuvent assister, en tant qu'invités spéciaux, aux réunions de l'Assemblée générale, du conseil et des commissions.

17/2 REMERCIEMENTS AU GOUVERNEMENT HOTE

HONOREE par la présence de Son Excellence Oscar Arias Sánchez, Président de la République du Costa Rica, à la séance inaugurale;

TOUCHEE par les messages de bienvenue et d'espoir du Président et par sa vision d'un pays et d'un monde dans lesquels paix et conservation se renforceraient mutuellement;

ACCUEILLANT AVEC SATISFACTION l'adoption de nouvelles mesures de conservation par le gouvernement du Costa Rica, telles que la création d'un Parc national dans la Province de Guanacaste, en vue de protéger des régions de forêts tropicales sèches;

PRENANT ACTE avec reconnaissance de la parfaite qualité des locaux et installations mis à la disposition de l'UICN et des nombreux participants;

PLEINEMENT CONSCIENTE des efforts et du long travail de préparation du Comité national organisateur, ainsi que de l'intérêt personnel de Mme Margarita Peñon de Arias, et de M. Alvaro Umaña, ministre des Ressources naturelles, de l'Energie et des Mines, pour ces travaux;

L'Assemblée générale de l'UICN, réunie du 1er au 10 février 1988 à San José, Costa Rica, pour sa 17e Session:

1. REMERCIE avec gratitude le Président Arias, Mme Arias et le ministre des Ressources naturelles, de l'Energie et des Mines, pour le soutien qu'ils apportent à la cause de la conservation et aux travaux de l'Union.
2. TEMOIGNE sa profonde reconnaissance pour le soutien accordé à l'Union, par le gouvernement du Costa Rica, dans l'organisation de cette Assemblée générale dans une des régions les plus riches du monde du point de vue biologique.
3. ELIT Son Excellence le Président Arias personnalité bienfaitrice de l'UICN à titre honoraire.
4. FORME l'espoir que le Président Arias, ainsi que les autres Chefs d'Etat et de gouvernement qui exercent leur influence politique au service de la conservation continuent dans cette voie.

17/3 ELECTION DU PRESIDENT DU FONDS MONDIAL POUR LA NATURE
 EN QUALITE DE PERSONNALITE BIENFAITRICE HONORAIRE DE L'UICN

CONSIDERANT que l'UICN et le Fonds mondial pour la nature (WWF) travaillent en collaboration étroite au service de la conservation de la nature;

CONSCIENTE des efforts inlassables déployés par Son Altesse royale le prince Philip duc d'Edimbourg, président du Fonds mondial pour la nature, en faveur de la conservation au niveau international;

RECONNAISSANT le rôle déterminant joué par Son Altesse royale le duc d'Edimbourg, dans la coopération entre le Fonds mondial pour la nature et l'UICN;

L'Assemblée générale de l'UICN, réunie du 1er au 10 février 1988 à San José, Costa Rica, pour sa 17e Session:

ELIT Son Altesse royale le prince Philip duc d'Edimbourg personnalité bienfaitrice honoraire de l'UICN.

CONSIDERANT l'ampleur des défis que doit relever l'UICN dans l'accomplissement de sa mission, et l'importance vitale pour l'Union d'une direction efficace et effective, assurée notamment par le conseil et le bureau, mais s'appuyant également sur les compétences et l'activité des membres, et remplissant les fonctions essentielles de gestion, de collecte de fonds et de représentation;

NOTANT l'accent mis sur la suppression des barrières sectorielles dans la planification et la mise en oeuvre des activités de conservation; et l'importance accordée aux facteurs socio-politiques, économiques et écologiques pour le développement durable dans le rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement, les "Perspectives pour l'environnement jusqu'à l'an 2000 et au-delà" des Nations Unies, et dans le projet de rapport de l'UICN intitulé "From Strategy to Action: How to Implement the Report of the World Commission on Environment and Development";

CONVAINCUE que les membres de l'Union constituent une ressource essentielle qui doit être utilisée pleinement, à tous les niveaux et par toutes les composantes de l'Union;

RAPPELANT que le conseil et le bureau ont bien servi les intérêts de l'UICN;

RAPPELANT EN OUTRE que les activités de représentation du président sont extrêmement profitables à l'Union;

NOTANT TOUTEFOIS qu'il est arrivé que le président et les conseillers ne puissent s'acquitter de toutes leurs responsabilités, faute de moyens financiers;

NOTANT EGALEMENT que les commissions sont une ressource unique pour l'UICN, mais qu'il existe des chevauchements de leurs domaines d'intérêts, et que l'organisation en commissions ne reflète peut-être pas de manière satisfaisante le caractère multidisciplinaire de la conception actuelle du développement durable;

NOTANT ENFIN que la mise en place de ces programmes a intensifié le besoin d'intégration à l'intérieur de l'Union;

L'Assemblée générale de l'UICN, réunie du 1er au 10 février 1988 à San José, Costa Rica, pour sa 17e Session:

RECOMMANDE, sous réserve de l'obtention de fonds supplémentaires:

- a. que des mesures soient prises pour couvrir les frais de déplacement des conseillers régionaux et cooptés, lorsque cela s'avère nécessaire, afin qu'ils puissent participer pleinement aux travaux du conseil et de l'Union;
- b. que des mesures soient prises pour permettre au président d'assumer un rôle de représentation de plus en plus actif au nom de l'Union afin de libérer le directeur général de certaines de ses obligations;

- c. que les responsabilités du Bureau soient élargies, notamment dans le domaine de l'examen des programmes, des opérations budgétaires et de la préparation des recommandations à l'intention du conseil;
- d. que le directeur général poursuive et intensifie ses efforts en vue d'impliquer les membres dans la planification et l'exécution du Programme de l'Union dans son intégralité;
- e. que le directeur général, en consultation avec le conseil, procède à un examen détaillé de toutes les composantes structurelles de l'Union en vue de mettre sur pied le cadre le plus efficace possible pour le fonctionnement global de l'Union, et rende compte des mesures prises à la prochaine Assemblée générale.

17/5 UTILISATION DES LANGUES FRANCAISE ET ESPAGNOLE

CONSTATANT qu'il existe un certain déséquilibre dans l'utilisation des deux langues officielles de l'Union;

AYANT PRESENT A L'ESPRIT que, pour être efficace, le message de la conservation doit être transmis dans la langue du pays auquel il est adressé;

CONSCIENTE de la participation croissante des hispanophones aux activités de l'UICN;

CONSTATANT, en conséquence, que les 16e et 17e Sessions de l'Assemblée générale de l'UICN se sont déroulées dans des pays hispanophones, avec interprétation et traduction en espagnol;

CONVAINCUE de l'importance du travail de l'UICN dans les pays hispanophones et reconnaissant que ces activités seraient plus efficaces si elles se déroulaient en espagnol;

APPRECIANT l'utilisation croissante de la langue espagnole par le directeur général et le secrétariat de l'UICN dans leur travail depuis la 16e Session de l'Assemblée générale (Madrid, Espagne, 1984), conformément à la résolution 16/17 approuvée à cette session;

CONSCIENTE des efforts déployés par certains Etats pour encourager l'utilisation de l'espagnol durant cette période, en particulier par l'Espagne et le Costa Rica, pendant la 16e et la 17e Sessions de l'Assemblée générale;

CONVAINCUE EN OUTRE que la meilleure manière d'assurer l'utilisation régulière de la langue espagnole dans les travaux de l'UICN est d'en faire une langue officielle de l'Union;

AYANT PRESENT A L'ESPRIT qu'une augmentation du nombre de langues officielles de l'UICN exige des amendements aux Statuts;

L'Assemblée générale de l'UICN, réunie du 1er au 10 février 1988 à San José, Costa Rica, pour sa 17e Session:

1. DEMANDE au directeur général de l'UICN de prendre les mesures appropriées, y compris financières, pour assurer une utilisation adéquate des deux langues officielles.
2. RECOMMANDE au directeur général d'encourager l'utilisation régulière de l'espagnol dans les travaux de l'UICN jusqu'à la 18e Session de l'Assemblée générale.
3. DEMANDE au directeur général de présenter à la 18e Session de l'Assemblée générale des propositions comprenant les dispositions financières nécessaires à l'adoption de l'espagnol comme une des langues officielles de l'UICN.
4. PRIE le directeur général de tout mettre en oeuvre pour trouver les ressources garantissant que l'adoption de l'espagnol comme langue officielle de l'UICN ne soit pas entravée par des problèmes financiers.

17/6 SYSTEME AVANCE DE GESTION DE L'INFORMATION SUR
LES RESSOURCES NATURELLES

RECONNAISSANT que les décisions relatives à la gestion des ressources naturelles doivent être prises en disposant des meilleures informations disponibles;

CONSCIENTE qu'une bonne gestion des ressources naturelles, y compris la conservation de la diversité biologique et la mise en oeuvre de programmes de développement durable des ressources naturelles, est tributaire de la qualité des informations et des études;

CONNAISSANT le rôle de premier plan qu'a joué le Centre de surveillance continue de la conservation de la nature de l'UICN dans le rassemblement, l'analyse et la diffusion rapides d'informations sur la conservation des espèces animales et végétales, les biotopes et aires protégées ainsi que sur l'utilisation et le commerce des espèces;

CONSCIENTE qu'il convient de développer encore les activités relatives aux bases de données du Centre de surveillance continue de la conservation de la nature pour répondre à tous les besoins en matière d'information;

SACHANT que cette évolution suppose que le centre fonctionne dans le cadre d'un réseau de centres nationaux et internationaux de données afin d'améliorer la gestion et l'utilisation des informations relatives à l'environnement;

PRENANT ACTE de la proposition avancée par la Banque Mondiale et d'autres organismes en vue de l'institution d'un forum qui permettrait aux organisations gérant et mettant en commun des données et informations sur les ressources naturelles de coordonner leurs activités et de collaborer;

L'Assemblée générale de l'UICN, réunie du 1er au 10 février 1988 à San José, Costa Rica, pour sa 17e Session:

1. PRIE le directeur général de l'UICN:

- a. de soutenir le projet de restructuration du Centre de surveillance continue de la conservation de la nature présenté par le directeur de ce centre à l'Atelier 14: "Vers un système avancé de gestion de l'information sur les ressources naturelles", organisé pendant la présente assemblée, en conservant à l'esprit les observations et préoccupations des membres de l'UICN et d'autres organisations;
- b. de soutenir plus particulièrement les propositions tendant à réorganiser le Centre de surveillance continue de la conservation de la nature, au sein de l'UICN, en collaboration et en association avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), le Fonds mondial pour la nature (WWF) et d'autres organismes appropriés;

- c. de favoriser, dans la limite des possibilités financières de l'Union, le développement du Centre de surveillance continue de la conservation de la nature en tant que centre de données mondiales sur la conservation chargé de fournir un service d'information à l'UICN, à ses commissions et à ses membres, aux organisations partenaires et au mouvement mondial de conservation;
 - d. de garantir que le Centre de surveillance continue de la conservation de la nature participe pleinement aux activités du forum proposé par la Banque Mondiale et d'autres organisations en contribuant par ses compétences, à la solution des problèmes de gestion et à l'échange des données et des informations sur les ressources naturelles du point de vue du secteur de la conservation;
 - e. de promouvoir, par le biais du Centre de surveillance continue de la conservation de la nature et en étroite association avec d'autres organisations s'occupant de gestion et d'évaluation des informations sur l'environnement, le développement d'un réseau de centres nationaux et internationaux de données en vue de favoriser l'échange, la diffusion et l'utilisation d'informations sur la conservation;
 - f. de rechercher activement des partenaires et donateurs prêts à soutenir l'UICN dans cette nouvelle initiative, dans l'attente des avantages communs qui en découleront;
 - g. de mettre au point des propositions en vue de relier la base de données du Centre du droit de l'environnement au système d'information en cours de transformation du Centre de surveillance continue de la conservation de la nature.
2. SOUSCRIT EN OUTRE au principe de l'établissement d'un conseil administratif ayant toute la responsabilité exécutive du programme et du budget du Centre de surveillance continue de la conservation de la nature et INVITE le conseil et le directeur général à mettre en oeuvre ces dispositions, en accord avec d'autres organisations partenaires.

17/7 CONSULTATION SUR LE VOLUME ACCOMPAGNANT LA STRATEGIE MONDIALE
DE LA CONSERVATION

ACCUEILLANT avec satisfaction la préparation d'un volume mis à jour et augmenté accompagnant la Stratégie mondiale de la conservation;

RAPPELANT que si la Stratégie mondiale de la conservation est d'une telle qualité, a eu un écho aussi favorable et un impact aussi considérable, c'est, dans une large mesure, grâce aux consultations qui ont eu lieu entre les membres de l'UICN et notamment des institutions du système des Nations Unies et des organismes scientifiques appropriés;

L'Assemblée générale de l'UICN, réunie du 1er au 10 février 1988 à San José, Costa Rica, pour sa 17e Session:

DEMANDE au directeur général de faire en sorte que des consultations efficaces accompagnent la préparation du nouveau volume, afin de permettre aux membres de l'UICN de fournir des informations pour ce document, à divers stades de sa rédaction, et d'exprimer leur avis.

17/8 COOPERATION DE L'UICN AVEC LE PNUE

ACCUEILLANT AVEC SATISFACTION la Décision No 14/8 du conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), intitulée Coopération avec les organisations non gouvernementales et adoptée à sa 14e Session, en juin 1987 et REAFFIRMANT le rôle important des organisations non gouvernementales qui encouragent la participation du public au développement durable, qui sont source d'information et de connaissances sur les conditions culturelles et écologiques du développement durable et qui transmettent cette information et ces connaissances au public, au secteur industriel, aux gouvernements et aux institutions d'aide au développement;

NOTANT que dans la Décision No 14/8, il est demandé au directeur exécutif du PNUE de continuer à collaborer avec l'UICN dans des domaines d'intérêt commun, dans le cadre d'instruments juridiques traitant de problèmes de l'environnement, de programmes sur la pollution marine et la gestion côtière, la conservation de la diversité biologique et des biotopes naturels, et de la promotion du rôle des ONG de l'environnement dans la mise en oeuvre du programme du PNUE;

PRENANT NOTE DE l'intérêt que l'UICN porte à l'élaboration d'une stratégie de base pour mettre en oeuvre les recommandations pertinentes de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement ainsi que de la collaboration de l'UICN avec le PNUE à la rédaction de la Stratégie mondiale de la conservation et du volume d'accompagnement, à paraître;

L'Assemblée générale de l'UICN, réunie du 1er au 10 février 1988 à San José, Costa Rica, pour sa 17e Session:

1. AFFIRME sa détermination à améliorer considérablement ses efforts de coordination et de coopération avec le PNUE.
2. Dans ce but, DEMANDE au directeur général de l'UICN de:
 - a. rechercher activement des possibilités de coopération et de coordination entre le personnel de l'UICN, ses commissions, centres et membres d'une part et le PNUE d'autre part, notamment dans les domaines du droit de l'environnement, du Programme sur les mers régionales, de la mise en oeuvre du Plan d'action du Caire pour la coopération en Afrique, élaboré par les ministres africains de l'Environnement et des efforts du PNUE pour promouvoir les infrastructures nationales;
 - b. collaborer avec le PNUE à la mise en oeuvre de la Décision No. 14/8 de la 14e Session du conseil d'administration du PNUE;
 - c. continuer à collaborer étroitement avec le PNUE et d'autres partenaires à la préparation du volume accompagnant la Stratégie mondiale de la conservation.

17/9 COLLABORATION ENTRE LES ONG ET L'UICN

SACHANT que le succès à long terme de la conservation et du Programme de l'UICN pour la conservation dépend du soutien permanent d'un public informé et actif, pressant les gouvernements et les organismes internationaux d'accorder une priorité élevée à la conservation;

RECONNAISSANT que les organisations non gouvernementales (ONG) peuvent non seulement mobiliser le public, mais aussi entreprendre des activités du Programme en recourant à leurs propres ressources;

RAPPELANT que le thème du Programme de l'UICN pour 1985-1987 était "Solidarité pour la conservation";

SE FELICITANT des liens de collaboration fructueux déjà établis en vue de mener à bien divers éléments du Programme de l'UICN mais DEPLORANT que de tels liens ne soient pas plus nombreux;

L'Assemblée générale de l'UICN, réunie du 1er au 10 février 1988 à San José, Costa Rica, pour sa 17e Session:

PRIE le directeur général de l'UICN, compte tenu des ressources disponibles;

- a. d'accorder une priorité élevée et de garantir que le personnel consacre suffisamment de temps à la coopération avec les ONG membres de l'UICN et d'autres ONG, dans leurs efforts déployés en vue de mobiliser le public et d'obtenir l'appui des gouvernements et des organismes internationaux aux activités du Programme de l'UICN et à la réalisation des objectifs de la Stratégie mondiale de la conservation;
- b. de nouer des liens solides de coopération avec d'autres ONG aux objectifs similaires, tels le Centre de liaison pour l'environnement et avec des ONG représentant des populations indigènes disposant d'un savoir traditionnel sur l'aménagement des ressources;
- c. de collaborer le plus possible avec les ONG membres de l'UICN et d'autres ONG à l'exécution du Programme de l'UICN;
- d. d'élaborer des mécanismes facilitant la coopération entre les membres de l'UICN oeuvrant dans des domaines d'activité semblables.

17/10 SOUTIEN AUX RESEAUX DES ORGANISATIONS DE L'ENVIRONNEMENT
 EN AMERIQUE LATINE ET AUX CARAIBES

CONSIDERANT la création du Réseau régional d'organisations non gouvernementales de l'environnement pour le développement durable de l'Amérique centrale (REDES);

CONSIDERANT EN OUTRE que 40 organisations de 13 pays ont créé un comité de planification pour la création d'un réseau d'organisations de l'environnement en Amérique latine et aux Caraïbes;

SACHANT que la réalisation des objectifs de la Stratégie mondiale de la conservation dépend de l'appui accordé par un public organisé;

RECONNAISSANT que les organisations de l'environnement d'Amérique latine et des Caraïbes ont démontré leur aptitude à mettre en oeuvre des programmes de conservation et à mobiliser l'opinion publique;

TENANT COMPTE que le thème de l'Assemblée générale et du Programme de l'UICN est la recherche d'une "responsabilité partagée";

L'Assemblée générale de l'UICN, réunie du 1er au 10 février 1988 à San José, Costa Rica, pour sa 17e Session:

CONVIENT, dans la mesure des ressources disponibles:

- a. de soutenir le Réseau régional d'organisations non gouvernementales de l'environnement pour le développement durable de l'Amérique centrale (REDES), créé à Managua, Nicaragua, en mai 1987 et de prier celui-ci de promouvoir le développement durable dans la région;
- b. de soutenir la création d'un réseau de groupes de l'environnement d'Amérique latine et des Caraïbes et de prier le comité de planification d'organiser, en 1988, une réunion des organisations qui constitueront ce réseau;
- c. de consacrer du temps et du personnel à la coopération entre ces réseaux et d'autres membres de l'UICN ainsi que d'autres réseaux semblables, afin d'établir une communication permanente, d'échanger des informations scientifiques et de mobiliser le public en faveur des activités prévues pour appliquer les programmes de conservation de l'UICN.

17/11 LES JEUNES ET LA CONSERVATION

CONSCIENTE de l'importance des jeunes, qui représentent l'avenir;

SOULIGNANT le rôle particulier des jeunes dans les activités de conservation;

RECONNAISSANT la Fédération internationale de la jeunesse pour l'étude et la conservation de l'environnement (IYF) en tant que fédération mondiale d'ONG regroupant des jeunes s'occupant d'environnement;

RAPPELANT la coopération déjà ancienne, établie entre la Fédération et l'UICN et définie dans la déclaration du conseil exécutif de l'UICN, en novembre 1970 et ainsi qu'en témoignent les projets mis au point conjointement par ces deux organisations;

L'Assemblée générale de l'UICN, réunie du 1er au 10 février 1988 à San José, Costa Rica, pour sa 17e Session:

INVITE le directeur général de l'UICN à:

- a. renforcer, lorsque cela s'avère indiqué, les relations avec l'IYF et ses organismes régionaux affiliés;
- b. soutenir, lorsque cela s'avère approprié, la mise en oeuvre des programmes d'éducation à l'environnement de l'IYF.

17/12 QUARANTIEME ANNIVERSAIRE DE L'UICN

CONSIDERANT l'importance que les membres de l'Union attachent à la célébration du quarantième anniversaire de la création de l'UICN à Fontainebleau (France) en 1948;

RAPPELANT le rôle essentiel qu'ont joué la Ligue suisse pour la protection de la nature et un comité comprenant des représentants d'un certain nombre de pays dans l'organisation de la conférence de Fontainebleau en 1948, conférence qui a été convoquée conjointement par l'Unesco (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture) et le gouvernement de la France;

DESIREUSE d'accorder à la célébration de ce quarantième anniversaire une importance à la mesure de l'oeuvre accomplie par l'UICN au cours de ses quarante années d'existence;

L'Assemblée générale de l'UICN, réunie du 1er au 10 février 1988 à San José, Costa Rica, pour sa 17e Session:

1. SE FELICITE de la décision de célébrer cet anniversaire par une cérémonie dans le pays où l'Union fut créée.
2. REMERCIE le gouvernement de la France d'avoir accepté de présider le comité de la cérémonie officielle.
3. INVITE la Ligue suisse pour la protection de la nature et l'Unesco à participer à la préparation de cette cérémonie.
4. INVITE tous les membres de l'Union et tous les membres du comité français pour l'UICN à contribuer, dans toute la mesure de leurs moyens, au succès de cette cérémonie.

17/13 LES FEMMES ET L'ENVIRONNEMENT

RECONNAISSANT que les femmes constituent le groupe principal, quoique fortement négligé, de gestionnaires des ressources naturelles, en particulier dans le monde en développement, que leurs priorités en matière de gestion des ressources naturelles coïncident avec celles de l'UICN, que leur santé et leurs moyens d'existence - et, en conséquence, leur rôle en tant qu'agents de la conservation - sont souvent détruits par la dégradation de l'environnement et par des projets de développement et de conservation mal conçus;

RECONNAISSANT EN OUTRE que les femmes disposent, dans le domaine de la gestion des ressources naturelles, de compétences et d'une expérience qui peuvent aider l'UICN dans ses activités et que les groupes de femmes se sont avérés être des agents informés, énergiques et efficaces de la conservation;

CONSCIENTE que la majorité des déshérités sont des femmes et des enfants et que l'UICN a manifesté sa volonté d'ouverture aux problèmes de ce groupe;

RAPPELANT que de nombreuses instances internationales, en particulier la 16e Session de l'Assemblée générale de l'UICN (1984), la 40e Assemblée générale des Nations Unies (1985), la Conférence d'Ottawa sur la conservation et le développement (1986) et l'atelier de l'UICN sur les femmes et la Stratégie mondiale de la conservation (1987), ont adopté des recommandations et résolutions demandant la participation des femmes dans toutes les activités déployées à tous les niveaux, en faveur d'un développement durable; que nombre d'organisations coopérant avec l'UICN, instituts donateurs et autres partenaires réorganisent actuellement leurs structures, procédures et politiques afin de faire profiter leurs activités, à tous les niveaux, des compétences et de l'expérience des femmes;

L'Assemblée générale de l'UICN, réunie du 1er au 10 février 1988 à San José, Costa Rica, pour sa 17e Session:

1. PRIE tous les gouvernements de garantir la reconnaissance de droits égaux à toutes les femmes et tous les hommes, et de prendre toutes les mesures nécessaires en vue de la mise en vigueur de ce principe fondamental.
2. INVITE le directeur général de l'UICN à rechercher un financement pour les activités de l'UICN visant à encourager et soutenir la participation des femmes aux stratégies de conservation et de développement durable et, dans la mesure des ressources disponibles:
 - a. à nommer un conseiller chargé des affaires de la femme à plein temps et qui fournira des avis experts, des informations et une aide en matière de formation;
 - b. à nommer un conseil consultatif composé de spécialistes des affaires de la femme et de l'environnement, aux niveaux international, national ainsi qu'au niveau du terrain, en vue de fournir des avis, des conseils et d'élargir les possibilités de financement;

- c. à introduire une procédure interne de contrôle de tous les programmes et projets de l'UICN afin de déterminer:
 - comment les femmes peuvent contribuer aux activités de conservation;
 - comment les compétences des femmes en matière de conservation peuvent être améliorées au lieu d'être compromises;
- d. à nommer un groupe d'étude spécial chargé de garantir que les recommandations de l'atelier sur les femmes et la Stratégie mondiale de la conservation, organisé en novembre 1987, soient prises en compte dans la préparation du volume accompagnant la Stratégie mondiale de la conservation (comme convenu par le comité directeur de la SMC, à sa réunion de janvier 1988);
- e. à garantir que, dans la suite donnée au rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement, l'UICN reconnaisse pleinement la contribution essentielle des femmes au développement durable;
- f. à augmenter le nombre de femmes parmi les experts membres du conseil, des commissions, des comités consultatifs et du secrétariat de l'UICN;
- g. à s'efforcer d'augmenter le nombre d'ONG membres de l'UICN travaillant dans le domaine de la femme et de l'environnement;
- h. à établir, en coopération avec d'autres organisations, un système d'information qui permette notamment à l'UICN de passer en revue ses programmes et projets, d'établir une liste de consultants, de former du personnel et de publier des documents sur les femmes et le développement durable.

17/14 RECHAUFFEMENT MONDIAL DE L'ATMOSPHERE

CONSTATANT que les scientifiques s'accordent généralement à penser que, si les tendances actuelles persistent, l'émission dans l'atmosphère de dioxyde de carbone, de chlorofluorocarbones, de méthane et d'oxydes d'azote risque d'entraîner un réchauffement de l'atmosphère mondiale de $3 \pm 1,5^{\circ}\text{C}$ en moyenne, en raison de "l'effet de serre";

RECONNAISSANT qu'un tel réchauffement aurait des impacts lourds de conséquences sur les perspectives de conservation et de développement durable;

NOTANT que l'Organisation météorologique mondiale (OMM), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et d'autres organisations internationales et nationales entreprennent d'importants programmes d'étude en vue de déterminer plus précisément l'ampleur probable et la répartition régionale de ces problèmes;

L'Assemblée générale de l'UICN, réunie du 1er au 10 février 1988 à San José, Costa Rica, pour sa 17e Session:

PRIE le directeur général de l'UICN, dans le cadre du Programme de l'UICN pour 1988-1990 et dans la mesure des ressources disponibles:

- a. de coopérer avec le PNUE, l'OMM et d'autres organisations qui entreprennent des analyses fondamentales et la modélisation de l'"effet de serre" et évaluent la possibilité de prendre des mesures pratiques pour limiter au maximum le réchauffement et atténuer ses conséquences;
- b. de coopérer avec les membres de l'UICN notamment, pour évaluer les répercussions potentielles du réchauffement, à l'échelle mondiale, sur la conservation de la nature et de ses ressources;
- c. de diffuser largement les résultats de cette évaluation;
- d. de prendre des dispositions, en coopération notamment avec des membres de l'UICN, pour promouvoir les mesures jugées nécessaires afin de limiter le réchauffement mondial de l'atmosphère et réduire au maximum ses effets néfastes sur l'environnement.

17/15 LA DECENNIE INTERNATIONALE DE LA PREVENTION
DES CATASTROPHES NATURELLES

CONSIDERANT que les inondations, glissements de terrain, sécheresses, tremblements de terre, éruptions volcaniques, raz de marée, incendies et ouragans sont des phénomènes naturels;

RAPPELANT qu'au cours des deux dernières décennies, ces phénomènes ont entraîné la disparition de plus de trois millions de vies humaines dans le monde entier et causé une perte économique supérieure à 23 milliards de dollars liée notamment à la destruction des infrastructures, des activités de production et des établissements humains, et aux dommages causés à la flore, à la faune, aux ressources du sol et aux ressources hydriques;

NOTANT que les catastrophes naturelles frappent tout particulièrement les populations déshéritées et les pays les moins avancés et affectent la production alimentaire et l'habitat;

AYANT CONSCIENCE de l'impact des activités de développement des ressources naturelles sur la nature et la gravité de ces événements;

CONVAINCUE qu'il est indispensable que les futures stratégies de gestion des ressources naturelles formulées dans le cadre de la planification du développement tiennent compte des risques naturels;

RECONNAISSANT que la 42e Session de l'Assemblée générale des Nations Unies a décidé qu'au cours de la décennie débutant en 1990 la communauté internationale accorderait une attention particulière, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, au renforcement de la coopération internationale dans le domaine de la prévention des catastrophes naturelles;

L'Assemblée générale de l'UICN, réunie du 1er au 10 février 1988 à San José, Costa Rica, pour sa 17e Session:

SE FELICITE de la proclamation de la Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles.

17/16 CONSEQUENCES DE LA GUERRE NUCLEAIRE POUR L'ENVIRONNEMENT

RAPPELANT que la 16e Session de l'Assemblée générale de l'UICN (1984) a examiné des études, nouvelles à l'époque, sur les conséquences dévastatrices pour l'environnement mondial, de la guerre nucléaire;

RAPPELANT en particulier la Résolution 16/1 qui en a résulté et qui demandait à tous les Etats, organisations internationales et membres de l'UICN de prendre des mesures spécifiques en réaction à la menace posée par ledit "hiver nucléaire";

NOTANT l'importante étude ultérieure sur les conséquences de la guerre nucléaire pour l'environnement (ENUWAR), terminée en 1985, à laquelle ont participé environ 300 scientifiques de 30 pays, sous les auspices du Comité scientifique chargé des problèmes de l'environnement (SCOPE);

ATTIRANT L'ATTENTION sur les conclusions du rapport SCOPE/ENUWAR selon lesquelles une guerre nucléaire pourrait bouleverser le climat mondial, déclenchant ainsi un "hiver nucléaire";

RECONNAISSANT que le rapport SCOPE/ENUWAR conclut en outre que le bouleversement, à l'échelle planétaire, du climat et de la société, qui résulterait d'une guerre nucléaire peut entraîner la mort par famine de millions de survivants;

RECONNAISSANT EN OUTRE que l'impact destructeur de "l'hiver nucléaire" et l'utilisation excessive des ressources naturelles par les survivants affamés feraient courir à la nature un risque sans précédent;

FAISANT SIENNES les conclusions du rapport du SCOPE/ENUWAR selon lesquelles "toute disposition à minimiser ou à ignorer les effets généraux sur l'environnement d'une guerre nucléaire reviendrait à nuire fondamentalement à l'avenir de la civilisation mondiale";

PREOCCUPEE de ce que, malgré quelques signes de progrès vers une limitation des armes nucléaires et la réduction des risques de guerre nucléaire, le renforcement des arsenaux nucléaires déjà considérables se poursuive sans qu'il soit suffisamment tenu compte des conséquences potentielles, extrêmement graves pour l'environnement, de l'utilisation de ces armes;

CONVAINCUE qu'il est, plus que jamais, urgent de réduire les incertitudes en poursuivant la recherche scientifique, en particulier sur les conséquences pour les pays non belligérants, et d'améliorer l'information du public sur les effets de la guerre nucléaire sur l'environnement;

L'Assemblée générale de l'UICN, réunie du 1er au 10 février 1988 à San José, Costa Rica, pour sa 17e Session:

1. PRIE INSTAMMENT tous les Etats et organisations internationales:

- a. d'encourager de nouvelles études des effets de la guerre nucléaire sur l'environnement, en particulier pour les régions et pays non belligérants, les faire bénéficier de leur appui et y coopérer pleinement;

- b. de soutenir et coopérer pleinement à la recherche relative aux effets de la guerre nucléaire sur le milieu naturel de chaque pays, et notamment sur la destruction potentielle des ressources naturelles soumises à une utilisation excessive par les sociétés rescapées;
 - c. de tenir compte des études actuelles et futures de ces conséquences pour réexaminer l'arsenal nucléaire actuel, la limitation des armements et la défense civile;
 - d. de communiquer au grand public et aux décideurs l'information scientifique sur les conséquences de la guerre nucléaire pour l'environnement.
2. RECOMMANDE à tous les membres de l'UICN d'accorder la priorité absolue aux progrès de la connaissance scientifique des conséquences de la guerre nucléaire sur l'environnement et à l'information de tous les peuples et de leurs dirigeants sur l'importance de la prise en compte de ces nouvelles connaissances dans l'élaboration de politiques nationales pertinentes.

17/17 POPULATION

RAPPELANT la Résolution 16/3, Population et Stratégie mondiale de la conservation, adoptée à la 16e Session de l'Assemblée générale de l'UICN, qui reconnaît que l'UICN a la responsabilité d'inclure les problèmes de politique démographique dans son Programme, en particulier dans son travail sur les stratégies nationales de conservation;

RECONNAISSANT que l'enjeu et les possibilités engendrés par le consensus mondial sur l'interdépendance de la population, des ressources, de l'environnement et du développement s'imposent avec encore plus de force qu'à l'époque;

ACCUEILLANT AVEC SATISFACTION la mise en place d'un programme sur la population et le développement durable au sein du secrétariat de l'UICN et la nomination d'un expert technique à sa tête;

RECONNAISSANT les travaux du groupe d'étude de l'UICN sur la population et le développement durable, publiés dans son rapport de juin 1986;

SE FELICITANT des mesures prises par l'UICN - en consultation avec ses collaborateurs à la préparation de la Stratégie mondiale de la conservation, le PNUE, le WWF, l'Unesco et la FAO - pour inclure le facteur population dans le volume accompagnant la Stratégie mondiale de la conservation;

RAPPELANT le consensus de la communauté internationale sur les rapports entre la population, l'environnement et le développement, tel qu'il s'exprime dans le Plan d'action mondial pour la population (1974) les Recommandations de la Conférence internationale sur la population (1984), et la Conférence mondiale chargée d'évaluer les résultats de la Décennie de la femme (1985);

ACCUEILLANT favorablement le fait que le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population (FNUAP) se soit engagé à tenir compte, dans ses activités, de l'interdépendance entre population, ressources, environnement et développement;

NOTANT que la population mondiale a franchi la barre des cinq milliards en 1987; que les Nations Unies estiment, tout en tenant compte d'un déclin global de la fertilité, qu'elle aura dépassé 8 milliards d'ici l'an 2025, que cet accroissement n'est pas inévitable, mais que tout infléchissement significatif de la croissance démographique exige la prise de mesures énergiques, de toute urgence;

NOTANT EN OUTRE que certaines communautés font une consommation élevée des ressources tandis qu'à l'autre extrême, d'autres communautés démunies ne peuvent satisfaire leurs besoins de base que par une surexploitation de leur capital de ressources, avec parfois des conséquences irréversibles et que sous l'effet cumulatif de ces deux facteurs, le seuil au-delà duquel l'exploitation des ressources s'effectue en toute sécurité risque d'être franchi;

L'Assemblée générale de l'UICN, réunie du 1er au 10 février 1988 à San José, Costa Rica, pour sa 17e Session:

1. RAPPELLE sa préoccupation face à la croissance démographique mondiale rapide.
2. ENCOURAGE les gouvernements à prendre des mesures concrètes pour garantir les droits fondamentaux de tous les couples, de tous les individus et en particulier des femmes, à décider du nombre d'enfants qu'ils souhaitent et de l'espacement des naissances, à accéder à l'information et aux moyens leur permettant de prendre cette décision, droits que la communauté internationale juge essentiels pour des raisons tant humanitaires que sanitaires.
3. ENCOURAGE les gouvernements et les organisations de développement à reconnaître que la planification familiale fait partie intégrante de tout programme de conservation et de développement et que la participation pleine et entière des communautés locales à la planification et à la réalisation de tels programmes est essentielle.
4. DEMANDE au directeur général de l'UICN, dans la mesure des ressources disponibles:
 - a. de coopérer avec les organismes nationaux et internationaux s'occupant de questions de population, notamment le FNUAP et la Fédération internationale pour la planification familiale (IPPF) en vue d'atteindre un équilibre entre croissance démographique et développement durable;
 - b. de mettre en oeuvre les recommandations "Population, Resources and Human Ecology" figurant à la page 22 du projet de rapport de l'UICN "From Strategy to Action: How to Implement the Report of the World Commission on Environment and Development".

17/18 APPAUVRISSEMENT DE LA COUCHE D'OZONE

RECONNAISSANT l'importance de la couche d'ozone dans la stratosphère pour protéger la vie terrestre contre le rayonnement ultraviolet;

INQUIETE de l'appauvrissement de la couche d'ozone dans la stratosphère, remarqué au printemps, au-dessus de l'Antarctique et qui n'a cessé de s'aggraver depuis quinze ans;

CONSCIENTE qu'un appauvrissement général de la couche d'ozone risque de causer une baisse importante du rendement de nombreuses cultures parmi les plus communes, d'avoir des effets considérables pour l'écologie et d'augmenter l'incidence de nombreuses maladies, telles que le cancer de la peau;

RECONNAISSANT que l'appauvrissement de la couche d'ozone est très probablement imputable aux chlorofluorocarbones (CFC) et que ces substances chimiques contribuent probablement, de façon significative, à l'"effet de serre";

ACCUEILLANT FAVORABLEMENT le Protocole de Montréal à la Convention sur la protection de la couche d'ozone comme une étape importante dans la réglementation des CFC;

L'Assemblée générale de l'UICN, réunie du 1er au 10 février 1988 à San José, Costa Rica, pour sa 17e Session:

1. INVITE les Etats qui ne l'ont pas encore fait à devenir, sans délai, Parties au Protocole de Montréal à la Convention sur la protection de la couche d'ozone.
2. INVITE les Etats à tout mettre en oeuvre pour limiter, de toute urgence et encore plus sévèrement, l'usage de substances chimiques qui appauvrissent la couche d'ozone, dans le but d'éliminer toutes les émissions de ces substances, dès que possible:
 - a. en renonçant aux applications actuelles non essentielles des CFC, par exemple, comme gaz de propulsion dans les aérosols;
 - b. en adoptant des mesures économiques pour encourager la mise au point et l'utilisation de produits de substitution acceptables sur le plan écologique;
 - c. en faisant en sorte que les CFC ne soient pas utilisés lorsqu'il existe des produits de substitution acceptables du point de vue écologique;
 - d. en interdisant de nouvelles applications non médicales des CFC;
 - e. en prenant d'autres mesures efficaces pour traiter cette question.
3. INVITE INSTAMMENT les Etats à mettre en oeuvre des programmes d'élimination sûre et efficace des CFC utilisés ou stockés.

17/19 DECHETS

CONSCIENTE que, bien que la gestion des déchets (et en particulier des déchets dangereux) soit l'un des problèmes les plus pressants et les plus complexes auxquels l'humanité doit faire face, le droit international et les législations nationales sont pour la plupart inefficaces ne tenant pas dûment compte des liens qui unissent l'air, l'eau et la terre;

PREOCCUPEE de ce que les méthodes d'élimination des déchets, ne nuisant pas à l'environnement, que ce soit le recyclage ou la mise au point de technologies de substitution (y compris les biotechnologies, les techniques de récupération et de destruction à haute température) se heurtent à des obstacles institutionnels et réglementaires;

RECONNAISSANT EN OUTRE que des mesures importantes ont été prises au niveau international par les ministres des pays de la mer du Nord (novembre 1987) et les Parties contractantes à la Convention de Londres (octobre 1986) pour mettre un terme à l'incinération des déchets, d'une part, et à l'immersion des déchets radioactifs, d'autre part;

PREOCCUPEE EN OUTRE de ce que les coûts économiques imposés par le traitement actuel des déchets et résidus n'apparaissent pas clairement dans les pratiques comptables actuelles en ce sens que:

- les coûts environnementaux de la pollution sont rarement payés par les pollueurs,
- les activités entreprises pour réparer les dommages causés par la pollution sont traitées comme des composantes de la croissance et du développement économiques dans les systèmes actuels de calcul du produit intérieur brut, et
- la perte en capital représentée par une diminution de la capacité des systèmes naturels à entretenir la vie ou de la diversité génétique n'est reflétée nulle part;

CONSCIENTE que les pays en développement ont besoin, pour faire meilleur usage de la technologie de gestion des déchets, d'aide et d'informations de la part des pays industrialisés et que ceux-ci se sont accomodés de ces problèmes en exportant les déchets vers les pays en développement;

L'Assemblée générale de l'UICN, réunie du 1er au 10 février 1988 à San José, Costa Rica, pour sa 17e Session:

1. PRIE les Etats d'accorder la priorité aux politiques visant à limiter les déchets et à promouvoir la mise au point et la mise sur le marché de méthodes de recyclage et de nouvelles techniques d'élimination des déchets, ne nuisant pas à l'environnement.
2. PRIE EN OUTRE les Etats membres de l'UICN et les autres Etats Parties à des conventions internationales (y compris régionales) d'examiner les moyens d'utiliser ces conventions pour promouvoir un système global d'élimination des déchets, d'instituer des mesures pratiques pour promouvoir la mise au point et l'utilisation de technologies ne nuisant pas à l'environnement, et d'inclure ces objectifs dans leur législation nationale.

3. PRIE le directeur général de l'UICN, compte tenu des ressources disponibles, d'ouvrir le dialogue avec les organisations internationales concernées par la protection de l'environnement contre la pollution, notamment le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et des organisations n'appartenant pas au système des Nations Unies, telles que l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), en vue de promouvoir des mesures qui, en favorisant le développement durable, peuvent :
 - a. garantir que tous les coûts et bénéfices imputables à la production et à l'élimination des déchets, ainsi qu'à la pollution engendrée, soient quantifiés;
 - b. garantir qu'il soit rendu compte de ces coûts;
 - c. garantir que le mécanisme "pollueur-payeur" est prévu dans les systèmes de comptabilité publique;
 - d. promouvoir à court terme, des stratégies de recyclage des déchets et à long terme, éliminer la production de déchets chaque fois que c'est possible;
 - e. garantir que l'environnement ne soit pas menacé par l'exportation de déchets vers les pays en développement;

et de veiller à ce que ces mesures soient accompagnées d'une étude sur les moyens de redéfinir le produit national/intérieur brut, la croissance et le développement économiques (ou de compléter leur définition) pour que les nouvelles définitions tiennent compte des coûts et avantages environnementaux à long et à court terme et prennent en considération l'augmentation réelle du niveau de vie et des aspirations de l'homme.
4. SUGGERE à la Commission des politiques, du droit et de l'administration de l'environnement (CPDAE) de l'UICN d'apporter, selon que de besoin, son concours à l'élaboration de directives sur le principe "pollueur-payeur" prévoyant une compensation économique qui prenne en compte le coût total des dommages causés et de la restauration de l'environnement.
5. ENCOURAGE les pays industrialisés à donner davantage d'aide et d'information sur la technologie de gestion des déchets, et PRIE INSTAMMENT les gouvernements des pays en développement de faciliter le transfert de ces technologies.
6. RECOMMANDE à l'UICN de s'associer et de participer aux activités actuelles du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) relatives à l'élaboration d'une convention mondiale sur l'élimination des déchets toxiques de façon à ne pas nuire à l'environnement.

17/20 TRANSFERT DE TECHNOLOGIE RELATIVE AUX PRODUITS CONTAMINANTS,
NOTAMMENT LES PESTICIDES

RAPPELANT qu'un des objectifs principaux de la Stratégie mondiale de la conservation est la protection des écosystèmes vitaux pour le maintien de la qualité de la vie sur notre planète;

CONSCIENTE que les systèmes juridiques et administratifs de nombreux pays en développement ne sont pas à même d'évaluer les risques que font courir à l'environnement et à la santé publique la technologie et les produits qu'importent ces pays;

RECONNAISSANT en particulier que les ressources naturelles, la faune et la flore sont constamment exposées aux résidus chimiques résultant de l'utilisation de pesticides pour la production alimentaire, le contrôle phytosanitaire, l'horticulture et la foresterie, ainsi qu'à usage domestique et urbain, avec les graves conséquences que cela entraîne pour la santé de l'homme;

CONSCIENTE que les effets des pesticides, dans les pays en développement, sont exacerbés par l'abus, l'utilisation impropre ou irrationnelle de ces produits;

NOTANT que la Conférence de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) de novembre 1985 a adopté, par consensus de tous les pays membres, le Code international de conduite sur la distribution et l'emploi des pesticides et que les organisations non gouvernementales de conservation du monde entier ont joué un rôle non négligeable dans l'élaboration et l'adoption de ce Code;

NOTANT EN OUTRE que la Conférence de la FAO de novembre 1987 a décidé que le principe du consentement informé préalable devait être inclus dans le code avant deux ans;

SALUANT la décision du 14e conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) de proposer l'inclusion du principe de consentement informé préalable dans les "lignes directrices de Londres pour une gestion ne nuisant pas à l'environnement, des produits chimiques interdits ou strictement réglementés dans le commerce international" à sa prochaine session ordinaire, en 1989;

ACCUEILLANT AVEC SATISFACTION la Résolution A/RES/42/183 de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le commerce des produits et déchets toxiques et dangereux;

L'Assemblée générale de l'UICN, réunie du 1er au 10 février 1988 à San José, Costa Rica, pour sa 17e Session:

1. PRIE les gouvernements de tous les pays d'appliquer une législation de contrôle des importations de produits connus pour être contaminants, de procédés ou technologies associées.
2. ENCOURAGE les gouvernements à adopter une législation interdisant l'exportation de produits contaminants, procédés ou technologies associées.

3. ENCOURAGE les gouvernements à interdire l'importation de produits agrochimiques, pharmaceutiques, autres produits chimiques, technologies ou procédés qui, en raison de leur toxicité élevée ou de leurs effets sur l'environnement ou la santé sont susceptibles d'avoir un impact néfaste.
4. PRIE INSTAMMENT les Etats membres de l'UICN de tout mettre en oeuvre pour que soit appliquée la décision du conseil d'administration du PNUE relative à l'amélioration des lignes directrices de la Convention de Londres afin qu'elles encouragent l'incorporation, dans la législation des pays membres, du principe du "consentement informé préalable" et des recommandations du Code international de conduite de la FAO sur la distribution et l'emploi des pesticides.
5. PRIE INSTAMMENT les Etats membres de l'UICN de convaincre tous les Etats d'examiner et d'adopter des mesures restreignant les exportations des pesticides vers des Etats qui n'appliquent pas les lois régissant l'acquisition, l'utilisation et la distribution de ces produits; il conviendra d'examiner des considérations telles que la non convenance, dans les climats tropicaux et désertiques, de certains produits chimiques exigeant le port de vêtements de protection lourds.
6. DEMANDE INSTAMMENT que de nouvelles recherches aient lieu sur des méthodes alternatives, non chimiques et intégrées de lutte contre les ravageurs.
7. DEMANDE que l'on s'engage à former et déployer du personnel de vulgarisation afin d'enseigner aux agriculteurs les avantages écologiques et économiques d'une lutte biologique et de techniques de gestion intégrée des ravageurs, ayant fait l'objet de recherches approfondies.
8. PRIE les membres de l'UICN de surveiller la mise en oeuvre rigoureuse du Code international de conduite sur la distribution et l'emploi des pesticides et leur impact sur la flore et la faune sauvages et les populations humaines dans tous les pays, et d'encourager l'élaboration, aux niveaux national et international, de règlements stricts sur le contrôle de l'emploi, la commercialisation, l'exportation et la production des pesticides.
9. DEMANDE EN OUTRE au directeur général de l'UICN de donner la priorité, dans la mesure des ressources disponibles, à l'organisation de campagnes d'information mettant en garde contre le danger des pesticides, encourageant un emploi plus sûr et plus rationnel de ces pesticides ainsi que d'autres méthodes de contrôle des ravageurs qui ne soient pas chimiques ou n'emploient que des quantités minimales de produits chimiques toxiques.

17/21 POLLUTION ET DEBRIS DANS LE MILIEU MARIN

RECONNAISSANT que les débris rejetés dans les mers, notamment les plastiques non biodégradables ainsi que les filets (particulièrement ceux à monofilament) et le matériel de pêche abandonnés, représentent une menace grave pour la vie marine;

CONSCIENTE de la gravité croissante du problème mondial de l'accumulation, dans le milieu marin et sur les plages, de déchets provenant de navires et d'origine tellurique;

RECONNAISSANT que la pollution du milieu marin par des substances toxiques d'origine tellurique et provenant de navires se poursuit, entraînant de plus en plus souvent des dommages graves pour les écosystèmes marins;

SALUANT l'entrée en vigueur prochaine de l'Annexe V de la Convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires (MARPOL) qui interdit aux navires de rejeter des plastiques à la mer et impose des restrictions sévères au rejet d'autres déchets;

PRENANT NOTE des efforts déployés par le Comité de protection de l'environnement marin (MEPC) pour élaborer un projet de lignes directrices relatives à la mise en oeuvre et à l'application efficaces des dispositions de l'Annexe V;

SALUANT la déclaration de la Réunion consultative des Parties à la Convention sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets (Convention de Londres) selon laquelle les rejets délibérés à la mer de matériel de pêche usé ou cassé ne doivent pas être traités, au sens de la Convention de Londres, en tant que rejets autorisés dans le cadre de l'exploitation normale des navires;

SALUANT EGALEMENT les études faites dans le cadre de la Convention sur la conservation de la faune et de la flore marines de l'Antarctique sur l'incidence des débris dans l'océan Austral;

L'Assemblée générale de l'UICN, réunie du 1er au 10 février 1988 à San José, Costa Rica, pour sa 17e Session:

1. PRIE les Etats membres de l'UICN et autres Etats qui sont Parties à la Convention MARPOL de ratifier les Annexes II, III et V de la Convention et (le cas échéant) de prendre les mesures nécessaires pour intégrer les dispositions de ces annexes dans leur législation nationale, de façon à réglementer strictement le rejet de substances toxiques et de déchets (tels qu'ils sont définis par la Convention) dans la mer, par les navires battant leur pavillon.
2. PRIE EN OUTRE les Etats membres de l'UICN qui sont Parties à MARPOL et les autres Etats d'entreprendre des efforts aux niveaux national, régional et international pour réduire et, si possible, éliminer le volume de substances toxiques et de débris d'origine tellurique entrant dans les mers.

3. RECOMMANDE :

- a. aux Etats membres de l'Organisation maritime internationale (OMI), après l'entrée en vigueur de l'Annexe V, d'envisager d'apporter des amendements à l'Annexe pour rendre sa mise en oeuvre et son application plus sévères, notamment en instaurant :
 - une obligation de préparer des plans individuels de gestion des déchets pour les navires commerciaux;
 - une obligation d'enregistrement de toutes les pratiques d'évacuation des déchets; et
 - une obligation de présenter les déchets au port, pour les navires ayant besoin de décharger des déchets conformément à leur plan de gestion des déchets;
 - b. aux Etats membres d'envisager d'obliger tous les navires de pêche battant leur pavillon ou opérant dans leur zone de pêche à adopter un marquage indélébile de leur matériel de pêche, par exemple les filets, les cordes et les câbles, de manière à pouvoir identifier rapidement le navire d'où provient ce matériel et d'envisager des mesures pour inciter les pêcheurs à récupérer le matériel de pêche abandonné;
 - c. aux Etats Parties à d'autres organes internationaux compétents, notamment la Convention de Londres et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) d'examiner les moyens de recourir à la compétence de ces organes pour prendre et coordonner des mesures pratiques en vue de lutter contre les problèmes de la pollution par des substances toxiques et du rejet des débris dans le milieu marin;
 - d. aux Etats Parties à d'autres organes internationaux compétents, notamment la Convention d'Oslo, la Convention de Paris, la Convention d'Helsinki et les Conventions sur les mers régionales appuyées par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), d'examiner les moyens de recourir à la compétence de ces organes pour prendre des mesures pratiques en vue d'atteindre les objectifs mentionnés au paragraphe 2 ci-dessus.
4. INVITE les Etats membres de l'UICN qui sont Parties à MARPOL, les autres Etats et les organisations nationales compétentes à entreprendre des études régionales de l'incidence des débris sur le milieu marin, analogues à celles qui ont été effectuées dans l'océan Austral dans le cadre de la Convention sur la conservation de la faune et de la flore marines de l'Antarctique.

PRENANT ACTE des conclusions du Rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement (CMED);

RAPPELANT EN PARTICULIER que le rapport de la CMED fait référence à l'avant-projet de convention sur la conservation des ressources génétiques sauvages, préparé sous les auspices de la Commission des politiques, du droit et de l'administration de l'environnement (CPDAE) suite à la résolution 16/24 de la 16e Session de l'Assemblée générale (1984);

PRENANT NOTE de la Résolution 14/26 du conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) qui demandait au directeur exécutif du PNUE d'instaurer un groupe spécial d'experts afin d'étudier, en coopération étroite avec le Groupe de conservation des écosystèmes et d'autres organisations internationales l'opportunité et la forme possible d'une convention-cadre afin de rationaliser les activités en cours, conformément aux conventions de conservation en vigueur mais CONSCIENTE des nombreux obstacles pratiques, politiques et juridiques auxquels se heurterait la rédaction et l'adoption d'une telle convention;

CONSIDERANT néanmoins qu'une coordination accrue des secrétariats respectifs des diverses conventions en vigueur sur la conservation de la nature renforcerait peut-être l'efficacité de ces conventions;

RAPPELANT que l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté et proclamé solennellement la Charte mondiale de la nature (1982) et qu'elle a adopté les "Perspectives pour l'environnement jusqu'à l'an 2000 et au-delà" rédigées par le PNUE;

RAPPELANT EN OUTRE les efforts déployés par l'UICN pour mettre sur pied une infrastructure appropriée en matière de droit de l'environnement, notamment dans les pays en développement, et pour entretenir un centre d'information sur le droit de l'environnement;

CONSCIENTE des efforts qui ont été déployés en Amérique centrale dans le domaine du droit de l'environnement;

L'Assemblée générale de l'UICN, réunie du 1er au 10 février 1988 à San José, Costa Rica, pour sa 17e Session:

1. NOTE AVEC SATISFACTION que le Rapport de la CMED et les "Perspectives pour l'environnement jusqu'à l'an 2000 et au-delà" reconnaissent l'importance du droit de l'environnement, tant national qu'international et SE FELICITE de ce que l'UICN ait largement contribué à l'amélioration et aux progrès de ce secteur du droit, dans la décennie écoulée.
2. SOULIGNE l'importance des aspects juridique et politique du Programme de l'UICN.

3. RECOMMANDE que ce Programme comprenne des activités en faveur de la Convention mondiale relative à la protection de l'environnement et au développement durable, préconisée par le rapport de la CMED et envisagée dans les "Perspectives pour l'environnement jusqu'à l'an 2000 et au-delà".
4. SUGGERE que cette convention incorpore les principes de la Charte mondiale de la nature et que les vues de tous les membres de l'UICN soient prises en considération.
5. RECOMMANDE que le projet de convention sur la conservation des ressources génétiques sauvages (tel qu'amélioré afin de traduire les avis exprimés à la présente Assemblée générale et comprenant un mécanisme de financement) soit largement communiqué, pour commentaire, aux gouvernements et aux ONG.
6. RECOMMANDE ENFIN que les efforts du groupe de travail spécial qui sera établi par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et ceux du Groupe de conservation des écosystèmes soient orientés vers les moyens d'obtenir cette coopération accrue, entre autres, par la mise en place de services conjoints, et DEMANDE au directeur général de l'UICN de coopérer activement à ces efforts afin que l'Union puisse contribuer, dans la plus large mesure possible, aux activités menées dans le cadre de ces conventions.
7. INVITE la CPDAE et le Centre du droit de l'environnement à contribuer à l'élaboration de lois sur l'environnement en Amérique latine et à encourager l'introduction de considérations environnementales dans les constitutions nationales, ainsi que l'élaboration de conventions relatives à l'utilisation durable des ressources naturelles en Amérique latine.
8. PRIE INSTAMMENT les pays d'Amérique latine qui ne l'ont pas encore fait d'adopter ou de ratifier les conventions internationales appropriées, relatives à la conservation de la nature.

17/23 LE DROIT ENVIRONNEMENTAL DE LA MER

RAPPELANT que les océans couvrent 71 pour cent de la surface de la terre et contiennent un nombre considérable d'espèces de plantes et d'animaux;

PLEINEMENT CONSCIENTE de l'importance de la gestion des océans dans le cadre des efforts mondiaux déployés en faveur de la conservation de la biosphère, ainsi que de la réalisation des objectifs de la Stratégie mondiale de la conservation et de la mise en oeuvre des principes de la Charte mondiale de la nature;

RAPPELANT la Résolution 15/17 de la 15e Session de l'Assemblée générale de l'UICN (1981) et la Résolution 16/12 de la 16e Session de l'Assemblée générale de l'UICN (1984) ainsi que les mesures prises par de nombreuses réunions internationales et par de nombreuses organisations nationales et internationales pour éveiller l'intérêt en faveur des questions relatives aux océans et promouvoir conjointement des mesures de conservation et de gestion des océans;

AYANT PRESENT A L'ESPRIT que la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, signée et ouverte à la signature en décembre 1982, a joué un rôle important dans l'élaboration du droit environnemental de la mer et que ses dispositions, notamment celles qui figurent dans le chapitre XII intitulé "Protection et sauvegarde du milieu marin" reflètent le droit coutumier international;

SACHANT que la Commission des politiques, du droit et de l'administration de l'environnement (CPDAE) de l'UICN, en collaboration avec le programme des études océaniques de l'université de Dalhousie, Canada, a déjà mené à bien une analyse approfondie de l'attribution potentielle des responsabilités pour l'application des dispositions relatives à l'environnement contenues dans la Convention du droit de la mer;

RECONNAISSANT qu'à ce jour 35 Etats ont ratifié la Convention sur le droit de la mer et qu'il faut 60 ratifications pour que la Convention entre en vigueur;

PREOCCUPEE de ce que la pratique actuelle de la gestion des ressources et de la réglementation des modes d'utilisation dans les régions marines sur lesquelles les Etats exercent leur juridiction (y compris les Zones économiques exclusives de 200 milles déclarées par certains pays) n'a guère progressé et que, dans bien des cas, les ressources sont actuellement gérées sans considération appropriée des liens intersectoriels ni des priorités et objectifs généraux relatifs au domaine marin;

L'Assemblée générale de l'UICN, réunie du 1er au 10 février 1988 à San José, Costa Rica, pour sa 17e Session:

1. RENOUVELLE son appel à prendre les mesures contenues dans la Résolution 16/12 de la 16e Session de l'Assemblée générale de l'UICN.

2. DEMANDE au directeur général de l'UICN de prêter assistance, dans la mesure du possible, à la mise en oeuvre de la Convention sur le droit de la mer, d'accorder une attention particulière aux océans, dans la préparation du volume accompagnant la Stratégie mondiale de la conservation et d'encourager les gouvernements à donner effet aux principes de l'environnement inscrits dans la Convention du droit de la mer, notamment en ratifiant cette Convention ou en y adhérant.
3. INVITE le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) à convoquer, dès que possible après l'entrée en vigueur de la Convention sur le droit de la mer, une conférence, en collaboration avec d'autres organisations appropriées, pour examiner les mesures de conservation nécessaires.
4. RECOMMANDE aux Etats, dans les régions marines placées sous leur juridiction, d'adopter des dispositions institutionnelles et des principes de conservation, d'entamer des activités de recherche et de surveillance continue, de constituer des banques de données et de prendre d'autres mesures pour réduire, prévenir et contrôler la pollution ainsi que d'aider les pays en développement à élaborer et appliquer des régimes efficaces de gestion des océans.
5. RECOMMANDE ENFIN aux organisations non gouvernementales d'évaluer l'efficacité de la gestion des régions marines et côtières et d'entreprendre des activités d'éducation et de diffusion de l'information.

17/24 NOUVELLE CONSTITUTION BRESILIENNE

SACHANT que le Brésil est en train d'élaborer une nouvelle constitution;

FELICITANT l'Assemblée Nationale Constituante du Brésil d'avoir, au cours du processus de rédaction, créé une commission sur la systématique chargée de préparer un chapitre sur l'environnement;

RAPPELANT que le territoire brésilien recèle une diversité biologique exceptionnelle et que ce pays dispose d'un potentiel énorme de développement socio-économique basé sur ses ressources naturelles;

L'Assemblée générale de l'UICN, réunie du 1er au 10 février 1988 à San José, Costa Rica, pour sa 17e Session:

1. FELICITE l'Assemblée Nationale Constituante des observations relatives à l'environnement formulées par la commission sur la systématique.
2. INVITE INSTAMMENT l'Assemblée Nationale Constituante à tenir pleinement compte, au cours du processus de rédaction, des questions environnementales et des valeurs socio-économiques des ressources naturelles, ainsi que de leur conservation et de leur utilisation en tant que base du développement brésilien.
3. PRIE le président de l'UICN de porter personnellement cette Résolution à l'attention du président de l'Assemblée Nationale Constituante du Brésil.

17/25 PROGRAMME INTERNATIONAL DE FINANCEMENT DE LA CONSERVATION

NOTANT que dans son rapport intitulé "Our Common Future" (Notre avenir à tous), la Commission mondiale sur l'environnement et le développement a fait la recommandation ci-après:

"Afin de rassembler et d'encourager les investissements en faveur de projets et de stratégies nationales de conservation qui renforcent le capital de ressources pour le développement, il faudrait examiner sérieusement la possibilité de mettre en place un programme ou organisme bancaire international spécial lié à la Banque Mondiale. Ce programme ou organisme bancaire spécial pour la conservation pourrait fournir des prêts ou faciliter les arrangements financiers conjoints pour le développement et la protection de biotopes et d'écosystèmes essentiels, notamment ceux d'importance internationale"; et

"compléterait les efforts déployés par les organisations bilatérales d'aide, institutions financières multilatérales et banques commerciales";

NOTANT EN OUTRE qu'une étude de faisabilité, financée par le programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le World Resource Institute et soutenue par la Banque Mondiale, certaines organisations d'aide bilatérale et fondations privées, est sur le point de démarrer;

L'Assemblée générale de l'UICN, réunie du 1er au 10 février 1988 à San José, Costa Rica, pour sa 17e Session:

SE FELICITE de cette initiative et INVITE le directeur général de l'UICN à suivre les résultats de l'étude de faisabilité.

17/26 RAPPORT DE LA COMMISSION MONDIALE SUR L'ENVIRONNEMENT
ET LE DEVELOPPEMENT

SE FELICITANT du rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement (CMED);

CONSCIENTE que la Commission a fait oeuvre de pionnier en faisant naître un consensus mondial sur la nature du développement durable et des mesures nécessaires à sa garantie;

RECONNAISSANT que l'application des recommandations de la Commission aiderait considérablement à la réalisation des objectifs de la Stratégie mondiale de la conservation;

ACCUEILLANT AVEC UNE SATISFACTION PARTICULIERE le chapitre du Rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement traitant des changements institutionnels et juridiques;

SE FELICITANT EGALEMENT des "Perspectives sur l'environnement jusqu'en l'an 2000 et au-delà", adoptées par l'Assemblée générale des Nations Unies et RECONNAISSANT que l'application de ses recommandations aiderait aussi considérablement à la réalisation des objectifs de la Stratégie mondiale de la conservation;

L'Assemblée générale de l'UICN, réunie du 1er au 10 février 1988 à San José, Costa Rica, pour sa 17e Session

1. REMERCIE la Commission mondiale sur l'environnement et le développement pour son important travail.
2. PRIE INSTAMMENT les gouvernements, les organismes internationaux, les organisations non gouvernementales et les particuliers d'examiner le Rapport de la Commission, de tenir compte de ses recommandations et de collaborer pour résoudre les problèmes qui y sont identifiés.
3. PRIE INSTAMMENT l'Assemblée générale des Nations Unies d'examiner favorablement les diverses recommandations de changement juridique et institutionnel, en particulier:
 - a. la poursuite du développement du droit international de l'environnement qui pourrait contribuer à l'élaboration d'une convention sur la protection de l'environnement et le développement durable;
 - b. la poursuite des progrès accomplis eu égard aux conventions mondiales sur le changement climatique, les substances chimiques et les déchets dangereux, et la préservation de la diversité biologique;
 - c. l'utilisation par les gouvernements des accords et conventions en vigueur pour régler pacifiquement les différends en matière d'environnement.
4. PRIE le directeur général de l'UICN de tenir compte des recommandations de la Commission dans la planification du futur Programme de l'UICN.

17/27 INSTITUTIONS DE CONSERVATION ET DE MISE EN VALEUR DES
RESSOURCES NATURELLES

PRENANT NOTE de la recommandation faite par les 27 pays africains sub-sahariens qui ont participé au Colloque international sur la gestion de la faune en Afrique sub-saharienne, tenu à Harare (Zimbabwe) du 6 au 9 octobre 1987;

RAPPELANT les recommandations de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement qui a attiré notamment l'attention sur l'inadéquation de nombreuses institutions nationales;

L'Assemblée générale de l'UICN, réunie du 1er au 10 février 1988 à San José, Costa Rica, pour sa 17e Session:

1. RECOMMANDE aux Etats membres de l'UICN d'examiner de manière critique les institutions responsables, dans leur pays, de la protection, de la gestion et de l'utilisation des ressources sauvages et d'améliorer celles dont le fonctionnement n'est pas satisfaisant.
2. RECOMMANDE EN OUTRE à l'UICN, dans la mesure des ressources financières disponibles, de fournir aux gouvernements qui en feront la demande des conseils en matière de réforme institutionnelle.
3. INVITE le directeur général de l'UICN à entreprendre, par l'entremise de la Commission des politiques, du droit et de l'administration de l'environnement et dans la mesure des ressources disponibles, les travaux préparatoires à la mise au point d'une série de modèles institutionnels pouvant être adaptés à différentes conditions nationales ainsi qu'aux besoins régionaux et culturels.
4. INVITE le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) ainsi que des institutions multilatérales et bilatérales d'aide au développement à fournir le soutien financier nécessaire au lancement et à la réalisation de cette activité.

17/28 STRATEGIES NATIONALES ET REGIONALES DE CONSERVATION

CONSIDERANT QUE:

- a. la Stratégie mondiale de la conservation fournit les lignes directrices pour l'élaboration de stratégies nationales de conservation;
- b. si de nombreux pays, tel le Costa Rica, ont préparé ou sont en passe d'élaborer leur stratégie nationale de conservation, beaucoup d'autres ne l'ont pas encore fait;
- c. les connaissances et l'expérience des peuples indigènes en matière d'utilisation durable de l'environnement, ont rarement été prises en compte dans les stratégies de développement économique et dans les stratégies et activités de conservation;
- d. l'UICN, par le biais de sa Commission de l'écologie, a entamé des travaux dans ce sens en associant savoir traditionnel et connaissances scientifiques;
- e. en réaction aux aspirations des Inuit de l'Alaska, du Canada et du Groenland, la Conférence Inuit circumpolaire a rédigé une Stratégie régionale de conservation Inuit, calquée sur la Stratégie mondiale de la conservation et reflétant le point de vue des populations indigènes;
- f. un chapitre consacré au savoir traditionnel figure dans le projet de rapport de l'UICN "From Strategy to action: How to Implement the Report of the World Commission on Environment and Development";

L'Assemblée générale de l'UICN, réunie du 1er au 10 février 1988 à San José, Costa Rica, pour sa 17e Session:

1. PRIE INSTAMMENT les gouvernements nationaux et régionaux de suivre l'exemple du Costa Rica en établissant des stratégies nationales et/ou régionales de conservation qui serviront de base à leurs politiques de planification.
2. RECOMMANDE, si approprié, la participation des populations indigènes dans la préparation des stratégies nationales et régionales de conservation.
3. APPUIE les efforts de la Conférence Inuit circumpolaire visant à établir une Stratégie régionale de conservation Inuit dans le cadre de la Stratégie mondiale de la conservation.
4. SOUTIENT les efforts déployés par le International Indian Treaty Council pour élaborer des stratégies indigènes de conservation nationales et régionales, dans le cadre de la Stratégie mondiale de la conservation.

17/29 LA DETTE DU TIERS MONDE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE

CONVAINCUE que les gouvernements et les institutions financières multilatérales devraient encourager la conservation et l'utilisation durable des ressources naturelles, notamment par le biais de programmes nouveaux ou élargis de création d'institutions, de conservation des sols, de protection des bassins versants, de gestion de la pêche et de la foresterie, d'utilisation des espèces de faune et de flore sauvages, de petites exploitations agricoles, de protection de la diversité biologique, de création et d'expansion de parcs nationaux et réserves biologiques, et d'investissement dans la recherche scientifique en tant que base nécessaire à un développement socio-économique durable.

RECONNAISSANT que de nombreux pays en développement ont envers des banques, gouvernements et organismes privés des pays industrialisés des dettes d'une ampleur sans précédent;

PREOCCUPEE par le fait que, dans la majorité des pays en développement, cet endettement est en augmentation, sans grand espoir de remboursement immédiat, surtout dans les pays à faible revenu notamment ceux d'Afrique sub-saharienne;

PREOCCUPEE EN OUTRE de ce que les dépenses de conservation telles que la gestion des sols, des ressources en eau, de la pêche et des forêts, la protection des espèces menacées, l'épuration des eaux et de l'air, la formation à la gestion, et l'éducation à l'environnement, doivent souvent être repoussées en raison, notamment, des obligations liées au service de la dette;

PREOCCUPEE EN OUTRE de ce qu'une dette extérieure élevée peut encourager l'expansion de la monoculture commerciale et du pâturage sur des terres marginales dans le but d'obtenir des recettes à court terme pour le service de cette dette;

NOTANT que cette situation réduit les possibilités de gestion des ressources renouvelables et ainsi entrave le développement économique durable, en accélérant la destruction des forêts tropicales et autres écosystèmes critiques;

RAPPELANT le manifeste publié récemment à l'issue de la première réunion de huit présidents de pays latino-américains à Mexico sur l'allégement de la dette des pays lourdement endettés;

CONSCIENTE que, si elle n'est pas résolue dans l'intérêt mutuel des établissements de prêt et des pays emprunteurs, la crise de la dette pèsera de plus en plus lourd sur les pays en développement et leur milieu naturel;

NOTANT qu'un certain nombre de gouvernements soulagent le fardeau de la dette en acceptant:

- a. d'abaisser les taux d'intérêt;
- b. d'échelonner le remboursement de la dette;

- c. dans certains cas, d'alléger le fardeau de la dette des pays à faible revenu, à l'exemple du Canada, du Royaume-Uni et d'autres pays européens;
- d. de convertir la dette en engagements de dépenses en monnaie locale;

L'Assemblée générale de l'UICN, réunie du 1er au 10 février 1988 à San José, Costa Rica, pour sa 17e Session:

1. PRIE le président de l'UICN de faire parvenir aux gouvernements qui participeront à la Réunion économique au sommet du Groupe des Sept à Toronto en juin 1988, un mémoire faisant état des préoccupations des membres de l'Union et demandant à ces gouvernements, conjointement avec des institutions financières multilatérales, des organismes financiers privés et des groupes de conservation de prendre des mesures encourageant la gestion rationnelle des ressources naturelles et le développement économique à long terme en tant qu'éléments d'ajustements présents et futurs de la dette.
2. PRIE INSTAMMENT les gouvernements et les institutions intergouvernementales, créanciers de pays à faible revenu de l'Afrique sub-saharienne, de prendre les mesures voulues pour alléger le fardeau de la dette de ces pays le plus rapidement possible.

17/30 LA DETTE EN ECHANGE DE LA CONSERVATION

NOTANT que les accords de "dette en échange de la conservation" peuvent dans certains cas offrir une excellente occasion de financer des organismes de gestion des ressources naturelles, des projets et des programmes de conservation dans des pays en développement fortement endettés;

RECONNAISSANT que la dette des pays les plus fortement endettés est fréquemment mise sur le second marché avec des remises substantielles et de plus en plus importantes;

CONSCIENTE que cette situation offre aux pays en développement une occasion unique de négocier l'échange de la dette restante contre certaines obligations vis-à-vis de la conservation de la nature;

SE FELICITANT de l'initiative prise par les organisations non gouvernementales (ONG), dans certains pays industrialisés et en développement, qui ont procédé à des transactions de ce genre, en coopération avec leurs gouvernements respectifs;

RAPPELANT l'expérience du Costa Rica en matière d'échange de la dette pour la conservation;

NOTANT que les dispositions envisageables comprennent notamment:

- a. la conversion de la dette extérieure en monnaies locales, en obligations ou encore en engagements en faveur de la conservation (des terres peuvent être, par exemple, réservées à la conservation);
- b. le transfert de la propriété de la dette par des banques commerciales privées de pays industrialisés, par acquisition, donation, nantissement, en vue de financer des projets et programmes de conservation dans les pays en développement;
- c. les mesures d'incitation fiscale destinées à encourager de tels transferts;

L'Assemblée générale de l'UICN, réunie du 1er au 10 février 1988 à San José, Costa Rica, pour sa 17e Session:

1. PRIE INSTAMMENT les gouvernements concernés d'examiner ces possibilités de promouvoir la conservation de la nature et de prendre les mesures voulues pour en tirer avantage.
2. PRIE le directeur général de l'UICN, conjointement avec d'autres organisations et dans la mesure des ressources disponibles, d'examiner les types de mécanismes d'échange de la dette applicables selon les circonstances et d'inviter les ministres des finances, les directeurs ou gouverneurs des banques centrales ainsi que les organismes gouvernementaux ou non gouvernementaux chargés des programmes de conservation à examiner les possibilités existant dans ce domaine. Le directeur général est prié d'accorder une attention particulière à l'expérience du Costa Rica et d'autres pays qui appliquent de tels programmes.

17/31 INSTITUTIONS D'AIDE AU DEVELOPPEMENT ET CONSERVATION

RECONNAISSANT le rôle fondamental que jouent les institutions multilatérales et bilatérales d'aide au développement dans le choix et la planification des projets et politiques de développement économique dans les pays en développement;

RECONNAISSANT EN OUTRE que, dans les pays en développement, les projets de développement économique ainsi que les politiques économiques globales ont un effet marqué sur l'utilisation durable des ressources naturelles, de même que sur les droits et les conditions de vie des populations locales de ces régions, notamment les populations indigènes démunies et sans terre;

RAPPELANT l'inquiétude déjà exprimée par cette Assemblée générale à propos des effets de l'aide au développement sur les ressources biologiques et autres ressources naturelles et que ces effets peuvent être bénéfiques ou non désirables selon que la conservation et le développement sont plus ou moins bien intégrés;

NOTANT les initiatives que certaines de ces institutions d'aide au développement ont prises récemment pour intégrer les considérations relatives au développement et à la conservation dans leurs projets;

CONVAINCUE qu'une mise en commun des ressources intellectuelles et financières par les institutions d'assistance au développement permettrait une meilleure compréhension des liens unissant la conservation et le développement et des progrès plus rapides sur la voie du développement durable;

L'Assemblée générale de l'UICN, réunie du 1er au 10 février 1988 à San José, Costa Rica, pour sa 17e Session:

1. FELICITE les institutions d'aide au développement qui incorporent des mesures de conservation de l'environnement dans leurs projets et programmes.
2. PRIE ces institutions de démontrer et renforcer leur engagement à promouvoir l'utilisation rationnelle des ressources naturelles, la protection des droits et des conditions de vie des populations locales et à améliorer les conditions de vie de ceux qui sont touchés par les projets et programmes.
3. PRIE INSTAMMENT les institutions qui n'incorporent pas de mesures de protection de l'environnement dans leurs projets et programmes de le faire dès que possible.
4. RECOMMANDE aux institutions multilatérales d'aide au développement d'accorder une attention spéciale à la nécessité d'encourager la participation active des organisations locales de la conservation et des associations de peuples indigènes et ce à tous les niveaux de la planification et de la mise en oeuvre des activités qu'elles entreprennent dans les pays emprunteurs ainsi qu'aux avantages qui en découlent.

5. RECOMMANDE aux institutions d'aide au développement de promouvoir et de faciliter, par le biais du Comité des institutions de développement international (CIDIE), du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et développement économiques (OCDE) ou d'autres institutions appropriées, la recherche, des projets pilotes appropriés et l'échange d'informations sur le développement durable et d'assurer la formation à la conservation de ressortissants de pays en développement.
6. DEMANDE aux gouvernements d'user de leur influence au sein des institutions multilatérales d'aide au développement en vue de réaliser les objectifs mentionnés dans cette résolution.
7. FAIT APPEL aux organisations non gouvernementales (ONG) membres de l'UICN pour qu'elles usent de leur influence auprès de leurs gouvernements respectifs en vue de promouvoir les objectifs mentionnés dans cette résolution.
8. INVITE le directeur général de l'UICN, dans le cadre du Programme de l'UICN pour 1988-1990, à appuyer et encourager les efforts sollicités ci-dessus auprès des ONG membres.

17/32 L'AIDE AU DEVELOPPEMENT ET LES PROGRAMMES DE CONSERVATION

CONSIDERANT:

- a. qu'en raison de la crise économique que traversent les pays en développement et les populations indigènes des pays industrialisés, il leur est très difficile d'investir dans la conservation et la mise en valeur des ressources naturelles et d'accorder la priorité à ces activités;
- b. que diverses institutions financières internationales s'efforcent de promouvoir le développement en accordant des prêts à des gouvernements;
- c. que la Banque Mondiale et d'autres organismes cherchent à établir des programmes à grande échelle pour la conservation de régions d'importance écologique internationale;

L'Assemblée générale de l'UICN, réunie du 1er au 10 février 1988 à San José, Costa Rica, pour sa 17e Session:

1. RECOMMANDE:

- a. aux pays en développement et aux populations indigènes dans les pays industrialisés de reconnaître les valeurs réelles et potentielles des ressources naturelles renouvelables comme base de leur propre développement socio-économique durable et d'accorder une priorité élevée à ces valeurs dans leurs demandes d'aide et allocations de ressources;
- b. aux pays donateurs et aux organismes d'aide, dans leurs programmes d'assistance, de privilégier les projets reconnaissant l'importance de la conservation des ressources naturelles.

2. INVITE le directeur général de l'UICN, en collaboration avec d'autres organisations internationales telles que la Banque Mondiale, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'Agriculture (FAO) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) d'une part, et des institutions bilatérales et multilatérales d'aide d'autre part, de promouvoir une approche coordonnée du financement des projets de conservation, y compris l'établissement d'aires protégées.

17/33 EDUCATION ET SENSIBILISATION A L'ENVIRONNEMENT

RECONNAISSANT que l'éducation à l'environnement permet la prise de décisions raisonnées dans des situations impliquant l'environnement;

NOTANT que l'éducation à l'environnement assure que les problèmes environnementaux sont considérés dans une perspective à long terme, dans un contexte local et mondial et en tenant compte des conditions économiques, sociales, culturelles et politiques;

CONSCIENTE que, depuis la publication de la Stratégie mondiale de la conservation et du rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement, il est apparu que, sans l'éducation, ces documents ne pourront être mis en oeuvre;

L'Assemblée générale de l'UICN, réunie du 1er au 10 février 1988 à San José, Costa Rica, pour sa 17e Session:

1. INVITE INSTAMMENT tous les membres de l'UICN à entreprendre des programmes d'éducation tendant à inciter les parlementaires et législateurs à soutenir la conservation de l'environnement et le développement durable.
2. RECOMMANDE aux gouvernements de prier instamment les organisations non gouvernementales oeuvrant dans le domaine de l'éducation à l'environnement à adhérer à l'UICN.
3. PRIE INSTAMMENT les gouvernements nationaux d'accorder l'attention nécessaire au développement de l'éducation à l'environnement lorsqu'ils arrêtent leurs politiques d'éducation et de conservation de l'environnement.
4. INVITE le directeur général de l'UICN, en consultation avec la Commission de l'éducation de l'UICN et dans la mesure des ressources disponibles, à débattre avec l'Unesco, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), la Société internationale pour l'éducation à l'environnement et d'autres organismes internationaux des moyens:
 - a. de faciliter:
 - le flux des résultats des recherches et autres informations relatives à l'éducation à l'environnement;
 - l'échange international de personnel, d'étudiants et de matériel d'enseignement;
 - b. de fournir des données sur les facilités de formation existantes, à l'intention des éducateurs en matière d'environnement et de promouvoir la création de nouvelles installations, notamment dans les pays en développement.

17/34 LA CONSERVATION DANS LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE (CEE)

ETANT DONNE que l'Acte unique européen, modifiant le Traité de Rome, a réaffirmé la nécessité pour la Communauté économique européenne d'agir dans le domaine de l'environnement et, de plus, que la Communauté économique européenne est responsable de la conservation de l'environnement et du commerce international, dans le cadre, par exemple, de ses politiques d'importation et d'exportation de produits agricoles, animaux et forestiers;

L'Assemblée générale de l'UICN, réunie du 1er au 10 février 1988 à San José, Costa Rica, pour sa 17e Session:

1. INVITE la Communauté économique européenne à:
 - a. garantir l'application pleine et entière du 4e Programme d'action européen pour l'environnement afin que les objectifs fixés dans ce programme puissent être atteints;
 - b. utiliser pleinement les possibilités offertes par le Fonds régional européen pour encourager le développement durable et la conservation de l'environnement, dans le respect le plus strict de critères écologiques;
 - c. faire en sorte que tous les projets proposés dans le cadre des Programmes intégrés pour la Méditerranée soient soumis à des procédures rigoureuses d'analyse environnementale et, au fur et à mesure de leur mise en oeuvre, à une surveillance environnementale efficace; que toute mesure soit prise pour prévenir des dommages pour l'environnement ou y remédier; et en particulier que les fonds nécessaires soient mis à disposition pour garantir la protection intégrale des régions sensibles sans provoquer de perte de revenu pour la population locale;
 - d. faire en sorte que, dans ses prochaines négociations du nouvel accord Lomé-IV, elle encourage la conservation et le développement des ressources naturelles renouvelables (y compris la gestion durable des forêts, l'utilisation des espèces sauvages, etc.);
 - e. utiliser pleinement les compétences de l'UICN et de ses membres, à l'intérieur et à l'extérieur de la CEE, pour évaluer les politiques susmentionnées et leurs impacts.
2. PRIE le directeur général de l'UICN de porter la présente Résolution à l'attention des autorités compétentes de la CEE et de resserrer les liens entre l'UICN et la CEE.

17/35 REGLEMENTATION DE LA CHASSE

SACHANT que la chasse excessive ou non contrôlée, en particulier la chasse aux oiseaux migrateurs dans certaines régions, peut avoir un impact considérable sur les populations de certaines espèces;

RECONNAISSANT qu'il est nécessaire, dans l'intérêt de la conservation, de prévoir la protection de nombreuses espèces pendant les saisons critiques et dans les habitats vitaux, et que la plupart des pays ont adopté une législation à cet effet;

SACHANT EGALEMENT que dans d'autres conditions, la chasse correctement réglementée peut être compatible avec la conservation et les principes de la Stratégie mondiale de la conservation;

L'Assemblée générale de l'UICN, réunie du 1er au 10 février 1988 à San José, Costa Rica, pour sa 17e Session:

RECOMMANDE à la Commission de l'écologie et à la Commission de la sauvegarde des espèces de l'UICN d'élaborer, selon que de besoin et en coopération avec les organisations nationales et internationales compétentes en matière de protection et de gestion de la faune sauvage, des lignes directrices pour la réglementation de la chasse, conformes aux principes de la Stratégie mondiale de la conservation, et de les soumettre aux gouvernements ne disposant pas encore d'une réglementation efficace dans ce domaine.

17/36 LA ZONE DE NATURE SAUVAGE EN TANT QUE CATEGORIE D'AIRE PROTEGEE

RECONNAISSANT qu'un nombre croissant de pays préservent des zones de nature sauvage en tant que composantes importantes de leurs réseaux d'aires protégées;

CONSCIENTE de ce que l'idée de zone de nature sauvage implique des règles de gestion différentes de celles qui sont applicables aux parcs nationaux et aux réserves naturelles intégrales, en ce sens qu'elle autorise un type d'activité récréative à faible impact sur l'environnement, sans ouverture de routes et sans prélèvement ou destruction de ressources naturelles;

RAPPELANT que l'UICN, à la 16e Session de l'Assemblée générale (1984), a prié tous les pays de désigner des zones de nature sauvages;

SACHANT que la Commission des parcs nationaux et des aires protégées de l'UICN a recommandé que la catégorie des zones de nature sauvage soit intégrée dans le système de classification des aires protégées, afin de donner suite à la Résolution 16/34 de la 16e Session de l'Assemblée générale;

L'Assemblée générale de l'UICN, réunie du 1er au 10 février 1988 à San José, Costa Rica, pour sa 17e Session:

FELICITE la Commission des parcs nationaux et des aires protégées d'avoir fait cette proposition d'intégrer des zones de nature sauvage dans le système de classification des aires protégées.

17/37 RENFORCEMENT DES ACTIVITES MARINES

SACHANT que la majeure partie de la population mondiale vit dans la zone côtière ou en dépend;

CONSCIENTE que la détérioration des ressources côtières et marines du monde continue à un rythme accéléré;

CONSCIENTE EN OUTRE que la somme des connaissances scientifiques et des méthodes de planification nécessaires à la gestion rationnelle des ressources naturelles est moins riche pour les écosystèmes marins que pour les écosystèmes terrestres;

CONSCIENTE que la méthodologie de planification intégrée de la gestion des ressources côtières et marines, en particulier dans les pays en développement, n'est pas suffisamment développée, mise à l'essai ou diffusée;

CONSCIENTE EN OUTRE que les questions côtières et marines traitées dans la Stratégie mondiale de la conservation et dans les stratégies nationales de conservation n'ont pas encore été développées de façon adéquate;

RAPPELANT que la Résolution 16/12 de la 16e Session de l'Assemblée générale de l'UICN (1984) traite de la nécessité pour l'Union de réagir aux problèmes de gestion des ressources marines dans le cadre du droit environnemental de la mer;

RAPPELANT EN OUTRE que la Résolution 16/19 de la 16e Session de l'Assemblée générale de l'UICN (1984) reconnaît que "Promouvoir la conservation des ressources vivantes côtières et marines" est une activité pour laquelle l'UICN continuera à mobiliser des ressources par l'intermédiaire de son secrétariat et de ses commissions;

NOTANT que, dans le rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement, il est reconnu que le "développement durable, sinon la survie elle-même, dépend des progrès importants réalisés en matière de gestion des océans" et que "des changements considérables seront nécessaires dans nos institutions et politiques, et que davantage de moyens doivent être mobilisés pour la gestion des océans";

NOTANT de plus que les limites des aires protégées marines existantes ou futures peuvent traverser les frontières nationales;

NOTANT EN OUTRE que certains progrès ont été accomplis dans l'application des Résolutions 16/12, 16/19 et d'autres résolutions portant sur l'environnement côtier et marin grâce aux efforts déployés par les membres, les commissions et les programmes thématiques de l'UICN et du secrétariat;

CONVAINCUE, néanmoins, qu'un effort plus concerté s'impose pour concentrer l'attention sur les activités côtières et marines de l'UICN afin que l'Union puisse fournir un meilleur encadrement et jouer un rôle de chef de file en matière de gestion des ressources océaniques mondiales;

L'Assemblée générale de l'UICN, réunie du 1er au 10 février 1988 à San José, Costa Rica, pour sa 17e Session:

1. PRIE le directeur général, en consultation avec le conseil, de définir et appliquer des mesures, y compris financières et administratives, afin de porter au maximum les activités du programme de l'UICN concernant les questions marines et côtières et de faire en sorte que toutes les activités soient formulées, planifiées et déployées de façon intégrée.
2. PRIE EN OUTRE le directeur général et les commissions de l'UICN, dans le cadre de l'application des activités du Programme de l'UICN concernant les questions marines et côtières, d'accorder la priorité absolue à celles qui sont à même d'améliorer l'élaboration, la formulation et la diffusion de méthodologies et de données relatives à la planification et à la gestion de l'utilisation des ressources côtières et marines, en particulier dans les pays en développement, y compris:
 - a. établir un réseau mondial et régional de scientifiques et de gestionnaires auxquels l'UICN puisse faire appel pour ses activités de planification et de gestion intégrées de l'utilisation des ressources côtières et marines;
 - b. contribuer à la formulation et à l'application des stratégies nationales et régionales de conservation;
 - c. aider les pays (surtout les pays en développement) à formuler des projets axés sur la gestion rationnelle des ressources côtières et marines et à trouver des fonds pour ces projets.
 - d. organiser des groupes de travail et d'étude pour évaluer et affiner les concepts écologiques et autres, nécessaires pour parvenir à un accord plus général sur les indicateurs du milieu marin et des ressources marines, ainsi que les concepts nécessaires à la planification et à la gestion des régions côtières et des océans;
 - e. organiser des ateliers et des cours de formation sur la conception de techniques de planification et de gestion marines et côtières, notamment télédétection, évaluation de l'écologie marine et conception de modèles océanographiques;
 - f. organiser des ateliers, des cours de formation et des activités destinées à sensibiliser le public à la planification et à la gestion côtières;
 - g. élaborer des mécanismes (notamment bulletins d'information, registre annoté des membres et collaborateurs de l'UICN dans les domaines marin et côtier, diffusion des avant-projets de politique/programme concernés pour commentaires de la part des membres gouvernementaux et non gouvernementaux intéressés) pour renforcer la coopération de toutes les composantes de l'Union, entre autres, au programme marin et côtier de l'UICN;

3. RECOMMANDE aux pays possédant des zones marines placées sous leur juridiction de prendre des mesures spécifiques en vue d'améliorer la planification et la gestion des ressources marines et côtières et d'encourager le développement des échanges d'information scientifique sur les méthodes de gestion existantes.
4. PRIE les autorités compétentes de coopérer à la gestion des aires protégées marines dépendant de plus d'une juridiction.
5. RECOMMANDE ENFIN aux organisations non gouvernementales d'étudier les moyens de concentrer davantage l'attention sur l'importance de la conservation du milieu marin et côtier.

CONSCIENTE que la superficie de la mer et du lit marin est plus de deux fois et demi supérieure à la superficie totale des terres émergées, que moins de un pour cent de cette superficie marine se trouve actuellement dans des aires protégées établies et que la protection du milieu marin est encore loin d'être au niveau de celle du milieu terrestre;

RECONNAISSANT que par leur immense diversité, les animaux, les plantes et les communautés vivant dans la mer et dans les estuaires sont des éléments vitaux de systèmes autonomes d'importance locale, nationale, régionale et internationale et font partie intégrante du patrimoine mondial naturel et culturel;

INQUIETE de ce que certaines régions sont déjà gravement dégradées par les effets directs ou indirects des activités humaines et que le taux de dégradation s'accroît rapidement;

RECONNAISSANT qu'il convient de préserver les moyens d'existence des populations qui ont coutume d'utiliser les régions marines;

CONVAINCUE que la responsabilité de veiller, de manière appropriée, à la gestion des ressources vivantes et non vivantes des mers côtières, de la haute mer et du lit marin, afin de garantir leur pérennité et leur utilisation appropriée pour le bénéfice direct et la jouissance des générations présentes et futures est à la fois nationale et internationale;

CONVAINCUE que le développement de cette responsabilité nécessitera coordination et gestion intégrée d'un certain nombre d'activités éventuellement conflictuelles, aux niveaux international, régional, national et local;

RECONNAISSANT qu'un certain nombre d'initiatives ont été prises aux niveaux international, régional et national pour établir des aires protégées marines et pour gérer l'utilisation des régions marines de manière durable, notamment:

- le programme pour les mers régionales du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE);
- le programme sur l'homme et la biosphère de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco);
- le programme des sciences de la mer de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco);
- le programme pour l'environnement du Pacifique sud;
- les initiatives de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation maritime internationale (OMI), la Commission baleinière internationale (CBI) et d'autres organisations internationales; et

- la proclamation d'aires protégées marines par 69 pays;

L'Assemblée générale de l'UICN, réunie du 1er au 10 février 1988 à San José, Costa Rica, pour sa 17e Session:

1. DEMANDE aux gouvernements nationaux, aux organisations internationales et à la communauté non gouvernementale:
 - a. de mettre en oeuvre des stratégies de gestion intégrée en vue de réaliser les objectifs de la Stratégie mondiale de la conservation relatifs au milieu côtier et marin et, ce faisant, de tenir compte des besoins locaux en ressources et des responsabilités nationales et internationales en matière de conservation et de développement pour la protection du milieu marin;
 - b. de faire participer les populations locales, les organisations non gouvernementales, les entreprises concernées et d'autres parties intéressées, à l'élaboration de ces stratégies et à l'application de divers programmes de conservation marine.
2. DECIDE POUR SA PART ET RECOMMANDE à la FAO, à l'OMI, à la CBI, aux instances juridiques de la mer du Nord, au PNUE, à l'Unesco, à d'autres organisations internationales et à tous les pays:
 - a. d'adopter l'objectif principal suivant: "Prévoir la protection, la restauration, l'utilisation rationnelle, la compréhension et la jouissance du patrimoine marin mondial à jamais, en créant un réseau mondial représentatif d'aires protégées marines et en gérant les activités humaines utilisant ou affectant l'environnement marin, en accord avec les principes de la Stratégie mondiale de la conservation";
 - b. que chaque gouvernement, en tant que partie prenante à la conservation et à la gestion du milieu marin, cherche à instaurer une collaboration entre le public et l'Etat, à tous les niveaux, en vue de la création d'un réseau national d'aires protégées marines. Le terme "aire protégée marine" est défini comme suit: "Toute région intertidale ou subtidale, de même que les eaux la recouvrant, ainsi que la flore, la faune, et les caractéristiques historiques et culturelles associées, classée par la législation dans le but de protéger partiellement ou intégralement l'environnement inclus";
 - c. qu'un tel réseau vise les objectifs suivants:
 - protéger et gérer des exemples importants de réseaux marins et d'estuaires afin de garantir leur viabilité à long terme et de maintenir la diversité génétique;
 - protéger les espèces et populations appauvries, menacées, rares ou en danger d'extinction et, en particulier, préserver les habitats considérés comme essentiels à la survie de ces espèces;
 - protéger et gérer les aires essentielles pour les cycles biologiques d'espèces économiquement importantes;

- empêcher les activités extérieures de porter préjudice aux aires protégées marines;
 - faire en sorte que les populations affectées par la création d'aires protégées marines continuent à disposer de moyens d'existence suffisants; préserver, protéger et gérer les sites historiques et culturels ainsi que les qualités esthétiques naturelles des aires marines et des estuaires pour les générations présentes et futures;
 - faciliter l'interprétation des réseaux marins et des estuaires dans l'intérêt de la conservation, de l'éducation et du tourisme;
 - prévoir, dans des milieux marins et des estuaires, dans le cadre de régimes de gestion appropriés, un large éventail d'activités humaines compatibles avec l'objectif principal; et
 - organiser la recherche et la formation, ainsi que la surveillance continue des effets des activités humaines sur l'environnement y compris des effets, directs et indirects, du développement et des pratiques d'utilisation des terres adjacentes.
- d. que l'établissement par un pays d'un tel réseau soit appuyé par un accord sur un système de classification des aires marines et des estuaires, comprenant des aires biogéographiques identifiées et par l'examen des aires protégées existantes, établissant le niveau de représentation des catégories de classification à l'intérieur de ces aires; ce qui peut nécessiter:
- la détermination des niveaux existants et prévus d'utilisation du milieu marin et des estuaires et les effets probables de cette utilisation;
 - la délimitation d'aires potentielles correspondant aux objectifs énumérés précédemment et la détermination de priorités d'établissement et de gestion;
 - l'élaboration et l'application de programmes approfondis d'éducation au niveau communautaire, destinés à des groupes spécifiques, en vue d'obtenir, de la part de la communauté, un appui et une prise de conscience suffisants et de parvenir à une bonne auto-discipline; et
 - l'attribution de ressources suffisantes pour l'élaboration et l'application de plans de gestion destinés aux processus d'examen statutaires réglementaires, pour l'interprétation, l'éducation, la formation, les programmes de volontaires, la recherche, la surveillance continue, et les programmes de surveillance et d'application.

17/39 PLAN D'ACTION FORESTIER TROPICAL

SE FELICITANT de l'initiative prise par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la Banque Mondiale et le World Resources Institute pour élaborer le Plan d'action forestier tropical et PRENANT NOTE du soutien apporté à sa mise en oeuvre par les organisations d'aide au développement;

SE FELICITANT PARTICULIEREMENT de l'importance que le PAFT attribue au rôle environnemental des forêts pour le développement social et économique durable;

RECONNAISSANT que la mise en oeuvre du PAFT entraînerait des investissements dans l'établissement et l'aménagement d'aires protégées ainsi que dans une gestion rationnelle des forêts naturelles, et favoriserait, de ce fait, le maintien de très vastes étendues de forêts tropicales;

RECONNAISSANT EN OUTRE que plusieurs des éléments du PAFT peuvent contribuer efficacement à réduire les pressions exercées par l'homme sur les terres forestières, à mettre un terme à la déforestation et à restaurer les forêts dégradées;

NOTANT toutefois que les objectifs du PAFT en matière d'investissements dans la conservation des écosystèmes forestiers n'ont pas encore été atteints;

NOTANT EN OUTRE le rôle important que pourraient jouer les ONG dans la mise en application du PAFT au niveau national et SALUANT la détermination des organisations responsables des missions du PAFT à faire participer les ONG à ces missions;

L'Assemblée générale de l'UICN, réunie du 1er au 10 février 1988 à San José, Costa Rica, pour sa 17e Session:

1. APPELLE les ONG nationales à élaborer des mécanismes (notamment la nomination de représentants) leur permettant de participer plus efficacement à la mise en oeuvre du PAFT.
2. DEMANDE aux gouvernements et aux organismes d'aide au développement d'allouer une part importante des ressources consacrées au PAFT à la mise en oeuvre de propositions contribuant directement à la conservation des écosystèmes forestiers tropicaux et à la promotion de systèmes de gestion rationnelle des forêts productives.
3. DEMANDE EN OUTRE que les investissements relatifs au PAFT soient utilisés pour garantir, dans la mesure du possible par la restauration des terres dégradées, que les populations locales soient suffisamment approvisionnées en bois d'oeuvre et bois de feu pour alléger la pression exercée sur les sites de forêts naturelles qui présentent un intérêt particulier pour la conservation.
4. RECOMMANDE au Groupe de conseillers forestiers du PAFT qu'un délégué habilité à représenter les ONG communautaires participe à ses réunions et que les ONG soient associées à toutes les études sectorielles nationales menées sous l'égide du PAFT.

5. RECOMMANDE EN OUTRE l'élaboration et l'adoption de lignes directrices garantissant que les missions de coordination des bailleurs de fonds du PAFT tiennent dûment compte des questions de conservation des écosystèmes, qu'un spécialiste scientifique en matière de conservation participe à ces missions, dans le cadre des groupes d'examen, et que l'organisme responsable de la mission prenne des mesures pour obtenir de l'UICN des informations complètes sur les écosystèmes critiques et les espèces en danger.

17/40 ACCORD INTERNATIONAL SUR LES BOIS TROPICAUX

CONSIDERANT qu'un commerce international rationnel des produits forestiers peut constituer une base solide pour les investissements en faveur de la conservation des ressources forestières tropicales;

RECONNAISSANT, après que les mesures nécessaires aient été prise en vue de l'établissement d'aires protégées, que certaines étendues de forêts tropicales, spécialement sélectionnées à cet effet, peuvent être consacrées à la production durable du bois et d'autres produits d'une valeur économique élevée, à condition qu'une telle gestion s'avère réalisable;

RECONNAISSANT AUSSI que cette production durable peut toutefois appuyer les intérêts de la conservation;

CONSIDERANT qu'une harmonisation accrue des intérêts des pays importateurs et exportateurs de bois tropicaux donnerait une meilleure assise à la gestion forestière;

RECONNAISSANT qu'un des objectifs principaux de l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT) consiste à garantir un approvisionnement régulier en bois par la gestion des forêts naturelles en vue d'un rendement durable, et que son mandat spécifique est de promouvoir les politiques nationales afférentes:

L'Assemblée générale de l'UICN, réunie du 1er au 10 février 1988 à San José, Costa Rica, pour sa 17e Session:

1. INVITE INSTAMMENT l'OIBT, par le truchement de son comité permanent sur le reboisement et la gestion forestière, à accorder une priorité élevée aux activités de gestion des forêts naturelles et de reboisement des sols dégradés.
2. INVITE EGALEMENT les gouvernements des pays membres de l'OIBT à prendre des mesures afin de limiter l'exploitation forestière pour le bois aux forêts où un rendement durable est possible sans détérioration importante, et à cesser d'exploiter les forêts identifiées comme sites critiques pour la conservation tant de la diversité biologique que des droits des peuples indigènes.
3. INVITE EN OUTRE l'OIBT à faire le plus grand usage possible des compétences et services de l'UICN, d'autres organisations de conservation et de celles formées par des peuples indigènes, pour l'identification et la surveillance continue de tels sites.
4. RECOMMANDE à l'OIBT d'établir une liste d'espèces de bois tropicaux rares, menacées et jouissant d'une protection juridique, et d'entreprendre des études de cas détaillées afin de les protéger et de préserver les variations génétiques et de prendre des mesures pour accroître les peuplements par plantation. A cet effet, l'OIBT devrait travailler en liaison étroite avec le Secrétariat de la Convention sur le commerce international des espèces de la faune et de la flore sauvages menacées d'extinction (CITES).

5. INVITE les Etats membres de l'OIBT à appuyer pleinement l'Organisation, à proposer des projets dans la ligne susmentionnée et à accorder un appui financier généreux au fonds pour projets de l'OIBT.
6. RECOMMANDE à l'UICN de travailler avec l'OIBT à l'établissement d'un portefeuille de projets destinés à encourager et à promouvoir des techniques de gestion forestière et d'extraction du bois assurant une production durable de bois tout en maintenant la diversité biologique et en respectant les droits des peuples indigènes.

17/41 LA CONVENTION DE RAMSAR ET LE DROIT DE LA CONSERVATION
DES ZONES HUMIDES

PRENANT ACTE des résultats importants de la Troisième Session de la Conférence des Parties contractantes à la Convention relative aux zones humides d'importance internationale, particulièrement comme habitats des oiseaux d'eau (Convention de Ramsar) tenue à Regina, Canada, en mai-juin 1987 et notamment de la création d'un Comité permanent et d'un Bureau et de l'adoption d'un budget;

NOTANT qu'il est plus facile d'assurer la conservation des zones humides s'il existe, au niveau national, des instruments juridiques appropriés de conservation des zones humides;

SOULIGNANT l'intérêt de la Convention pour les pays en développement;

PRENANT NOTE des résultats du colloque organisé conjointement par l'UICN et la Société française pour le droit de l'environnement sur les aspects juridiques de la conservation des zones humides, à Lyon, France, en septembre 1987;

L'Assemblée générale de l'UICN, réunie du 1er au 10 février 1988 à San José, Costa Rica, pour sa 17e Session:

1. INVITE:

- a. les Parties contractantes à prendre des mesures immédiates pour appliquer les Résolutions et Recommandations de la Conférence de Regina, et les Etats qui ne le sont pas encore, à devenir Parties contractantes;
- b. tous les membres de l'UICN à accorder leur appui à la Convention de Ramsar et à presser leurs gouvernements respectifs de participer activement aux travaux de la Convention;

3. PRIE le directeur général de l'UICN de:

- a. faire en sorte que l'UICN continue à apporter un soutien déterminé à la Convention de Ramsar et, notamment, maintienne l'accord relatif au Bureau de Ramsar, conclu avec le Bureau international de recherches sur les oiseaux d'eau et les zones humides (BIORE);
- b. faire en sorte que l'UICN continue de coopérer avec les institutions et centres nationaux actifs en matière de droit de la conservation des zones humides; et, en particulier,
- c. rechercher un financement pour que le programme de l'UICN pour le droit de l'environnement puisse donner l'impulsion aux efforts d'établissement d'un réseau mondial dans ce domaine, afin de prêter assistance au Bureau de la Convention de Ramsar en matière d'utilisation rationnelle des zones humides.

17/42 PROGRAMME DE L'UICN POUR LES ZONES HUMIDES

RECONNAISSANT les progrès remarquables accomplis par le Programme de l'UICN pour les zones humides en faveur de la conservation et de l'utilisation durable des zones humides du monde entier, et plus particulièrement de celles qui se trouvent dans les pays en développement;

RECONNAISSANT l'importance mondiale des zones humides ainsi que le renforcement récent et capital de la Convention relative aux zones humides d'importance internationale, particulièrement comme habitats des oiseaux d'eau (Convention de Ramsar) et l'avantage de coordonner les activités de conservation des zones humides avec le Bureau de cette convention;

RECONNAISSANT EN OUTRE le rôle vital que jouent les zones humides pour les conditions de vie et le développement des communautés rurales et la sauvegarde de la diversité biologique;

APPROUVANT l'approche large et diversifiée du programme vis-à-vis de la conservation et du développement durable des zones humides comme un moyen de garantir la viabilité de la conservation des zones humides à long terme;

CONSCIENTE que les gouvernements, d'une part et les institutions d'aide au développement, d'autre part doivent prendre des mesures ambitieuses pour conserver les zones humides du monde entier;

RECONNAISSANT ENFIN le rôle essentiel que les organisations non gouvernementales (ONG) membres de l'UICN doivent jouer dans la mise en oeuvre du Programme pour les zones humides et en infléchissant les principales institutions d'aide au développement en faveur de la conservation des zones humides et de la diversité biologique;

L'Assemblée générale de l'UICN, réunie du 1er au 10 février 1988 à San José, Costa Rica, pour sa 17e Session:

1. PRIE les gouvernements et les institutions d'aide au développement:
 - a. d'adopter des politiques et pratiques ayant pour objectif la conservation, par le biais de l'utilisation rationnelle des zones humides, y compris l'obligation de réaliser des études d'impact sur l'environnement avant de prendre toute mesure pouvant affecter de façon significative le caractère écologique des zones humides;
 - b. de mettre au point des méthodes d'évaluation des valeurs des zones humides et d'identification des futures possibilités d'utilisation et de tenir dûment compte de ces valeurs dans les processus de prise de décision;
 - c. d'encourager la participation active des organisations locales de la conservation et des associations de peuples indigènes dans le processus de planification et de mise en oeuvre d'activités ou politiques affectant les zones humides;

- d. de fournir aux organisations non gouvernementales et communautaires concernées ou affectées, tôt dans la phase de préparation et à tous les stades ultérieurs de la planification, des informations complètes sur les projets et politiques de développement ainsi que sur les prêts qui risquent d'affecter de manière significative le caractère écologique des zones humides;
 - e. de faire en sorte qu'il existe les connaissances appropriées en matière de gestion et de conservation des zones humides, en prenant ou en renforçant les mesures nécessaires à l'organisation de la formation.
2. PRIE EN OUTRE les institutions d'aide au développement de coordonner leurs programmes aux niveaux international, régional et national afin que leurs activités individuelles n'aient pas, collectivement, d'effets non désirables sur les zones humides et afin de coopérer, par des actions positives, à la conservation des zones humides.
 3. DEMANDE à tous les membres de l'UICN de prendre une part active au programme pour les zones humides.
 4. PRIE le directeur général de l'UICN, dans les limites des ressources disponibles:
 - a. de maintenir l'approche large et diversifiée du Programme pour les zones humides vis-à-vis de la conservation et de l'utilisation durable des zones humides;
 - b. de maintenir et d'élargir la participation des ONG membres de l'UICN au Programme pour les zones humides.
 - c. de continuer à promouvoir la coopération la plus étroite possible entre le Programme de l'UICN pour les zones humides et la Convention de Ramsar.

17/43 COOPERATION INTERNATIONALE EN VUE DE PROMOUVOIR LE CONCEPT DE
PAYSAGES TERRESTRES ET MARINS PROTEGES

NOTANT que la majorité des gouvernements reconnaît la nécessité d'établir un lien entre la conservation des ressources naturelles et le développement économique, conformément aux principes de base de la Stratégie mondiale de la conservation et du rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement;

RECONNAISSANT que si les réserves naturelles intégrales et les parcs nationaux (Catégories I et II de l'UICN) contribuent à la conservation et au développement économique par des utilisations ne consommant pas de ressources naturelles d'une part, et d'autre part à la sauvegarde des biotopes naturels subissant un minimum d'influence humaine, aucun mécanisme de conservation ne saurait suffire à lui seul;

CONSTATANT, à cet égard, que des régions où une population humaine est indissociable de l'environnement, sont en fait des systèmes d'utilisation durable fournissant des moyens d'existence satisfaisants du point de vue social et spirituel, en harmonie avec la nature, et en mesure de préserver l'identité culturelle des communautés;

CONSTATANT EN OUTRE:

- a. que les paysages modelés par des activités humaines contiennent souvent des espèces et des écosystèmes dépendant de ces activités;
- b. que de tels paysages peuvent servir de zones tampons à des aires plus strictement protégées;
- c. qu'ils peuvent permettre des activités de récréation et de tourisme susceptibles de contribuer largement au bien-être physique et intellectuel des visiteurs et d'encourager l'appui du public à la protection de l'environnement;
- d. que de telles aires peuvent constituer la base d'un développement durable dans des régions relativement étendues et partant, jouer un rôle particulièrement important dans de nombreux pays en développement;

RECONNAISSANT:

- a. l'importance considérable de la catégorie de gestion des paysages protégés (Catégorie V de l'UICN) pour lutter contre les pratiques inappropriées d'utilisation des terres et les pressions exercées par le développement sur des paysages exceptionnels, modelés par l'homme;
- b. l'importance du concept de réserve de la biosphère liant les besoins de l'homme à ceux des aires protégées;
- c. la mention spécifique, dans les directives opérationnelles de la Convention du patrimoine mondial, de la valeur d'aires présentant une association intéressante de caractéristiques culturelles et naturelles;

- d. les remarques faites dans la Déclaration de Lake District, adoptée à l'unanimité par le Colloque sur les paysages protégés tenu au Royaume-Uni en octobre 1987;

L'Assemblée générale de l'UICN, réunie du 1er au 10 février 1988 à San José, Costa Rica, pour sa 17e Session:

1. RECOMMANDE que, dans les limites des fonds disponibles, le directeur général de l'UICN:
 - a. encourage les membres de l'UICN possédant une expérience et des connaissances spécialisées dans l'établissement et la gestion des paysages terrestres et marins protégés à mettre leurs connaissances spécialisées à la disposition d'autres membres de l'UICN (éventuellement par l'entremise de la Commission des parcs nationaux et des aires protégées et de la Commission pour le développement durable);
 - b. charge la Commission des parcs nationaux et des aires protégées de l'UICN:
 - d'effectuer une évaluation critique, d'élaborer et de promouvoir des critères applicables aux paysages terrestres et marins protégés classés dans la Catégorie V;
 - d'établir des régimes d'aménagement et de gestion pour ces aires;
 - de collaborer avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) et le Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS) à l'établissement de critères de désignation des sites de valeur à la fois culturelle et naturelle pour la Liste du patrimoine mondial;
 - c. prie la Commission de l'UICN des politiques, du droit et de l'administration de l'environnement d'étudier, dans la mesure des ressources disponibles, les régimes juridiques applicables à l'établissement, la gestion et l'administration de paysages terrestres et marins protégés et de publier des lignes directrices pour l'élaboration et la mise en application de mesures juridiques, administratives et fiscales adaptées aux conditions des différents pays;
 - d. encourage activement le travail du Centre de l'UICN de surveillance continue de la conservation de la nature portant sur la tenue à jour des données sur toutes les catégories d'aires protégées, visant particulièrement à améliorer les bases de données sur les catégories négligées jusqu'à présent, et à mettre au point des logiciels simples permettant aux gouvernements et aux organes de gestion de tenir à jour leurs propres bases de données compatibles sur micro-ordinateurs (PC);

- e. encourage le Centre de l'UICN de la conservation pour le développement à collaborer avec les gouvernements et les organismes d'aide au développement afin de trouver les moyens d'assurer un soutien efficace à toutes les catégories d'aires protégées dans les pays en développement afin d'harmoniser de façon concrète la conservation et le développement, et à garantir que le concept de différentes catégories d'aires protégées fasse intégralement partie des stratégies nationales de conservation que l'UICN est susceptible d'appuyer;
- f. étudie de près, via le programme régional de l'UICN, l'application de techniques d'éco-développement pour l'utilisation durable de paysages protégés.

2. RECOMMANDE EN OUTRE que les gouvernements et leurs institutions:

- a. examinent leurs réseaux d'aires protégées et les autres mesures prises en matière de conservation et établissent, si nécessaire, des désignations et des régimes juridiques pour des catégories d'aires protégées abritant des populations humaines vivant en permanence dans les limites de l'aire en question;
- b. encouragent le Comité du patrimoine mondial à adopter le principe selon lequel on peut considérer que les paysages protégés sélectionnés contenant des associations harmonieuses d'éléments culturels et naturels ont une valeur universelle exceptionnelle et sont dignes de figurer sur la Liste du patrimoine mondial;
- c. appuient d'autres efforts internationaux - tels que le Plan d'action pour les réserves de la biosphère et la Convention relative aux zones humides d'importance internationale particulièrement comme habitats des oiseaux d'eau - visant à encourager la collaboration pour la gestion efficace des paysages protégés sous des formes répondant également aux besoins et aux aspirations des populations résidentes;
- d. encouragent, en particulier par le biais du Conseil de l'Europe et de la Fédération européenne de la nature et des parcs nationaux, la création d'un Séminaire international sur les aires protégées en Europe, en tant que moyen efficace d'échange de connaissances sur la gestion d'aires abritant des populations humaines résidentes et ayant une valeur exceptionnelle pour la conservation;
- e. mettent au point de nouveaux moyens, encourageant si nécessaire par des mesures d'incitation, les populations résidant à l'intérieur de paysages protégés ou dans leurs environs à maintenir un équilibre harmonieux avec l'environnement.

17/44 AIRES PROTEGEES PRIVEES

CONSIDERANT:

- a. qu'il existe des régions en mains privées importantes du point de vue de l'écologie dans de nombreux pays du monde entier;
- b. que les efforts déployés par les gouvernements en matière de protection et de gestion durable des ressources naturelles ont été considérablement renforcés par la protection de ces ressources dans les régions en mains privées;
- c. que les aires protégées privées peuvent être menacées par des braconniers, des occupants illégaux et divers facteurs susceptibles de dégrader leurs ressources naturelles;

L'Assemblée générale de l'UICN, réunie du 1er au 10 février 1988 à San José, Costa Rica, pour sa 17e Session:

- 1. ACCUEILLE AVEC SATISFACTION l'établissement d'aires protégées privées dans les pays où cela est envisageable.
- 2. PRIE la Commission des politiques, du droit et de l'administration de l'environnement, compte tenu des ressources disponibles, de conduire une étude sur les régimes juridiques applicables à la création, l'aménagement et l'administration d'aires protégées privées, et de publier des lignes directrices pour l'élaboration et la mise en oeuvre de mesures juridiques, administratives et fiscales adaptées au contexte de chaque pays.
- 3. ENCOURAGE les gouvernements à adopter des mesures d'incitation et des lois en faveur de la protection et de la gestion durable des ressources naturelles contenues dans les régions en mains privées.

17/45 CREATION D'UN RESEAU INTERNATIONAL DE BANQUES DE
GERMOPLASME VEGETAL

CONSIDERANT que les banques de germoplasme végétal sont un outil efficace pour la conservation ex situ de la diversité génétique du patrimoine végétal mondial;

AYANT PRESENT A L'ESPRIT que la propagation in vitro d'espèces végétales menacées ou localement éteintes permet d'obtenir des plantes pouvant être réintroduites dans leur biotope naturel;

RAPPELANT que l'UICN assure le fonctionnement d'un Secrétariat des jardins botaniques pour la conservation;

RAPPELANT les recommandations de la conférence internationale tenue à Cordoue, Espagne (mai 1987) sur les techniques de conservation des espèces de plantes menacées dans les jardins botaniques de la région méditerranéenne;

CONSIDERANT la coordination et la coopération internationales nécessaires à la conservation du patrimoine végétal mondial;

L'Assemblée générale de l'UICN, réunie du 1er au 10 février 1988 à San José, Costa Rica, pour sa 17e Session:

1. DEMANDE INSTAMMENT que tout soit mis en oeuvre pour garantir des ressources permettant la création d'un réseau international de banques de germoplasme végétal coordonné par le Secrétariat des jardins botaniques pour la conservation (UICN).
2. RECOMMANDE que ces banques de germoplasme végétal soient situées dans des pays de la région d'origine et que le pays d'origine soit impliqué dans la distribution de matériel de reproduction et de clonage.

17/46 CHASSE AUX CETACES

RAPPELANT que l'UICN est favorable à un moratoire sur la chasse commerciale aux cétacés comme elle l'a indiqué dans les résolutions adoptées à chaque Assemblée générale depuis qu'un tel moratoire a été proposé par les Nations Unies en 1972;

RECONNAISSANT que l'Article VIII de la Convention internationale pour la réglementation de la chasse à la baleine de 1946 (en vertu de laquelle a été créée la Commission baleinière internationale - CBI) autorise les Parties contractantes à accorder des permis spéciaux à leurs ressortissants pour la capture des cétacés en vue de recherches scientifiques, que le paragraphe 30 du "Schedule" conditionne l'octroi de ces permis à un examen préalable du Comité scientifique de la CBI et que cette chasse aux cétacés n'est pas soumise aux procédures et réglementations régissant la chasse commerciale aux cétacés, y compris l'adoption de contingents et la protection des espèces ou populations;

NOTANT que depuis que la décision adoptée en 1982 par la CBI en faveur d'un moratoire est entrée en vigueur en 1986, les gouvernements de l'Islande, de la République de Corée et du Japon ont entamé ou autorisé des recherches scientifiques supposant la destruction d'un nombre important de cétacés en vertu de permis spéciaux;

AYANT CONSCIENCE que le gouvernement de la Norvège examine l'octroi de permis spéciaux cette année;

INFORMEE que la CBI a adopté lors de sa réunion annuelle de 1987 trois résolutions affirmant que les programmes de chasse aux cétacés en vue de recherches scientifiques, adoptés par l'Islande, la République de Corée et le Japon, ne remplissent pas les critères que la Commission a établis dans le cadre de résolutions générales adoptées lors de ses réunions annuelles de 1986 et 1987, et que la CBI a demandé à ces pays de s'abstenir d'octroyer des permis spéciaux ou d'annuler les permis existants jusqu'à la solution de points à régler recensés dans les programmes;

INFORMEE EN OUTRE que lors d'une réunion spéciale du Comité scientifique de la CBI, organisée en décembre 1987 pour examiner une étude de faisabilité proposée dans le cadre du programme de chasse aux cétacés en vue de recherches scientifique du Japon, les scientifiques de la majorité des pays représentés à la réunion ont jugé que l'étude proposée ne résoudrait pas les problèmes recensés dans le programme initial et que, de plus, elle n'abordait pas les problèmes à résoudre pour faciliter l'évaluation globale des populations de cétacés à laquelle procède actuellement la Commission, ou pour mettre au point des procédures efficaces de gestion des futures activités de chasse aux cétacés;

DEPLORANT que l'Islande et le Japon n'aient pas observé les résolutions adoptées par la CBI en 1987 et les invitant à s'abstenir d'octroyer des permis ou à annuler les permis existants;

FORTEMENT PREOCCUPEE par le fait que le gouvernement du Japon ait octroyé des permis autorisant la prise de petits rorquals de l'Antarctique, immédiatement après que le Comité scientifique eût, lors de sa réunion spéciale, sévèrement critiqués ses plans, et commencé la chasse avant que la Commission ait eu la possibilité de formuler des observations à ce sujet, conformément aux résolutions générales adoptées en 1986 et 1987;

PREOCCUPEE EN OUTRE de ce que la poursuite de la chasse aux cétacés en vertu de permis spéciaux contraires aux recommandations de la CBI annulera en fait la décision de moratoire de 1982, réduira l'efficacité de la CBI dans son action de conservation des populations mondiales de cétacés et empêchera la réalisation de l'évaluation globale des populations de cétacés;

CONSCIENTE que, contrairement aux décisions de la CBI et aux prescriptions du "Schedule", l'Islande, le Japon et la Norvège ont refusé de fournir des données sur les navires baleiniers;

CONSCIENTE que le Japon, soutenu par la Norvège, a proposé une reclassification de certains types de chasses commerciales des cétacés en tant que chasse indigène/chasse de subsistance.

L'Assemblée générale de l'UICN, réunie du 1er au 10 février 1988 à San José, Costa Rica, pour sa 17e Session:

1. INVITE INSTAMMENT les gouvernements de l'Islande, de la République de Corée et du Japon à respecter les résolutions de la Commission baleinière internationale les priant de s'abstenir d'octroyer des permis spéciaux autorisant la chasse aux cétacés à des fins scientifiques ou d'annuler les permis existants jusqu'à la solution des points à régler recensés par le Comité scientifique de la CBI.
2. PRIE le gouvernement de la Norvège, lorsqu'il prendra des décisions définitives quant à l'octroi des permis spéciaux, de suivre les conseils qui seront fournis par le Comité scientifique et la position que prendra la Commission sur la base de ces conseils.
3. ENCOURAGE les gouvernements de l'Islande, de la République de Corée, du Japon et de la Norvège ainsi que d'autres Etats membres de la CBI à contribuer à la réalisation des recherches que le Comité scientifique a jugées hautement prioritaires, en particulier dans le cadre de l'évaluation globale des populations de cétacés.
4. INVITE INSTAMMENT l'Islande, le Japon et la Norvège à suivre les prescriptions de la Commission et à recommencer à lui fournir, tous les ans, des données sur les navires baleiniers.
5. ENGAGE tous les pays envisageant actuellement de mener des activités de chasse commerciale sous le couvert de chasse de subsistance à ne pas essayer de se soustraire à la décision adoptée par la CBI en 1982 et établissant un quota nul.

17/47 TORTUES MARINES

RAPPELANT que le ridley de kemp (Lepidochelys kempii) figurait sur la liste des douze espèces les plus menacées établie par Commission de la sauvegarde des espèces (SSC) de l'UICN en 1986 et que le déclin continu de cette population s'explique en bonne partie par le nombre important d'animaux pris dans les chaluts à crevettes;

RAPPELANT EN OUTRE l'efficacité des dispositifs permettant aux tortues de s'échapper des chaluts à crevettes, empêchant ainsi leur prise incidente;

CONSIDERANT qu'un recours a été introduit en vue d'annuler la promulgation par le gouvernement des Etats-Unis d'une réglementation relative aux dispositifs susmentionnés;

RECONNAISSANT qu'il est important que l'Assemblée générale de l'UICN apporte un soutien au gouvernement des Etats-Unis dans les louables efforts que celui-ci a déployés pour résoudre le problème mondial de conservation des tortues marines;

PREOCCUPEE par le fait que le déclin continu de nombreuses populations de tortues marines soit une conséquence directe de l'exploitation humaine;

PREOCCUPEE EN OUTRE de ce que le commerce international des produits de la tortue marine, notamment carapace et peau, demeure très important et que, dans de nombreux pays, le commerce national, de la viande et des oeufs en particulier, reste au même niveau;

RECONNAISSANT que de nombreux autres facteurs contribuent au déclin des populations: perturbation et destruction des lieux de ponte et de nourrissage, ingestion de débris du milieu océanique et de polluants toxiques, et prise incidente dans différents types de dispositifs de pêche;

CONSIDERANT que les scientifiques sont actuellement incapables de prévoir les niveaux durables d'exploitation en raison de l'insuffisance des connaissances sur les paramètres vitaux de la biologie des tortues marines;

NOTANT que c'est au stade immature de leur cycle de vie que les tortues marines sont le plus vulnérables à la prédation naturelle, que les adultes reproducteurs sont plus importants que les jeunes pour la survie de la population et que, par conséquent leur exploitation est particulièrement préjudiciable;

RAPPELANT que la plupart des programmes de gestion des tortues marines ont suivi les schémas traditionnellement appliqués à la pêche et les prescriptions de taille minimale fixées pour protéger les juvéniles;

L'Assemblée générale de l'UICN, réunie du 1er au 10 février 1988 à San José, Costa Rica, pour sa 17e Session:

1. INVITE INSTAMMENT le Sénat des Etats-Unis à s'opposer à tout retard dans l'application du règlement fédéral exigeant l'utilisation de dispositifs permettant aux tortues de sortir des chaluts, nécessaires pour éviter la capture et la noyade des spécimens de Lepidochelys kempii, espèce gravement menacée ou de toute autre espèce de tortue.

2. INVITE les gouvernements membres à promulguer et à appliquer une législation nationale visant à favoriser la conservation des tortues marines :
 - a. en introduisant des limites de taille maximale afin de garantir qu'aucune tortue reproductrice ne soit tuée et en étudiant la possibilité de fixer des quotas pour la capture des juvéniles lorsqu'il n'est pas possible, pour des raisons culturelles, d'assurer la pleine protection de toutes les classes d'âge de tortues marines ;
 - b. en restreignant le ramassage des oeufs de manière à limiter au maximum les répercussions négatives de cette activité sur la population lorsqu'il n'est pas possible, pour des raisons culturelles, d'empêcher tout ramassage des oeufs de tortues marines ;
 - c. en protégeant les plages de ponte et les lieux de nourrissage afin de limiter au maximum les activités perturbant la reproduction des tortues marines ou lui portant atteinte ;
 - d. en exigeant, en cas de présence de tortues marines, l'utilisation de dispositifs permettant aux tortues de s'échapper des chaluts à crevettes et en contrôlant, le cas échéant, toutes les autres méthodes de pêche afin de limiter au mieux les prises incidentes, en particulier au large des plages de ponte au cours de la saison de reproduction.
3. RECOMMANDE aux membres de l'UICN de lancer, en consultation avec la Commission de la sauvegarde des espèces, des programmes de recherche afin de déterminer l'évolution à long terme des populations de tortues marines, partout où elles sont exploitées, et en particulier les répercussions de cette exploitation sur les différentes classes d'âge.
4. RECOMMANDE EN OUTRE aux membres de l'UICN de lancer des programmes d'éducation relatifs à la conservation des tortues marines afin que la population locale comprenne les mesures citées ci-dessus et participe à leur mise en oeuvre.
5. INVITE INSTAMMENT les gouvernements membres à cesser, conformément à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), le commerce international des tortues marines, des parties et produits de ces animaux, en particulier de la carapace de la tortue à écaille (Eretmochelys imbricata).

17/48 CONSERVATION DU PHOQUE MARBRE DE LA BALTIQUE
(Phoca hispida botnica)

ALARMEE par l'important déclin des populations de phoques marbrés, phoques gris et phoques communs dans la mer Baltique au cours du 20e siècle;

PREOCCUPEE par les maladies graves dont souffrent les trois espèces de phoques de la mer Baltique et par le taux élevé d'échec de la reproduction, qui sont probablement dus à la pollution de la Baltique par les produits organochlorés;

SE FELICITANT de ce que les sept Etats bordant la Baltique ont interdit la chasse au phoque gris et au phoque commun et pris des mesures pour faire cesser le déversement de DDT et de PCB dans le milieu marin, conformément à la recommandation de la Commission sur la protection du milieu marin de la Baltique (Commission d'Helsinki);

RECONNAISSANT EN OUTRE que dans six Etats et dans l'archipel d'Aland, la chasse au phoque marbré de la Baltique n'est pas pratiquée ou est interdite;

L'Assemblée générale de l'UICN, réunie du 1er au 10 février 1988 à San José, Costa Rica, pour sa 17e Session:

PRIE INSTAMMENT le gouvernement de la Finlande, dernier pays limitrophe de la Baltique à autoriser la chasse au phoque marbré, de prendre immédiatement des mesures pour faire cesser la chasse au phoque marbré de la Baltique afin de permettre à cette population de se reconstituer.

17/49 SYSTEME DE CONTINGENTEMENT DE L'IVOIRE DE LA CITES

RECONNAISSANT que les Parties contractantes à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) ont adopté récemment des procédures spéciales de contrôle du commerce de l'ivoire provenant des éléphants d'Afrique généralement connues sous le nom de "système de contingentement", et ont demandé au Secrétariat de la CITES d'aider à la mise en place de ce système grâce à des fonds provenant de contributions volontaires;

CONSCIENTE que les populations d'éléphants ont fortement baissé dans de nombreuses régions africaines ces dernières années, que le commerce illégal de l'ivoire a été la principale cause de ce déclin et que, pour réduire le commerce illégal de l'ivoire, il est essentiel que le secrétariat de la CITES coordonne efficacement le système de contingentement;

CONSCIENTE des problèmes particuliers au commerce illégal de l'ivoire dans le cas du Burundi et des Emirats arabes unis soulignés dans la Résolution Conf. 6.11 lors de la dernière réunion de la Conférence des Parties à la CITES et notant en outre les critères de la Résolution Conf. 6.12 en ce qui concerne l'enregistrement des stocks d'ivoire brut;

RECONNAISSANT que la poursuite du commerce illicite de l'ivoire sur une grande échelle mettra en danger une ressource socio-économique importante pour les Etats africains possédant des populations d'éléphants;

SACHANT que le Secrétariat de la CITES n'a pas mobilisé suffisamment de contributions volontaires pour assurer le bon fonctionnement du système de contingentement jusqu'à la prochaine Conférence des Parties;

RECONNAISSANT que cette pénurie de fonds pourrait compromettre la conservation à long terme des populations d'éléphants d'Afrique;

L'Assemblée générale de l'UICN, réunie du 1er au 10 février 1988 à San José, Costa Rica, pour sa 17e Session:

1. INVITE INSTAMMENT les gouvernements, organisations non gouvernementales, groupes commerciaux et autres organismes appropriés à apporter un soutien financier au Secrétariat de la CITES en vue de garantir le bon fonctionnement du système de contingentement.
2. INVITE INSTAMMENT les Parties contractantes à la CITES à inscrire, lors de leur prochaine Conférence, le financement du système de contingentement au budget ordinaire de la CITES qu'elles financent.
3. PRIE INSTAMMENT le Secrétariat de la CITES de ne pas approuver le commerce international d'ivoire brut non enregistré détenu par un Etat non Partie à la CITES sans l'assentiment de la prochaine Conférence des Parties.

17/50 CONSERVATION DU GRAND PANDA

RECONNAISSANT que le grand panda, Ailuropoda melanoleuca, est une espèce endémique de la Chine et qu'elle présente depuis plus d'un siècle un grand intérêt pour la recherche biologique;

FELICITANT le gouvernement de la Chine de l'attention considérable et des ressources financières importantes qu'il a accordées à la conservation du grand panda;

NOTANT que le grand panda est une espèce exceptionnellement connue des populations du monde entier et que, du fait de son utilisation comme symbole du Fonds mondial pour la nature (WWF), il incarne maintenant pour les gouvernements et peuples de la planète l'idée universelle de conservation de la faune;

CONSCIENTE du fait qu'il existe peut-être moins de mille grands pandas à l'état sauvage et une centaine en captivité, chiffres critiques pour la survie de l'espèce;

DECIDANT que tout devrait être fait pour éviter l'extinction du grand panda;

L'Assemblée générale de l'UICN, réunie du 1er au 10 février 1988 à San José, Costa Rica, pour sa 17e Session:

1. FELICITE le gouvernement de la République populaire de Chine des lois et règlements sur la faune assurant la protection du grand panda et de la création de réserves destinées à préserver l'environnement naturel du grand panda.
2. ENCOURAGE VIVEMENT le gouvernement de la République populaire de Chine à répondre à la préoccupation mondiale croissante que suscite la survie du grand panda en adoptant et en appliquant dans sa totalité et aussi rapidement que possible, un plan complet de conservation de l'espèce, qui prévoit de faire appel à toutes les ressources scientifiques, techniques et pédagogiques des instituts et universités de la République populaire de Chine.
3. RECOMMANDE EN PARTICULIER l'adoption d'un plan de conservation stratégique et tactique à long terme concernant le grand panda.
4. DEMANDE à tous les établissements et particuliers de la République populaire de Chine de coopérer à ce plan de conservation, de préférence sous une direction unique, afin que les mesures puissent être coordonnées et contrôlées le mieux possible pour préserver le grand panda dans son environnement naturel et pour garantir que tous les animaux en captivité contribuent au maintien et au renouvellement de la population de grands pandas dans son ensemble.
5. INVITE instamment le gouvernement de la République populaire de Chine à prendre des mesures pour permettre la réadaptation rapide à la nature des pandas retirés, pour leur sauvegarde, d'habitats temporairement ou définitivement dégradés.

6. DEMANDE INSTAMMENT que toutes les organisations et institutions détenant actuellement des grands pandas coopèrent sans réserve de manière à insérer ces animaux dans un programme international d'élevage en captivité et que toutes les organisations gouvernementales et intergouvernementales concernées facilitent l'échange de spécimens en captivité dans ce but.
7. RECOMMANDE aux autorités compétentes et scientifiques concernés de la République populaire de Chine, en consultation avec des groupes internationaux de conservation et des associations de parcs zoologiques de plusieurs pays, d'étudier les effets d'autres activités impliquant les grands pandas et ne contribuant pas directement à la conservation de l'espèce, notamment les présentations temporaires au public et, jusqu'à ce que les problèmes posés soient résolus, de faire preuve de la plus grande prudence avant de conclure de nouveaux accords de prêt.
8. RECOMMANDE EN OUTRE aux scientifiques et autorités gouvernementales de la République populaire de Chine, compte tenu des effectifs réduits de l'espèce, d'examiner spécialement la proposition de lier strictement toute présentation de grands pandas à un programme international d'élevage en captivité, et de faire en sorte que ces présentations soient pleinement compatibles avec ce programme.
9. PREND ACTE ET SE FELICITE des efforts déployés par le WWF, le Wildlife Conservation International - New York Zoological Society, la Zoological Society of London, notamment, pour aider à la conservation du grand panda en fournissant une expertise et un appui financier à leurs collègues et établissements de la République populaire de Chine.
10. CONVIENT de se tenir prête avec ses organisations membres et le WWF pour aider, dans la limite des ressources disponibles, les autorités concernées de la République populaire de Chine à mettre en oeuvre un plan complet de conservation du grand panda, y compris pour la conception et la réalisation des recherches nécessaires, la fourniture de conseils sur la gestion des parcs et réserves, la coordination de programmes de reproduction en captivité, l'établissement et la gestion d'un livre international des origines, et la mise au point de projets d'éducation du grand public.

17/51 INTRODUCTION D'ESCARGOTS CARNIVORES A DES FINS
DE CONTROLE BIOLOGIQUE

CONSCIENTE que la forte diversité et l'endémisme des mollusques terrestres est un trait caractéristique de nombreuses îles des Caraïbes ainsi que des océans Indien et Pacifique;

PREOCCUPEE de ce que nombre de ces mollusques uniques sont aujourd'hui sérieusement menacés;

RECONNAISSANT que, outre la destruction des biotopes, la présence d'escargots carnivores exotiques, et notamment du Euglandina rosea, introduits comme agents de contrôle biologique pour lutter contre Achatina fulica (Escargot africain géant) introduit et qui détruit les récoltes, a entraîné une baisse spectaculaire des populations de nombreux escargots terrestres endémiques de multiples îles;

RECONNAISSANT EN OUTRE que Euglandina rosea est responsable de l'extinction d'espèces indigènes d'escargots en Polynésie française et à Hawaï, et peut-être même ailleurs;

NOTANT que les escargots carnivores ne sont pas des agents efficaces de lutte contre l'escargot géant africain et que leur introduction comme agents de lutte a été recommandée sans études préalables suffisantes;

CONSCIENTE que les organisations nationales et régionales s'occupant d'agriculture recommandent encore l'utilisation de ces agents à des fins de contrôle biologique;

NOTANT qu'il n'existe actuellement aucune méthode efficace d'éradication d'Euglandina rosea. une fois que celui-ci a été introduit sur une île;

NOTANT ENCORE que la Commission de la sauvegarde des espèces de l'UICN a indiqué dans sa déclaration "Translocation of living organisms" (déplacement des organismes vivants) qu'aucune espèce exogène ne devrait être introduite délibérément dans un biotope naturel;

L'Assemblée générale de l'UICN, réunie du 1er au 10 février 1988 à San José, Costa Rica, pour sa 17e Session:

1. RECOMMANDE vivement d'interdire l'introduction d'escargots carnivores dans les biotopes où il existe des escargots endémiques.
2. DEMANDE que des organismes gouvernementaux, établissements à vocation agricole et autres institutions intéressées soient informés du danger que représentent les activités de contrôle biologique menées sans essai préalable.
3. SUGGERE que les organisations régionales s'occupant d'agriculture et d'environnement soient chargées de diffuser les informations nécessaires.
4. DEMANDE INSTAMMENT que de nouvelles recherches soient consacrées à d'autres méthodes de lutte contre l'escargot africain géant, le ramassage à la main par exemple, ainsi qu'à des méthodes d'éradication d'Euglandina rosea.

17/52 ANTARCTIQUE

RAPPELANT la Résolution 16/8 de la 16e Session de l'Assemblée générale de l'UICN (1984) faisant état des préoccupations de l'UICN vis-à-vis de l'Antarctique;

RAPPELANT EGALEMENT la Résolution 16/9 énumérant les mesures que devait prendre le directeur général de l'UICN pour mettre en oeuvre la Résolution 16/8;

SOUHAITANT maintenir et élargir le dialogue entre l'UICN et les parties aux accords intergouvernementaux qui composent le système du Traité sur l'Antarctique;

L'Assemblée générale de l'UICN, réunie du 1er au 10 février 1988 à San José, Costa Rica, pour sa 17e Session:

1. REAFFIRME AVEC FERMETÉ la Résolution 16/8 en tant que déclaration sur la politique de l'UICN vis-à-vis de l'Antarctique.
2. PRIE INSTAMMENT ceux à qui s'adressent les différents paragraphes du dispositif de continuer à tenir pleinement compte des préoccupations et des objectifs qui y sont énoncés.
3. RECOMMANDE de porter à l'attention de ceux à qui elles s'adressent les considérations et recommandations suivantes qui se rapportent à la Résolution 16/8 et découlent des événements survenus depuis la 16e Session de l'Assemblée générale:

A. L'ENVIRONNEMENT DE L'ANTARCTIQUE

Stratégie de conservation de l'Antarctique

4. PREND NOTE des actes du Colloque sur les exigences scientifiques en matière de conservation de l'Antarctique de l'UICN/CSRA (Comité scientifique pour les recherches antarctiques), tenu en avril 1985 en réponse à la demande de collaboration entre l'UICN et le CSRA pour passer en revue les connaissances écologiques actuelles sur le continent Antarctique, ses îles et les zones océaniques environnantes en tenant compte des besoins de la conservation.
5. NOTE avec satisfaction le rapport du groupe de travail UICN/CSRA sur la conservation à long terme dans l'Antarctique (1986), rapport qui a été accepté par le président du CSRA et le directeur général de l'UICN comme base de discussion plus approfondie.
6. NOTE EGALEMENT qu'il est urgent de procéder à l'élaboration d'une stratégie de conservation pour l'Antarctique.
7. RECOMMANDE :
 - a. d'entamer l'élaboration d'une Stratégie de conservation de l'Antarctique avec l'assistance du directeur général de l'UICN et des commissions de l'UICN concernées;

- b. que la Stratégie s'applique à la région couverte par le Traité sur l'Antarctique et à la zone située entre 60° de latitude sud et la convergence antarctique et que l'UICN encourage l'élaboration de stratégies de conservation pour les îles de cette zone placées sous la souveraineté reconnue d'un Etat lorsque l'Etat en question n'a pas encore préparé de telles stratégies;
- c. que l'élaboration de la Stratégie de conservation de l'Antarctique résulte d'une concertation tripartite entre l'UICN, le CSRA et d'autres membres de la communauté scientifique de l'Antarctique, et la communauté gouvernementale de l'Antarctique, et que le directeur général soit invité à proposer ses bons offices à cet effet.

Etudes d'impact sur l'environnement

- 8. NOTE avec satisfaction la réaction⁽¹⁾ du CSRA du Conseil international des unions scientifiques (CIUS) à la demande d'avis qui lui a été présentée par les Parties consultatives au Traité sur l'Antarctique dans la Recommandation XII-3, en ce qui concerne les procédures d'études de l'impact sur l'environnement de projets d'activités scientifiques ou logistiques dans l'Antarctique.
- 9. NOTE EN OUTRE l'hypothèse émise par le CSRA, selon laquelle les procédures d'études d'impact sur l'environnement peuvent permettre d'identifier et d'éviter des impacts indésirables sur l'environnement résultant du choix de l'emplacement et/ou de la concentration des stations.
- 10. NOTE AUSSI l'analogie étroite entre les "Buts et principes des études d'impact sur l'environnement" adoptés à la Session de juin 1987 du conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement et la procédure d'études d'impact sur l'environnement résultant d'activités scientifiques ou logistiques que le CSRA recommande d'utiliser dans le contexte de l'Antarctique.
- 11. ACCUEILLE avec satisfaction l'adoption par les Parties consultatives au Traité sur l'Antarctique de la Recommandation XIV-2 sur les études de l'impact sur l'environnement de leurs activités scientifiques et logistiques, selon les principes établis par le PNUE et le CSRA.
- 12. PRIE INSTAMMENT les Parties consultatives au Traité sur l'Antarctique d'approuver cette recommandation dans les plus brefs délais, de l'appliquer immédiatement à titre provisoire, de faire en sorte que le public soit informé convenablement des études détaillées de l'impact sur l'environnement, et de garantir la participation d'organisations non gouvernementales de pays Parties à la décision demandée au paragraphe 1(vi) de cette recommandation.
- 13. ENCOURAGE les Parties consultatives au Traité sur l'Antarctique à consulter les organisations internationales auxquelles elles pourront, ponctuellement, faire appel pour les assister dans leurs travaux sur l'environnement.

Dispositions complémentaires pour la protection

14. NOTE avec satisfaction la réaction⁽²⁾ du CSRA à la demande d'avis qui lui a été faite par les Parties consultatives au Traité sur l'Antarctique dans le sous-paragraphe (i) du dispositif de la Recommandation XIII-5, en ce qui concerne le réseau d'aires protégées de l'Antarctique, y compris des sites d'intérêt scientifique spécial et des aires spécialement protégées ainsi que la question de la création éventuelle d'une nouvelle catégorie d'aire bénéficiant d'une forme de protection différente.
15. PREND ACTE des paragraphes 75 à 97 du Rapport de la XIVe Réunion consultative du Traité sur l'Antarctique.
16. PRIE INSTAMMENT les Parties consultatives au Traité sur l'Antarctique d'entreprendre les études de terrain nécessaires avant la réunion préparatoire de la XVe Réunion consultative afin d'établir une base représentative et adéquate pour les décisions qui seront prises à cette occasion.
17. PRIE INSTAMMENT les Parties consultatives au Traité sur l'Antarctique d'adopter et de mettre en oeuvre un système de protection cohérent des aires de l'Antarctique, dans toute la mesure où un tel système contribuerait à la conservation de l'Antarctique, en tant que zone naturelle sauvage, et à sa protection à des fins scientifiques, récréatives, et dans tout autre but pacifique; d'appliquer progressivement à la région du Traité sur l'Antarctique, selon que de besoin, les concepts de planification en vue d'utilisations mixtes de régions terrestres/maritimes; et, de ce fait, contribuer à justifier la désignation de la région du Traité sur l'Antarctique en tant qu'aire de conservation spéciale (Mesures convenues pour la conservation de la faune et de la flore de l'Antarctique, Préambule).

Données sur l'environnement

18. NOTE avec satisfaction la demande d'avis faite au CSRA par les Parties consultatives au Traité sur l'Antarctique dans le sous-paragraphe (ii) du dispositif de la Recommandation XIII-5, en ce qui concerne les mesures pouvant être prises pour améliorer la valeur comparative des données scientifiques sur l'Antarctique et l'accès à ces données.
19. SOUHAITE SOULIGNER la nécessité de disposer d'une information suffisante pour pouvoir juger de manière rationnelle les conséquences des activités humaines sur l'environnement.
20. NOTE que le principe précédent est tout particulièrement pertinent dans le cas de l'Antarctique dont on sait relativement peu de choses.
21. PRIE INSTAMMENT les Parties consultatives au Traité sur l'Antarctique, en collaboration avec le CSRA, l'UICN et d'autres organisations internationales et experts appropriés de coopérer étroitement à la collecte de l'information, la mise à jour permanente et la mise à disposition de l'information et des banques de données nécessaires à la formation de jugements informés sur l'environnement.

Elimination des déchets

22. NOTE avec grande préoccupation que des signes sont apparus suggérant des défaillances dans l'application du Code de conduite des Expéditions antarctiques et activités des stations annexé à la Recommandation VIII-11, en ce qui concerne l'évacuation des déchets.
23. SACHANT que la question de l'élimination des déchets est une préoccupation constante des Parties consultatives au Traité sur l'Antarctique, de leurs organes de gestion respectifs pour l'Antarctique et du CSRA (Recommandations XII-3 et XIII-4).
24. CONVAINCUE que, si les Parties consultatives au Traité sur l'Antarctique veulent démontrer leur aptitude et leur engagement à protéger l'environnement de l'Antarctique, elles doivent protéger de façon adéquate les alentours immédiats des stations et sites d'activités dans l'Antarctique contre la dégradation.
25. PREND ACTE des paragraphes 71 à 74 du Rapport de la XIVe Réunion consultative du Traité sur l'Antarctique.
26. RECOMMANDE aux Parties consultatives au Traité sur l'Antarctique de prendre, de toute urgence, les mesures voulues pour faire en sorte que les méthodes d'élimination des déchets applicables dans l'Antarctique soient propres à sauvegarder le milieu naturel de l'Antarctique et les écosystèmes qui en dépendent.
27. RECOMMANDE EN OUTRE que dans leur révision du Code de conduite relatif à l'élimination des déchets, elles disposent que:
 - a. tout objet doit être retiré de la zone du Traité sur l'Antarctique à moins que l'on ne prouve qu'il n'a pas d'impact important au niveau local;
 - b. les décharges existantes soient éliminées;
 - c. la quantité de déchets produits soit réduite au minimum par une prise en compte préalable de la nature et de la quantité du matériel amené dans l'Antarctique et susceptible de se transformer en déchets ou d'en produire;
 - d. la réutilisation ou le recyclage des déchets soient encouragés;
 - e. la surveillance régulière des impacts de l'évacuation de déchets soit exigée de toutes les stations;
 - f. les gouvernements continuent à suivre les progrès technologiques et logistiques susceptibles d'améliorer les pratiques d'évacuation des déchets.

Les dispositions conformes à ces recommandations devraient être incorporées dans le Code de conduite révisé sur l'élimination des déchets et les gouvernements priés de respecter ce Code de conduite révisé pour toutes les expéditions et les activités des stations dans l'Antarctique.

Tourisme

28. RECONNAISSANT que le tourisme dans l'Antarctique et l'océan Austral s'est fortement développé ces dernières années et continuera probablement de se développer à l'avenir.
29. PREOCCUPEE par les éventuels effets non désirables d'un tourisme accru sur l'environnement fragile de l'Antarctique et ses qualités en tant que laboratoire relativement intact pour la recherche scientifique.
30. RECOMMANDE aux Parties consultatives au Traité sur l'Antarctique de codifier les pratiques existantes en matière de tourisme et de prendre les mesures additionnelles nécessaires au contrôle des effets potentiels non désirables du tourisme dans l'Antarctique.
31. RECOMMANDE que l'UICN encourage ses membres gouvernementaux, en particulier ceux qui ne sont pas dans des pays Parties consultatives au Traité sur l'Antarctique à prendre les mesures voulues pour s'assurer que les agences organisant des voyages et expéditions dans l'Antarctique, qui opèrent sur leur territoire ou au départ de leur territoire, soient informées des directives s'adressant aux agences de voyage, adoptées dans le cadre du Traité sur l'Antarctique, et respectent ces directives pour éviter des effets non désirables sur le milieu de l'Antarctique et les activités de recherche scientifique dans l'Antarctique.

B. L'OCEAN AUSTRAL

Convention sur la conservation de la faune et de la flore marines de l'Antarctique

32. CONSTATE avec grande inquiétude que le volume de certaines populations de poissons de l'Antarctique a été réduit par la pêche en-deçà du niveau nécessaire à leur accroissement maximal annuel net; que l'Article II de la Convention définit les populations pêchées en-deçà de ce niveau comme appauvries et nécessitant la prise de mesures pour garantir leur reconstitution; et que la Commission de la Convention n'a pas agi en conséquence.
33. CONSCIENTE qu'une des forces reconnues à la Convention est qu'elle fournit un mécanisme pour la réglementation des activités de pêche de manière à assurer une utilisation durable, conforme à la Stratégie mondiale de la conservation (SMC), qui garantisse un maximum d'avantages à l'humanité tout en protégeant l'écosystème marin antarctique dans sa totalité.
34. CONSCIENTE de l'attention qui se porte maintenant sur les possibilités d'une exploitation à grande échelle du krill et des calmars et qu'aucune mesure de précaution n'est encore en place qui garantisse une utilisation biologiquement et économiquement durable de ces ressources.
35. ACCUEILLE AVEC GRANDE SATISFACTION les mesures préliminaires prises à la IVe Session de la Convention, à l'initiative de l'Australie, afin d'élaborer des approches possibles de conservation en vue de l'application de l'Article II de la Convention au moyen des mécanismes prévus à l'Article IX, l'avis donné par la Commission au Comité scientifique, concernant les objectifs de conservation visés par la Commission.

36. PRIE INSTAMMENT les Parties à la Convention sur la conservation de la faune et de la flore marines de l'Antarctique, dans leur examen de ces approches, de tenir compte des principes énoncés aux paragraphes 17 et 18 de la Résolution 16/8 de la 16e Session de l'Assemblée générale de l'UICN (1984) et de s'efforcer de les mettre en oeuvre, de toute urgence.
37. PRIE EN OUTRE le Secrétariat de la Convention de créer et de tenir à jour un registre de tous les navires de pêche et autres bâtiments associés.

Convention pour la protection des phoques de l'Antarctique

38. CONSTATE que 4800 phoques ont été prélevés dans l'Antarctique pendant la saison 1986-1987, par deux navires; que si cela laisse présager le développement d'une industrie commerciale du phoque dans l'Antarctique, la Convention pour la protection des phoques de l'Antarctique prévoit de développer plus avant certains mécanismes relatifs à l'établissement de rapports sur les prises, aux avis scientifiques et à l'infrastructure institutionnelle.
39. PREOCCUPEE de ce que les mesures de conservation contenues dans l'Annexe de la Convention sont telles qu'elles autorisent le prélèvement de la prise maximale permmissible de phoques pour quelque saison de chasse que ce soit, dans une seule zone de chasse et que cette concentration puisse avoir un impact écologique beaucoup plus grave qu'une prise dispersée.
40. FELICITE les Parties à la Convention qui ont décidé de se réunir en septembre 1988, conformément à l'Article 7 de la Convention, pour réexaminer le fonctionnement de la Convention et ses rapports avec d'autres éléments du système du Traité sur l'Antarctique.
41. ENCOURAGE les Parties à la Convention à envisager d'adopter des procédures plus précises, selon que de besoin, pour donner effet à la conservation des phoques de l'Antarctique.

C. MINERAUX DE L'ANTARCTIQUE

42. CONSTATE que les Parties consultatives au Traité sur l'Antarctique approchent des étapes finales de la négociation sur une Convention sur les minéraux de l'Antarctique.
43. RECOMMANDE que la Convention prévoie:
 - a. une évaluation appropriée des impacts non désirables éventuels sur l'environnement de toute activité ou décision proposée, avant de décider d'y donner suite;
 - b. que les observateurs invités aux réunions des institutions établies par la Convention aient pleinement et rapidement accès aux données et informations non confidentielles relatives aux décisions que ces institutions ont l'intention de prendre, afin de pouvoir les commenter avant les décisions finales;
 - c. que le public ait accès à l'information sur les questions d'environnement à toutes les étapes;

- d. des dispositions relatives au respect des obligations, à la surveillance continue, et à la responsabilité en vue d'assurer la protection de l'environnement tant par les exploitants que par les gouvernements.

44. RECOMMANDE aux Parties consultatives à la Convention sur les minéraux de l'Antarctique de mettre le texte en train d'être négocié à la disposition du public pour qu'il puisse être examiné et commenté, le plus vite possible et, en tout état de cause, avant les étapes finales du processus de négociation et de faire en sorte que la Convention comporte des dispositions pertinentes sur la protection de l'environnement, la possibilité de participation d'observateurs et la possibilité pour le public de commenter, ainsi que sur le respect des obligations et la responsabilité.

45. RECOMMANDE EN OUTRE que chaque Partie consultative au Traité sur l'Antarctique rende public toutes les informations et documents non confidentiels découlant de l'application de la Convention dans de brefs délais et permette au public de les étudier et de les commenter.

D. RESPECT DES OBLIGATIONS

46. CONSTATE que le système du Traité sur l'Antarctique comprend une série complexe de Recommandations des Réunions consultatives du Traité sur l'Antarctique et d'accords intergouvernementaux séparés, conclus au cours d'une période de près de 30 ans; qu'il existe dans ce système, à la fois des éléments ayant valeur d'obligation et des éléments ayant valeur d'exhortation; et que l'ensemble a pour objet d'assurer la gestion des activités dans l'Antarctique selon les principes énoncés dans ces accords.

47. PREOCCUPEE par le fait que, plus le nombre de parties à ces accords augmente, plus les possibilités d'interprétation souveraine des obligations prises par les Etats conformément à ces accords sont nombreuses, et que ces différences peuvent compromettre l'efficacité du système dans la réalisation des objectifs fixés.

48. RECOMMANDE aux Parties consultatives au Traité sur l'Antarctique:

- a. d'examiner les Recommandations du Traité sur l'Antarctique pour distinguer les éléments contraignants des éléments non contraignants et d'envisager d'améliorer et de renforcer tout élément, selon que de besoin;
- b. d'augmenter le nombre des inspections qui ont lieu conformément à l'Article VII du Traité sur l'Antarctique;
- c. d'organiser des équipes d'inspection internationales auxquelles seront invités à participer des représentants d'organisations internationales pour lesquelles l'Antarctique présente un intérêt scientifique ou technique;
- d. d'envisager comment traiter de façon appropriée toute constatation de non-respect des obligations, afin de mieux éviter les incidents découlant du non-respect de celles-ci, et notamment d'envisager la création d'un comité des infractions.

49. RECOMMANDE EN OUTRE à toutes les Parties non consultatives d'approuver les recommandations adoptées conformément au Traité, avant d'entreprendre des activités dans la région du Traité sur l'Antarctique.
- E. LIAISON ENTRE LE SYSTEME DU TRAITE SUR L'ANTARCTIQUE ET L'UICN
50. CONSTATE que l'UICN a le statut d'observateur auprès de la Commission et du Comité scientifique de la Convention sur la conservation de la faune et de la flore marines de l'Antarctique et qu'un expert de l'UICN a participé à la XIVe Réunion consultative du Traité sur l'Antarctique pour aider les Parties consultatives à examiner le point de l'ordre du jour de cette réunion relatif à l'impact des activités humaines sur le milieu de l'Antarctique.
51. RECOMMANDE EGALEMENT:
- a. aux Parties consultatives au Traité sur l'Antarctique d'accorder le statut d'observateur à l'UICN ⁽³⁾ à la séance finale de la Quatrième Réunion consultative spéciale du Traité sur l'Antarctique à laquelle il est prévu de conclure les négociations sur la Convention sur les minéraux de l'Antarctique;
 - b. aux Parties à la Convention pour la protection des phoques de l'Antarctique d'accorder le statut d'observateur à l'UICN à toute réunion tenue conformément à l'Article VII pour examiner le fonctionnement de la Convention;
 - c. de prier instamment les Parties consultatives au Traité sur l'Antarctique de consulter l'UICN en ce qui concerne les mesures de protection additionnelles, le tourisme et les données relatives à l'environnement;
 - d. aux Parties au Traité sur l'Antarctique de garantir une participation effective de l'UICN et des autres organisations internationales, observateurs et experts invités à assister aux réunions consultatives du Traité sur l'Antarctique.

-
- (1) Man's Impact on the Antarctic Environment: A procedure for evaluating impacts from scientific and logistic activities, W.S. Benninghoff et W. Bonner, 56 pp., Scientific Committee on Antarctic Research, Cambridge, 1985.
- (2) The Protected Area System in the Antarctic, Report of the CSRA ad hoc Group on Additional Protective Measures, Scientific Committee on Antarctic Research, Conseil international des Unions scientifiques, manuscrit 20 pp., Cambridge, 1987.

- (3) L'UICN a des membres dans tous les Etats qui sont Parties consultatives au Traité sur l'Antarctique, c'est-à-dire (information en date de janvier 1988) (l'astérisque indique les Etats membres de l'Union):

Afrique du Sud	Japon
Allemagne, République fédérale d'	Norvège*
Argentine*	Nouvelle-Zélande*
Australie*	Pologne
Belgique*	République démocratique allemande
Brésil	République populaire de Chine
Chili	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord*
Etats-Unis d'Amérique	Union des Républiques socialistes soviétiques
France*	Uruguay
Inde*	
Italie	

L'UICN a aussi des membres dans les Etats qui sont Parties non consultatives au Traité sur l'Antarctique, c'est-à-dire (information en date de janvier 1988) (l'astérisque indique les Etats membres de l'Union):

Autriche	Papouasie-Nouvelle-Guinée
Bulgarie	Pays-Bas*
Cuba	Pérou
Danemark*	République de Corée
Equateur*	République populaire démocratique de Corée
Espagne*	Roumanie
Finlande*	Suède*
Grèce*	Tchécoslovaquie
Hongrie	

17/53 ANTARCTIQUE: LES ACTIVITES MINIERES

RECONNAISSANT les particularités de l'Antarctique, les valeurs notamment éthiques attachées à son statut de dernier vaste domaine terrestre essentiellement intact et sauvage, son intérêt en tant que site relativement non pollué pour les activités de surveillance de la pollution mondiale, et que l'idéal serait de le conserver à jamais;

RAPPELANT que les deux dernières sessions de l'Assemblée générale de l'UICN (1981 et 1984) et le Congrès mondial des parcs nationaux réuni à Bali, Indonésie (1982), ont exprimé leur inquiétude vis-à-vis de la menace que les activités minières représentent pour le milieu naturel de l'Antarctique;

RAPPELANT AUSSI que la Résolution 16/8 de la 16e Session de l'Assemblée générale de l'UICN (1984) recommandait de n'autoriser aucune activité minière dans l'Antarctique tant que la possibilité de préserver complètement l'environnement antarctique n'aura pas été examinée, que les risques pour l'environnement n'auront pas été totalement évalués et que des mesures de sauvegarde n'auront pas été élaborées pour éviter des effets délétères sur l'environnement;

RECONNAISSANT que la Neuvième Réunion consultative du Traité sur l'Antarctique a prié les Etats Parties au Traité et les autres Etats de s'abstenir de prospecter ou d'exploiter les ressources minérales de l'Antarctique tant que l'on s'achemine vers l'adoption d'un régime juridique, relatif aux activités minières dans l'Antarctique;

RAPPELANT EGALEMENT que le groupe d'experts sur la prospection et l'exploitation des minéraux, établi par la Neuvième Réunion consultative du Traité sur l'Antarctique (Londres, 1977) précise dans son rapport qu'"il n'existe aucune méthode efficace de restauration totale des sites terrestres, marins ou des zones couvertes par la glace, perturbés par la prospection ou l'exploitation des minéraux dans l'Antarctique";

NOTANT qu'un des objectifs du régime sur les minéraux est de sauvegarder l'environnement antarctique et que les Parties au Traité ont souvent exprimé l'avis que l'exploitation des minéraux ne serait pas commercialement viable avant de nombreuses décennies;

SOUHAITANT garantir que le bien-fondé de la protection intégrale de l'Antarctique contre les activités minières soit dûment envisagé, de même que l'élaboration d'une stratégie de conservation prévoyant des options pour désigner l'Antarctique comme zone protégée dans son ensemble;

ALARMEE par le fait que le projet de Convention sur les minéraux de l'Antarctique actuellement en négociation ne prévoit pas de cadre garantissant pleinement la protection de l'environnement et que, si la prospection et l'exploitation des minéraux devaient commencer, la valeur de l'Antarctique en tant que zone naturelle sauvage serait irrémédiablement perdue;

L'Assemblée générale de l'UICN, réunie du 1er au 10 février 1988 à San José, Costa Rica, pour sa 17e Session:

1. RECOMMANDE que la Stratégie de conservation de l'Antarctique mentionnée dans la Recommandation 17/52 de l'UICN prévoie la possibilité d'interdire l'exploitation des ressources minérales de l'Antarctique.
2. RECOMMANDE aux Parties consultatives au Traité sur l'Antarctique:
 - a. de déclarer leur intention de conserver l'Antarctique à jamais;
 - b. d'étudier, de toute urgence, les effets possibles des activités minières sur le milieu naturel de l'Antarctique et ses qualités et valeurs inhérentes;
 - c. d'envisager sérieusement la possibilité d'interdire l'exploitation des minéraux de l'Antarctique et de conférer à l'Antarctique un statut d'aire protégée cohérent par rapport à cette interdiction;
 - d. de tenir pleinement compte des avis des Parties non consultatives et des organisations non gouvernementales appropriées, relatifs à la Convention sur les minéraux.
3. PRIE INSTAMMENT les Parties consultatives au Traité sur l'Antarctique:
 - a. de garantir que la mise en oeuvre de programmes de recherche scientifique destinés à fournir les informations nécessaires à une évaluation et des jugements rationnels, conformément à la Convention, devance les besoins;
 - b. de n'autoriser ni la prospection ni le développement tant qu'il n'existe pas de protocole sur la responsabilité et de dispositions précises sur le respect des obligations et le règlement de différends créant un cadre approprié pour la protection de l'environnement.
4. PRIE INSTAMMENT les Parties consultatives au Traité sur l'Antarctique de respecter les raisons légitimes, avancées à l'appui de la conservation, de s'abstenir d'entreprendre des activités de prospection minière et de développement dans l'Antarctique.

17/54 MONT ETNA, AUSTRALIE

RECONNAISSANT que le mont Etna, situé dans le Queensland central, en Australie, contient des grottes souterraines qui sont des sites de reproduction pour la chauve-souris Miniopterus australia et d'occupation pour la chauve-souris Macroderma gigas vulnérable;

RECONNAISSANT qu'entre 1976 et 1988, le gouvernement du Queensland et la Central Queensland Cernent Company ont négocié la protection légale de 80 pour cent des cavernes souterraines du mont Etna, notamment le complexe de Bat Cleft;

RECONNAISSANT EN OUTRE qu'en 1976 a été créé le Parc national de Fitzroy Caves, où sont conservées au moins cent grottes souterraines et les chauves-souris qui les occupent, dans une région jouxtant le mont Etna;

FELICITANT le gouvernement du Queensland d'avoir pris des mesures pour protéger une partie importante des environs du mont Etna;

PREOCCUPEE de ce que l'extraction de chaux pourrait être une menace pour nombre de grottes souterraines occupées par des chauves-souris;

L'Assemblée générale de l'UICN, réunie du 1er au 10 février 1988 à San José, Costa Rica, pour sa 17e Session:

1. ENCOURAGE le gouvernement du Queensland dans les efforts que celui-ci déploie pour assurer une meilleure protection des environs du mont Etna.
2. INVITE le gouvernement du Queensland à assurer la protection intégrale du mont Etna, de ses grottes souterraines, de sa faune et de sa flore.
3. RECOMMANDE au gouvernement du Queensland d'élaborer une stratégie de gestion à long terme, à l'échelon de l'Etat, pour conserver Macroderma gigas.

17/55 PATRIMOINE MONDIAL DE TASMANIE OCCIDENTALE, AUSTRALIE
ETAPE II DU PLAN DE PROTECTION

RECONNAISSANT que la Tasmanie occidentale constitue l'une des plus grandes zones sauvages de région tempérée au monde et que la zone qui correspond à la deuxième étape du plan de protection contient des forêts d'eucalyptus géants, y compris les plus grandes plantes à fleurs au monde, fournit un refuge à de nombreuses espèces de plantes et d'animaux du Gondwana, constitue le seul plateau libre de glace de l'hémisphère sud et comporte des parcelles importantes de communautés alpines et de forêts pluviales sensibles au feu;

CONSCIENTE que:

- a. les principales menaces qui pèsent sur ces forêts sont l'exploitation forestière et les feux d'origine humaine;
- b. l'UICN a instamment demandé que les régions de "Walls of Jerusalem" et "Denison-Spires" soient incluses dans le bien du patrimoine mondial de Tasmanie occidentale;
- c. le gouvernement de l'Australie a ouvert une instruction sur les zones de "Southern Forests" et "Lemonthyme" de la deuxième étape du plan de protection;
- d. la commission du patrimoine australien a souligné en janvier 1988 l'importance mondiale des valeurs naturelles et culturelles de la région correspondant à la deuxième étape;

L'Assemblée générale de l'UICN, réunie du 1er au 10 février 1988 à San José, Costa Rica, pour sa 17e Session:

1. ENGAGE le gouvernement de Tasmanie à cesser toutes les opérations d'exploitation forestière dans la zone de Tasmanie occidentale couverte par la deuxième étape.
2. DEMANDE au gouvernement de l'Australie, en consultation avec le gouvernement de Tasmanie, de prendre rapidement des mesures en vue de désigner la région de Tasmanie occidentale prévue par la deuxième étape du plan de protection pour inscription sur la Liste des biens du patrimoine mondial.

17/56 BARRAGE DE NAM CHOAN, THAILANDE

RAPPELANT au gouvernement de la Thaïlande que les 5000 km² de forêts tropicales contenus dans les Sanctuaires de faune de Thung Yai et Huai Kha Khaeng et plus précisément, les forêts de plaine alluviale, sont d'une importance régionale pour la conservation des espèces en danger et menacées d'extinction telles que le gaur, le tigre, le banteng, l'éléphant, le paon vert et diverses espèces de plantes et que ces forêts sont d'une importance nationale pour la protection des bassins versants;

SACHANT que cette région a été proposée pour inscription sur la Liste du patrimoine mondial;

AYANT CONNAISSANCE du projet de construction du barrage de Nam Choan, sur la rivière Kwai Yai, qui risque de porter gravement atteinte à l'écologie de la région;

RECONNAISSANT:

- a. que la Thaïlande a besoin d'assurer son auto-suffisance énergétique;
- b. que le gouvernement de la Thaïlande déploie des efforts pour mettre un terme à la destruction des forêts et maintenir la couverture forestière du pays à 40 pour cent de la superficie nationale;
- c. que des progrès ont été fait dans l'établissement d'un réseau complet d'aires protégées;
- d. que les grands barrages n'ont pas toujours apporté les avantages économiques avancés pour justifier leur construction;

RAPPELANT que cette assemblée a déjà exprimé sa préoccupation face aux répercussions de l'aide au développement sur les ressources génétiques et autres ressources naturelles et que ces répercussions peuvent être bénéfiques ou néfastes selon la manière dont conservation et développement sont intégrés;

L'Assemblée générale de l'UICN, réunie du 1er au 10 février 1988 à San José, Costa Rica, pour sa 17e Session:

1. RECOMMANDE au gouvernement de la Thaïlande:
 - a. de procéder à une étude complète de l'impact de la construction du barrage de Nam Choan sur l'environnement, l'archéologie, la géologie et les systèmes sociaux des Sanctuaires de Thung Yai et Huai Kha Khaeng et de la Thaïlande occidentale;
 - b. d'évaluer d'autres options de production énergétique qui ne nuiraient pas à l'intégrité biologique des sanctuaires de Thung Yai et Huai Kha Khaeng;

- c. de procéder à une évaluation des coûts réels de construction et d'entretien du barrage de Nam Choan qui reflète précisément les pertes socio-économiques considérables qu'entraînerait cet ouvrage sur l'écosystème de Thung Yai et Huai Kha Khaeng et sur les ressources biologiques exceptionnelles que représentent ses forêts, sa faune et ses plantes, ainsi que l'importance de cette région en tant que bassin versant essentiel et sa place dans le patrimoine naturel en régression de la Thaïlande;
 - d. de ne prendre aucune décision de construction du barrage de Nam Choan tant que les résultats de ces évaluations n'auront pas été soigneusement examinés par la population thaïlandaise.
2. RECOMMANDE EN OUTRE aux bailleurs de fonds multilatéraux, bilatéraux et privés de s'abstenir de financer le projet de barrage de Nam Choan jusqu'à la finalisation satisfaisante de ces études d'impact sur l'environnement.

17/57 BIEN DU PATRIMOINE MONDIAL DU DETROIT DE BERING, ETATS-UNIS
D'AMERIQUE ET URSS

RECONNAISSANT que les ressources naturelles et culturelles des zones frontalières ou contiguës à celles-ci constituent souvent un patrimoine commun important pour deux pays ou plus;

CONSCIENTE que la conservation de ce patrimoine commun suppose la coopération active des pays concernés et des groupes d'utilisateurs indigènes de la région;

SACHANT que la désignation de parcs et de réserves créés sur une base bilatérale peut permettre la reconnaissance internationale ainsi qu'une gestion et une protection de ces ressources exceptionnelles sans porter atteinte à la souveraineté territoriale des pays concernés;

CONSCIENTE que les gouvernements des Etats-Unis d'Amérique et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques ont repris leurs activités de coopération scientifique et technique en vue de préserver leur patrimoine naturel et culturel;

RECONNAISSANT l'importance internationale de la région du détroit de Bering du point de vue paléo-écologique, anthropologique, archéologique et historique ainsi que la richesse et la diversité de son environnement marin;

L'Assemblée générale de l'UICN, réunie du 1er au 10 février 1988 à San José, Costa Rica, pour sa 17e Session:

1. FELICITE les gouvernements des Etats-Unis d'Amérique et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques qui ont reconnu l'importance de leur patrimoine commun dans la région du détroit de Bering et sont convenus d'envisager des programmes conjoints de recherche, de conservation et de gestion des ressources exceptionnelles qui y sont contenues.
2. ENCOURAGE ces deux gouvernements à poursuivre, en coopération avec les populations indigènes, des études sur la possibilité de créer des sites protégés sur une base bilatérale dans la région du détroit de Bering et à mener des programmes de gestion conjointe des espèces marines communes et de lutte contre la pollution.
3. FORME LE VOEU que d'autres mesures soient prises par les deux gouvernements pour désigner la région du détroit de Bering comme bien du patrimoine mondial.

17/58 LA RESERVE INTERNATIONALE DE FAUNE DE L'ARCTIQUE, CANADA ET
ETATS-UNIS D'AMERIQUE

AYANT CONNAISSANCE de la signature, par les gouvernements du Canada et des Etats-Unis d'Amérique, d'un accord bilatéral de protection du troupeau de caribous du fleuve Porcupine, troupeau qui se déplace régulièrement entre l'Alaska, aux Etats-Unis d'Amérique, et le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest, au Canada;

REALISANT la grande valeur de ces caribous pour les besoins alimentaires et culturels essentiels des populations indigènes;

RECONNAISSANT que cet immense troupeau libre est une ressource unique et irremplaçable, d'importance internationale;

RECONNAISSANT AUSSI que l'aire de répartition du troupeau, telle qu'elle est définie géographiquement dans l'accord bilatéral, est un écosystème naturel spectaculaire, unique dans l'Arctique; qu'elle entretient la diversité biologique et culturelle, qu'elle contient un paysage remarquable et fournit un habitat vital à de nombreuses espèces d'oiseaux migrateurs et de mammifères marins d'importance internationale;

RECONNAISSANT EN OUTRE que le Département américain de l'Intérieur propose d'ouvrir la plaine côtière du Refuge national de faune de l'Arctique aux activités de prospection pétrolière et gazière, et qu'il a été reconnu dans le rapport final d'impact sur l'environnement, que ce projet réduira de manière spectaculaire l'aire de reproduction vitale et nécessaire à la conservation de la population de caribous du fleuve Porcupine et altérera irrévocablement le caractère sauvage de la région (l'ours blanc, le boeuf musqué et des oiseaux migrateurs étant également menacés par le projet);

L'Assemblée générale de l'UICN, réunie du 1er au 10 février 1988 à San José, Costa Rica, pour sa 17e Session:

1. PRIE INSTAMMENT le Congrès des Etats-Unis d'Amérique de désigner officiellement la totalité de la plaine côtière du Refuge national de faune de l'Arctique en tant que zone de nature sauvage.
2. PRIE INSTAMMENT les gouvernements du Canada et des Etats-Unis d'Amérique de créer conjointement une Réserve internationale de faune de l'Arctique en reliant le Parc national du Yukon septentrional et le Refuge national de faune de l'Arctique.

17/59 PARC INTERNATIONAL DU STIKINE, CANADA ET ETATS-UNIS D'AMERIQUE

RECONNAISSANT que le Stikine, en Colombie britannique (Canada) et en Alaska (Etats-Unis d'Amérique) est l'une des dernières rivières sauvages d'importance internationale dans une région vierge comprenant un estuaire côtier primitif, des montagnes et des glaciers majestueux, un grand canyon, de vastes bassins versants alpins et une faune exceptionnellement diverse composée de poissons et autres espèces sauvages;

NOTANT que le gouvernement de la Colombie britannique a pris certaines mesures pour préserver la valeur du réseau fluvial du Stikine en tant que patrimoine naturel;

L'Assemblée générale de l'UICN, réunie du 1er au 10 février 1988 à San José, Costa Rica, pour sa 17e Session:

PRIE INSTAMMENT les gouvernements du Canada, des Etats-Unis d'Amérique et des Etats de l'Alaska et de la Colombie britannique de créer un Parc international du Stikine comprenant la totalité du bras principal du Stikine.

17/60 FONDERIES DE CARAJAS, BRESIL

CONSCIENTE que la Banque Mondiale et la Communauté économique européenne (CEE) ont accordé respectivement des prêts de 304 millions de dollars et 600 millions de dollars à la Companhia Vale do Rio Doce (CVRD) Brésil, société minière contrôlée par le gouvernement, pour la construction de la mine de fer de Carajas et de la voie ferrée de 890 km destinée au transport du minerai de Carajas à Ponta de Madeira, et qu'il est déjà prévu qu'une partie de ce minerai sera livrée aux fonderies qui seront établies le long de la voie ferrée mais à l'extérieur de la parcelle concernée par le projet de la Banque Mondiale et de la CEE;

PREOCCUPEE de ce que, d'ici trois ans à peine, une vaste région de forêt tropicale vierge de l'Amazonie brésilienne autour de la mine et de la voie ferrée sera transformée en charbon de bois pour ces fonderies, et que les moyens de subsistance traditionnels de plus de 10 000 Indiens amazoniens de la région sont directement menacés;

PREOCCUPEE EN OUTRE de ce que les 11 fonderies au charbon de bois, approuvées par le gouvernement du Brésil et 20 autres projets de fonderies réduisent fortement la portée des clauses du contrat de prêt entre la Banque Mondiale et le Brésil relatives à la protection de l'environnement et des populations indigènes;

NOTANT que, selon certaines études de faisabilité, les fonderies situées le long de la voie ferrée ne pourront être financièrement viables que si c'est la forêt vierge qui est utilisée pour fabriquer du charbon de bois et non des plantations forestières;

NOTANT EN OUTRE que les Indiens qui vivent dans 23 réserves de la région située autour du projet de la Banque Mondiale sont particulièrement exposés aux effets de ces fonderies, leurs ressources forestières risquant fort d'être rapidement détruites pour la production de charbon de bois par des immigrants et des occupants illégaux prêts à tout pour avoir un revenu;

RECONNAISSANT que l'impact des fonderies sur l'environnement, leur viabilité économique et leur emplacement ont été l'objet de vigoureuses protestations de la part de la communauté scientifique brésilienne;

L'Assemblée générale de l'UICN, réunie du 1er au 10 février 1988 à San José, Costa Rica, pour sa 17e Session:

1. DEMANDE au gouvernement du Brésil d'empêcher le déboisement de la forêt vierge de l'Amazonie orientale, de rechercher des solutions faisant prévaloir l'utilisation durable des ressources naturelles et de l'environnement dans toute la région, et d'assurer simultanément la protection des coutumes, des besoins et des droits de propriété des populations indigènes de la région.
2. DEMANDE à la Banque Mondiale d'user de ses bons offices pour continuer à intervenir énergiquement afin de mettre un terme à tous les projets industriels utilisant du charbon de bois provenant de forêts primitives; spécifiquement pour ce qui est des projets non

financés par la Banque Mondiale, d'aider les autorités brésiliennes à trouver d'autres solutions de mise en valeur n'entraînant ni déboisement, ni perte d'une diversité biologique exceptionnelle; et, enfin, de s'assurer que la CVRD respecte ses obligations contractuelles de protéger à la fois les ressources naturelles et les populations indigènes de la région.

3. DEMANDE à la CEE d'user de son influence en faveur de la protection des forêts et des populations indigènes amazoniennes et de s'abstenir de financer tout projet de fonderie ne garantissant pas la protection de ces forêts et populations.

17/61 PROTECTION DU PARC NATIONAL ET RESERVE DE LA BIOSPHERE
JUAN FERNANDEZ, CHILI

RAPPELANT qu'un objectif essentiel de la Stratégie mondiale de la conservation est de protéger un réseau mondial d'écosystèmes représentatifs comme moyen de maintenir la diversité biologique sur terre;

RAPPELANT EN OUTRE que la protection des ressources génétiques est une responsabilité internationale;

CONSIDERANT que les réserves de la biosphère jouent un rôle croissant dans la conservation des écosystèmes représentatifs et de leur diversité biologique;

CONSIDERANT EN OUTRE que l'archipel Juan Fernandez, situé à 650km à l'ouest de la côte chilienne, abrite une faune et une flore endémiques riches;

NOTANT que la communauté scientifique a considéré cet écosystème comme extrêmement fragile en raison de ses conditions physiographiques et climatiques;

RECONNAISSANT qu'en 1935, sur la base de ces considérations, le gouvernement du Chili a accordé le statut de parc national à plus de 95 pour cent de ces îles et qu'en 1977, sur désignation de ce gouvernement, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) a déclaré cet archipel "réserve de la biosphère";

RAPPELANT qu'en 1984, la Commission des parcs nationaux et des aires protégées de l'UICN a inscrit le Parc national de l'archipel Juan Fernandez sur la liste mondiale des aires protégées menacées, mentionnant comme menaces "les plantes et animaux introduits et l'érosion causée par le pâturage";

SACHANT que le gouvernement du Chili a fait part de son intention de faire de ces îles un centre bancaire et touristique et d'y construire des routes, des banques, des hôtels et des casinos;

SACHANT EN OUTRE que le service public responsable des parcs nationaux n'a pas été représenté à la commission chargée de la préparation de ce projet et en outre que le projet en question (qui pourrait être mis en oeuvre sous peu) n'a pas fait l'objet d'une étude d'impact sur l'environnement;

NOTANT que la mise en oeuvre de ce projet pourrait, vu sa dimension, entraver sérieusement les recherches scientifiques importantes en cours dans le parc national depuis quelques années;

RAPPELANT que, durant la dernière période triennale, le réseau de l'UICN et ses commissions spécialisées, de plus en plus préoccupés par les problèmes des îles, ont constitué un groupe d'étude sur la conservation des îles et un groupe de travail sur les îles océaniques et, en collaboration avec le Conseil international pour la protection des oiseaux (CIP0), ont créé une base de données sur les îles océaniques dans le cadre du Centre de surveillance continue de la conservation de la nature;

NOTANT ENFIN qu'au Chili le point de vue de la communauté mondiale de la conservation est considéré comme un instrument précieux assurant un appui important aux activités locales de protection de l'environnement et de conservation de la nature;

L'Assemblée générale de l'UICN, réunie du 1er au 10 février 1988 à San José, Costa Rica, pour sa 17e Session:

1. PRIE INSTAMMENT le gouvernement du Chili de renoncer au projet de création d'un Centre bancaire et touristique dans l'archipel Juan Fernandez tant que les résultats d'une étude approfondie d'impact sur l'environnement - qui devrait être menée par la communauté scientifique nationale en coopération avec les organismes internationaux de conservation appropriés - ne sont pas connus.
2. INVITE INSTAMMENT le gouvernement du Chili, la population locale et la communauté chilienne de la conservation à faire en sorte que la mise en valeur de l'archipel Juan Fernandez soit rationnelle, durable et compatible avec la conservation des ressources naturelles de ces îles.
3. INVITE tous les membres de l'UICN à faire part au gouvernement du Chili de leur préoccupation sur l'avenir de cette aire protégée menacée et à surveiller de près le plan de mise en valeur de cette région.

RECONNAISSANT que l'UICN est depuis longtemps préoccupée par la conservation des régions alpines, préoccupation qui a débouché sur la création par l'UICN de la Commission internationale de protection des régions alpines (CIPRA) en 1952, sur l'organisation du Colloque international de Trente en 1974 et le Plan d'action pour l'avenir des Alpes qui s'en est suivi;

CONSCIENTE toutefois que ce plan d'action n'est pas mis en oeuvre de manière satisfaisante par les Etats alpins ni par les organismes concernés;

ALARMEE par les conclusions du récent Atelier que l'UICN a consacré à cette question (Chambéry, France, décembre 1987) selon lesquelles les Alpes sont maintenant devenues, du fait du cumul de problèmes graves, le système montagnard le plus menacé du monde;

SE FELICITANT de la mise au point d'activités de conservation des régions montagneuses et de l'élaboration d'une Convention sur les régions alpines prévues dans le cadre du Programme de l'UICN pour la période triennale 1988-1990;

L'Assemblée générale de l'UICN, réunie du 1er au 10 février 1988 à San José, Costa Rica, pour sa 17e Session:

INVITE INSTAMMENT tous les Etats alpins et organisations concernées à garantir:

- a. une meilleure application de la législation existante;
- b. l'élaboration d'une nouvelle législation mieux adaptée aux besoins des régions alpines;
- c. la mise au point et l'amélioration de systèmes de communication;
- d. le renforcement de la coordination de la recherche et des plans d'action;
- e. une meilleure communication des connaissances scientifiques aux décideurs et aux utilisateurs des Alpes;
- f. un contrôle strict des activités de loisirs portant atteinte aux particularités de la région alpine;
- g. le respect des intérêts culturels, politiques et socio-économiques des populations locales;
- h. une coopération internationale plus efficace, par exemple en créant et en soutenant un Centre international pour l'environnement alpin et en établissant une stratégie conjointe de conservation des régions alpines.

17/63 IMPORTANCE INTERNATIONALE DES TOURBIERES D'ECOSSE, ROYAUME-UNI

CONSCIENTE de l'importance internationale des tourbières de Caithness et Sutherland, et en particulier de la "Flow Country" de l'Ecosse septentrionale, en tant qu'élément important d'une région identifiée, dans la Stratégie mondiale de la conservation, comme province biogéographique prioritaire pour l'établissement d'aires protégées;

CONSCIENTE que la tourbière-couverture est un type de biotope extrêmement rare dans le monde, limité à quelques zones où règnent des conditions océaniques froides;

CONSCIENTE que les tourbières-couvertures de Caithness et Sutherland, en Ecosse, constituent le plus vaste exemple de ce type de biotope au monde;

INFORMEE que, selon le programme du Royaume-Uni pour la conservation et le développement (une réponse à la Stratégie mondiale de la conservation) les résultats des études sur les oiseaux dans les régions montagneuses montrent que "les activités forestières doivent être planifiées avec soin";

NOTANT que les écologues de neuf pays, spécialistes des tourbières, réunis en septembre 1986 à l'occasion d'une conférence du Groupe international de conservation des tourbières ont constaté avec consternation à quel point le reboisement détruit ce biotope important sur le plan international et ont été vivement alarmés par le rythme rapide de sa destruction;

NOTANT que les rapports publiés par le Nature Conservancy Council, les conseillers en conservation de la nature auprès du gouvernement du Royaume-Uni, la Royal Society for the Protection of Birds et le Scottish Wildlife Trust attribuent la destruction de ces tourbières de couverture aux activités forestières commerciales;

RAPPELANT que toutes les Parties à la Convention de Ramsar, y compris le Royaume-Uni, se sont engagées à promouvoir l'utilisation rationnelle des zones humides et, en particulier, des zones humides d'importance internationale;

SACHANT que le gouvernement du Royaume-Uni a récemment décidé de protéger une région très étendue des tourbières de Caithness et Sutherland alors même qu'il autorisait le reboisement d'environ 40 000 nouveaux hectares;

L'Assemblée générale de l'UICN, réunie du 1er au 10 février 1988 à San José, Costa Rica, pour sa 17e Session:

1. FELICITE le gouvernement du Royaume-Uni d'avoir reconnu qu'une grande partie des comtés de Caithness et Sutherland est d'importance nationale et internationale pour la conservation et qu'une étendue considérable (environ la moitié de la superficie actuellement non boisée des tourbières de ces comtés) doit être sauvegardée.

2. DEMANDE au gouvernement du Royaume-Uni de faire preuve d'une extrême prudence avant d'autoriser tout nouveau projet de plantation dans les tourbières de Caithness et Sutherland, tant que l'on n'a pas identifié avec certitude les sites où l'on peut reboiser sans nuire à la conservation de la nature.
3. DEMANDE EN OUTRE au gouvernement du Royaume-Uni de s'assurer que les 40 000 hectares de terrain que l'on se propose de reboiser se situent à l'extérieur des régions des tourbières de Caithness et Sutherland importantes du point de vue de la conservation de la nature.
4. DEMANDE AUSSI au gouvernement du Royaume-Uni de favoriser les pratiques agricoles compatibles avec les intérêts de la conservation dans les régions se trouvant à l'extérieur des aires protégées et des régions reboisées.
5. DEMANDE ENFIN au gouvernement du Royaume-Uni de désigner des zones appropriées à l'intérieur des tourbières de Caithness et Sutherland en tant que site(s) de Ramsar et d'envisager de les désigner pour inscription sur la Liste des biens du patrimoine mondial.

17/64 RECIF DE SHIRAH0, JAPON

RAPPELANT que le maintien des processus écologiques et systèmes entretenant la vie essentiels, la préservation de la diversité biologique et l'utilisation durable des espèces et écosystèmes constituent la pierre angulaire de la politique de conservation de l'UICN;

RECONNAISSANT que la diversité biologique des récifs coralliens n'a d'équivalent que celle des forêts tropicales humides et que les récifs coralliens constituent l'un des écosystèmes biologiques les plus productifs au monde;

PREOCCUPEE par le fait que la prolifération dévastatrice des couronnes d'épines (Acanthaster planci), le ruissellement terrestre, l'envasement, la pollution, l'aménagement côtier et d'autres répercussions du développement ont entraîné la forte baisse et la disparition de récifs coralliens dans l'ensemble du Nansei Shoto (archipel de Ryukyo) au Japon, y compris dans des régions qui ont été désignées comme aires protégées marines;

CONSCIENTE que le récif de Shiraho sur l'île d'Ishigaki (préfecture d'Okinawa) demeure un exemple exceptionnel d'une communauté de récifs coralliens d'une grande richesse présentant de nombreuses caractéristiques naturelles importantes au plan scientifique, notamment certains peuplements de coraux bleus (Heliopora coerulea) très anciens et parmi les plus grands qui aient jamais été recensés dans l'hémisphère nord;

CONSCIENTE EN OUTRE que le récif de Shiraho fournit à la communauté locale des avantages culturels, sociaux, économiques et spirituels uniques et que celle-ci a entretenu avec le récif une relation harmonieuse pleinement compatible avec les principes d'une utilisation durable;

CONSCIENTE EN OUTRE que l'écosystème du récif de Shiraho fonctionne, dans de bonnes conditions, comme un réservoir reproductif qui disperse des oeufs et des larves de poissons pélagiques, des coraux et autres formes de vie vers les récifs et pêcheries des alentours;

PREOCCUPEE par une proposition de construction d'un aéroport sur le site du récif de Shiraho, construction qui aura des répercussions irréparables sur les processus écologiques et la diversité biologique du récif;

PREOCCUPEE EN OUTRE par la poursuite de l'érosion du bassin versant du fleuve Todoroki qui portera atteinte aux communautés biologiques du récif de Shiraho;

NOTANT que la Commission de la sauvegarde des espèces de l'UICN entreprend actuellement une évaluation scientifique internationale du récif de Shiraho;

NOTANT EN OUTRE que l'île d'Ishigaki est déjà dotée d'un aéroport;

L'Assemblée générale de l'UICN, réunie du 1er au 10 février 1988 à San José, Costa Rica, pour sa 17e Session:

1. FELICITE le gouvernement du Japon du concours qu'il a apporté à l'équipe de recherche de l'UICN au cours des études effectuées sur le récif de Shiraho en 1987.
2. INVITE INSTAMMENT le gouvernement du Japon à prendre des mesures immédiates pour reconsidérer la construction d'un aéroport sur le site du récif de Shiraho, compte tenu des graves conséquences de cette construction sur l'environnement du récif.
3. DEMANDE EN OUTRE au gouvernement du Japon d'accorder au récif de Shiraho le statut de protection le plus élevé prévu par la législation nationale japonaise, afin de garantir sa viabilité en tant qu'écosystème récifal dynamique.
4. SUGGERE RESPECTUEUSEMENT au gouvernement du Japon de mettre en oeuvre sur le récif de Shiraho un programme de recherche accompagné d'études de la faune et la flore, de promouvoir la recherche sur les écosystèmes de récifs coralliens, d'encourager la gestion de ces écosystèmes, de surveiller la situation générale des récifs coralliens du Japon et d'examiner les causes de leur destruction et de leur dégradation.

PROCES-VERBAUX DE LA 17EME REUNION TECHNIQUE

La 17ème Réunion technique comportait deux séances plénières et quatorze ateliers. Il n'a été établi d'actes officiels que pour les séances plénières. M. Walter Lusigi (Kenya), conseiller régional de l'UICN, présidait la séance plénière sur le volume accompagnant la Stratégie mondiale de la conservation, le rapport de la Commission mondiale pour l'environnement et le développement et le financement du développement international. M. Alvaro Umaña (Costa Rica), ministre des Ressources naturelles, de l'Energie et des Mines, présidait la séance plénière sur la conservation et le développement durable en Amérique centrale.

VOLUME ACCOMPAGNANT LA STRATEGIE MONDIALE DE LA CONSERVATION

Document TM/17/88/1 pour la séance plénière de la Réunion technique

M. Reuben Olembo (directeur exécutif adjoint du Programme des Nations Unies pour l'environnement) présente ce document. Il note qu'il a toujours été dans l'intention des institutions parrainant la Stratégie mondiale de la conservation (SMC), (UICN, PNUE, WWF, ainsi que FAO et Unesco) de réviser de temps à autres cette stratégie pour tenir compte des changements intervenant dans le monde. La Conférence sur la conservation et le développement - mise en oeuvre de la Stratégie mondiale de la conservation organisée à Ottawa (Canada) en 1986 a recommandé l'établissement d'une nouvelle version de la stratégie couvrant des problèmes à peine abordés par la SMC, tels que les progrès de la théorie et de la pratique économiques; l'éthique, la culture et la tradition; la coopération internationale, la paix et la sécurité; la population et les ressources; les stratégies sectorielles applicables à l'agriculture, la santé, les établissements humains, l'industrie; les populations indigènes; les femmes; l'éducation; et les critères du développement durable. Les rapports de la Commission mondiale pour l'environnement et le développement (CMED) et du Comité préparatoire inter-session intergouvernementale du PNUE s'appuient sur les idées de la SMC, et vont plus loin en développant le concept de développement durable. L'UICN, le PNUE et le WWF ont constitué un Comité directeur chargé de la préparation de la nouvelle stratégie et ont établi un Comité consultatif technique qui fournira des orientations plus détaillées. Les principales décisions prises jusqu'à présent ont été les suivantes:

- 1) Le nouveau document sur la stratégie ne consistera pas en une révision ou en une mise à jour de la SMC existante; il s'agira d'un document totalement nouveau dont il faudra donc changer le titre.
- 2) On cherchera de nouveaux partenaires et donateurs qui viendront s'ajouter à l'UICN, au PNUE, au WWF, à la FAO et à l'Unesco.
- 3) Le nouveau document sur la stratégie s'adressera à un réseau de membres beaucoup plus large que l'actuelle SMC, comportant notamment des ministres des Finances et de la Planification, des organismes internationaux d'aide au développement, des commissions nationales de planification, des organismes s'occupant d'environnement, des organismes gouvernementaux responsables des ressources et des groupes de citoyens s'intéressant aux problèmes posés par la conservation et le développement durable. En bref, le public devrait être constitué par tous ceux qui peuvent avoir l'impact maximum sur la conservation: pouvoirs publics dont les décisions sont déterminantes pour les ressources naturelles, et personnes les conseillant ou exerçant une influence sur eux.

- 4) Ces différents groupes devraient participer au processus de consultations.
- 5) Le nouveau document sur la stratégie couvrira des problèmes tenant une place négligeable ou nulle dans la SMC existante, comme la population, l'économie, l'éthique.
- 6) Le nouveau document sur la stratégie sera beaucoup plus orienté vers l'action que la SMC existante. Il énoncera les principes sur lesquels existe un consensus, présentera les actions hautement prioritaires et fournira des indications sur la manière de suivre et d'évaluer les résultats obtenus en ce qui concerne le développement durable. Les graphiques seront plus nombreux que dans la SMC actuelle, mais le texte ne sera pas plus long.

Le professeur Peter Jacobs, président de la Commission de la planification de l'environnement (actuellement Commission du développement durable) et président du Comité consultatif technique, présente la table des matières proposée (contenue dans le document TM/17/88/1). Il revient sur la décision de principe de ne pas réviser la SMC mais d'établir un volume d'accompagnement centré sur les conditions nouvelles qui seront celles du monde au cours de la prochaine décennie. Il énumère un certain nombre des secteurs nouveaux qui occuperont une place importante dans le document, notamment, l'éthique et l'équité en matière d'environnement, les problèmes des femmes, l'économie et le développement durable, l'évaluation et la surveillance continue de la durabilité, l'urbanisation et les établissements humains, la population, les conflits armés et la sécurité économique, la restauration de l'environnement, l'énergie et la production durable de denrées alimentaires et de fibres. A la différence de la SMC toutefois, le nouveau document est orienté vers l'action et comporte six parties: deux parties consacrées à la définition du problème, trois à l'identification des actions, et une à l'évaluation des résultats. Deux projets de chapitres ont été préparés à titre d'exemple sur l'éthique et sur la population. Le professeur Jacobs demande que les observations soient envoyées par écrit à lui-même ou à M. Jeffrey McNeely (directeur général adjoint, conservation).

Mme Perdita Huston, coordonnatrice du Programme de l'UICN sur la population et le développement durable, fait rapport sur l'atelier sur les femmes et la Stratégie mondiale de la conservation qui s'est tenu à Gland en novembre 1987. Le volume d'accompagnement de la SMC tiendra compte des recommandations de l'atelier qui ont également été prises en considération dans le projet de chapitre sur la population.

Des intervenants appuient le plan du volume accompagnant la SMC et demandent qu'on réunisse les exemples d'actions couronnées de succès; qu'on accorde davantage attention au sort des populations pauvres vivant dans les zones de forêts; que le droit de l'environnement devienne une composante majeure de la stratégie; que les représentants élus de la population participent aux travaux; que les responsables de la dégradation de l'environnement soit nommément désignés; que l'accent soit davantage mis sur l'éducation pour l'environnement et pour la santé; qu'on renforce la formation des professionnels de l'environnement; qu'on développe les échanges de données d'expérience et qu'on améliore l'intégration des femmes.

Les participants à la discussion font les remarques suivantes: la partie 3 consacrée aux mesures prioritaires (table des matières annotée dans le document TM/17/88/1) s'étend trop sur la planification, la gestion et la réglementation; un chapitre devrait être consacré à la promotion de projets de développement associant le développement à la conservation, illustré par des cas de réussite; les besoins et les contributions des peuples indigènes devraient occuper une place de choix; un chapitre devrait indiquer précisément ce que l'UICN, les membres de l'UICN, le PNUE, le WWF et les autres partenaires et donateurs s'engagent à faire pour assurer la mise en oeuvre de la stratégie; il faudrait revoir le choix et le contenu des chapitres (à l'exception de celui sur l'éthique) du point de vue des possibilités d'application des mesures proposées - en raison de leur caractère théorique ou peu pratique, certains des chapitres proposés devraient être abandonnés ou fondus avec d'autres; le cadre de travail proposé est loin d'être orienté vers l'action autant qu'il le devrait (ceci est partiellement dû à la portée mondiale du document).

Un participant fait observer que la SMC est centrée sur la conservation du point de vue de la contribution qu'elle peut apporter au développement durable, alors que le volume d'accompagnement semble davantage viser le développement durable lui-même. Il propose donc pour ce volume le titre suivant: Stratégie mondiale pour le développement durable.

**RAPPORT DE LA COMMISSION MONDIALE POUR L'ENVIRONNEMENT ET
LE DEVELOPPEMENT ET "PERSPECTIVES SUR L'ENVIRONNEMENT JUSQU'EN
L'AN 2000 ET AU-DELA" (Nations Unies)**

Document TM/17/88/2 pour la séance plénière de la Réunion technique

M. James MacNeill, ex-secrétaire général de la Commission mondiale pour l'environnement et le développement, présente le rapport de la CMED intitulé Notre avenir à tous. Il décrit les origines de la CMED et indique comment elle a fonctionné pendant ses 900 jours d'activités. Il souligne que le rapport de la CMED représente le consensus d'une communauté très large, du fait des origines très diverses des membres de la commission, du processus de consultations extrêmement approfondi, des débats publics et des visites de sites que la commission a conduites dans de nombreuses parties du monde, ainsi que de son analyse scientifique et de son évaluation très approfondies des informations.

Le rôle de l'UICN a été essentiel en raison de sa participation directe au processus et du fait que la CMED a tenu le plus grand compte des idées présentées dans la SMC. M. James McNeill se félicite des efforts accomplis pour présenter aux membres de l'UICN un plan d'action établi sur la base du rapport de la CMED et il demande instamment à tous ses membres de faire en sorte qu'il en résulte des actions spécifiques aux niveaux national et local.

M. Mats Segnestam (Suède), conseiller régional de l'UICN, présente le document TM/17/88/2. Il déclare que le rapport de la CMED et le projet de réponse de l'UICN soulèvent plusieurs questions:

- 1) Certains sujets abordés dans le rapport de la CMED sont passés sous silence ou à peine effleurés dans la réponse de l'UICN; c'est le cas par exemple de la sécurité et de l'environnement; des techniques

intersectorielles; des structures de pouvoir et de l'environnement, et de la crise de la dette. L'UICN devrait-elle traiter de ces problèmes; dans l'affirmative, dans quelle mesure et comment? dans la négative, qui s'en chargera?

- 2) Le rapport de la CMED aborde d'autres sujets qui sont traités dans la réponse de l'UICN, malgré l'inexpérience de celle-ci, en ce qui concerne l'économie notamment. Comment réunir les expertises et obtenir les fonds nécessaires pour apporter une contribution utile à ce sujet?
- 3) Avons-nous à l'Union pleinement accepté l'approche intersectorielle? Nous la prêchons mais nos propres programmes en tiennent-ils pleinement compte?

M. Segnestam recommande ensuite que l'UICN introduise les éléments stratégiques du rapport de la CMED dans le volume accompagnant la SMC; inclue dans le Programme de l'UICN les activités hautement prioritaires mentionnées dans la réponse de l'UICN; repère les problèmes qui ne sont pas du domaine des institutions existantes et dont personne ne s'occupera sans doute, et demande aux institutions d'accepter de s'en charger; identifie les problèmes pour lesquels des directives d'action nationales ou locales sont nécessaires. Tous les membres de l'UICN devraient examiner ce dont ils ont besoin pour donner suite au rapport de la CMED et considérer les ressources financières, spécialisées et autres, qu'ils peuvent consacrer au plan d'action de l'UICN.

Des intervenants se félicitent de la priorité accordée au suivi du rapport de la CMED et soulignent l'excellente qualité du projet de document du secrétariat. Ils demandent que la liaison soit améliorée entre le secrétariat de l'UICN et ses membres et suggèrent que le suivi de la CMED pourrait jouer un rôle très utile à cet égard; que les recommandations soient spécifiquement ciblées vers les différentes composantes des réseaux de l'UICN et qu'on reconnaisse davantage l'importance du droit de l'environnement, en tant qu'élément de changement notamment. Les participants sont invités à soumettre par écrit des observations supplémentaires.

Il est constaté que les "Perspectives sur l'environnement jusqu'en l'an 2000 et au-delà" des Nations Unies, ont été distribuées aux chefs de délégations dans les six langues officielles des Nations Unies à titre d'information pour les discussions.

FINANCEMENT INTERNATIONAL DU DEVELOPPEMENT

Le président de l'UICN présente la question des institutions internationales de financement du développement et de l'environnement. Il note avec satisfaction les changements importants qui sont intervenus ces dernières années dans l'attitude et le comportement des principales banques de développement vis-à-vis des problèmes touchant à l'environnement.

Mme Jane Pratt de la Banque Mondiale décrit l'évolution de l'attitude vis-à-vis de l'environnement au sein de la Banque Mondiale. Elle appelle l'attention sur l'importante réorganisation de l'infrastructure de la Banque concernant l'environnement et sur les efforts actuellement déployés pour introduire des considérations touchant à l'environnement

dans les procédures de la Banque. Des divisions spécialisées dans l'environnement ont été établies dans quatre filiales régionales de la Banque ainsi que dans trois bureaux centraux - économie et politique, systèmes et technologies, opérations et stratégies concernant l'environnement. Ces nouvelles divisions ont entraîné la création d'une cinquantaine de postes, ce qui contribuera à encourager la Banque - et à travers elle les autres institutions internationales de financement - non seulement à entreprendre davantage d'activités concernant l'environnement, mais aussi à établir de nouvelles relations avec la Banque et les organismes s'occupant d'environnement. Il pourrait en résulter une collaboration nettement plus étroite avec l'UICN.

M. John Elac de la Banque interaméricaine de développement déclare que les réorganisations récentes à la BID reflètent celles qui sont intervenues à la Banque Mondiale. Il faut noter en particulier une vaste consultation sur l'environnement organisée par la BID à laquelle ont participé des décideurs, des experts et des ONG de toute la région. La BID espère un resserrement des relations de travail avec les organismes s'occupant de l'environnement.

Mme Inge Bertilsson, de la Banque africaine de développement, insiste sur le renforcement des procédures concernant l'environnement à la BAfD. Au cours des deux dernières années les considérations touchant à l'environnement ont pris une grande importance à la BAfD et toute une gamme d'activités nouvelles en la matière a été mise en route - depuis le dialogue sur les principes d'actions avec les gouvernements, jusqu'à l'évaluation de l'impact sur l'environnement et la formation sur les problèmes environnementaux liés au développement. La BAfD apprécie la coopération de l'UICN, en ce qui concerne notamment les relations économie - environnement, et les stratégies nationales de la conservation, et espère développer davantage cette collaboration.

CONSERVATION ET DEVELOPPEMENT DURABLE EN AMERIQUE CENTRALE

A l'occasion de son Assemblée générale, l'UICN souhaite profiter de la présence d'un grand nombre de délégués venus du monde entier pour présenter l'Amérique centrale, ses peuples, ses problèmes, ses possibilités, et le rôle joué par la conservation dans le développement de la région. Avec l'appui du Centre de la conservation pour le développement de l'UICN, et le financement de l'Agence canadienne pour le développement international, l'UICN a réuni une équipe de chercheurs venus de six pays d'Amérique centrale. L'équipe, dont les travaux sont coordonnés par M. Stanley Heckadon Moreno, coordonnateur technique du groupe de travail sur le bassin du canal de Panama (Panama), s'est réuni cinq fois avant l'Assemblée générale pour préparer les présentations et comporte les personnes suivantes:

Tamara Budowski, président, Horizontes Voyages, Costa Rica.

Manuel Benítez Arias, chef du Service des parcs nationaux et de la faune, El Salvador.

Juan Carlos Godoy Herrera, Centro de Estudios Conservacionistas (CECON), université de San Carlos, Guatemala.

Rigoberto Romero-Meza, directeur exécutif, Asociación Hondureña de Ecología para la Conservación de la Naturaleza, Honduras.

Lorenzo Cardenal Sevilla, directeur du Service des parcs nationaux, (Nicaragua).

Dr Guillermo Archibold, directeur du Projet d'études sur la gestion des zones de nature sauvage de Kuna Yala, Association des employés de Kuna (Panama).

L'équipe présente les documents suivants:

Amérique centrale: territoires, populations, problèmes socio-économiques et environnementaux. Stanley Heckadon Moreno.

L'élevage des canards sauvages au profit des communautés rurales dans le lagon El Jacotal, El Salvador. Manuel Benítez Arias.

Les problèmes d'eau potable à Tegucigalpa, Honduras: le cas du Parc national de La Tigra. Rigoberto Romero-Meza.

Gestion globale de la Réserve naturelle de Monterrico, Guatemala. Juan Carlos Godoy Herrera.

Régularisation de l'utilisation des sols dans les zones d'agriculture intensive de la région du Pacifique (Nicaragua). Lorenzo Cardenal Sevilla.

Eco-tourisme et éducation environnementale au Costa Rica. Tamara Budowski.

Le Projet PEMASKY dans le territoire indigène de Kuna Yala, Panama. Guillermo Archibold.

La séance de l'après-midi a été consacrée à la série d'exposés ci-après faits par des experts du Costa Rica:

Costa Rica, le pays ayant la plus grande diversité biologique de la planète. Carlos E. Valerio, département de biologie, université du Costa Rica.

Conservation de la diversité biologique au Costa Rica. Rodrigo Gámez, conseiller présidentiel pour les questions environnementales.

Les ressources halieutiques du Costa Rica. Carlos Villalobos, directeur de l'école de biologie, Université du Costa Rica.

Mangroves et développement durable au Costa Rica. Jorge A. Jiménez, spécialiste des mangroves, département des ressources naturelles renouvelables, CATIE.

Le golfe de Nicoya, menaces réelles et potentielles. Alfonso Mata, doyen de la faculté des sciences biologiques, université du Costa Rica.

Le Projet du Parc national de Guanacaste: restauration de la forêt tropicale sèche comme processus biologique et culturel. Randall Garcia V.

Restauration du daim à queue blanche au Costa Rica. Vivienne Solís, assistante, Stratégie nationale de conservation du Costa Rica.

La Hacienda La Pacífica. Lorena San Román, directrice, Museum National.

Les documents ci-dessus sont publiés dans un autre volume.

M. Carlos Quesada-Mateo tire certaines conclusions des études de cas en Amérique centrale. Elles montrent qu'il existe des solutions innovatrices et prometteuses aux problèmes à long terme qui se posent en Amérique centrale et des possibilités de développement durable. Le mouvement pour l'environnement a un rôle important à jouer dans la formulation de nouveaux types de développement. Le fait que les études de cas aient été préparées par un groupe régional placé sous les auspices de l'UICN et qu'un réseau d'ONG d'Amérique centrale ait récemment été établi incite à l'optimisme. En outre, les activités dans ce domaine bénéficient d'un appui politique de haut niveau et la relation avec le processus de paix en Amérique centrale est manifeste. Un fonds pour la garantie de l'environnement en général est nécessaire et devra être créé par les gouvernements des pays développés.

M. Umaña propose quelques réflexions sur les problèmes fondamentaux de la survie humaine au 21^{ème} siècle. Le concept de croissance, l'idéal erroné du développement et la militarisation, sont autant de sujets d'inquiétude. Le rapport de la Commission mondiale pour l'environnement et le développement propose un pont entre conservation et développement malencontreusement séparés. La conservation au sens de la préservation est impossible dans les pays en développement; et le développement ne peut se réduire à une augmentation du PNB. Le développement durable, associé à la conservation, doit être le nouvel objectif.

M. Umaña termine par quelques remarques sur les points forts et les points faibles de la conservation au Costa Rica. Les forêts couvrent seulement 5% de la superficie en dehors des zones protégées. Si la déforestation se poursuit au rythme actuel, il faudra importer du bois d'ici quelques années. Il n'y a pas de réserves qui ne soient envahies par la population rurale. Des pressions énormes sont exercées sur les régions naturelles. La lutte pour sauver le Parc national de Corcovado a demandé 18 mois et a coûté 3 millions de dollars. Il y a eu aussi des possibilités et des initiatives nouvelles. L'année 1988 a été déclarée année de la conservation des ressources naturelles et de la protection de l'environnement au Costa Rica. M. Umaña donne des explications sur la conversion de la dette extérieure pour financer des projets de conservation et expose la Stratégie nationale de la conservation du Costa Rica. Il remercie de leur appui l'UICN, le WWF, le Nature Conservancy, Conservation International et l'université du Costa Rica.

Un groupe de discussions est présidé par le recteur de l'université du Costa Rica, M. Fernando Durán, qui note les relations excellentes entre l'université et le ministre. Trois questions sont posées au ministre sur l'effet et les mécanismes de l'achat de la dette extérieure sur le marché secondaire. Le ministre répond également à une autre question sur l'effet des actions militaires sur la conservation au Costa Rica. Il indique que les travaux se poursuivent malgré des difficultés locales dans certaines régions. Une question est également posée sur les activités d'éducation

dans les parcs nationaux et sur le contenu du message transmis. Les principaux thèmes abordés concernent la préservation de la diversité biologique, l'esthétique de la conservation, le potentiel économique, et la nécessité de protéger la nature pour maintenir l'écosystème. Le Centro Ecológico La Pacífica a organisé, en collaboration avec la communauté locale, un programme d'éducation à l'intention des écoliers. Autres questions abordées: "Utilisation des palétuviers par les habitants locaux" et "Comment persuader les populations locales d'utiliser des méthodes d'exploitation durable".

ATELIERS

14 ateliers ont eu lieu simultanément les 4 et 5 février 1988, chacun a étudié dans le détail un domaine important du Programme de l'UICN.

Les conclusions des ateliers ont influé sur la conception et la mise en oeuvre du programme et, dans un certain nombre de cas, les discussions donneront lieu à des publications importantes. Les discussions tenues dans le cadre des ateliers ont également abouti à la présentation d'un certain nombre de projets de résolutions.

Les ateliers portaient sur les thèmes suivants:

1. Mise en oeuvre du Programme de l'UICN pour la conservation marine et côtière.
2. Conservation dans l'Antarctique.
3. Mise en oeuvre de la Stratégie mondiale de conservation des zones humides.
4. Relations entre population et conservation.
5. Les plantes au service de la population.
6. Conservation et développement durable dans le Sahel.
7. Le plan d'action forestier tropical: évaluation de ses impacts sur la conservation des écosystèmes forestiers.
8. Planification pour l'avenir: nouvelles stratégies pour conserver la diversité biologique.
9. Nouveaux problèmes confrontant le système mondial des aires protégées.
10. Science de la conservation et détermination de la politique à suivre.
11. Traité international sur la diversité biologique.
12. Economie et conservation.
13. Renforcement de l'aptitude à conserver la nature et ses ressources.
14. Vers un système amélioré de gestion de l'information pour les données sur les ressources naturelles.

Un résumé des résultats des ateliers figure à la page 19 et 23 des procès-verbaux de l'Assemblée générale.

ANNEXES AUX PROCES-VERBAUX DE LA
17e SESSION DE L'ASSEMBLEE GENERALE DE L'UICN
SAN JOSE. COSTA RICA, 1-10 FEVRIER 1988

ANNEXE 1ORDRE DU JOUR ADOPTE PAR LA 17e ASSEMBLEE GENERALE DE L'UICN
(San José, Costa Rica 1er au 10 février 1988)Document de
l'Assemblée
générale NoSéance d'information informelle
Lundi. 1er février 1988: 11h00-12h00

1. Exposé du président du comité directeur:
Introduction au règlement intérieur de
l'Assemblée
2. Exposé du responsable des élections: mode
d'élection du président, des conseillers
régionaux et des présidents des commissions

79e séance de l'Assemblée générale
Lundi. 1er février 1988: 14h00-17h00

1. Appel à l'ordre de la 17e session de
l'Assemblée générale par le président de l'UICN
2. Nomination:
 - a) du comité de vérification des pouvoirs
 - b) du comité des résolutions
 - c) du comité des comptes et vérificateurs aux
comptes
 - d) du comité du Programme
 - e) du comité des cotisations
3. Annonce des nouveaux Etats membres
4. Rappel des documents pour approbation

- | | |
|------------|---|
| GA/17/88/1 | a) Rapport du directeur général sur les
activités de l'Union depuis la 16e
Assemblée générale de l'UICN |
| GA/17/88/2 | b) Comptes et rapports des vérificateurs aux
comptes pour 1984-1986 |
| GA/17/88/3 | c) Projet de Programme de l'UICN, 1988-1990 |
| GA/17/88/4 | d) Prévisions de recettes et dépenses,
1988-1990 |
| GA/17/88/5 | e) Proposition de nouvelle structure des
cotisations |
| GA/17/88/6 | f) Cahiers des charges des commissions |
5. Premier rapport du comité de vérification des
pouvoirs
 6. Adoption du règlement intérieur

79e séance de l'Assemblée générale (suite)
Lundi. 1er février 1988; 17h30-19h00

Cérémonie d'ouverture

- Discours officiels par:

S. E. M. Oscar Arias Sánchez,
 Président du Costa Rica
 S.A.R. le duc d'Edimbourg, président du WWF
 M. Mostapha K. Tolba, Directeur exécutif du PNUE
 M. M.S. Swaminathan, président de l'UICN

80e séance de l'Assemblée générale
Mardi 2, février 1988: 09h00-12h30

1. Adoption de l'ordre du jour
2. Membres:
 - a) Admissions
 - b) Retraits
 - c) Exclusions et suspensions
3. Déclarations de la FAO et de l'Unesco
4. Déclaration sur la population et l'environnement, prononcée par Mme Nafis Sadik, Directeur exécutif du FNUAP
5. Déclaration sur le siège de l'UICN, prononcée par le président

81e séance de l'Assemblée générale
Mardi, 2 février 1988: 14h00-17h00

- | | |
|------------|--|
| | 1. Deuxième rapport du comité de vérification des pouvoirs |
| GA/17/88/1 | 2. Discussion sur le rapport du directeur général (y compris examen critique informel) |
| | 3. Discussion sur les activités des commissions |
| GA/17/88/2 | 4. Discussion sur les comptes et les rapports des vérificateurs aux comptes |
| | 5. Déclaration du directeur général désigné |

REUNION TECHNIQUEMercredi, 3 février 1988; 09h00-12h00

- Mise à jour de la Stratégie mondiale de la conservation (SMC-2)
- Réponse de l'UICN au Rapport de la Commission mondiale pour l'environnement et le développement et à la Perspective pour l'environnement en l'an 2000 et au-delà, des Nations Unies

Mercredi. 3 février 1988: 14h00-17h00

- Ateliers sur les priorités du Programme de l'UICN

Jeudi. 4 février 1988; 09h00-12h00

- Ateliers (suite)

Jeudi. 4 février 1988: 14h00-17h00

- Ateliers (conclusions)

Jeudi. 4 février 1988: 19h15-20h45

- Séance de discussion sur le projet de Programme de l'UICN, 1988-1990

REUNION TECHNIQUEVendredi 5 février 1988: 09h00-12h30

- Conservation et développement durable en Amérique centrale

REUNION TECHNIQUEVendredi, 5 février 1988: 14h00-17h30

- Conservation et développement durable en Amérique centrale

82e séance de l'Assemblée généraleSamedi. 6 février 1988: 09h00-12h00

GA/17/88/5

1. Discussion sur la proposition de nouvelle structure des cotisations

GA/17/88/14

2. Discussion de la possibilité d'établir l'espagnol et d'autres langues comme langues "officielles" ou "de travail" de l'Union

- GA/17/88/4 3. Discussion sur les Prévisions de recettes et dépenses pour 1988-1990

83e séance de l'Assemblée générale
Samedi, 6 février 1988; 14h00-17h00

- GA/17/88/3 1. Discussion sur le projet de Programme de l'UICN, 1988-1990

- GA/17/88/6 2. Discussion des cahiers des charges des commissions

Dimanche. 7 février 1988

Libre pour excursions

84e séance de l'Assemblée générale
Lundi, 8 février 1988: 09h00-12h00

1. Troisième rapport du comité de vérification des pouvoirs
- GA/17/88/8 2. Election des présidents des commissions
- GA/17/88/9 3. Nomination des vérificateurs aux comptes
- GA/17/88/10 4 Discussion sur les projets de résolutions et de recommandations

85e séance de l'Assemblée générale
Lundi. 8 février 1988; 14h00-17h00

- GA/17/88/10 Poursuite de la discussion sur les projets de résolutions et de recommandations

Poursuite de la 85e séance de l'Assemblée générale
Lundi. 8 février 1988; 20h00-22h00

Poursuite de la discussion sur les projets de résolutions et de recommandations

86e séance de l'Assemblée générale
Mardi, 9 février 1988: 09h00-12h00

1. Résultats des élections des présidents des commissions
2. Election:
- GA/17/88/11 a) du président
- GA/17/88/12 b) des conseillers régionaux

- GA/17/88/1 3. Décision à propos du rapport du directeur général sur les activités de l'Union depuis la 16e Assemblée générale
- GA/17/88/6 4. Décision à propos des cahiers des charges des commissions

87e séance de l'Assemblée générale
Mardi. 9 février 1988; 14h00-17h00

- GA/17/88/2 1. Décision à propos des comptes et des rapports des vérificateurs aux comptes pour 1984-1986
- GA/17/88/5 2. Décision à propos de la nouvelle structure des cotisations
- GA/17/88/3 3. Approbation du Programme de l'UICN pour 1988-1990
- GA/17/88/4 4. Approbation des Prévisions de recettes et dépenses pour 1988-1990
- GA/17/88/10 5. Adoption des résolutions et recommandations

88e séance de l'Assemblée générale
Mercredi. 10 février 1988; 09h00-12h00

- GA/17/88/13 1. Résultats des élections du président et des conseillers régionaux
- GA/17/88/13 2. Présentation des membres honoraires
- GA/17/88/13 3. Présentation des prix
 - Médaille John C. Phillips
 - Prix Peter Scott
 - Prix internationaux Fred M. Packard du mérite pour les parcs nationaux
 - Remerciements aux responsables sortants
- GA/17/88/13 4. Discours du directeur général sortant
- GA/17/88/13 5. Discours du directeur général désigné
- GA/17/88/13 6. Discours du président élu de l'UICN
- GA/17/88/13 7. Clôture de l'Assemblée par le président

ANNEXE 2LISTE DE DOCUMENTS DE LA 17e SESSION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

- GA/17/88/1 Rapport du directeur général sur les activités de l'Union depuis la 16e Session de l'Assemblée générale de l'UICN, Madrid, novembre 1984.
- Rapport triennal 1985-1987.
- Annexe 1. Rapport sur le suivi des Résolutions adoptées à la 16e Session de l'Assemblée générale.
- Annexe 2. Rapport du président de la Commission de l'écologie.
- Annexe 3. Rapport du président de la Commission de l'éducation.
- Annexe 4. Rapport du président de la Commission de la planification de l'environnement.
- Annexe 5. Rapport du président de la Commission des politiques, du droit et de l'administration de l'environnement.
- Annexe 6. Rapport du président de la Commission des parcs nationaux et des aires protégées.
- Annexe 7. Rapport du président de la Commission de la sauvegarde des espèces.
- Annexe 8. Examen critique des réalisations de la période triennale 1985-87.
- GA/17/88/2 Comptes et rapports des vérificateurs aux comptes pour 1984-1986.
- Addenda 1. Etat des recettes et des dépenses pour l'exercice se terminant le 31 décembre 1986 (et éléments de comparaison avec 1984 et 1985)
- Addenda 2. Etat de la situation financière au 31 décembre 1986 (et éléments de comparaison avec 1984 et 1985)
- Addenda 3. Rapport des vérificateurs aux comptes pour 1986 y compris les notes relatives aux comptes.
- Addenda 4. Rapport des vérificateurs aux comptes pour 1985 y compris les notes relatives aux comptes.

- Addenda 5. Rapport des vérificateurs aux comptes pour 1984 y compris les notes relatives aux comptes.
- Addenda 6. Commentaires relatifs aux comptes
- GA/17/88/3 Projet de Programme et Budget, 1988-1990.
- GA/17/88/4 Prévisions de recettes et dépenses pour 1988-1990.
- Annexe 1. Note sur la question du siège de l'UICN.
- Annexe 2. Note sur la question du siège de l'UICN.
- Annexe 3. Note sur la question du siège de l'UICN.
- Annexe 4. Note sur la question du siège de l'UICN.
- GA/17/88/5 Cotisations des membres pour la période triennale de 1989-1991.
- Addenda 1. Cotisations des membres de l'UICN (francs suisses): 1988-1991.
- GA/17/88/6 Cahiers des charges des commissions de l'UICN.
- GA/17/88/7 Rapport sur les membres.
- Addenda 1. Rapport sur les membres.
- Addenda 2. Mise à jour du rapport sur les membres.
- GA/17/88/8 Election des présidents des commissions de l'UICN.
- GA/17/88/9 Nomination des vérificateurs aux comptes.
- GA/17/88/10 Projet de Résolutions et de Recommandations.
- GA/17/88/11 Election du président de l'UICN.

GA/17/88/12	Election des conseillers régionaux.
Annexe 1.	Rapport présenté par la responsable chargée des élections à la 17e Session de l'Assemblée générale de l'UICN.
Annexe 2.	Informations sur les candidats aux postes de conseillers régionaux.
Annexe 3.	Liste des Etats par région, selon la définition de l'article VI, paragraphe 2 des Statuts.
Addenda 1.	Election des conseillers régionaux de l'UICN.
GA/17/88/13	Propositions soumises à l'Assemblée générale en vue de conférer le titre de membre d'honneur.
GA/17/88/14	Langues utilisées.

ANNEXE 3RESOLUTION SUR LES REGLEMENTS 12(1)
ET 13(2) DU REGLEMENT INTERIEUR ET ADOPTANT LE REGLEMENT INTERIEUR

CONSIDERANT que les projets d'ordre du jour et de documents préparés par le conseil ou le secrétariat et concernant des questions nécessitant l'approbation de l'Assemblée générale ne peuvent être soumis à approbation que s'ils sont distribués dans un délai permettant un examen sérieux;

CONSIDERANT que, du fait d'événements imprévus, le secrétariat n'a pu respecter le règlement 12(1) du règlement intérieur de l'Assemblée générale;

CONSIDERANT que le règlement intérieur doit être adopté à chaque session de l'Assemblée générale;

L'Assemblée générale de l'UICN réunie du 1er au 10 février 1988, pour sa 17e session:

DECIDE QUE:

- a. pour la 17e session de l'Assemblée générale mais dans ce cadre seulement, le délai de "120 jours" prévu au règlement 12(1) du règlement intérieur, tel que modifié par la 16e session de l'Assemblée générale, sera remplacé par un délai de "85 jours" et les délais de "90 jours" et "60 jours" prévus au règlement 13(2) du règlement intérieur seront remplacés par des délais de "55 jours" et de "25 jours" respectivement.
- b. sur tous les autres points, le règlement intérieur restera en vigueur jusqu'à l'ouverture de la 18e session de l'Assemblée générale.

ANNEXE 4DISCOURS INAUGURAL DE DR M.S. SWAMINATHAN, PRÉSIDENT DE L'UICN

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

Au nom des membres de l'UICN, je me sens très honoré de souhaiter la bienvenue à son Excellence, M. Oscar Arias, Président du Costa Rica, à son Altesse royale le duc d'Edimbourg, président du Fonds mondial pour la nature et vice-président de l'UICN, à son Excellence Margarita Arias, présidente honoraire du comité national organisateur, à M. Mostafa Tolba, directeur exécutif du PNUE ainsi qu'à M. Alvaro Umaña, ministre des Ressources naturelles, de l'Energie et des Mines du Costa Rica et président du comité national organisateur. Au nom de la communauté mondiale de la conservation, je souhaite féliciter le Président Arias qui a reçu le prix Nobel de la paix en reconnaissance des efforts incessants qu'il a consentis pour trouver des solutions pacifiques aux problèmes politiques de cette région. C'est la deuxième fois que l'Assemblée générale se tient en Amérique latine (la première fois était à Caracas en 1952) et la première fois qu'elle a lieu en Amérique centrale. Le fait que cette Assemblée, qui réunit plus de 1000 délégués, soit la plus importante qui ait été tenue jusqu'à présent est également un hommage rendu au Président et au peuple du Costa Rica ainsi qu'à votre beau pays.

Il y aura cette année 40 ans que l'UICN sert la cause de la conservation de nos systèmes entretenant la vie. Il faut se féliciter que, en cette année de 40e anniversaire, nous nous réunissions dans ce beau pays qui a montré comment toutes les nations, en développement ou industrialisées, peuvent promouvoir des relations harmonieuses tant entre elles qu'avec la terre sur laquelle nous vivons.

Il faut également se féliciter que nous ayons choisi comme thème central de l'Assemblée générale de San José "la conservation au service du développement durable: une responsabilité partagée". La présence ici de plusieurs responsables et représentants d'institutions des Nations Unies, du président et de responsables du WWF et des organisations nationales du WWF, de directeurs des organismes gouvernementaux nationaux chargés des problèmes de conservation et de représentants d'organisations et d'institutions professionnelles et locales s'occupant de conservation dans le monde entier ouvre la voie à un débat enrichissant sur la manière de renforcer encore la puissance du partenariat.

Les enjeux de la conservation après la seconde guerre mondiale ainsi que la vague d'indépendance qui a touché les pays sous autorité coloniale a conduit à la création d'une organisation connue sous le nom d'UICN. Consciente que la coopération internationale est essentielle si l'on veut obtenir des résultats concrets en matière de conservation, la Ligue suisse pour la protection de la nature a organisé une conférence convoquée par l'Unesco et le Gouvernement français. Julian Huxley, biologiste de renom qui était alors secrétaire général de l'Unesco, a fourni un soutien intellectuel à ce mouvement. Réunis à Fontainebleau en octobre 1948, les représentants de 18 gouvernements, sept organisations internationales et 107 organisations nationales de protection de la nature ont signé l'Acte constitutif de l'Union. Charles Bernard a été élu premier président de l'Union. Parmi les vice-présidents

on a compté notamment Harold Coolidge des Etats-Unis, Roger Heim de France et Henry Maurice du Royaume-Uni. Jean-Paul Harroy, secrétaire général de l'Institut de recherche scientifique sur l'Afrique centrale basé à Bruxelles, a été nommé secrétaire général à temps partiel et Bruxelles a été choisie comme premier siège de l'Union. Avec l'aide de l'Unesco, la nouvelle organisation a convoqué une conférence technique internationale sur la protection de la nature à Lake Success en 1949. Cette réunion a véritablement lancé l'UICN, et des recommandations ont été formulées en vue de la création d'un service de sauvegarde, soulignant l'importance de l'éducation et le rôle crucial de la recherche en écologie pour la conservation des ressources naturelles. Le siège s'est installé en Suisse en 1960 et nous avons eu la chance de partager ces bâtiments avec le Fonds mondial pour la nature. Je suis heureux de voir aujourd'hui parmi nous M. Richard Fitter qui est l'un des fondateurs de l'organisation.

Les 40 années qui viennent de s'écouler ont été celles d'une sensibilisation croissante à l'importance d'une utilisation durable de nos ressources naturelles. Cette évolution a entraîné le développement de nouvelles institutions mondiales, régionales et nationales qui peuvent aider à promouvoir la cause d'un développement écologiquement durable. Si nous sommes de plus en plus conscients du tort que porte aux futures générations la dégradation du sol, de l'eau, de la flore, de la faune et de l'atmosphère, les mesures correctives ont néanmoins été insuffisantes et hésitantes. La Commission mondiale sur l'environnement et le développement, présidée par Mme Gro Harlem Brundtland, premier ministre de Norvège, a souligné, dans le rapport qu'elle a présenté aux Nations Unies l'année dernière, que la sécurité, le bien-être et la survie même de la planète dépendent de la manière dont nous modifierons aujourd'hui nos stratégies de développement et nos règles d'éthique. Mme Brundtland insiste sur "aujourd'hui". Il n'y a pas de temps à perdre.

Aldo Leopold dont on a commémoré le centenaire de la naissance l'année dernière, a proposé une éthique pour la protection de nos ressources terrestres. L'académicien Nicolai Vavilov d'URSS, dont le centenaire de la naissance a été célébré en novembre 1987, a lancé une stratégie mondiale de plasma germinatif pour la conservation et l'utilisation de la variabilité génétique des plantes à caractère économique. En novembre 1981, l'Assemblée générale de la FAO a adopté une Charte mondiale des sols. L'Assemblée générale des Nations Unies a adopté en octobre 1982 une Charte mondiale de la nature. Malgré cette évolution, nous avons été incapables de vivre en harmonie avec la nature. Paul Ehrlich, éminent membre de l'UICN, a souligné dans un discours prononcé la semaine dernière à Washington à l'occasion du Colloque, organisé pour le centenaire de la National Geographic Society, que si les tendances actuelles de croissance démographique et de dégradation de l'environnement se poursuivent, nous assisterons bientôt à un hiver nucléaire sans aucune sorte de guerre nucléaire. M. Russell Peterson, vice-président de l'UICN, qui présidait cette réunion a demandé que tous les habitants de notre planète adoptent des règles d'éthique pour la terre.

Heureusement, on a assisté au cours des 40 dernières années à plusieurs – et notamment à deux – révolutions scientifiques et technologiques majeures qui peuvent nous permettre d'atteindre les objectifs fixés par la Commission Brundtland ainsi que les perspectives en matière

d'environnement jusqu'à l'an 2000 et au-delà préparées par le PNUE et adoptées par l'Assemblée générale des Nations Unies en novembre de l'année dernière. La première de ces révolutions est la révolution de l'information qui a débuté à la fin des années 40 avec l'arrivée du transistor. Les ordinateurs et réseaux de télécommunication ont ouvert de nouvelles possibilités en matière de surveillance continue de l'environnement et de partage des informations. La seconde révolution est la révolution biologique qui a commencé avec la découverte de la double hélice qui nous a permis de comprendre les mécanismes de l'hérédité au niveau moléculaire et a donné naissance à une industrie biotechnologique qui se développe très rapidement. Ces révolutions associées à d'autres grands changements technologiques dans les domaines de l'industrie et de l'agriculture, peuvent aider à fournir à toutes les nations nourriture, fourrages, combustibles, fibres, engrais et autres éléments indispensables à la vie quotidienne en quantité suffisante et sur une base durable. Nous avons de nouvelles possibilités de prospérité tout en demeurant dans les limites fixées par notre capital environnemental. Nous pouvons concevoir et adopter dans chaque pays, des mesures destinées à conserver la diversité biologique et les processus écologiques, comme l'a si bien montré M. Arias dans votre propre pays. Nous avons les possibilités technologiques et financières de planifier et de gérer des systèmes d'irrigation, de promouvoir la croissance naturelle des forêts, de stopper la désertification, d'empêcher la pollution atmosphérique et la destruction de la couche d'ozone (rendons ici hommage au PNUE et à M. Tolba) et de conserver le système de production dans sa totalité depuis les forêts en amont jusqu'aux pêcheries en aval. Toutefois, les incendies écologiques qui consomment lentement la sécurité d'existence des générations encore à naître ne peuvent être éteints en un jour, un mois ni même en plusieurs années voire en une génération. Il faudrait pour cela que trois grands partenaires travaillent de manière soutenue pendant des décennies.

Les trois grands partenaires dont les efforts, déployés collectivement et en symbiose, décideront de notre avenir commun sont les suivants: premièrement, les dirigeants politiques, deuxièmement, les professionnels de toute une gamme de disciplines et troisièmement, le grand public. La volonté politique en matière de conservation et de développement durable se renforce mais il existe fréquemment un décalage entre la volonté politique et l'action politique. Les compétences professionnelles ne manquent pas, comme le montreront clairement les activités des commissions de l'UICN et d'autres organes compétents, mais il arrive souvent que ces compétences ne se transforment pas en savoir-faire.

Les pays en développement qui se battent avec la pauvreté et une croissance démographique rapide devront connaître un développement économique accéléré pour résoudre ces problèmes. Ils ne peuvent donc se satisfaire de simples techniques d'évaluation de l'impact conçues pour préserver le statu quo mais ils ont besoin d'un programme dynamique d'écologie économique s'appuyant sur une série de choses à faire plutôt que de choses à ne pas faire. C'est ici que le Centre de la conservation pour le développement de l'UICN a un rôle essentiel à jouer dans la communauté mondiale de la conservation. En s'appuyant sur toutes les compétences disponibles dans les commissions de l'UICN, le CCD peut non seulement aider à établir des stratégies nationales de conservation mais également montrer comment les ressources naturelles d'un pays peuvent être converties sur une base durable en une richesse importante pour son

peuple. Les programmes de l'UICN relatifs aux forêts tropicales, aux zones humides, à la conservation marine et à la population sont très utiles à cet égard.

Le troisième partenaire essentiel est le grand public. La sensibilisation aux problèmes de l'environnement est de plus en plus marquée mais la coopération et la pression que pourrait exercer le grand public pour les résoudre sont encore faibles. Nous devons renforcer les efforts pour intégrer engagement et action politiques, compétences professionnelles et participation du grand public à la gestion des biens environnementaux d'une manière qui permette à ces facteurs de se renforcer mutuellement.

Vous avez, Monsieur le Président Arias, souligné à juste titre dans le discours que vous avez prononcé à Oslo lorsque vous avez reçu le prix Nobel de la paix, les fardeaux intolérables auxquels sont confrontés les peuples et gouvernements des pays en développement du fait de l'endettement extérieur, de la détérioration des termes de l'échange, de la réduction de l'accès aux marchés des pays développés et de la pression démographique croissante par rapport à la capacité de charge des terres. Là encore, votre pays a montré comment, en supprimant les dépenses d'armement il y a près de 40 ans, des fonds peuvent être affectés à la sécurité écologique et sociale. Les dépenses mondiales en matière de défense dépassent aujourd'hui un billion de dollars soit près de 20 milliards de dollars par semaine. Moins de la moitié de ce montant pourrait aider à éponger la dette du tiers monde et à fournir les fonds tellement nécessaires pour la conservation des réserves de la biosphère, des sites de patrimoine humain, des parcs nationaux et des centres Vavilov de diversité génétique. Nous savons et je ne sais que trop que les choses ne vont malheureusement pas se passer ainsi mais il n'y a aucun mal à ce que certains d'entre nous au moins aient, dans des occasions comme celle-ci, honte de la perte des possibilités d'améliorer notre vie à tous sur cette planète.

Une autre source d'inquiétude est l'insuffisance des efforts consentis pour fournir aux jeunes la possibilité de participer activement à la protection et à l'enrichissement de l'environnement. Monsieur le Président, dans votre pays comme dans le mien, plus de 50 pour cent de la population est âgée de moins de 20 ans. L'avenir des habitants du 21^e siècle de cette planète dépendra de ce que feront ou ne feront pas au cours des dix prochaines années les jeunes, filles et garçons, d'aujourd'hui. Un vieux proverbe chinois dit :

Si vous êtes préoccupé par l'année à venir, plantez du riz.
Si vous êtes préoccupé par les dix ans à venir, plantez des arbres.
Si vous êtes préoccupé par les cent ans à venir, éduquez les gens.

L'éducation des jeunes est la clé de notre avenir commun. L'idéalisme de la jeunesse peut être un élément important dans la promotion de techniques de développement durable et équitable, pour autant que ces jeunes disposent de possibilités structurées et bien planifiées de servir cet objectif. La Commission de l'éducation de l'UICN devrait, à mon avis, mettre au point un plan d'action destiné à faire participer les écoliers et étudiants à un programme de "Service écologique" pendant une période donnée, au cours et à la fin de leur formation conventionnelle. Le service militaire obligatoire existe dans de nombreux pays et imaginez l'héritage que nous laisserions si tous les jeunes pouvaient participer à la recherche de relations plus harmonieuses avec la terre au lieu de

consacrer ce temps à apprendre l'art de la destruction. Un tel programme devrait fournir des possibilités d'apprentissage par l'action et pourrait prévoir la participation à la création de réserves de la biosphère et de parcs nationaux, la conservation de la diversité biologique au niveau local, la gestion de forêts villageoises, la collecte de données sur le terrain pour l'interprétation des images transmises par satellite, la foresterie sociale et la protection des sols, de l'eau et de l'atmosphère. Pour atteindre ses objectifs, ce programme obligatoire devrait apporter une satisfaction à la fois intellectuelle et émotionnelle. Ici encore, le Costa Rica, qui a démontré qu'un pays peut être heureux et se sentir en sécurité sans armée, pourrait nous montrer la voie.

Nous devons également apprendre comment faire d'une calamité une occasion de progrès. Là encore, nous pouvons tirer des enseignements de l'utilisation intelligente de la dette extérieure pour le financement de programmes de conservation, suivant l'exemple du gouvernement du Costa Rica. Le groupe d'étude de l'UICN sur le Sahel, présidé par M. Walter Lusigi, a présenté un vaste panorama montrant comment lancer un mouvement de restauration écologique dans la région sahélienne sujette aux sécheresses. En Europe, nombreux sont ceux qui travaillent dans des fermes pendant leurs vacances. Des programmes originaux intégrant les vacances à des activités axées sur l'écologie peuvent aider à promouvoir un tourisme respectueux de l'environnement.

Avec le PNUE et le WWF, l'UICN a entrepris la préparation d'une nouvelle version de la Stratégie mondiale de la conservation. Une conférence tenue à Ottawa en 1986 a montré que seules les stratégies nationales s'appuyant sur les possibilités et les besoins locaux peuvent aider à promouvoir un développement durable. Ces stratégies doivent faire une plus large place aux questions de population, au rôle crucial des femmes dans la protection de l'environnement, à la sagesse et aux compétences en matière de conservation des peuples indigènes et populations tribales ainsi qu'aux nouvelles possibilités offertes par les révolutions de l'information, de la biologie et autres révolutions technologiques. Nous examinerons, lors de la présente Assemblée, l'état d'avancement de ce travail. Sans mécanisme d'application financièrement viable et politiquement acceptable, aucun plan d'action ne donnera de résultat pratique. Nous devons prêter une réelle attention au renforcement des associations locales pour un développement durable en suivant peut-être le modèle du Rotary Club et en utilisant un réseau fonctionnel fortement décentralisé et soutenu par un ensemble d'objectifs et de méthodes de travail bien articulés. Personnellement, je pense que le Rotary Club peut beaucoup apporter en ce qui concerne particulièrement la structure au niveau local. Nous nous félicitons que cette année de 40e anniversaire débute avec la perspective de un siège satisfaisant de l'UICN et remercions très sincèrement à cet égard les Gouvernements suisse et néerlandais.

Nous avons la chance d'accueillir à la présente Assemblée quatre nouveaux Etats membres -- Argentine, Mali, Niger et Sri Lanka. Notre union s'élargit ainsi que les demandes formulées et les attentes exprimées. Nous devrions cependant concentrer nos activités sur notre unique objectif: démontrer la puissance du partenariat entre organisations gouvernementales et non gouvernementales et établissements professionnels. Nous ne devrions aborder que les activités dans lesquelles nous pouvons jouer un rôle

irremplaçable ou complémentaire intéressant. Seules la consolidation de notre capacité analytique et opérationnelle et la concentration de nos ressources intellectuelles et financières peuvent nous permettre d'améliorer encore nos services à l'appui du mouvement mondial de la conservation.

Nous nous réunissons ici à un moment critique de notre histoire écologique. Malgré la gravité de la situation, le fossé entre les mots et les actes ne cesse de s'accroître. Cette situation tient en partie au fait que nous nous efforçons de résoudre des problèmes multidimensionnels par le biais de structures et d'approches administratives unidimensionnelles. Ainsi, on a souvent reproché aux forestiers d'être incapables d'arrêter le recul des forêts mais les véritables coupables sont peut-être les politiques nationales et internationales économiques et non les forestiers. Les importantes subventions agricoles fournies par les pays riches, le prix des produits de base et le service de la dette entraînent une exploitation insoutenable des ressources naturelles des pays pauvres. Ce problème est aggravé par la commercialisation croissante de toutes les activités humaines.

La recherche de bénéfices à court terme plutôt que de la connaissance de la nature et du bonheur durable de l'humanité devient rapidement le seul moteur des initiatives scientifiques et technologiques. Les possibilités de plus en plus larges offertes par des droits de brevet en phytogénétique entraînent une polarisation dans le domaine de la conservation et de l'utilisation du plasma germinatif mondial. Lors de la réunion de la Commission de la FAO sur les ressources phytogénétiques qui s'est tenue l'année dernière, il a été proposé de formuler un ensemble de droits à l'intention des agriculteurs des pays d'origine afin de compenser l'impact des droits des généticiens des pays développés. Cette question prend une importance croissante du fait que le génie génétique permet des transferts de gènes à travers les barrières sexuelles. C'est dans le tiers monde que l'on trouve le plus grand nombre d'espèces sauvages de plantes importantes au plan commercial. Si les considérations commerciales ne sont pas accompagnées de considérations de bien-être humain et de développement durable, la concurrence et la confrontation remplaceront la coopération dans toutes les sphères d'activité humaine. Les membres de l'UICN peuvent jouer un rôle important en favorisant l'analyse de ces questions dans des instances nationales et internationales d'une manière qui encourage l'harmonie plutôt que la discorde, la compréhension plutôt que la suspicion et la coopération plutôt que la concurrence malsaine. L'écologie de l'éthique et du comportement humains d'aujourd'hui mérite autant d'attention que l'étude des écosystèmes naturels, faute de quoi, le grand bond en avant de la science et de la technologie entraînera peut-être un immense pas en arrière dans le domaine de la coopération internationale en faveur d'une gestion durable de la biosphère et de la géosphère.

Les pays en développement doivent accorder beaucoup d'attention aux problèmes du développement rural pour que cesse l'expansion urbaine non planifiée au détriment des terres fertiles. La forme la plus grave d'exode des cerveaux que connaissent les pays en développement, ainsi que l'a souligné Mahatma Gandhi dans mon pays il y a 50 ans - est l'exode des cerveaux et des ressources du village vers la ville. Une politique de développement écologiquement durable ne peut s'appuyer que sur la

sécurité d'existence des pauvres. Pour atteindre cet objectif, il faut faire une large place au développement et à la progression des technologies décentralisées de production par les masses - opposées aux techniques de production de masse - et à l'alphabétisation des femmes. Plus le foyer est pauvre, plus il est important que les femmes puissent avoir un accès indépendant aux revenus. L'alphabétisation des femmes s'est également avérée essentielle à l'adoption généralisée du concept de petite famille. Le groupe d'étude de l'UICN sur la population et le développement durable, présidé par le M. Russell Peterson, a attiré l'attention sur ce réseau complexe de relations.

L'Amérique centrale et l'Amérique du Sud sont des réservoirs de diversité biologique. Le Costa Rica a davantage d'espèces de papillons et de lépidoptères que toute l'Afrique. La région andine nous a donné certaines des plus importantes plantes économiques d'aujourd'hui. Pourtant, les écosystèmes naturels de cette région sont fortement menacés. La région du lac Titicaca à la frontière du Pérou et de la Bolivie, qui est le foyer de la pomme de terre, importe fréquemment des pommes de terre d'Europe pour satisfaire les besoins de la population locale. En Amérique centrale et en Amérique du Sud comme dans la plupart des régions du tiers monde, conservation et développement font un. C'est pourquoi je suis heureux que nous nous réunissions dans cette région qui n'avait pas, dans le passé, reçu toute l'attention nécessaire de la part de l'UICN. Si les programmes de l'UICN ont souvent négligé cette région, c'est en raison du manque de connaissance de la langue espagnole au sein de l'organisation. M. Kenton Miller nous a aidés à combler cette lacune. Nous sommes particulièrement reconnaissants au Gouvernement espagnol qui a généreusement accueilli notre dernière Assemblée générale et nous a fortement aidés pour les traductions espagnoles. J'espère que l'Assemblée générale de San José marquera le début d'un nouvel engagement de tous les membres de l'UICN en faveur d'un élargissement de notre collaboration avec les particuliers, institutions et gouvernements de cette région.

Le Préambule des statuts de l'UICN stipule que "On entend par conversation de la nature et de ses ressources la sauvegarde et la gestion du monde vivant, milieu naturel de l'homme, et des ressources renouvelables de la terre - fondement de toute civilisation". Si nous nous penchons sur les 40 années d'histoire de l'UICN, nous pouvons être fiers des résultats accomplis. La qualité d'une institution comme l'UICN dépendra de la volonté de ses membres. L'appui professionnel, financier et émotionnel de ses membres a aidé l'UICN au cours des années. L'UICN a constitué un collège visible et invisible de plusieurs milliers de professionnels dans le domaine de l'écologie, de la conservation de la nature et du développement durable couvrant tous les continents, cultures et religions. La coopération avec le WWF, le PNUE, l'Unesco, la FAO et de nombreuses autres instances, a été particulièrement fructueuse. Il serait injuste dans une occasion comme celle-ci de mentionner plus particulièrement certains noms alors que de multiples personnes, connues et inconnues, ont contribué de manière importante au développement de l'UICN. Je faillirais cependant à mon devoir si je ne transmettais notre gratitude à Sir Julian Huxley, à Sir Frank Fraser Darling et au professeur Jean-Paul Harroy pour leur clairvoyance, à Harold Coolidge pour son dévouement ainsi qu'aux anciens présidents, directeurs généraux, présidents, vice-présidents et membres des commissions et du conseil pour les efforts qu'ils ont déployés sans relâche. Je souhaite exprimer notre

gratitude au directeur général sortant, Kenton Miller, ainsi qu'à son épouse, Susan Miller, pour leur contribution et souhaiter la bienvenue à Martin Holdgate, nouveau directeur général.

Si nous pouvons à juste titre être fiers des résultats accomplis, nous ne pouvons cependant relâcher nos efforts ou nous réjouir car nous perdons sans cesse du terrain dans notre bataille pour protéger la splendeur originelle de notre planète. Si l'accès physique et économique à l'alimentation constitue le principal défi en matière de sécurité alimentaire de ce siècle, celui du 21^e siècle sera vraisemblablement l'accès écologique à l'alimentation si nous ne parvenons pas à renverser les tendances actuelles en matière de dégradation de l'environnement. Nous devons redoubler d'efforts pour maintenir notre position dans la protection de l'environnement. Il nous appartient de nous consacrer à la mission de l'UICN, en nous inspirant de l'exemple fourni par le Président et le peuple du Costa Rica.

ANNEXE 5

DISCOURS D'OUVERTURE DE M. MOSTAFA K. TOLBA
DIRECTEUR EXECUTIF DU PROGRAMME DES NATIONS UNIES
POUR L'ENVIRONNEMENT (PNUE)

Environnement politique et développement durable

Excellence, Monsieur le président, Altesse royale, duc d'Edimbourg, président du Fonds mondial pour la nature, Monsieur le ministre, honorable collègue et ami, M. Swaminathan, président de l'UICN, ami et collègue, M. Miller, directeur général de l'UICN, excellences, honorables invités, Mesdames et Messieurs,

C'est à la fois un plaisir et un privilège d'être invité à prendre la parole à cette 17ème Assemblée générale de l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources. L'UICN, son Assemblée générale et son partenaire, le Fonds mondial pour la nature, symbolisent l'intérêt que porte le grand public à la santé de la nature et de notre planète.

Au nom du Programme des Nations Unies pour l'environnement, j'aimerais ajouter mes remerciements à ceux qui ont déjà été exprimés au Gouvernement de la République du Costa Rica ainsi qu'au président Oscar Arias pour accueillir cette assemblée à San José, belle capitale de ce pays exceptionnel.

J'aimerais également vous adresser mes sincères félicitations, M. le président, pour le Prix Nobel de la paix que vous avez reçu en 1987. Je suis convaincu que ce prix récompense et renforce votre autorité morale en tant qu'arbitre de la paix dans une région troublée. Le chemin d'un pacificateur est toujours difficile et parfois long. Je suis persuadé que, au même titre que nos félicitations, nos espoirs, nos prières et nos vœux de succès les plus profonds vous accompagnent dans cette tâche noble et ardue.

Monsieur le président, votre Altesse royale, mesdames et messieurs,

Le thème de cette assemblée est "La Conservation pour le développement durable - Une responsabilité partagée". Ce thème rappelle que la conservation de la nature et de ses ressources est la responsabilité de la famille des Nations dans son ensemble et que ce n'est que par une action collective que les grands problèmes qui menacent et dégradent notre environnement pourront être résolus. L'une des tâches de cette assemblée est donc de montrer clairement et de façon convaincante comment la coopération mondiale et la convergence de vues peuvent influencer sur les questions d'environnement.

Il y a longtemps qu'une gestion saine de l'environnement en vue d'un développement soutenu et durable constitue la philosophie directrice du PNUE et d'autres organisations influentes comme l'UICN; ce concept est également à la base de la Stratégie mondiale de la conservation. C'est la recette d'une croissance économique véritable et équitable et donc de la justice sociale que nous ne pouvons négliger qu'en mettant en danger notre cause commune et notre avenir.

La Stratégie mondiale de la conservation de 1980 est l'un de nos textes fondamentaux. Depuis un an, le développement durable figure plus résolument à l'ordre du jour mondial, notamment à l'ordre du jour de l'Organisation des Nations Unies, l'Assemblée générale ayant examiné cette question en octobre dernier lorsqu'elle a reçu et étudié deux des principaux documents sociaux, économiques et politiques de 1987, à savoir le Rapport de la Commission mondiale pour l'environnement et le développement "Notre avenir à tous" ainsi que "Les perspectives en matière d'environnement jusqu'à l'an 2000 et au-delà".

Ces documents se complètent et se renforcent mutuellement. Ils reconnaissent que la condition humaine est menacée par la dégradation mondiale de l'environnement et de sa base de ressources naturelles. Il y a maintenant près de 25 ans que cette situation est reconnue et dénoncée. Depuis le début des années 70, les manifestes, écrits et réunions, se sont succédés pour attaquer la dégradation et le gaspillage de notre patrimoine naturel.

L'année 1987 a été le point culminant de cette période d'analyse et de débat. Les décennies de débats sont terminées. L'ère de l'action a déjà commencé. Il s'agit maintenant d'accélérer ce mouvement, de passer à la vitesse supérieure. Mais avant de parler des nécessités de cette action future, permettez-moi de me pencher un instant sur le passé.

Nous sommes réunis ici au coeur d'une région dans laquelle la civilisation Maya a pendant des siècles pratiqué l'une des formes les plus efficaces de développement durable connues de l'histoire humaine. A son apogée, au 8ème siècle, la civilisation Maya faisait vivre environ 14 millions de personnes dans un environnement de forêts humides fragiles et hostiles. Cette société reposait sur un système agricole sophistiqué.

En utilisant des techniques agricoles minutieuses, les Mayas disposaient tous les ans de deux moissons de maïs, de produits alimentaires, de fibres et de bois ainsi qu'une multitude d'autres produits comestibles et utiles. Ce développement durable, qui constitua la base d'une grande civilisation, a été détruit par l'association du colonialisme, du développement mal conçu, comme l'élevage en ranch et la monoculture, et de la législation foncière irréfléchie et à court terme de ces dernières années. Malgré un rythme de destruction rapide, il subsiste de grandes zones de forêts, notamment en Amazonie, qui pourraient se prêter à des activités agricoles riches, variées et durables. L'élevage, le bûcheronnage et la monoculture à des fins commerciales aujourd'hui imposés à ces régions ne sont ni efficaces ni durables. Nous pourrions tirer des enseignements des Mayas. Tenir compte de l'histoire n'est pas un pas en arrière - il ne s'agit pas d'une forme de rejet de la modernité semblable au mouvement des Lucidites - mais revient plutôt à profiter du passé et à revenir vers le futur.

Selon moi, l'avenir exigera une réponse politique plus large et beaucoup plus rapide aux défis posés par la conservation et la remise en état de l'environnement que tout ce que nous avons connu dans les années 80. Au mieux, on peut dire que la réponse politique à la Stratégie mondiale de la conservation est inadéquate. La stratégie est aujourd'hui actualisée de manière à insister davantage sur le développement durable. Entre aujourd'hui et la présentation de la nouvelle Stratégie en 1990/1991, nous devons réactiver et renforcer les attitudes et mesures politiques en relation avec la Stratégie existante et préparer le terrain politique nécessaire à la mise en oeuvre de la deuxième édition de cette Stratégie.

Au cours des sept dernières années, la Stratégie a engendré ou stimulé approximativement 35 stratégies nationales de conservation qui en sont à des étapes différentes de mise en oeuvre. Le processus a été lent, intolérablement lent. Le fossé qui sépare l'adoption de la mise en oeuvre est large et profond.

Quelles sont les conditions politiques qui permettraient de donner vie à la Stratégie mondiale existante et, le cas échéant, aux stratégies nationales?

On peut répondre brièvement qu'il existe des problèmes courants mais aussi de nouvelles possibilités.

Le public et les medias sont, grâce aux efforts incessants des mouvements environnementaux et conservationnistes, bien informés et conscients de l'importance, y compris au plan économique, de la protection de l'environnement.

Néanmoins, nous avons encore un "travail de vente" important à effectuer en expliquant et en soulignant le rapport essentiel qui existe entre environnement et développement durable. On peut expliquer ce rapport en définissant un développement durable comme un développement stable. C'est un développement sans destruction - un développement qui utilise la base de ressources sans la dégrader - un développement qui utilise l'intérêt du capital national en ressources et non le capital lui-même.

Ces ressources naturelles - les richesses environnementales qui alimentent notre planète - étant limitées, leur avenir ne peut être garanti que par une gestion soigneuse et sensée. Protéger et réhabiliter l'environnement revient à prolonger le développement, directement dans le domaine agricole et indirectement pour tous les autres aspects de l'économie. Si l'on accorde la priorité à l'environnement, le développement se prolongera.

D'après les dernières prévisions des Nations Unies sur l'économie mondiale (11 janvier 1988), le système financier international demeurera dans une situation précaire tout au long de l'année 1988. Ces prévisions mettent également en garde contre le risque de récession.

Dans ces circonstances, il est à craindre que les gouvernements des pays développés, et des pays en développement, ne soient tentés d'oublier, d'ignorer ou de négliger les questions d'environnement et les besoins de la conservation.

En cas de crise économique, ou de difficultés chroniques, l'environnement et la conservation risquent d'être universellement repoussée au bas de l'ordre du jour et de recevoir une priorité négligeable.

Nous devons être conscients de ce danger. Nous affirmons que ces politiques ne peuvent qu'aggraver la situation économique, notamment dans les pays les plus pauvres.

Nous devons plus particulièrement continuer à examiner les répercussions possibles des ajustements structurels, économiques et politiques exigés de nombreux pays par la Banque Mondiale et le Fonds monétaire international sur le développement agricole. Ces ajustements peuvent

prendre la forme de mesures visant à encourager les exportations, à réduire les importations, à attirer des devises, à diminuer les déficits et les dépenses et à augmenter les recettes. L'impact de ces ajustements sur les groupes et les environnements vulnérables doit être suivi avec un soin particulier au cours des prochaines années.

L'année 1988 et peut-être les années suivantes connaîtront, je l'espère, une défense et une consolidation actives des victoires environnementales antérieures, ainsi qu'une nouvelle progression.

Toutefois, à côté de ces difficultés politiques possibles, figurent des succès politiques. Le document "Perspectives en matière d'environnement jusqu'à l'an 2000 et au-delà" a une dimension internationale - qui représente un consensus de vues de plus de 50 gouvernements ayant participé à sa rédaction. Il a été adopté, lors de l'Assemblée générale des Nations Unies, par près de 100 autres gouvernements.

Ce document indique que l'objectif d'ensemble devrait être de faire progresser la condition humaine de manière durable grâce à une gestion prudente des ressources naturelles et des écosystèmes et à la remise en état des milieux sujets à la dégradation et mis à mal.

Cette déclaration est sage. Elle est utile, à ceux, y compris à cette assemblée, qui essaient de traduire cette conviction officielle en engagements et actions gouvernementales.

Dans son rapport, la Commission mondiale pour l'environnement et le développement indique: "le développement durable répondrait aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs". Elle souligne ainsi l'aspect éthique du développement durable.

Outre ces deux documents politiquement importants, la cause de l'environnement a progressé d'une troisième manière en 1987. En septembre, 62 nations et la CEE ont adopté le protocole de Montréal concernant la protection de la couche d'ozone contre les substances chimiques produites par l'homme.

Il s'agit d'un accord historique, le premier accord de protection de l'environnement véritablement mondial. Le PNUE a oeuvré pendant dix jours pour rassembler les principales parties ayant une action sur la couche d'ozone: gouvernements, scientifiques, juristes, industriels. L'Accord de Montréal a souligné la volonté politique et la bonne volonté en matière d'environnement. La production de substances chimiques nuisant à la couche d'ozone représente une somme supérieure à 2 milliards de dollars par an et ces substances jouent un rôle fondamental dans une production industrielle d'un montant de plusieurs milliards de dollars; des intérêts économiques considérables sont donc en jeu. Les obstacles politiques et économiques ont été surmontés à l'issue de longues négociations. L'Accord de Montréal crée, selon moi, un précédent pour la solution d'autres problèmes environnementaux complexes. Ce succès est une source d'encouragement.

Pour ce qui est de la fin du siècle et au-delà, le Rapport de la Commission mondiale et les perspectives en matière d'environnement insistent sur deux thèmes: interdépendance et durabilité. Dans le

contexte de l'environnement, interdépendance et durabilité sont fonction de relations écologiques. Elles ne connaissent pas de frontières, elles exigent coopération et action commune. L'interdépendance est également une réalité à double face. Dans de nombreux domaines, il existe des possibilités d'améliorer la coopération internationale et d'en tirer parti mais si cette coopération n'est pas renforcée, tout le monde en souffrira. On peut citer des domaines particuliers comme la couche d'ozone, la modification du climat, les pluies acides, la pollution, les ressources en eau douce, le déboisement, les ressources génétiques, la désertification ainsi que la manipulation de substances chimiques et de déchets. Ces questions ne sont pas limitatives ou exclusives - elles concernent les pays riches et les pays pauvres, développés et en développement, le Nord et le Sud, l'Est et l'Ouest. Les intérêts des nations sont de plus en plus interdépendants. Même les plus puissantes d'entre elles ne peuvent résoudre leurs problèmes isolément. On admet également de plus en plus que le développement économique doit respecter des limites environnementales. Il ne s'agit pas de limiter la croissance mais plutôt de prendre la voie d'un développement juste et durable.

Monsieur le président, votre Altesse royale, Mesdames et Messieurs,

Le monde a besoin de l'UICN et du WWF ainsi que de tous les autres organismes qui ont une vue à long terme et peuvent fournir la direction et la sagesse dont nous avons tous besoin. Au nom du PNUE, j'insiste pour que nous poursuivions notre action et continuions à soutenir le principe à l'origine de cette assemblée. Nous sommes dans une période d'action, d'action concertée. Nous voyons tous une source d'inspiration et d'encouragement dans votre présence avec nous, M. le président, dans la présence de son Altesse royale, le président du Fonds mondial pour la nature et dans la présence de cette assemblée d'hommes et de femmes qui oeuvrent en faveur de la conservation et de l'avenir de l'humanité.

ANNEXE 6DISCOURS INAUGURAL PRONONCE PAR S.A.R. LE PRINCE PHILIP. DUC D'EDIMBOURG
PRESIDENT DU FONDS MONDIAL POUR LA NATURE (WWF)

Je suis extrêmement reconnaissant au président de me donner la possibilité de saluer cette Assemblée générale au nom de toute la famille du WWF. Rares sont les exemples de deux organisations internationales totalement indépendantes qui aient travaillé aussi étroitement pendant une période aussi longue.

Je saisis cette occasion pour rendre hommage au Président et au gouvernement du pays hôte pour les efforts courageux et couronnés de succès qu'ils ont déployés pour protéger le très riche patrimoine naturel du peuple costa-ricien.

En ce 40e anniversaire de la fondation de l'UICN, je vous transmets les chaleureuses félicitations et sincères vœux de réussite de votre jeune partenaire ainsi que l'assurance que nous souhaitons tous que ce partenariat fleurisse et s'épanouisse au cours des prochaines années.

On a dit que les meilleurs mariages naissent de conflits créatifs. Si tel est le cas, il n'y a rien de véritablement grave dans les relations entre l'UICN et le WWF.

Toutefois, les choses ne restent jamais longtemps statiques et les problèmes pratiques issus du volume croissant d'activités des deux instances ont fourni une occasion de réexaminer la situation.

A la fin de l'année 1986, votre président et moi-même sommes convenus d'inviter M. Edward de Bono, père du concept de la "pensée latérale" à jouer le rôle de conseiller conjugal et à nous aider à trouver une meilleure formule pour notre collaboration ultérieure. Je pense que le résultat peut être décrit comme "moins de dépendance, davantage d'interdépendance".

A l'Assemblée générale de Madrid, le WWF a instamment invité tous les membres de l'UICN à fournir un soutien financier accru à leur Union et toute la famille du WWF s'est engagée à augmenter sensiblement sa contribution. C'est donc avec plaisir que je constate dans le rapport du directeur général qu'un nouveau barème de cotisations des membres doit être proposé pour adoption à la présente Assemblée.

Afin de donner à l'Union le temps de restructurer son barème de cotisations, nous nous sommes engagés à Madrid à fournir à l'UICN 1,5 millions de francs suisses de fonds sans affectation au cours de chacune des trois années suivantes.

Il y a deux ans, le WWF a indiqué à l'Union que, pour la période triennale débutant à la présente Assemblée, le niveau des fonds sans affectation serait ramené progressivement à 0.5 million de francs suisses en 1990. Cette situation n'est toutefois pas aussi grave qu'elle peut le sembler puisque le WWF versera tous les ans à l'Union une somme d'environ un million de francs suisses destinés à des projets et services.

Ce chiffre ne tient pas compte des contributions élevées que le WWF fournit pour un certain nombre d'activités extrêmement importantes menées conjointement avec l'UICN. Ainsi, dans le cadre de la campagne visant à réduire le commerce des espèces menacées, le WWF consacre plus d'un million de dollars par an à dix bureaux de surveillance du commerce (TRAFFIC), tandis que l'UICN finance le bureau de coordination de l'Unité de surveillance continue du commerce de la faune et de la flore du Centre de surveillance continue de la conservation de la nature de Cambridge.

Le WWF a fait et continuera à faire des investissements importants en vue de promouvoir des conventions et des traités internationaux relatifs à la conservation, comme la Convention de Ramsar, la CITES, la Commission baleinière internationale et, plus récemment, l'Accord international sur les bois tropicaux. Nous avons institué ensemble un groupe consultatif conjoint sur les plantes et établi un programme pour la conservation des plantes qui donne d'excellents résultats.

Les deux organisations travaillent très étroitement et harmonieusement dans ces différents domaines et je ne vois pas pourquoi cette coopération ne se poursuivrait pas à mesure que de nouvelles idées et de nouveaux projets sont mis au point.

En ce qui concerne le WWF, le thème de cette Assemblée ne pourrait pas être plus approprié. Nous sommes absolument persuadés de la nécessité d'un développement durable et toutes nos relations avec l'UICN sont basées sur le concept de "responsabilité partagée".

Nous sommes convaincus de la place tout-à-fait particulière de l'UICN dans le mouvement mondial de la conservation, place dont l'importance tient à cinq facteurs.

En premier lieu, l'Union a un caractère global. Sa composition et ses activités font qu'elle touche toute personne qui s'intéresse à un aspect quel qu'il soit de la conservation de l'environnement naturel de cette planète. La quasi totalité des institutions nationales, gouvernementales et non gouvernementales ainsi que des organisations caritatives sont représentées. Le seul objectif de l'UICN est de fournir à toutes ces instances la possibilité de partager la responsabilité de la conservation de la nature.

En deuxième lieu, par l'intermédiaire des commissions, l'UICN constitue un forum qui permet aux spécialistes de tous les domaines d'échanger des informations et des vues sur les menaces qui pèsent sur l'environnement naturel et les populations de faune sauvage ainsi que sur les problèmes techniques de leur conservation.

En troisième lieu, son réseau de contacts avec des scientifiques et organismes de recherche scientifique dans le monde entier donne à l'Union une compétence scientifique d'une valeur extrêmement particulière dans un domaine qui peut si fréquemment susciter des réactions émotionnelles plus que rationnelles et informées.

En quatrième lieu, l'UICN a une capacité unique de réunion des informations. La technique de création de ce qu'on a appelé les bases de données est bien développée. Compte tenu de l'état actuel extrêmement

critique de l'environnement naturel, il est absolument vital que toutes les parties intéressées puissent disposer en permanence d'informations précises et à jour.

On a dit que "le savoir confère le pouvoir". Pour sauver l'environnement naturel, nous avons besoin de tout le pouvoir possible.

J'ai ajouté un cinquième facteur car je pense que la coopération est essentielle pour que la responsabilité de la conservation soit partagée avec économie et efficacité. Nous savons tous comment de nombreux gouvernements et organisations bénévoles participent d'une manière ou d'une autre à la conservation, en particulier à l'extérieur de leur propre pays.

Nous travaillons tous avec des motivations très louables mais l'impact cumulé de toutes nos activités n'est malheureusement pas aussi important qu'il pourrait l'être. Il est selon moi extrêmement important de trouver un moyen de coordonner les efforts et ressources considérables que déploient une multitude d'instances en faveur de la conservation.

Si l'expression "partage des responsabilités" a un sens, c'est celui de travailler ensemble vers un objectif commun. Ceci n'est possible qu'à condition qu'une organisation soit prête à lancer le débat sur la coordination de nos efforts. Il me semble que l'UICN occupe une place de choix pour entreprendre cette tâche.

Par coordination, je n'entends ni direction ni ordre. Il faut que les organisations s'occupant de conservation soient disposées à se communiquer mutuellement des renseignements sur leurs projets respectifs. La méthode la plus efficace et d'un coût raisonnable consiste à faire appel à la technologie moderne de l'information.

On ne peut s'attendre à ce qu'une seule organisation tienne à jour un dossier de tous les projets menés partout dans le monde. Un organe de coordination pourrait toutefois faciliter l'accès aux bases de données dans le monde entier.

Je suggère que nous commençons en mettant sur ordinateur notre fichier de projets et en permettant aux autres organisations de conservation ainsi qu'aux médias d'y avoir accès. Le WWF-International est prêt à prendre l'initiative en facilitant l'accès à notre base de données sur les projets au siège de Gland.

Il s'agit peut-être d'une idée ambitieuse mais il ne fait aucun doute qu'une coordination renforcée des efforts de conservation permettrait d'obtenir des résultats bien meilleurs que la masse actuelle d'efforts non coordonnés, quels que soient l'enthousiasme et la conviction qui les animent.

Voilà les cinq valeurs actuelles et potentielles de l'UICN. Mais elles impliquent des frais.

Il existe trois domaines de dépenses. L'administration, les services et les projets. Je ne pense pas que l'UICN pourra atteindre un jour toute sa valeur potentielle sans que vous, ses membres, ne lui fournissiez les ressources nécessaires à la gestion de ses activités internes. Il est

irréaliste de penser qu'une organisation, un gouvernement ou autre instance peut commencer à être utile sans une infrastructure adéquate: bâtiment, matériel et personnel.

L'UICN fournit déjà une multitude de services de qualité à ses membres et à d'autres organisations et pourrait en fournir beaucoup plus. Ces services doivent être payés et je peux vous assurer que le WWF en reconnaît la valeur et est heureux de les payer aux prix du marché.

La collecte de fonds pour des projets de conservation ne devrait poser aucun problème majeur. Le problème est plutôt de convaincre les principales organisations de développement que, dans les circonstances actuelles, l'aide au développement la plus efficace à long terme consiste à d'une part investir dans la conservation des ressources naturelles et la protection de zones écologiquement fragiles. La première car elle peut aboutir à une production durable et la deuxième parce que ces domaines prendront de plus en plus d'importance pour les futures générations.

Tous les pays qui ont la chance d'avoir un riche patrimoine naturel disposent d'un avoir économique qui pourrait être éternel. Si cet avoir est gaspillé de manière irréfléchie, aucun investissement dans des projets industriels, qui consomme des ressources naturelles plus vite que celles-ci ne peuvent se régénérer, n'aura une valeur quelconque à long terme.

Je pense que l'UICN est au seuil d'une nouvelle ère. Si l'Union peut aider à enterrer les différences et jalousies sectaires, si elle peut générer une meilleure collaboration entre les organisations de conservation, si vous, ses membres, pouvez être convaincus qu'il est dans votre intérêt de lui fournir les ressources nécessaires à son administration et si l'Union parvient à persuader les organismes d'aide de la valeur de l'investissement dans la conservation, alors je suis convaincu que l'UICN peut s'apprêter à vivre ses années les plus constructives.

ANNEXE 7DISCOURS INAUGURAL PRONONCE PAR SON EXCELLENCE OSCAR ARIAS SANCHEZ,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU COSTA RICA

PROMOUVOIR LA PAIX AVEC LA NATURE

Chers amis de la conservation,

Je souhaite accueillir chaleureusement les visiteurs du monde entier qui nous honorent de leur présence. Le Costa Rica vous souhaite à tous cordialement la bienvenue.

Une région à problèmes

L'Amérique centrale est une région de grands contrastes. Il existe des inégalités entre les pays de l'isthme d'Amérique centrale et entre les hommes qui y vivent. Il y a dans cette région des peuples qui peuvent élire librement leur gouvernement et d'autres qui ne le peuvent pas. Il y a des Etats où les droits de l'homme sont respectés et d'autres où ils sont quotidiennement bafoués. Il y a des pays où la violence ébranle villes et campagnes et d'autres, où la paix et l'harmonie sont exemplaires. A côté de plusieurs milliers d'illettrés, il y a des musiciens et des poètes, qui font la fierté de l'humanité.

En Amérique centrale, la population a augmenté plus rapidement que partout ailleurs. Elle augmente actuellement à un taux annuel proche de trois pour cent, c'est à dire plus rapidement que dans le reste de l'Amérique latine et pratiquement au même rythme qu'en Afrique. En 1920, la population d'Amérique centrale était à peine supérieure à cinq millions, aujourd'hui elle est de 27 millions de personnes, qui vivent dans des écosystèmes tropicaux fragiles, affectés par un mode de développement destructif et non planifié. Les ressources de base de la région - l'eau, la terre, les forêts, les côtes et la mer - sont utilisées de manière irrationnelle. Ainsi, les possibilités de développement des générations deviennent de plus en plus limitées. Dans nombre de ces pays, la pauvreté et la malnutrition sont de plus en plus aiguës, et la qualité de vie d'une grande partie de la population s'est considérablement détériorée.

A cette image peu réjouissante s'ajoutent les termes injustes d'échange de nos produits de base et le fardeau de notre endettement extérieur. En outre, les conflits régionaux et la violence politique ont, en une décennie, coûté la vie à plus de 150 000 personnes, et poussé hors de leur patrie plus de 250 000 autres, qui forment aujourd'hui les tristes légions de réfugiés, tant dans la région qu'à l'extérieur.

Ces régions torturées d'Amérique centrale, parmi lesquelles figure notre cher Costa Rica, sont des régions de prospérité pour quelques-uns, de souffrances pour beaucoup mais d'espoir pour tous.

Le Costa Rica, un cas unique

Le Costa Rica occupe une place privilégiée dans le continent américain. C'est un pont entre continents et océans. Tout au long de notre histoire de nation indépendante, nous avons forgé un style de développement unique dans cette Amérique latine troublée. Il y a 40 ans, ce petit pays a aboli l'armée. Nous n'avons pas eu peur de nous désarmer pour devenir plus forts. Chez nous, il n'y a ni tank, ni canon, ni navire de guerre, ni hélicoptère armé. Au Costa Rica, nous aimons la liberté, nous cultivons soigneusement la démocratie et nous avons un profond respect pour le droit. Notre démocratie existe à part entière depuis près d'un siècle: c'est la plus ancienne d'Amérique latine et l'une des plus vieilles du monde.

Depuis 1869, la scolarité est gratuite et obligatoire pour les enfants des deux sexes. Un effort national considérable consenti pendant près d'un demi siècle dans le domaine de la santé publique a donné naissance à un système de sécurité sociale qui couvre toute la population, même les immigrants et les réfugiés. Plus de 83 pour cent des logements sont dotés de l'électricité et un pourcentage semblable du téléphone. Mon gouvernement a accordé une importance particulière au logement. Grâce au développement qu'a connu le Costa Rica ces dernières années, la majorité de la population jouit aujourd'hui d'une qualité de vie élevée.

Nous nous efforçons d'instaurer un développement fondé sur un mode de vie simple et équitable. Nous aspirons à une société où les besoins fondamentaux de chacun puissent être satisfaits. Nous n'avons pas l'intention de vivre au-dessus de nos moyens économiques. Nous ne participons pas à la course aux armements ni à la recherche frénétique d'une croissance économique qui menacerait notre environnement ou ferait subir à notre population des pressions susceptibles d'affaiblir notre structure sociale. Nous recherchons une tranquillité issue de l'absence de misère et de l'accès au bien-être que permet l'éducation.

Le Costa Rica est un très petit pays. A peine 100 km séparent une plaine côtière de l'autre. Au milieu de cette étroite bande s'élève des montagnes escarpées avec des bassins versants et des forêts qui régulent les micro-climats et abritent une remarquable diversité écologique présentant des caractéristiques uniques au monde. Notre réseau de parcs nationaux et de zones de nature sauvage protège des écosystèmes uniques - témoins de la richesse naturelle extraordinaire dont nous sommes les gardiens. Cela est d'une importance vitale, non seulement pour les générations actuelles et futures de Costa-riens, mais pour toute l'humanité.

Un paradoxe

Nous avons pris des mesures très importantes afin de préserver notre patrimoine naturel. Votre présence ici aujourd'hui témoigne de la reconnaissance de la communauté mondiale devant notre effort. Mais nous devons aussi constater que notre pays bat un record en Amérique latine: celui de la destruction des forêts. Aujourd'hui, moins de cinq pour cent de la forêt nationale est situé hors des aires protégées.

Une situation aussi paradoxale constitue une menace grave pour nos réalisations en matière de conservation. Parallèlement à la destruction de nos dernières forêts, les pressions pour l'exploitation des aires protégées iront s'accroissant, non seulement pour satisfaire la demande de bois mais aussi pour fournir des terres aux agriculteurs.

Le Costa Rica ne sera en mesure de protéger et de préserver cet important héritage de l'humanité que par le biais d'un programme actif de développement rural intégré. Ce programme doit avoir pour objet d'éviter que nos fragiles ressources naturelles ne soient détruites par l'exploitation.

Notre planète est menacée

A l'instar du Costa Rica et de l'Amérique centrale, le reste du monde est confronté à de graves dangers et est tenu de relever ce défi pour éviter que ce siècle ne se termine en catastrophe. A l'approche du troisième millénaire, l'humanité est de plus en plus interdépendante et intégrée. La planète tout entière est menacée, et les menaces d'aujourd'hui sont différentes de celles du passé.

La course aux armements - nucléaires et conventionnels - épuise un nombre croissant de ressources et affecte, directement ou indirectement, chaque homme, femme et enfant qui vit sur cette terre. Le spectre de la guerre sous toutes ses formes sinistres, constitue le principal danger qui pèse l'environnement et sur la vie elle-même. Pour cette raison, comme pour la survie de notre civilisation, il est impératif d'interdire toutes les armes, d'instaurer un désarmement progressif et de toujours rechercher le règlement pacifique des conflits.

Après la course aux armements, la deuxième priorité est l'instauration d'un développement économique accompagné d'une justice sociale, capable de satisfaire les besoins essentiels de la population. Nous parlons d'un nouvel ordre entre pays du Nord et du Sud. Le monde prétend aspirer à réduire la pauvreté et pourtant, les pauvres sont plus nombreux que jamais. Nous disons qu'il est nécessaire de lutter contre la famine mais il y a de plus en plus de gens qui ont faim. Nous parlons de solidarité entre les hommes mais malheureusement, la concurrence est de plus en plus aiguë et l'égoïsme plus forcené que jamais. Nous sommes d'accord sur la nécessité de partager les sacrifices mais faisons peu de chose pour éviter qu'ils incombent aux plus faibles.

Il s'agit de relever un défi inexorable: la protection de l'environnement mondial. De plus en plus diversement et profondément, le monde continue à altérer le délicat métabolisme de la biosphère. L'appauvrissement de la couche d'ozone et l'augmentation du taux de gaz carbonique dans l'atmosphère sont des problèmes particulièrement importants dont les effets négatifs sont difficiles à prévoir. Il en va de même de la prolifération et de l'utilisation incontrôlée des produits chimiques de synthèse et des déchets toxiques.

La diversité biologique, une ressource à l'appui du développement

Aujourd'hui, j'aimerais parler de la disparition de la ressource la plus importante de nos forêts: la diversité biologique.

On estime entre 5 et 30 millions le nombre d'espèces qui habitent la Terre, dont moins de deux millions ont réellement été identifiées et étudiées par des scientifiques. La majeure partie de la flore et de la faune encore inconnues se trouve dans les forêts tropicales, qui ne couvrent que six pour cent de la superficie terrestre. D'après les spécialistes, ces forêts pourraient abriter la moitié de toutes les espèces de la planète.

L'une des plus graves tragédies de l'humanité est le rythme alarmant auquel les forêts tropicales disparaissent, détruites par les actes irrationnels de l'homme. Ainsi, des centaines de milliers d'espèces disparaissent à un rythme sans précédent dans l'histoire de la Terre. La majorité d'entre elles auront disparu avant que nous ayons pu connaître leur existence et leur importance pour l'humanité.

Les conséquences de l'appauvrissement de la diversité biologique sont graves. L'équilibre des écosystèmes - la base des processus vitaux de la planète - est irrévocablement altéré. Il s'agit là de l'une des répercussions les plus graves, et peut-être aussi l'une des moins évidentes à court terme.

Mais nous avons aussi des raisons éthiques importantes de vouloir préserver la diversité biologique. En vertu de quel droit pouvons-nous condamner à mort d'autres espèces avec lesquelles nous partageons cette terre? La préservation de cette diversité se défend aussi par des arguments d'ordre esthétique, par exemple la beauté et la valeur symbolique de la nature.

L'inquiétude que suscitent chez nous les problèmes immédiats dus au développement ne saurait troubler notre esprit au point d'ignorer le fait que la disparition de l'habitat et de la diversité des espèces aura également des conséquences économiques tragiques.

L'amélioration de la qualité des plantes cultivées d'importance commerciale, notamment des plantes comestibles, dépend de plus en plus du plasma germinatif sauvage. Les espèces sauvages constituent la base de plus de la moitié des produits médicinaux du monde, dont la valeur s'élève à plusieurs dizaines de millions de dollars par an. Avec l'avènement du génie génétique - l'une des merveilles du monde moderne - nous disposons aujourd'hui d'une nouvelle technologie qui promet des progrès, récemment encore inimaginables, en matière de création et de développement de nouveaux organismes qui permettront de résoudre les problèmes les plus urgents de l'humanité. Je pense en particulier aux espèces importantes pour l'alimentation et pour l'industrie.

Or, il est fondamental de constater que ce sont précisément des espèces sauvages, d'une diversité étonnante, qui fourniront le matériel génétique, la matière première de la nouvelle biotechnologie. En d'autres termes, les considérations économiques sont suffisantes pour que nous ne permettions pas que disparaisse la diversité génétique.

En acceptant la disparition de nos forêts, nous sacrifierions de manière irrationnelle, non seulement les ressources nécessaires à notre développement actuel mais aussi les possibilités de développement des générations futures. Nous causerions ainsi un mal irréparable et commettrions un péché impardonnable à l'encontre de nos descendants.

Un modèle de conservation et de développement

Au cours de son développement, le Costa Rica a réalisé des changements considérables dont nous, costariciens, sommes très fiers. Nos ancêtres nous ont montré une direction que nous continuons à suivre, et qui a permis de consolider un système démocratique où la paix prévaut, où l'armée n'est pas nécessaire et qui repose sur le respect de la dignité humaine, la justice et le bien-être social.

Nous, Costariciens, avons considérablement progressé vers la conservation de notre patrimoine naturel. En quelques années, nous avons réussi à consolider un réseau d'aires protégées, exceptionnellement étendu, qui garantit la pérennité de nos trésors naturels les plus chers. Toutefois, force nous est d'admettre que le concept de développement durable n'a pas toujours fait partie du développement socio-économique. Heureusement, nous en avons pris conscience à temps pour corriger nos plus graves erreurs. Nous avons pris la ferme décision politique d'adopter, aujourd'hui et dans un proche avenir, des schémas de développement qui nous permettent de satisfaire les besoins fondamentaux de la population sans hypothéquer l'avenir des futures générations en les empêchant de résoudre leurs propres problèmes et de couvrir leurs propres besoins.

Il s'agit pour nous d'une nouvelle étape - nécessaire et urgente - sur la voie du perfectionnement de notre système démocratique. C'est une responsabilité inévitable qui incombe à notre génération et nous ne pouvons nous y soustraire. Elle représente une partie de la tâche que nous devons mener à bien tout en étant conscients des limites qui nous sont imposées par le monde et la petite taille de notre pays.

La communauté des nations devrait promouvoir une évolution rapide de l'ordre économique, sans menace pour l'environnement et en s'appuyant sur la justice. La nouvelle structure des relations internationales devrait déboucher sur une réduction du profond fossé qui sépare les pays industrialisés des pays du tiers monde.

Nous voulons faire du Costa Rica un modèle de développement compatible avec la conservation de la vie sous toutes ses formes, un modèle de véritable paix avec la nature. Cet objectif s'accorde avec nos valeurs éthiques et notre tradition pacifiste. Nous sommes convaincus que si nous assumons d'abord notre responsabilité historique, nous, Costariciens, aurons ensuite l'autorité morale nécessaire et le devoir qui en découle pour persuader les pays développés de remplir leurs obligations et d'apporter des solutions satisfaisantes aux problèmes de toutes les nations.

Notre petit pays est heureux et fier d'apporter une modeste contribution à la vie future sur cette planète. Il aspire avec humilité à devenir un archétype des nouvelles sociétés nécessaires à une coexistence pacifique sur la Terre.

Un monde d'harmonie et de respect

De même que des modèles sont nécessaires dans le domaine technologique, il est important de produire d'autres modèles qui peuvent déboucher sur un nouveau style de développement et encourager une nouvelle morale entre nations, ainsi qu'entre celles-ci et l'univers. Ce rêve d'un monde où priment l'harmonie et le respect entre les nations, est l'héritage vivant des idéaux les plus élevés de nos ancêtres.

Le combat mené par l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources ne pourrait être plus proche de nos propres buts et aspirations. Les efforts que l'Union déploie depuis sa création, sont l'essence même de son existence et un exemple pour tous les pays du monde, sans exception.

ANNEXE 8MESSAGES DE CHEFS D'ETAT ET DE CHEFS DE GOUVERNEMENT

1. Message du Président du Guatemala
2. Message du Président du Nicaragua
3. Message du Premier Ministre de l'Inde

MESSAGE DU PRESIDENT DU GUATEMALA
LIC. VINICIO CEREZO AREVALO

Honorable assemblée,

En tant que citoyen des Amériques et en ma qualité de Président constitutionnel de la République du Guatemala, j'ai l'honneur d'adresser à la 17e Assemblée générale de l'UICN mes vœux de succès pour la construction d'un monde dans lequel l'homme pourra se développer dans un respect permanent de la vie et de la nature.

C'est pour moi un grand plaisir de vous annoncer à cette occasion que j'ai maintenant dans les mains le projet de loi de conservation du patrimoine naturel qui prévoit la création de 29 nouvelles aires protégées et la protection de mangroves, cônes volcaniques, forêts ombrophiles, forêts subtropicales humides et hauts plateaux secs, qui constituent un échantillon représentatif de la diversité biologique de notre pays. Je m'efforcerai personnellement d'encourager le Congrès à adopter ce projet comme loi nationale afin qu'avec l'aide et la coopération de tous les pays et organisations amies, le Guatemala et la communauté internationale puissent assister avec fierté à la cristallisation de leurs efforts pour assurer une paix réelle basée sur un développement durable, seule véritable garantie d'une utilisation rationnelle des ressources naturelles et, par conséquent, de la survie de l'homme sur cette terre.

MESSAGE DU PRESIDENT DU NICARAGUA
DANIEL ORTEGA SAAVEDRA

Monsieur le Président de l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources, Messieurs les Vice-Présidents, Monsieur le Directeur général, Délégués et conservationnistes du monde entier,

Au nom du peuple et du Gouvernement du Nicaragua, je me félicite de la tenue de cette importante assemblée en Amérique centrale et espère que ses travaux contribueront de manière substantielle au développement de nouvelles idées et philosophies à l'appui de la conservation et de l'utilisation rationnelle de la nature et de ses ressources.

Il est actuellement urgent de trouver de nouvelles voies de progrès des pays comme le nôtre qui traversent une période difficile alors qu'ils s'efforcent d'instaurer un développement socialement équitable sans nuire à l'environnement.

Nous devons unir nos efforts et bonnes intentions pour trouver les outils scientifiques qui nous permettront de mettre un terme aux oppositions fondamentales entre société et environnement et de jeter les bases d'une nouvelle relation entre l'homme et la nature fondée, précisément, sur un nouveau type de relations entre les hommes.

Nous sommes aujourd'hui conscients que toute l'humanité est menacée. Le cataclysme nucléaire reste suspendu au-dessus de notre avenir et de celui de nos enfants comme une épée de Damoclès. La dégradation progressive des principaux systèmes écologiques de la planète menace de déposséder l'humanité de son patrimoine le plus important, à savoir la richesse et la diversité des ressources naturelles et génétiques. L'industrie de l'armement continue de drainer insatiablement les richesses produites par nos peuples et les ressources considérables, nécessaires pour mettre un terme à la famine et à la misère de millions d'êtres humains, servent à fabriquer des instruments de mort et de destruction.

Nous avons une responsabilité considérable. La recherche d'un environnement sain passe nécessairement par la recherche de la paix et par la transformation de nos sociétés. Dans cette quête, nous sommes tous solidaires, sachant que notre objectif final est une société juste dans laquelle les nécessités du développement seront compatibles avec la conservation de la richesse et de la diversité de la nature.

Au Nicaragua, malgré les énormes difficultés que doit surmonter quotidiennement notre peuple, nous menons des efforts sans précédent pour protéger et gérer correctement nos ressources.

C'est justement parce que nous croyons que l'être humain a besoin d'un environnement sain pour développer pleinement ses capacités que nous recherchons inlassablement la paix. La guerre demeure notre principal fléau et la principale cause de nos problèmes environnementaux les plus graves.

Il est donc naturel pour nous de lier étroitement notre combat pour la paix et nos efforts pour protéger et conserver notre patrimoine naturel. Pour nous, ces deux objectifs font partie d'une même lutte, la lutte pour assurer à nos enfants un avenir meilleur.

En unissant nos efforts à ceux de nos frères costa-riciens, nous avançons dans la création de réserves naturelles le long de notre frontière commune. Nous les avons dénommées aires protégées pour la paix car nous sommes convaincus que ces systèmes naturels impressionnants font partie du patrimoine de l'humanité et doivent être protégés pour les générations futures parce que la nature ne connaît pas les frontières humaines et que sa protection et sa conservation constituent une responsabilité commune.

La constitution de ces aires protégées représente un sacrifice pour notre peuple car elle bloque un potentiel économique. Mais ce sacrifice sera récompensé par les bénéfices issus de la conservation et de la gestion durable des ressources naturelles que contiennent ces aires. Leur conservation est une responsabilité collective de toute l'humanité et nous savons que notre peuple n'est pas seul dans cette quête inlassable. Tous les peuples du monde nous accompagnent dans cette lutte pour la paix et pour un environnement sain.

Par ce message, le peuple héroïque du Nicaragua témoigne de sa solidarité.

MESSAGE DU PREMIER MINISTRE DE L'INDEM. RAJIV GANDHI

(Prononcé par M. Digvijay Sinh,
Chef de la délégation indienne à la
17e session de l'Assemblée générale de l'UICN)

Certaines des tâches les plus importantes en matière de conservation de la nature doivent être accomplies dans les pays en développement. Le principal défi consiste à assurer un développement économique et à satisfaire les besoins croissants des populations tout en préservant les ressources naturelles. Je suis persuadé que l'UICN nous apportera des données nouvelles. Je souhaite un plein succès à cette réunion de l'UICN qui se tient à San José.

Je rends hommage au Président Oscar Arias et au peuple du Costa Rica.

ANNEXE 9

DECLARATION DE M. OSVALDO S. BABINI HERRERA,
REPRESENTANT DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE (FAO)

Au nom du Directeur général de la FAO, M. Edouard Saouma, j'ai le plaisir de saluer chaleureusement le Gouvernement et le peuple du Costa Rica ainsi que chacun des participants à cette 17ème Assemblée générale de l'UICN. J'aimerais également souhaiter, au nom de la FAO, un plein succès aux débats menés dans le cadre de cette assemblée. Nous espérons qu'ils contribueront à sensibiliser le monde entier à l'importance de notre patrimoine naturel et aux avantages que peut tirer l'humanité d'une utilisation durable des ressources.

Depuis 40 ans, la FAO travaille étroitement avec l'UICN et nous aimerions nous engager à nouveau, en ce 40ème anniversaire, à coopérer de la manière la plus efficace dans l'intérêt de tous comme en témoigne la Stratégie mondiale de la conservation, co-parrainée par la FAO. Le Groupe de conservation des écosystèmes - groupe composé de l'UICN, du PNUE, de l'Unesco et de la FAO - et nous espérons, un jour, d'autres organisations soeurs comme le PNUD et la Banque Mondiale - qui ont déjà été invités - constitue le principal mécanisme d'échange d'informations et de coordination des programmes internationaux concernant la conservation. La dernière réunion de ce groupe, tenue à Rome en septembre 1987, s'est avérée extrêmement productive et permettra vraisemblablement à la FAO et à l'UICN de synchroniser plus efficacement leurs efforts dans différents domaines que j'aborderais par la suite. Le groupe de travail spécial sur la conservation in situ facilite l'échange d'informations et aide à définir plus précisément des critères d'identification des écosystèmes et des espèces menacées, l'objectif étant de coordonner des mesures visant à promouvoir la diversité biologique et à protéger l'héritage génétique de notre monde. Par le biais de cet organisme, les autres membres du Groupe de conservation des écosystèmes ont été informés des activités entreprises conjointement avec le PNUE et le CIRP ainsi que des décisions prises par la Commission de la FAO sur les ressources phytogénétiques qui a recensé 81 espèces menacées d'extinction.

A la dernière réunion du Groupe de conservation des écosystèmes, la FAO a proposé à l'UICN de l'aider à mettre à jour et à appliquer la Stratégie mondiale de la conservation, dans le domaine notamment de l'utilisation durable des ressources agricoles et forestières. En tant qu'institution spécialisée du système des Nations Unies pour l'agriculture, les activités forestières et les pêches, la FAO possède le savoir-faire technique et les compétences qui lui permettent de contribuer à la Stratégie mondiale de la conservation et, par voie de conséquence, font de cette organisation un instrument utile pour aider ses 158 pays membres à développer des stratégies, politiques et programmes en vue d'un développement durable des ressources naturelles. La FAO déploie déjà une activité éducative extensive par le biais de la Charte mondiale des sols et des accords mondiaux pour un usage contrôlé des pesticides ainsi que pour un libre échange et la conservation du plasma germinatif. En outre, le Plan d'action agricole africain pour les vingt-cinq prochaines années comprend une stratégie de conservation des sols et d'agriculture durable qui pourrait permettre d'éliminer la faim et les déficits alimentaires sur le continent. C'est pourquoi la FAO souhaite travailler très étroitement avec l'UICN à l'élaboration de stratégies nationales de la

conservation dans les pays du Sahel, à la mise en place d'activités pour les zones humides des côtes de l'Afrique de l'Ouest, ainsi que dans le cadre du programme de développement rural dans les zones tampons des aires protégées des pays d'Afrique centrale. De même, nous aimerions participer étroitement à l'élaboration des stratégies nationales de la conservation ainsi qu'à leur mise en oeuvre dans d'autres pays en vue de joindre nos efforts à cette cause commune. Nous souhaiterions également renforcer la coopération dans le domaine de la gestion et de la conservation de la faune sauvage, notamment en Afrique, répondant ainsi au colloque organisé par la Fondation internationale pour la sauvegarde du gibier et le Conseil international de la chasse et de la conservation du gibier en octobre à Harare (Zimbabwe), et que nous avons co-parrainé. Nous aimerions encourager l'élevage en captivité et la gestion des espèces dans le cadre d'une stratégie de protection des espèces qui risquent bientôt d'être menacées d'extinction et qui pourraient jouer un rôle important comme source alimentaire et dans le cadre du développement rural. Nous serions également très reconnaissant à l'UICN de soutenir nos efforts en Amérique latine, notamment dans le cadre du projet régional FAO/PNUE pour la gestion des aires protégées et de la nature, ainsi que des quatre réseaux de coopération technique oeuvrant pour la conservation.

Le Plan d'action forestier tropical (PAFT) qui fera l'objet de l'une des réunions techniques de cette assemblée générale, mérite une attention particulière. Ce plan a été élaboré en 1985 sur l'initiative de la Commission pour le développement forestier dans les tropiques et en étroite coopération avec le PNUE, la Banque Mondiale et l'Institut mondial des ressources. Il a reçu le soutien enthousiaste de la communauté internationale pour l'aide au développement et a éveillé un espoir considérable dans les pays en développement en tant que moyen de maîtriser le processus alarmant de déforestation ainsi que la destruction des ressources forestières. Il souligne en outre le rôle que peut jouer le secteur forestier dans le développement économique et social.

Le Plan d'action forestier tropical a reçu l'appui du 9ème Congrès forestier mondial organisé en 1985, par le biais du Manifeste du Mexique, du Congrès forestier du Commonwealth, de la Conférence Silva réunie à l'initiative du Président Mitterrand en 1986 et à laquelle ont participé de nombreux chefs d'Etats européens et africains, du Conseil économique et social des Nations Unies, de la Réunion de Bellagio sur les stratégies en forêts tropicales organisée en juillet 1987 ainsi que de nombreuses autres instances internationales. Pour la première fois, la communauté internationale des donateurs s'est unie pour une cause commune et a coordonné ses efforts et mobilisé des ressources encore plus importantes en vue de sensibiliser davantage l'opinion publique à l'importance des forêts tropicales. Jusqu'à présent, 18 pays africains, 9 pays asiatiques ainsi que 15 pays latino-américains et des Caraïbes ont officiellement demandé à la FAO de mettre en oeuvre des plans et projets dans le cadre du Plan d'action forestier tropical avec le soutien de différentes sources d'aide bilatérale et multilatérale. Des projets sont menés dans le cadre de ce plan dans 18 pays. Il faut espérer que l'UICN, qui a été représentée lors des réunions du groupe de coordination des donateurs au Plan d'action forestier tropical, sera en mesure de jouer un rôle constructif dans ce processus important.

Il est essentiel que l'UICN contribue à la préparation et à la mise en oeuvre de projets menés dans le cadre du Plan d'action forestier tropical en vue de garantir que tous les aspects de la conservation des forêts et de la protection de l'environnement soient dûment pris en compte. En outre, les organisations non gouvernementales membres de l'UICN doivent mettre au point des moyens de communication afin que les plans formulés par chaque pays puissent recevoir l'approbation de tous les intérêts nationaux et assurer un équilibre satisfaisant entre les besoins en matière de conservation et les besoins en matière de développement. La FAO a participé aux réunions du groupe consultatif pour les forêts tropicales de l'UICN dont la troisième a eu lieu la semaine dernière à la Station biologique de La Selva au Costa Rica. Nous espérons que l'étroite coopération de la FAO et de l'UICN dans le domaine des forêts apparaîtra lors de l'élaboration et de la mise en oeuvre de plans d'action pour les pays participant au Plan d'action forestier tropical et s'appuiera sur des principes rationnels de conservation de notre patrimoine naturel.

Monsieur le Président, en tant qu'organisme coordonnateur du Plan d'action forestier tropical et en tant qu'institution influente dans le domaine de l'utilisation des ressources naturelles compatible avec l'écologie, l'objectif de la FAO est d'instaurer un dialogue productif et une étroite coopération avec toutes les organisations non gouvernementales nationales et internationales représentées ici afin que nos activités soient plus efficaces et profitent aux générations futures comme à la nôtre. La FAO souhaite que ses programmes attribuent une large place à l'agriculture durable et à la conservation des ressources naturelles de base: forêts, faune et flore sauvages terrestres et aquatiques, sols et eaux. C'est pourquoi la FAO souhaite réaffirmer les principes de la Stratégie mondiale de la conservation, suivre les recommandations de la Commission mondiale pour l'environnement et le développement et, en fin de compte, être associée et engagée activement au thème de cette Assemblée générale de l'UICN: "La conservation pour le développement durable: une responsabilité partagée".

ANNEXE 10

DECLARATION DE M. BERND VON DROSTE, DIRECTEUR DE LA DIVISION
DES SCIENCES ECOLOGIQUES, REPRESENTANT DE L'ORGANISATION
DES NATIONS UNIES POUR L'EDUCATION. LA SCIENCE ET LA CULTURE (Unesco)

M. Swaminathan, président de l'UICN, M. Kenton Miller, directeur général, Excellences, Mesdames et Messieurs.

Placée par sa constitution au carrefour de l'éducation, de la science et de la culture, l'Unesco a été, depuis sa création, profondément impliquée dans les relations entre la conservation et le développement, entre l'homme et la nature.

Il y a exactement 40 ans, sous la direction de son premier directeur général, l'éminent biologiste britannique, Sir Julian Huxley, l'Unesco a parrainé conjointement avec le Gouvernement français une conférence qui s'est tenue à Fontainebleau et qui a donné naissance à ce qui devait devenir l'UIPN et aujourd'hui l'UICN, Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources.

Notre nouveau directeur général, le microbiologiste espagnol Federico Mayor Zaragoza, est lui-même profondément convaincu de l'importance de la conservation. Il regrette de ne pouvoir être présent ici aujourd'hui et m'a demandé de féliciter l'UICN de ses excellents résultats. Il se réjouit d'un renforcement de nos liens traditionnellement étroits et m'a chargé de vous transmettre à tous ses vœux de plein succès pour cette 17e Assemblée générale.

Aujourd'hui, l'Unesco se prépare avec confiance et optimisme pour l'avenir.

Certains traits de l'ère de "la nouvelle Unesco" sont déjà visibles. Les activités seront axées sur certaines questions soigneusement sélectionnées d'une importance universelle et qui relèvent de la compétence de l'Organisation. Parmi ces domaines prioritaires figurent le Patrimoine mondial, l'éducation et la recherche en matière d'environnement et plus particulièrement un programme intergouvernemental de recherche sur l'homme et la biosphère, le MAB auquel a été donné une nouvelle impulsion.

La Convention du patrimoine mondial de l'Unesco, signée par 100 Etats, peut être considérée comme l'instrument de conservation le plus réussi, universel et puissant au monde.

Cette convention s'appuie sur l'idée qu'il existe des régions ayant une valeur exceptionnelle du point de vue scientifique ou esthétique, des monuments anciens ou des centres historiques d'une valeur si unique que leur destruction serait une perte pour nous tous.

Le parcours de la Talamanca-La Amistad au Costa Rica figure parmi les 288 biens du patrimoine mondial inscrits jusqu'à présent sur la Liste du patrimoine mondial en raison de leurs caractéristiques naturelles et culturelles exceptionnelles et de leur valeur universelle.

Comme La Amistad, chacun des 78 sites naturels ou naturels-culturels figurant sur la Liste du patrimoine mondial a été évalué par la Commission des parcs nationaux et des aires protégées de l'UICN en fonction de critères stricts établis par le Comité du patrimoine mondial.

L'UICN est l'organe consultatif de l'Unesco en matière de patrimoine mondial et elle remplit ce rôle avec beaucoup de professionnalisme en garantissant la qualité et la crédibilité de la Liste du patrimoine mondial.

La majorité des biens du patrimoine mondial sont menacés - par le braconnage, l'édification de barrages, l'industrie minière, la pollution atmosphérique, le défrichement, l'occupation sauvage, etc. Puis-je formuler le vœu qu'un nombre accru de membres de l'UICN rejoigne les Etats Parties à la Convention et apporte un soutien financier au Patrimoine mondial.

Comme nous le savons tous, des zones humides d'une importance écologique considérable, sont néanmoins détruites à un rythme alarmant.

Il est important que la Convention relative aux zones humides ou Convention de Ramsar fasse de nouveaux progrès. L'Unesco, note, en tant que dépositaire de cette convention, que celle-ci ne regroupe aujourd'hui que 46 Etats. Nous vous invitons instamment à soutenir l'UICN, afin de lui permettre de fournir les services de secrétariat essentiels prévus dans la convention et de promouvoir plus vigoureusement cet important instrument international de conservation.

Comme je l'ai déjà dit, l'Unesco développera ses programmes de science et d'éducation en matière d'environnement afin de répondre aux besoins urgents, en fournissant la base scientifique nécessaire à un développement écologiquement durable, de promouvoir l'écologie en tant que science et de permettre, conjointement avec le PNUE et le CIUS, une meilleure compréhension des processus mondiaux. Cette activité est importante pour éviter les risques de rupture du système mondial du fait de l'impact combiné de la croissance démographique, de la consommation énergétique accrue et des progrès technologiques.

Une réponse à ces nouveaux défis en matière de conservation et de science est fournie par le réseau de réserves multi-fonctionnelles de la biosphère, déjà en place dans 70 pays grâce aux efforts conjoints de tous les membres du groupe de conservation des écosystèmes formé par le PNUE, la FAO, l'UICN et l'Unesco.

Le fondement de tout ce réseau est le site de réserve de la biosphère individuel, qui protège en son sein un écosystème aussi peu perturbé que possible, et consiste en une zone tampon où une utilisation contrôlée des ressources peut avoir lieu et où des établissements humains sont possibles, et en une zone de transition ou mieux, zone de coopération, utilisée pour montrer comment les sciences favorisent un développement durable. Il est important dans les réserves de la biosphère de s'assurer la pleine coopération de la population locale sans laquelle aucun effort de conservation ne donnera de résultats satisfaisants à long terme. Je note avec plaisir qu'un nombre accru de membres de l'UICN participe à ce travail de base crucial pour les réserves de la biosphère.

Une des questions clé de la recherche sur la conservation dans les réserves de la biosphère concerne la gestion de ces réserves qui doit permettre de conserver la diversité biologique et l'identité culturelle des populations locales tout en encourageant la prospérité dans la région.

Des activités de recherche scientifique considérables sont encore nécessaires pour répondre à une question fondamentale: quelle est la relation entre développement durable et conservation de la diversité biologique.

Des recherches remarquables sont menées ici, au Costa Rica, au Centre de recherche tropicale de La Selva au sein de la nouvelle Réserve de la biosphère de la Cordillera Volcanica.

Dans son rapport, la Commission Brundtland a demandé la création de davantage d'aires protégées de type non conventionnel.

Le concept global de réserve de la biosphère fournit un ensemble de matrices à d'autres stratégies de développement durable.

Les réserves de la biosphère du monde entier, extrêmement différentes culturellement et écologiquement, montrent une grande variété d'approches des plus dynamiques de la manière d'aborder un développement durable. On peut y voir de vastes laboratoires à ciel ouvert permettant de mettre au point de nouvelles associations stimulantes de connaissances traditionnelles et de technologie moderne, d'expérimenter de nouvelles stratégies de civilisation moderne, de conserver ou, si possible, d'augmenter le niveau et la qualité d'un développement durable. Puis-je vous demander, à tous, de considérer les réserves de la biosphère comme un type non conventionnel d'aire protégée qui mérite notre soutien.

En tant que réseau planétaire, le système des réserves de la biosphère dans son ensemble sera plus qu'un simple assemblage de sites individuels. En fait, nous pouvons dès aujourd'hui prévoir que les réserves de la biosphère joueront un rôle décisif dans la science mondiale des années 90, en tant notamment que réseau planétaire d'observation de l'évolution mondiale permettant d'étudier les causes humaines de ces modifications et leurs effets sur l'homme et sur l'environnement.

Aujourd'hui, Monsieur le président, après 40 années de coopération extrêmement fructueuse, l'UICN et l'Unesco doivent affronter des problèmes locaux et mondiaux d'une ampleur et d'une complexité sans précédent. Les deux organisations doivent maintenant faire le point et fixer de nouvelles priorités pour aborder ensemble et avec succès les années 90.

ANNEXE 11DECLARATION DU PROFESSEUR GEOFFREY MATTHEWS,
DIRECTEUR EXECUTIF DU BUREAU INTERNATIONAL DE RECHERCHES
SUR LES OISEAUX D'EAU ET LES ZONES HUMIDES (BIROE)

C'est avec grand plaisir que je transmets à l'UICN tous les voeux de succès de son partenaire de longue date, le Bureau international de recherches sur les oiseaux d'eau et les zones humides.

Notre étroite relation a été encore renforcée le mois dernier lorsque les arrangements pour le secrétariat de la Convention de Ramsar se sont concrétisés. Cet oiseau est aujourd'hui en plein vol, une aile à Gland et l'autre à Slimbridge, en Angleterre. L'UICN et le BIROE fourniront l'infrastructure, l'administration et les compétences nécessaires à un secrétariat indépendant et efficace.

Le personnel de Slimbridge aura une motivation supplémentaire du fait des milliers d'oiseaux d'eau qui affluent vers le refuge du Wildfowl Trust et il se félicite également de l'arrivée du secrétariat de Ramsar.

Je viens d'apprendre, et la délégation britannique m'a autorisé à annoncer cette nouvelle, que vendredi prochain, le 5 février, le ministre de l'Environnement, Lord Caithness, visitera Slimbridge pour annoncer la désignation de l'estuaire supérieur de la Severn pour inscription sur la Liste de Ramsar. Ainsi, une partie du secrétariat de Ramsar surveillera le 396e des sites de Ramsar qui couvrent aujourd'hui environ 30 millions d'hectares. La Reine Elizabeth II sera certainement impressionnée par cette mesure opportune lorsqu'elle visitera Slimbridge la semaine prochaine.

Malheureusement, cette Assemblée générale est la dernière à laquelle j'assiste avant de prendre ma retraite cette année. Je peux cependant vous assurer que mon successeur et notre conseil d'administration continueront, au nom du BIROE, à soutenir le secrétariat de Ramsar et à collaborer avec l'UICN.

En témoignage de cette symbiose, je saisis cette occasion pour offrir à M. Swaminathan la cravate officielle du BIROE, cravate qui porte l'oiseau d'eau symbolique créé par Braque entouré d'une auréole ovale bleue représentant les zones humides.

ANNEXE 12

DECLARATION DE M. ABDUL LATIF RAO,
PRESIDENT DU COMITE PERMANENT DE LA CONVENTION RELATIVE AUX ZONES HUMIDES
D'IMPORTANCE INTERNATIONALE, NOTAMMENT COMME HABITATS DES OISEAUX D'EAU

Au nom des Parties contractantes à la Convention de Ramsar, des membres du Comité permanent de Ramsar et en ma qualité de président du Comité permanent, j'aimerais remercier l'UICN de fournir un bureau à la Convention en collaboration avec le BIROE.

Au cours des trois dernières années, le Bureau et le groupe d'étude établis par la Conférence des Parties en 1984 ont travaillé sans relâche pour conseiller les Parties contractantes sur la manière de créer une structure administrative et financière permanente pour la Convention et, comme vous le savez, la Conférence des Parties a adopté cette proposition à Regina l'été dernier. Par voie de conséquence, un Bureau permanent a été créé à dater du 1er janvier 1988 ce qui permet de libérer l'UICN et le BIROE d'un fardeau financier et d'améliorer considérablement l'efficacité de la convention.

Il en résulte que cette Convention, la plus ancienne convention mondiale en matière de conservation, dont les débuts ont été très lents a maintenant pris son envol. Environ 50 Parties contractantes ont désigné 395 sites couvrant approximativement 30 millions d'hectares. Le processus de ratification de la Convention et de désignation des sites se poursuit.

Les Parties contractantes accordent une grande importance au Programme de l'UICN sur les zones humides ainsi qu'aux initiatives de l'Union en matière de conservation des zones humides et de développement durable. Les programmes de recherche sur les zones humides et les oiseaux d'eau du BIROE, le Bureau des zones humides d'Asie et d'autres organisations internationales et nationales sont également extrêmement utiles à cette Convention, qui cherche à renforcer ses liens de travail avec d'autres conventions concernant la conservation.

Les engagements politiques en matière de conservation des zones humides se renforçant fortement avec l'adhésion à la Convention, celle-ci sert les intérêts des pays développés comme des pays en développement. Dans le monde développé, elle attire l'attention des Etats sur le recensement et la gestion des zones humides importantes et aide à contrôler leur dégradation ou leur disparition. Dans les pays en développement, la désignation de sites permet de leur affecter davantage de ressources.

La Convention suscite l'intérêt des organismes de conservation et organismes d'aide qui souhaitent fournir une assistance environnementale ou financière et aide à contrôler l'évolution de l'utilisation des terres. La Convention encourage également une utilisation rationnelle et durable des zones humides.

Les contributions nationales annuelles au budget de la Convention sont modestes et relativement faibles par rapport à d'autres instruments.

C'est pourquoi j'invite instamment les participants à cette Assemblée générale, représentants d'Etats, d'organismes de droit public ou d'organisations non gouvernementales, à inciter leur pays à devenir Partie à la Convention de Ramsar.

Pour mieux comprendre cette question, j'encourage les personnes intéressées à se rendre dans le hall d'exposition. M. Daniel Navid, secrétaire général de la Convention et M. Michael Smart, coordonnateur du Bureau pour la conservation, proposent des brochures en anglais, en français et en espagnol. Ils seront heureux de vous renseigner plus à fond. Mes collègues du Comité permanent du Canada, du Chili, des Pays-Bas, de Nouvelle-Zélande, de Pologne, de Suisse, de Tunisie, du Royaume-Uni, des Etats-Unis et moi-même sommes également prêts à vous fournir tous les renseignements que vous pourriez souhaiter ou à discuter avec vous.

ANNEXE 13

DECLARATION SUR LA POPULATION ET L'ENVIRONNEMENT, PRONONCEE PAR MME NAFIS SADIK DIRECTEUR EXECUTIF DU FONDS DES NATIONS UNIES POUR LA POPULATION (FNUAP)

Les humains ont fait davantage pour modifier leur environnement physique que toutes les autres espèces réunies. En une période relativement courte, ils ont eu davantage d'impact que l'association des variations climatiques, des bouleversements géologiques et de l'activité solaire.

La plupart du temps, les modifications ont été considérées comme bénignes. La victoire sur les forces de la nature a été une cause de réjouissances, car elle contribuait à la survie de l'homme. Mais nous avons maintenant une nouvelle attitude: nous sommes réunis ici aujourd'hui parce que nous nous rendons compte que la recherche de cette victoire pourrait se terminer par la destruction des systèmes dont dépend la survie. Nous recherchons non à dominer mais à nous adapter.

Survie et adaptation

La survie a toujours été liée à une adaptation réussie. Au fil du temps, les sociétés humaines ont trouvé le moyen de survivre dans les environnements les plus inhospitaliers comme dans les environnements les plus favorables. Elles ont réussi à créer un équilibre, une relation dynamique entre leurs besoins et l'aptitude de l'environnement à les satisfaire.

De nouvelles technologies ont modifié l'équilibre. Elles semblaient offrir la possibilité d'échapper à l'emprise des restrictions naturelles: domination au lieu d'adaptation. Le résultat a, dans une certaine mesure, été positif. Toutes les sociétés modernes dépendent aujourd'hui en fin de compte des produits de la technologie. Grâce à la technologie, les vieux ennemis que sont la famine et la maladie ont été écartés. Les taux de mortalité ont fortement chuté et l'espérance de vie a été prolongée.

Il s'en est suivi depuis deux générations une explosion démographique sans précédent. L'année dernière, la population du globe a atteint cinq milliards d'hommes. Elle augmente au rythme de 80 millions par an, dont 90 pour cent dans les pays en développement.

Mais aujourd'hui, les anciennes limites commencent à réapparaître. D'après les projections des Nations Unies, il y aura six milliards d'hommes à la fin du siècle et peut-être dix milliards lorsque la croissance démographique sera enfin stoppée, dans une centaine d'années. La quasi totalité de l'augmentation aura lieu dans les pays aujourd'hui en développement, par définition ceux qui sont les moins bien équipés pour y faire face. Les hommes, principale ressource du développement, pourraient en fait menacer les perspectives de développement.

Parallèlement, il apparaît de plus en plus clairement que l'activité humaine a des conséquences graves et peut-être irréversibles sur l'environnement dont la survie dépend. L'utilisation intensive ou

malencontreuse des sols et de l'eau augmente les risques en zone rurale. En outre, les villes se développent au détriment des terres. Elles produisent des déchets dont la diversité et les volumes dépassent de loin ce qui avait été connu jusqu'à présent.

Dans de nombreuses régions, la sécurité de l'environnement exige des mesures immédiates et directes. En Afrique, les pays sahéliens voient le désert envahir des parcours et des terres agricoles autrefois non menacés. Chaque année, les pays himalayens voient disparaître plus d'un milliard de tonnes de terres arables du fait de l'érosion et des inondations. Les pays industrialisés courent le risque de perdre leurs forêts et leurs lacs en raison de l'acidification.

Le vieil équilibre entre les humains et la nature ne peut être rétabli. L'environnement et la condition humaine ont trop changé pour cela. Nous devons rechercher une relation nouvelle et dynamique, un schéma de développement qui nous soutiendra malgré la croissance démographique.

Le fait que vous m'ayez invitée à prendre la parole à cette réunion témoigne de l'importance que vous accordez aux liens entre population, besoins des hommes et intégrité de notre environnement. Le programme sur la population que vous avez institué au sein de l'UICN apportera une contribution importante à notre recherche d'un schéma durable de développement. Je me réjouis du resserrement de la coopération entre le FNUAP et l'UICN.

Science et politiques

Déterminer les répercussions des activités humaines est un processus scientifique. Mais à mesure qu'il se concrétise en actions qui donneront naissance à une relation durable, le processus devient politique. Les décisions que cette réunion invitera instamment les gouvernements et institutions internationales à prendre sont essentiellement de nature politique. Elles concerneront l'environnement humain ou social - la configuration et la structure de la société - comme notre environnement physique.

Conseiller les gouvernements et la communauté internationale sur ce qui doit être fait sans examiner de près ce qui peut être fait présente peu d'intérêt. Forts de l'expérience de 40 années de développement, nous avons une idée de l'ampleur des possibilités. Soyons pratiques. Avançons des propositions répondant aux besoins et suffisamment attirantes et logiques pour être acceptées.

Une nouvelle stratégie de développement

Etre pratique n'est pas la même chose qu'être prévisible. Pour instaurer une durabilité, nous devons nous défaire de certaines croyances que nous chérissons en matière de développement.

Les politiques de développement s'appuyaient auparavant sur l'hypothèse que le développement était essentiellement d'ordre économique et que les questions sociales et environnementales étaient secondaires, et que la croissance économique fournirait, en fin de compte, les moyens du développement social et de la protection de l'environnement. Plus particulièrement, le développement économique devait permettre une

transition démographique vers des familles plus restreintes. Ce processus entraînerait certains coûts dont une dégradation de l'environnement et la nécessité de répondre aux besoins d'une population en croissance rapide.

Nous ne pouvons toutefois attendre la transition démographique ou la régénération de l'environnement. Les preuves d'une augmentation de la dégradation permanente de l'environnement et des bouleversements des systèmes sociaux sont trop nombreuses. Il faut agir vite pour modifier les schémas démographiques et l'impact environnemental;

Les propositions pratiques que nous recherchons doivent être directement axées sur les risques consécutifs à une croissance démographique rapide et à une dégradation de l'environnement. L'accent portera sur les politiques de développement social, plutôt que de développement économique. De ce fait, ce qui était hier un luxe devient aujourd'hui nécessité. Les politiques de développement social et de protection de la nature ne peuvent attendre le développement économique. Elles figurent parmi les conditions de ce développement et devraient donc être prioritaires.

La population d'abord

La croissance démographique est certainement une cause de stress environnemental dans les pays en développement, notamment lorsqu'elle est associée à la pauvreté. Les besoins en ressources par personne dans les pays en développement ne représentent qu'une fraction de ce qui est consommé dans les pays industrialisés. Mais les effets cumulatifs d'interventions mal planifiées et de la croissance démographique rapide de ces 40 dernières années ont entamé les écosystèmes fragiles et mis fin à des siècles de coexistence avec les forces de la nature. Dans de nombreux pays, les résultats sont évidents et manifestement désastreux.

Les pauvres ont généralement de grandes familles. Ils possèdent rarement des terres et dépendent du patrimoine commun pour l'alimentation, l'eau et les combustibles. Leur nombre a augmenté rapidement. Parallèlement, ils ont vu leur accès aux terres productives diminuer, du fait par exemple des pressions en faveur de cultures commerciales. Ils ont été acculés dans des zones marginales, plus fragiles. Leurs besoins ont eu des conséquences critiques.

Au Sahel, par exemple, la couverture forestière des sources du Niger et de ses affluents a disparu. En aval, le débit a considérablement diminué. Les rivières plus petites ont été réduites à des cours saisonniers ou même asséchées. Les populations ont dû se déplacer. A mesure qu'elles vont dans les régions plus peuplées du Sud, ces populations ainsi que leurs animaux doivent utiliser des parcours et pâtures de faible rendement. Les sols se détériorent rapidement.

Même les mesures destinées à améliorer la situation l'ont en fait aggravée. Les forages attirent davantage de gens et d'animaux que les terres environnantes ne peuvent en accueillir. Du fait du surpâturage et de la surexploitation, elles deviennent elles aussi désertiques.

De nombreux facteurs s'ajoutent. Les anciens systèmes de gestion des ressources communes, y compris de l'eau, des bois et des sols se sont effondrés. Même dans les régions rurales les plus éloignées, l'impact du

monde moderne se fait sentir. Les schémas de consommation et de production qui ont dominé pendant des siècles ont de ce fait disparu. La croissance démographique rapide contribue à la dégradation de l'environnement mais cette croissance tient elle-même en partie à l'effondrement des systèmes sociaux, y compris des méthodes traditionnelles de limitation de la taille des familles.

Il ne sera pas facile de maîtriser à nouveau des schémas stables de vie familiale. Le processus débute par une prise de conscience des relations étroites existant entre les individus, leur société et leur environnement physique.

Au Sahel, et dans de nombreux pays en développement, y compris par exemple en Egypte, en Inde et au Zimbabwe, les rapports entre la croissance démographique, l'utilisation des terres et la dégradation de l'environnement sont tellement étroits et patents que les gouvernements et les gens accordent une attention accrue à la question.

Ils ne croient pas qu'un ralentissement de la croissance démographique résoudra tous leurs problèmes; mais se rendent cependant compte qu'il permettra de gagner un peu de temps pour résoudre d'autres problèmes, Il aiderait également à établir un style durable de développement, qui permettra d'équilibrer d'une part la croissance démographique et d'autre part les ressources disponibles et l'aptitude de l'environnement à répondre aux besoins accrus.

Quels sont les facteurs influant sur la taille des familles?

La taille des familles et, par conséquent, le taux de croissance démographique sont le fait de décisions individuelles. Mais ces décisions sont prises dans un contexte. Pour que la politique de développement influe sur le processus de décision, elle doit tenir compte du contexte. Pour ralentir le taux de croissance démographique, il faudra changer le cadre dans lequel les décisions relatives à la vie familiale sont prises.

Les programmes nationaux qui cherchent à ralentir la croissance démographique reconnaissent que les gens ont des enfants pour de nombreuses raisons différentes. Dans la majeure partie des pays en développement, il est de tradition d'avoir de grandes familles et celles-ci sont plus populaires. Une plus petite famille est le résultat de décisions réfléchies.

Nous ne connaissons pas encore parfaitement les facteurs qui influent sur les décisions mais nous avons quelques indices. L'accès aux services de planification familiale, ainsi que les informations et conseils en matière de planification familiale, est bien entendu extrêmement important. Outre la planification familiale, nous savons par exemple que les familles plus petites se trouvent dans les milieux plus favorisés. Mais nous avons également constaté que la prospérité n'est qu'un des facteurs en jeu. L'éducation, notamment des filles, les possibilités de revenus des femmes, l'amélioration de la santé et l'abaissement de la mortalité infantile ont eu un effet positif. Les bases éthiques de la société, c'est-à-dire, ses normes sociales et culturelles, attitudes et valeurs, exercent également une influence importante.

On peut aujourd'hui trouver dans toutes les régions du monde en développement des pays qui ont vaincu les problèmes de croissance démographique. Si leurs cultures, populations et composition sont très diverses, ces pays possèdent néanmoins certaines caractéristiques communes.

Dans la majorité de ces pays, les gouvernements se sont fortement engagés en faveur d'un ralentissement de la croissance démographique. Mais le facteur crucial est l'aptitude à traduire cet engagement dans la culture du village et de la rue. Pour parler plus simplement, les gouvernements ont réussi à fournir à chacun les avantages du développement - santé, éducation, emploi, sécurité, dignité ainsi que des services comme la planification familiale. Ils ont accordé une attention particulière aux droits des femmes et à l'amélioration de leur condition. En un mot, ils ont donné la possibilité d'opter en faveur de familles plus petites à ceux auxquels incombe la décision.

Les politiques démographiques réussies sont accompagnées de politiques générales axées sur des besoins spécifiques. Il n'y a pas de raccourci et pas de perspectives de développement durable si nous n'entreprenons pas la tâche délicate et difficile d'aborder les problèmes locaux au niveau local.

Politiques sociales et pouvoir de décision

On retrouve le même schéma en ce qui concerne la protection de l'environnement et l'utilisation optimale des ressources. La croissance démographique ne peut à elle seule expliquer les nombreux problèmes qui se posent dans les pays en développement, par exemple la dessiccation due au surpâturage ou la disparition de la couverture forestière. Ces problèmes sont davantage liés à la perte de contrôle sur l'utilisation des ressources collectives comme la terre et l'eau. Les systèmes traditionnels ont disparu et les systèmes de remplacement, lorsqu'ils existent, ne tiennent pas compte des besoins de l'homme.

Nous connaissons moins bien les causes de la dégradation de l'environnement que les facteurs de la croissance démographique mais nous ressentons la nécessité d'institutions sociales qui soutiendront une utilisation équilibrée de la propriété collective. Ce n'est pas un travail aisé. Il est bien plus facile de construire des usines et de monter des entreprises agro-alimentaires que de planifier, prévoir, préparer et suivre les opérations au niveau des villages. Mais c'est néanmoins possible et, là où ces activités ont été entreprises - dans certaines régions de collines du Népal par exemple - elles se sont avérées très profitables.

Les ressources extrêmement limitées des pays en développement sont très sollicitées et il est difficile à ces pays d'accorder la priorité qu'il faudrait à ces mécanismes complexes et délicats. Il existe aussi des pressions considérables dans la direction contraire. Le schéma mondial du commerce et des investissements impose une concentration des activités dans les secteurs conventionnels et passe par une exploitation impitoyable des ressources naturelles. On accorde peu d'attention aux écosystèmes locaux car ils n'ont aucune valeur économique en eux-mêmes. Pourtant, toute la richesse économique provient à la base de ressources naturelles et dépend donc en fin de compte de la bonne santé de l'écosystème.

Réponses des pays industrialisés

Certaines responsabilités incombent directement aux pays industrialisés qui dominent l'économie mondiale. Ces pays doivent en premier lieu réorganiser leurs propres schémas de production et de consommation afin de produire moins de déchets, moins de pollution et de consommer moins d'énergie. Mais ils doivent également tenir compte de l'influence considérable qu'ils exercent sur les économies et schémas de développement des pays plus pauvres.

Comment les pays industrialisés peuvent-ils contribuer à soulager les pressions urbaines et à stimuler l'agriculture dans les pays en développement? Quels sont les arrangements internationaux qui favoriseront le plus des schémas satisfaisants d'utilisation des terres? La technologie moderne peut-elle aider à mettre au point des sources d'énergie de remplacement pour les pays en développement?

Interactions

Il devient évident que le développement n'est pas une série d'activités sectorielles ou diversifiées mais essentiellement une activité, avec une multitudes d'éléments reliés entre eux.

Ainsi, les stratégies de développement rural sont d'une importance cruciale pour les pays en développement. Elles offrent la possibilité d'augmenter la production agricole, de protéger le domaine public et de soulager les pressions urbaines en réduisant les migrations. Ces stratégies comprennent toute une série d'éléments parmi lesquels l'extension des soins de santé primaires et de la planification familiale aux zones rurales, l'éducation et l'emploi, notamment pour les femmes rurales, des réformes agraires efficaces, la protection des forêts et zones de parcours et un certain contrôle communautaire dans tous ces domaines.

Dans de nombreux pays en développement, certains éléments, voire tous, sont déjà en place mais il est plus difficile de les intégrer en une politique unifiée. Il est toutefois important de travailler en ce sens et il faut que les membres de la communauté sachent qu'ils contribuent à cette tâche et bénéficieront de sa réussite. Ils devraient donc être impliqués dans la préparation de la politique tout comme dans son exécution et devraient avoir conscience de la place qu'ils occupent dans cette politique et de l'importance du travail des autres.

J'aimerais terminer avec trois indications, basées sur notre expérience en matière de population, pour avancer sur la voie d'un développement durable.

1. Les politiques de développement durable sont fonction des besoins et capacités des hommes et femmes en tant qu'individus. Il est particulièrement important de libérer le potentiel de contribution des femmes à la société;
2. les politiques de développement sont indissociables des considérations relatives à la protection de l'environnement et à une croissance démographique équilibrée;

3. les politiques de développement fonctionnent à tous les niveaux, du niveau international au niveau local. Les attitudes et mesures de tous les pays, industrialisés et en développement, devraient refléter leur engagement en faveur du développement durable.

Nous recherchons un développement économique parce qu'il le faut. La pauvreté dans laquelle vivent des milliards de personnes est une insulte à la dignité humaine. Elle fait également peser une menace directe sur la durabilité. Comme le souligne le Rapport Brundtland, le pouvoir de décision est crucial: la pauvreté est définie par l'absence de pouvoir de décision.

L'instauration de la durabilité dépendra de la coopération volontaire des gouvernements et individus de tous les pays. La nouvelle Stratégie mondiale de la conservation apportera une contribution importante. C'est avec plaisir que j'ai constaté que cette stratégie a consacré un chapitre à la population qui suit étroitement les recommandations de la Conférence internationale sur la population de 1984 et de la Conférence de la décennie des Nations Unies pour la femme de 1985.

Le FNUAP s'est engagé en faveur du concept de développement durable. Nous devrions travailler étroitement avec l'UICN pour la seconde phase de la Stratégie mondiale de la conservation. Nous coopérerons également avec les pays à mesure qu'ils mettront au point des politiques nationales de développement durable.

Les stratégies nationales comme internationales contribueront à l'instauration d'un style de développement qui fera correspondre les besoins actuels et les possibilités futures. La survie dans la paix et l'harmonie a toujours été fonction de la possibilité d'adaptation à l'évolution des circonstances. C'est encore le cas aujourd'hui.

ANNEXE 14DECLARATION DE M. MARTIN W. HOLDGATE
DIRECTEUR GENERAL DESIGNÉ DE L'UICN

PERSPECTIVES POUR LES TROIS PROCHAINES ANNEES

Il est présomptueux de ma part d'essayer de proposer des objectifs à l'UICN pour les trois prochaines années alors que je viens d'arriver et ai tant à apprendre. Et devant le nombre de personnes qui ont dit tant de choses flatteuses à mon sujet, je crains de ne pas être à la hauteur. Mais les fausses réputations engendrent de mauvaises relations de travail. Cette Assemblée générale est ma seule occasion d'examiner ma perception de l'avenir avec ceux qui peuvent parler pour tous les membres de l'UICN avant de me mettre au travail. Si ce que je vais dire est parfois naïf ou erroné, veuillez me pardonner mais indiquez-moi aussi en quoi vous pensez que j'ai raison ou que j'ai tort.

Je commencerai par expliquer comment je vois l'UICN en tant qu'organisme: comme une entité vivante et créative.

Ceux qui l'ont conçu sur le modèle de l'Union du Conseil international des unions scientifiques ont été sages. En effet, la force de l'UICN réside dans le mot union: une alliance mondiale de gouvernements, institutions et organisations non gouvernementales qui contribuent, par leur expérience et leurs travaux, à la réalisation d'un objectif commun.

Quel est cet objectif? Nous pouvons tous répondre à cette question - la conservation. Conservation de quoi? Des ressources naturelles: air et eau, sols et roches, relief et diverses formes de vie sur cette planète. Pourquoi? Parce que ces ressources existent. Parce qu'elles constituent un ensemble auto-régulateur dont tous les éléments sont interdépendants. Parce qu'elles sont le système entretenant la vie de l'humanité et de toutes les autres espèces. Parce qu'il faut les utiliser et les développer de manière durable pour que les millions de personnes qui vivent aujourd'hui dans des conditions sordides et dans la misère puissent se libérer et profiter de cette terre comme nous, qui sommes ici réunis, avons le privilège de le faire. Parce que la beauté et la richesse de la nature font également partie de l'héritage spirituel sans lequel nos vies n'auraient aucun sens.

Nous convenons en général qu'il y a aujourd'hui plus de gens que jamais qui soutiennent la cause de la conservation et admettent que, sans conservation, il n'y aura pas d'avenir civilisé pour l'humanité. Au cours des 17 dernières années - depuis que j'ai pour la première fois, mené la délégation de mon pays au Comité préparatoire de la Conférence de Stockholm de 1972 - une des évolutions les plus remarquables a été celle de l'approche des problèmes de l'environnement au sein des gouvernements, organismes officiels, sociétés d'investissement, de la Banque Mondiale, des milieux industriels, du mouvement non gouvernemental et des populations confrontées à des conditions de vie diverses.

En 1970, les problèmes environnementaux nous apparaissaient essentiellement comme des effets secondaires du développement industriel, des conséquences néfastes sur notre environnement naturel: pollution et destruction des aires de nature sauvage. C'était la perspective d'un pays développé et une approche de haut en bas. A Stockholm, cette approche a été contrebalancée par le fait que de nombreux pays étaient confrontés à une pollution des plus sinistres - celle de la pauvreté et de la misère - et devaient se développer pour venir à bout de ces maux. Mais même à cette époque, nous avions beaucoup trop tendance à adopter une approche du haut en bas et à parler de problèmes généraux comme la désertification ou la déforestation. Nous sommes devenus très très à l'aise pour adopter des conventions et des plans d'action mais moins efficaces pour agir véritablement parmi les populations qui façonnent la terre.

Grâce à la Stratégie mondiale de la conservation, à la Conférence d'Ottawa en 1986 et en 1987 à la Commission mondiale sur l'environnement et le développement ainsi qu'à la "Perspective en matière d'environnement jusqu'à l'an 2000 et au-delà" du PNUE, cette attitude a changé. Les gens et leurs besoins ont été portés au centre de la scène. Un développement durable, dont le but est de doter de moyens d'existence durables des communautés d'êtres humains avec des traditions diverses et dans des environnements différents mais vulnérables - est perçu comme la clé qui permettra de conserver la beauté de la nature et d'enrichir et d'embellir la vie humaine elle-même. En écoutant les discours prononcés hier et peut-être plus particulièrement celui du Président Arias, j'ai eu le sentiment que nous étions sur le point d'ajouter un troisième terme à la distinction habituelle entre pays "développés" et "en développement": les "pays mûrs", qui ont atteint un équilibre stable avec leur environnement et leurs partenaires commerciaux et une qualité de vie satisfaisante pour toutes les couches de leurs communautés. Et nous voyons maintenant que le général doit s'appuyer sur le particulier: commencer par éduquer et faire participer les hommes et les femmes en zone rurale comme en zone urbaine en vue de bâtir notre avenir commun.

L'UICN, avec le WWF et le PNUE, a joué un rôle important en transformant notre approche par le biais de la Stratégie mondiale de la conservation qui, j'en suis sûr, sera saluée comme l'un des documents les plus importants de ce demi-siècle. L'UICN est aujourd'hui l'organisme de conservation le plus important et le plus professionnel au monde. Elle occupe une position unique en réunissant les secteurs gouvernementaux et non gouvernementaux. Et parce qu'il s'agit d'une union, la puissance de ses faibles effectifs et de son maigre budget est démultipliée plusieurs fois.

Mais, malgré les progrès évidents des trois dernières années, il ne me semble pas que l'UICN soit un organisme intégré. Son image est floue. Elle apparaît trop comme une réunion d'individus, qui se dirigent plus ou moins dans une même direction réunis par des liens fragiles comme des poussières d'étoiles ou un groupement de météorites. Elle ne parle pas d'une voix claire et unie et encore moins en accord avec la musique des sphères célestes. Je n'entends pas les organismes avec lesquels l'Union travaille dans ce mouvement planétaire de la conservation la qualifier publiquement de puissant partenaire. Elle ne bénéficie pas, franchement, d'une bonne réputation en tant qu'employeur. Le travail qu'elle accomplit n'est pas suffisamment connu. Ma première tâche sera d'améliorer cette situation. Pour ce faire, je dois commencer par comprendre quel type

d'organisme est l'UICN et ma perception doit bien évidemment correspondre avec celle des membres de l'Union en général et du conseil en particulier. Voici donc l'occasion unique d'essayer d'exposer cette perception.

Le monde extérieur peut être grossièrement divisé entre, d'une part les membres de l'UICN sur lesquels s'appuie l'organisation et, d'autre part, le nombre potentiellement considérable d'utilisateurs et de bénéficiaires de l'Union. Nous tirons parti de l'expertise et de l'enthousiasme des membres dans des déclarations écrites, séminaires, ateliers, etc. Les commissions sont notre principal instrument et leurs programmes sont cruciaux. Elles donnent naissance à des idées, évaluations, méthodes et données. Nous détenons ce schéma du CIUS. J'ai travaillé étroitement avec trois commissions spéciales et scientifiques du CIUS: le SCAR, le SCIBP et le SCOPE et je sais combien elles peuvent être productives.

Mais pour tirer le maximum de cette ressource inestimable, nous devons planifier les programmes des commissions de manière précise et en tant que composantes d'un ensemble intégré: en tant que parties d'un seul et unique organisme. Et j'accepte l'idée que nous devons leur apporter un soutien suffisant. Les bénéfices potentiels par unité d'investissement sont considérables. Mais les commissions doivent être correctement reliées entre elles ainsi qu'aux programmes entrepris par le personnel sur certaines questions comme les zones humides, les forêts, la population et l'Antarctique. Ceux-ci aussi doivent être conçus et gérés de manière à contribuer à un ensemble cohérent. Je dois avouer que je doute que ce soit actuellement le cas.

Voici peut-être venu le moment où je devrais parler de ma philosophie de la direction. Je vois mon rôle de responsable comme une base essentielle à mes autres rôles d'ambassadeur de l'UICN et - je l'espère - de personne dont les idées contribuent au développement durable des ressources de la planète. Pour 1988, cinq tâches clés m'attendent:

- Premièrement, garantir que les dépenses ne dépassent pas les recettes. Laissez-moi souligner que la grande incertitude de cette situation n'est pas le contrôle de nos dépenses mais la manière dont nous pourrions prévoir nos recettes - et je devrais peut-être ajouter que, si tous les membres pouvaient verser leurs contributions à temps, la gestion de cette organisation quitterait peut-être le domaine de la sorcellerie pour se rapprocher d'une science ordinaire.
- Deuxièmement, conserver la confiance de ceux dont dépendent les recettes de l'Union et augmenter ainsi les ressources destinées au travail que nous aimerions tous accomplir et qui, nous en sommes persuadés, profiterait à la communauté mondiale.
- Troisièmement, préciser les responsabilités du personnel, des programmes et des centres; rationaliser l'anatomie interne de notre organisme.
- Quatrièmement, renforcer nos relations de travail avec les organisations partenaires au sein du mouvement mondial de la conservation.
- Enfin, progresser fermement vers l'établissement d'un siège permanent.

Ces objectifs sont interdépendants et se recoupent. Je n'approfondirai pas davantage ici. Mais je pourrais peut-être dire quelque chose de l'élément humain. Car la gestion concerne les gens. L'UICN emploie un certain nombre de personnes dévouées et compétentes et elle dépend de leurs qualités créatives. Ces personnes ne peuvent donner le maximum d'elles-mêmes si elles sont gênées par une bureaucratie inflexible. Mais d'autre part, l'UICN doit faire preuve de discipline dans l'utilisation de nos maigres ressources financières pour la simple raison que, faute de pouvoir montrer que nous utilisons au mieux ce dont nous disposons, il est peu vraisemblable que nous obtenions davantage. Ma tâche sera de conserver un système qui associe responsabilité et contrôle financier sans rigidité paralysante. Le système d'information sur la gestion de l'Union a considérablement avancé ces dernières années. L'organisation n'entame et n'entamera aucune initiative sans objectif clair, déclarations explicites sur les mesures à prendre, calendrier établi et estimations de coût les plus précises possibles et notre système de gestion de l'information permettra de mieux suivre les programmes à mesure de leur mise en oeuvre et de procéder aux ajustements cruciaux avant d'être confrontés à de graves problèmes. Compte tenu de ces objectifs, calendrier et coûts convenus, j'espère déléguer autant de souplesse opérationnelle que possible aux personnes qui effectuent le travail. J'ai, jusqu'à présent, été habitué à travailler dans ce cadre et je suis sûr que nous pouvons travailler de la même manière à l'UICN.

Puis-je simplement ajouter que j'ai l'intention d'appliquer la même discipline à l'utilisation de ce qu'on appelle les "fonds sans affectation" qu'aux fonds destinés à des programmes ou projets particuliers. Le fait est qu'il n'y a pas d'argent facile à l'UICN et qu'il faut montrer que chaque franc est bien dépensé, que ce soit pour le bureau du directeur général, pour une commission, pour un centre ou pour un programme. C'est ainsi que nous instaurerons la confiance et attirerons un appui financier.

L'information est l'âme de notre organisme. C'est la raison pour laquelle deux centres, à savoir le Centre du droit de l'environnement et le Centre de surveillance continue de la conservation de la nature, sont indispensables. Ces deux centres font l'objet d'un large respect. J'espère que nous pourrions renforcer la CSC et en faire un véritable centre mondial d'informations et d'évaluations sur la conservation. Nous devons examiner les manières de procéder à cette transformation et la forme qu'elle prendra dans un atelier qui se tiendra plus tard dans la semaine. Cinq types de données au moins sont nécessaires: premièrement, un cadre de références géographiques et topographiques; deuxièmement, une base de données sur la répartition des biotopes, habitats et zones de nature sauvage; troisièmement, une base de données spécifiques sur les aires protégées; quatrièmement, des données sur la répartition et l'état des espèces; et cinquièmement, un ensemble de données sur l'utilisation des espèces. Ces données doivent être soutenues par une bibliographie. Bien entendu, nous ne pouvons et ne devons pas établir ces bases de données seuls. Nous faisons partie d'un réseau de centres mondiaux de données sur l'environnement, y compris le GEMS et le GRID du PNUE, les dossiers de l'Institut mondial des ressources sur l'état des ressources naturelles, les excellentes informations du Nature Conservancy and Conservation International sur la répartition des espèces et aires protégées en Amérique, les dossiers spéciaux sur les espèces du Conseil international pour la protection des oiseaux etc. L'UICN est toutefois

considérée comme capable de diriger la compilation des données mondiales sur les habitats, aires protégées et espèces, en coopération avec ces partenaires et d'autres contributeurs et utilisateurs comme le WWF et l'Unesco. Nous avons nous-mêmes besoin de nombreuses informations sur lesquelles étayer notre programme mais nous servirons mieux la conservation mondiale en concevant et en développant dès le début notre centre comme un service partagé. Une priorité pour 1988 sera de permettre au CSC de fonctionner sur une base financière solide.

Les programmes des commissions, les programmes du secrétariat, le Centre du droit de l'environnement et le Centre d'informations et d'évaluations sur la conservation (ainsi que certains documents cherchent à renommer le CSC) sont des éléments essentiels de l'UICN en tant qu'organisme. Mais les organismes n'avancent que s'ils ont des membres, et les programmes pratiques et projets que l'UICN entreprend pour des gouvernements, organismes d'aide et autres utilisateurs, notamment par l'intermédiaire du Centre de conservation pour le développement, sont les bras et les jambes de l'organisation. Par nos travaux, par nos rapports scientifiques et techniques, nos publications destinées à un plus large public, et, ce n'est pas le moins important, par les travaux des commissions, nous devons jouer notre rôle pour faire avancer le monde sur la voie d'un développement durable. Il s'agit d'un autre domaine que j'aimerais examiner de manière approfondie avec les spécialistes concernés, en leur posant quelques questions: les bons utilisateurs sont-ils touchés, de la bonne manière, aux moments opportuns?

L'UICN doit être considérée comme une organisation mondiale ce qui rend plus aiguë la nécessité de faire passer le message dans de nombreuses langues. Je sais que des critiques ont été exprimées sur l'usage restreint du français et encore plus restreint de l'espagnol, malgré les progrès immenses accomplis pour cette dernière langue, progrès auxquels Kenton Miller a énormément contribué récemment. Nous aurons peut-être besoin d'un soutien pour renforcer notre rayonnement dans ces langues. 1988 fournit à cet égard une occasion unique de rendre hommage au rôle joué par la France lors de la naissance de notre organisation à Fontainebleau il y a 40 ans. Il ne pourrait y avoir de meilleure occasion de réaffirmer le rôle actuel de l'Union que les cérémonies dont nous espérons qu'elles marqueront cet anniversaire; ce serait une force supplémentaire de faire cette déclaration en français.

Je sais qu'il y a beaucoup d'autres choses que je pourrais et probablement devrais, dire. Mais, à cette Assemblée générale, ma première tâche consiste à apprendre de vous tous. Je ne serais pas ici si je n'étais convaincu de l'extrême importance de la conservation de l'environnement mondial. Il s'agit du fondement même de notre existence. Je vous suis extrêmement reconnaissant de l'honneur que vous m'avez fait en m'invitant à servir cette organisation et ferai le maximum pour mériter votre confiance.

ANNEX 15RAPPORT DU COMITE DES FINANCES ET VERIFICATEURS AUX COMPTESMembres

<u>Président</u>	Martin Edwards (Canada)
	Syed Babar Ali (Pakistan)
	Curtis Bohlen (Etats-Unis)
	Léonard Hentsch (Suisse)
	Anis Mouasher (Jordanie)
	José Pedro de Oliveira Costa (Brésil)
	Russell Peterson (Etats-Unis)
	Yuri Yazan (URSS)

Le comité s'est réuni les 3 et 6 février 1988 et a examiné l'état de la situation financière vérifiée pour la période triennale écoulée ainsi que les prévisions de recettes et dépenses pour la prochaine période triennale.

A l'issue de ces réunions, les recommandations ci-jointes ont été rédigées et adoptées par tous les membres présents.

RECOMMANDATION 1

AYANT EXAMINE l'état de la situation financière vérifiée pour 1984, 1985 et 1986;

NOTANT avec préoccupation les reclassements et ajustements des soldes de 1984 à 1985 et de 1985 à 1986;

NOTANT avec vive préoccupation les corrections faites en 1986 pour contrebalancer les soldes des années précédentes;

Le comité des finances et vérificateurs aux comptes:

RECOMMANDE à la 17e Assemblée générale de l'UICN d'approuver les comptes correspondant aux rapports des vérificateurs aux comptes pour 1984, 1985 et 1986;

PRIE les vérificateurs aux comptes d'accorder une attention particulière à la question des ajustements des soldes des années précédentes, au moment de la vérification de 1987.

RECOMMANDATION 2

AYANT EXAMINE les Prévisions de recettes (1988-1991) et dépenses (1988-1990) (nouveaux Tableaux I et II en annexe);

FELICITANT le secrétariat pour la prudence et la minutie dont il a fait preuve dans les Prévisions de recettes;

SOULIGNANT la nécessité de trouver des fonds additionnels pour engager un spécialiste des appels de fonds afin d'attirer des fonds sans affectation et de contribuer à constituer le Fonds mondial pour la conservation;

Le comité des finances et vérificateurs aux comptes:

RECOMMANDE à la 17e Assemblée générale de l'UICN d'approuver les Prévisions de recettes et dépenses, étant entendu que, tout en faisant preuve de la souplesse convenant à la gestion des finances, le directeur général veillera, pour chaque exercice, à ce que les dépenses sans affectation n'excèdent pas les recettes sans affectation;

RECOMMANDE EN OUTRE l'adoption de la proposition relative aux cotisations des membres pour la période triennale 1989-1991 (GA/17/88/5) dans sa totalité.

NOUVEAU TALBEAU I POUR DOCUMENT DE L'ASSEMBLEE GENERALE GA/17/88/4

PREVISIONS DE RECETTES 1988-1991
(en francs suisses x 1000)

	BUDGET 1987	BUDGET 1988	BUDGET 1989	BUDGET 1990	BUDGET 1991
SANS AFFECTATION:					
COTISATIONS	2,900	3,200	3,500	3,900	4,400
IMPOTS SUISSES	380	380	400	400	400
VOLONTAIRES:					
- WWF	1,500	1,000	750	500	500
- AUTRES	840	375	500	600	700
INTERETS	80	50	50	50	50
PUBLICATIONS	110	110	110	110	110
FONDS MONDIAL POUR LA CONSERVATION	0	0	60	60	60
SOUS-TOTAL	5,810	5,115	5,370	5,620	6,220
AVEC AFFECTATION:					
AFFECTES PROGRAMME	1,898	2,100	3,000	3,500	4,000
AFFECTES PROJETS	8,425	10,085	12,430	16,118	20,980
SOUS-TOTAL	10,323	12,185	15,430	19,618	24,980
TOTAL GENERAL	16,133	17,300	20,800	25,238	31,200

NOTE: Les années 1987 et 1991 sont incluses ici pour des raisons mentionnées dans le texte

NOUVEAU TABLEAU II POUR
DOCUMENT DE L'ASSEMBLEE GENERALE GA/17/88/4

PREVISIONS DE DEPENSES 1988-1990
(en francs suisses x 1000)

	BUDGET 1988		BUDGET 1989		BUDGET 1990	
	SUBV/UICN	TOTAL	SUBV/UICN	TOTAL	SUBV/UICN	TOTAL
BUREAU DU DIRECTEUR GENERAL:						
SECRETARIAT DG	730	730	630	630	640	640
MEMBRES/RELAT.INT.	490	490	500	500	534	534
AFFAIRES CONSEIL	215	215	220	220	230	230
APPELS DE FONDS	250	250	260	260	270	270
SOUS-TOTAL	1,685	1,685	1,610	1,610	1,674	1,674
PROGRAMME :						
DGA (ADMINISTRATION)	370	397	370	410	370	410
DDG (CONSERVATION)	65	393	70	400	80	405
COMMUNICATIONS	370	586	370	600	390	620
COMMISSIONS	965	1,700	965	1,730	1,020	1,858
PROGRAMMES						
THEMATIQUES	0	1,596	0	1,600	0	1,613
CENTRES						
CDE	375	384	375	400	375	410
CSC	450	1,951	450	2,030	500	2,110
CCD	100	1,750	100	1,820	120	1,900
FINANCES/ ADMINISTRATION**	0	(773)	0	(804)	0	(836)
SOUS-TOTAL**	2,695	8,757	2,700	8,990	2,855	9,326
AUTRES:						
Assemblée générale	250	250	250	250	255	255
Bulletin/ Publications	205	360	180	375	176	400
Services ordinateur	20	247	20	260	20	260
Contingences	70	70	70	70	70	70
Activités spéciales	90	90	40	40	40	40
Reduction déficit	100	100	500	500	530	530
SOUS-TOTAL	735	1,117	1,060	1,495	1,091	1,555
COMPOSANTE TERRAIN	0	5,741	0	8,705	0	12,683
TOTAL GENERAL	5,115	17,300	5,370	20,800	5,620	25,238

** Les chiffres correspondant à FINANCE/ADMINISTRATION ne figurent pas dans le SOUS-TOTAL PROGRAMME

ANNEX 16RAPPORT DU COMITE DU PROGRAMMEMembresPrésident

Adrian Phillips (R.-U.)
 Ashok Khosla (Inde)
 Magnar Norderhaug (Norvège)
 Yves Renard (Sainte Lucie)

Introduction

1. Le comité a été mis en place avec les attributions suivantes:

Conformément à la disposition 6 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale: le comité proposé par le président et élu par l'Assemblée générale rassemble et passe en revue les commentaires des membres sur le Programme triennal, pendant l'Assemblée générale et suggère des moyens éventuels de les incorporer dans le projet final présenté à l'Assemblée pour approbation. Il est reconnu que tout changement apporté au projet de Programme entraîne une modification correspondante du budget; le comité veille à informer l'Assemblée générale en conséquence.

2. Le comité a interprété sa mission comme étant de guider l'Assemblée générale quant aux avis qu'elle devrait donner au conseil et au directeur général sur le Projet de Programme et de budget tel qu'il se présente, sur le processus de planification du Programme et sur les moyens d'améliorer, à l'avenir, le Programme et le budget triennaux que le conseil et l'Assemblée générale seront amenés à examiner. Il n'est pas possible, d'un point de vue pratique, de proposer des modifications précises au Programme et au budget mais, si l'Assemblée générale approuve le présent rapport, le comité escompte que le directeur général tiendra compte de ses conclusions lors de la préparation de la prochaine version du Programme triennal présenté au conseil pour approbation.
3. Le Programme est un document "vivant" en ce sens qu'il doit être mis à jour et reconduit chaque année pour que le conseil (ou l'Assemblée générale) puisse l'adopter compte tenu de l'évolution de la situation. Un certain nombre de commentaires faits par le comité sont destinés à être inclus dans la prochaine version du Programme et du budget que le conseil doit approuver dans le courant de 1988.
4. Le comité a:
 - a) étudié le Projet de Programme et budget (1988-1990);
 - b) participé, jeudi 4 février, à l'examen informel du Projet de Programme et budget et, samedi 6 février, à la discussion officielle du document par la 83e séance de l'Assemblée générale - et pris soigneusement note des commentaires des membres;

- c) pris en considération d'autres documents, avant l'Assemblée générale; ainsi que les questions soulevées pendant les séances; et
- d) reconnu également les travaux fort utiles des ateliers et des séances des commissions qui ont eu lieu durant l'Assemblée générale.

Observations générales

5. La tâche du comité a été compliquée par plusieurs facteurs:

- a) la révision des Prévisions de recettes et dépenses figurant dans le document GA/17/88/16. Les répercussions de cette révision sur le Programme de l'UICN ne sont pas claires; il est toutefois évident qu'une baisse brutale du montant des fonds sans affectation modifiera probablement l'équilibre du Programme et le rythme de sa mise en oeuvre. Conclusion; pour que l'examen du Programme par l'Assemblée générale soit utile, il faut que les prévisions financières soient exactes
- b) la préparation des résolutions de la 17e Session de l'Assemblée générale, qui ont bien souvent des répercussions sur le Programme, s'est poursuivie, parallèlement aux délibérations du comité. Le comité reconnaît qu'il y a des problèmes d'ordre pratique mais il lui semble que l'Assemblée générale ne devrait pas être invitée à adopter le Programme avant les résolutions le modifiant. Conclusion; le conseil devrait envisager la possibilité de modifier l'ordre des points de l'ordre du jour afin que l'adoption du Programme et du budget soit postérieure à l'adoption des résolutions
- c) le comité se félicite du caractère exhaustif du document du Programme. Cependant, il n'a pas le sentiment que c'est en apportant des commentaires sur chaque activité prise individuellement qu'il sera le plus utile au conseil et au directeur général; des directives stratégiques seraient probablement plus utiles. Toutefois, un certain nombre de commentaires précis et constructifs ont été faits au niveau des activités, tant aux séances officielles qu'aux séances non officielles de l'Assemblée générale. Conclusion; le secrétariat devrait examiner soigneusement ces commentaires lorsqu'il décidera des moyens de mise en oeuvre des activités
- d) l'émergence d'un certain nombre de contributions importantes issues des ateliers et des commissions qui se sont réunis durant l'Assemblée générale. Nombre d'entre elles ont des répercussions notables sur le Programme de l'UICN. Cependant, le comité n'a pas jugé qu'il était possible, d'un point de vue pratique, de chercher à assimiler cette information pour guider le directeur général en ce qui concerne le Programme. Il serait plus utile qu'elle soit examinée par le secrétariat et utilisée dans la rédaction de la version du Programme que le conseil doit adopter dans le courant de 1988. Conclusion; le directeur général devrait examiner ces résultats au moment de la rédaction de la nouvelle version du Programme et du budget.

Commentaires sur le Projet de Programme et budget (1988 - 1990)

6. Structure et présentation: le comité félicite le directeur général et ses collègues du secrétariat pour la présentation du Programme et du budget. C'est un témoignage impressionnant des travaux que l'Union se propose d'entreprendre dans la nouvelle période triennale. Le comité est particulièrement satisfait de la nouvelle structure. Les titres des chapitres principaux reflètent clairement les thèmes prioritaires de l'Union et tiennent pleinement compte des priorités énoncées dans le rapport de la commission Brundtland qui apparaissent maintenant dans la préparation de la Stratégie mondiale de la conservation pour les années 90. Le comité remarque, cependant, que le document serait plus facile à comprendre si les sections de chaque chapitre étaient mentionnées dans le paragraphe d'introduction et si l'information financière correspondant à chaque section était présentée collectivement.

7. Certains membres ont remarqué que la structure adoptée rend difficile toute évaluation des relations entre le programme global et les différentes commissions; ils préféreraient une structure plus étroitement parallèle à celle des commissions, comme c'était le cas dans le précédent Programme. Le comité est d'avis que cette opinion est erronée. L'UICN doit penser et travailler de façon intégrée: le Programme devrait être organisé de manière à encourager cette approche. Le comité se félicite donc de la structure telle qu'elle se présente - cinq domaines principaux avec des annexes correspondant aux biomes et à la géographie. De plus, le comité estime que cette structure ne devrait pas être changée pendant un certain nombre d'années. Ces dernières années, de nombreux changements ont été apportés: chaque changement a, certes, constitué un pas dans la bonne direction, mais ne facilite pas le suivi des progrès et donne une impression de confusion aux membres. Conclusion: la structure actuelle devrait être maintenue pendant toute la prochaine période triennale au moins et devrait être adoptée dans le prochain Programme triennal, avant la 18e Assemblée générale; et n'être modifiée qu'après, s'il y a des raisons impératives de le faire.

8. Intégration du Programme et du budget: le comité se félicite également des mesures prises pour intégrer le Programme et le budget de l'UICN en un seul document. Toutefois, il semble qu'il y ait deux moyens d'améliorer ce processus:
 - a) il n'est pas possible d'établir un lien direct entre les informations financières se trouvant dans le Projet de Programme et de budget et celles qui figurent dans les Prévisions de recettes et dépenses pour la prochaine période triennale. Comme nous l'avons mentionné plus haut, il s'ensuit qu'il n'est pas facile d'identifier les répercussions que les modifications apportées aux estimations financières auront sur le Programme.

 - b) le comité remarque qu'il existe une certaine ambiguïté dans la manière dont l'Assemblée générale est appelée à traiter des questions budgétaires. Bien que le "Document bleu" soit intitulé "Programme et budget", le point de l'ordre du jour mentionne uniquement "Programme"; en outre, il existe des comités de l'Assemblée générale tout à fait distincts sur le "Programme" et sur les "Finances et vérificateurs aux comptes". Le comité

reconnait que cette séparation est peut-être nécessaire mais se demande s'il y a une intégration suffisante. Conclusion; le conseil et le directeur général devraient examiner les moyens d'améliorer l'intégration du Programme et du budget.

9. Participation des membres; Il est essentiel que les membres participent à la programmation et à la mise en oeuvre des activités de l'Union et le comité s'est félicité des mesures que le Secrétariat a prises en ce sens. Il est indiqué au paragraphe 22 du projet de Programme et de budget que la participation est l'un des critères principaux de sélection des Priorités. Plusieurs mécanismes tendant à faciliter la participation, dont les ateliers organisés au cours de l'Assemblée générale, sont déjà en place. La participation des membres demeure cependant insuffisante. Il appartient au secrétariat et aux membres dans leur ensemble d'améliorer la situation actuelle. Conclusion; Les membres gouvernementaux et non gouvernementaux de l'Union sont invités à utiliser pleinement les mécanismes de consultation et de participation dont ils disposent (examen des projets de documents, participation à des activités particulières décrites dans le document de Programme, coordination au niveau régional, etc.) et à faire au secrétariat des suggestions pratiques en ce qui concerne leurs besoins et leurs vues ainsi que leurs contributions éventuelles.
10. L'UICN devrait envisager de faire plus pour encourager la coordination des activités entre membres de différents pays. Les activités internationales, des ONG membres en particulier, augmentent rapidement. L'UICN occupe une place de choix pour stimuler, catalyser et orienter cette tendance.
11. Une autre question particulièrement importante est celle de la contribution que l'expérience des peuples indigènes peut apporter au Programme de l'UICN. Ces communautés ont un rôle à jouer en offrant des avis et conseils irremplaçables au Programme, grâce à leur expérience directe du développement durable. Le comité estime que le secrétariat doit être ouvert à ces contributions.
12. Le projet de Programme et de budget, qui est par la force des choses un document complet, détaillé et extrêmement condensé, ne constitue pas un moyen approprié d'avertir et d'informer les membres des possibilités de coopération. Le comité pense que le directeur général devrait envisager de communiquer à tous les membres un document distinct (en anglais, français et espagnol) qui sélectionnerait les possibilités de participation des membres aux activités du Programme. Ce document pourrait par exemple dresser une liste des domaines dans lesquels il faudrait disposer de personnel détaché pour de courtes périodes, d'études et de rapports, et organiser des conférences, colloques et ateliers - en invitant des membres à prendre la direction de ces activités, soit à titre individuel, soit en collaboration. Il devrait être publié relativement fréquemment, éventuellement sous la forme d'un encart dans le Bulletin de l'UICN. Conclusion; Le directeur général doit trouver de nouveaux moyens de faire participer les membres à la mise en oeuvre du Programme.

13. Recentrage du Programme, priorités et chevauchements; le débat sur le Programme a montré que les membres souhaitaient généralement que l'on s'efforce de:

- recenser les priorités et recentrer le Programme en conséquence;
- éviter les chevauchements dans le Programme et la duplication des activités entreprises avec d'autres organisations;
- mettre l'accent sur les activités dans lesquelles l'UICN a le plus de chances de succès.

Le comité estime que ces considérations censées devraient véritablement guider le Programme et convient que le document, sous sa forme actuelle, soulève des questions légitimes quant à l'engagement de l'UICN vis-à-vis des priorités.

14. Mais le comité pense qu'il est important de reconnaître également que:

- a) l'UICN, si elle veut promouvoir des mesures en faveur d'un développement durable, devrait prévoir de développer les contacts avec les organismes de développement, banques et établissements financiers. Le comité rejette l'opinion selon laquelle l'UICN devrait revenir à une définition étroite de son rôle qui ne constituerait qu'à protéger les espèces et biotopes;
- b) les problèmes de conservation sont fréquemment imputables à l'approche sectorielle du développement. Les activités de l'UICN doivent être conçues et menées sur une base suffisamment large pour répondre aux besoins intersectoriels et multidisciplinaires du développement durable. L'action de conservation suppose, pour être efficace, toute une gamme d'interventions par exemple en matière de planification, de législation, d'éducation et de formation;
- c) il peut être utile pour l'UICN de ne pas négliger certains domaines dans lesquels d'autres organismes jouent un rôle de premier plan. On peut citer à cet égard l'exemple (mentionné au paragraphe 61 du Programme) du réchauffement mondial possible de l'atmosphère, domaine dans lequel plusieurs institutions des Nations Unies sont déjà fortement impliquées. En effet, ce réchauffement pourrait avoir des conséquences importantes sur la viabilité de nombreuses aires protégées du monde entier. L'UICN ne devrait-elle pas se tenir au courant de ces évolutions afin de pouvoir adapter sa propre démarche et les stratégies de conservation qu'elle prône?

15. Il semble donc nécessaire d'utiliser une approche réfléchie dans le choix des priorités au lieu de procéder à un exercice superficiel visant à rétrécir la gamme des activités. De l'avis du comité, il serait utile que les priorités, y compris les critères présidant à leur choix, soient à l'avenir examinées plus explicitement dans le Programme, que le Programme fasse mieux ressortir l'importance relative des activités et que le directeur général procède à un examen minutieux de tous les domaines d'activité afin de déterminer

si l'implication de l'UICN est réellement essentielle. Conclusion: Le Programme pourrait bénéficier d'un examen critique de la manière dont les priorités sont fixées et prises en compte (dans le cadre par exemple de l'évaluation du Programme que nous recommandons ci-après); parallèlement, certaines améliorations pourraient être apportées à la prochaine version afin d'aider à recenser plus clairement les priorités et à déterminer les ressources nécessaires pour mettre en oeuvre ces activités.

16. Projets théoriques et projets de terrain. Il apparaît clairement que les programmes de l'UICN devraient être des projets d'action, faute de quoi, ils ne serviraient à rien. Il ne fait aucun doute que l'action a été, ces dernières années, au centre des préoccupations de l'UICN et ce, à juste titre. Le développement rapide du Centre de conservation pour le développement a fait beaucoup pour garantir que l'UICN soit associée aux projets de terrain ayant un impact dans les domaines où les besoins en matière de conservation sont les plus importants. Certains membres ont toutefois exprimé l'avis que le Programme fait une place trop importante aux études et au travail théorique au détriment des activités de terrain.
17. Le comité reconnaît les préoccupations qui sous-tendent ces observations et il n'y a certainement aucune place dans le Programme de l'UICN pour un effort scientifique et intellectuel qui ne soit pas directement lié aux activités de conservation et de développement durable. Mais, suite à cet examen, le comité n'estime pas que le programme privilégie la théorie par rapport à l'action. De nombreux projets de terrain existent dans le domaine de la conservation et du développement, notamment dans l'important Programme consacré au Sahel. Conclusion: L'équilibre entre travail théorique et projets de terrain est acceptable.
18. Il convient de souligner un autre aspect de la question. Plusieurs membres ont fait des observations sur la facilité relative avec laquelle l'UICN peut attirer des fonds affectés à des activités de projet et sur les problèmes qu'elle rencontre pour réunir des fonds sans affectation en vue d'activités centrales. Par définition, les fonds avec affectation ne peuvent servir à financer d'autres activités, aussi souhaitables soient-elles. Mais le directeur général élu nous a assurés que les projets financés par des fonds avec affectation (notamment ceux du Programme du CCD) ne se font pas au détriment du reste du Programme.
19. Le comité estime toutefois qu'on pourrait faire davantage pour garantir que les compétences de l'UICN soient pleinement utilisées dans la conception et la réalisation de projets de terrain. Ainsi, les programmes de terrain, en expansion, en grande partie financés par des organismes d'aide au développement grâce à des fonds avec affectation, pourraient apporter un soutien plus important aux activités des commissions et aux activités de Programme actuellement financées par des fonds sans affectation. Bien entendu, cette approche pose un certain nombre de problèmes et a ses limites mais le comité estime que l'Union dans son ensemble bénéficierait considérablement d'un renforcement des relations entre les projets de terrain et les autres activités de l'UICN. Conclusion: Le directeur général devrait examiner les moyens de faire bénéficier l'UICN dans son ensemble d'un développement des programmes de terrain.

20. Programme de l'UICN relatif à l'éducation, à la formation et à la communication: le comité partage les préoccupations exprimées par un certain nombre de membres lors de l'Assemblée générale quant à la place relativement peu importante que le projet de Programme et de budget fait à l'éducation, à la formation et à la communication. Il semble que les membres de l'Union conviennent généralement de l'importance de ces domaines d'activité et jugent insuffisante la place qui leur est faite dans le Programme.
21. De l'avis du comité, il ne suffit pas de désigner un secrétaire exécutif de la Commission de l'éducation, aussi souhaitable que cela soit. Le fait est que, pendant plusieurs années, l'UICN a malheureusement eu du mal à définir le rôle précis de l'éducation, de la formation et de la communication dans son programme, malgré le travail inestimable accompli par la commission pendant cette période. Il est vrai que d'autres organisations ont, elles aussi, eu des difficultés à définir des programmes appropriés d'éducation à l'environnement au niveau international.
22. C'est pourquoi le comité suggère au directeur général d'étudier cette question avec l'aide d'un groupe d'étude composé, notamment, de membres de la Commission de l'éducation. Cet étude devrait prévoir un large éventail de recommandations du directeur au conseil, sur le contenu du Programme, les sources de financement et les structures institutionnelles. Le comité souhaite néanmoins soumettre les avis suivants:
- l'éducation et la formation ne devraient pas être traitées comme des secteurs à part entière mais être intégrées dans les activités de l'UICN. Il n'y a guère de place pour une éducation et pour des projets de formation autonomes (de nombreuses autres organisations travaillent activement dans ce domaine); il conviendrait, au contraire, d'incorporer l'éducation et la formation dans des projets appropriés de l'UICN et de mettre des fonds à disposition à cet effet;
 - il importe en particulier que l'UICN fasse connaître au public les activités qu'elle mène pour résoudre les problèmes cruciaux de conservation qui se posent à l'échelle planétaire. Le comité a, par exemple, été impressionné par l'impact des émissions sur l'environnement diffusées à la télévision par certaines organisations membres, et engage vivement l'UICN à renforcer sa collaboration avec elles. L'UICN est une organisation internationale ayant des membres dans le monde entier et devrait donner à ses activités de communication une dimension mondiale.

Conclusion; le directeur général devrait entreprendre l'examen de la place qui revient à l'éducation, à la formation et à la communication dans le Programme de l'UICN, et mettre en oeuvre des activités dans ces domaines établissant une distinction plus claire entre le rôle de l'éducation et de la formation et celui de la communication - activités oui portent le message de l'UICN partout dans le monde.

23. Les commissions et le Programme: un examen du Programme triennal ne saurait être complet sans tenir compte du rôle des commissions de l'UICN. Les commissions occupent une place centrale dans la préparation et la mise en oeuvre du Programme. L'organisation en commissions confère à l'UICN une force unique en mettant à sa disposition un réseau de scientifiques et d'experts dévoués. Cependant, le nombre des commissions et leur cahier des charges fondamental sont demeurés inchangés depuis de nombreuses années. Le comité se demande en fait si cette structure conviendra encore à l'UICN des années 90: cette question mérite pour le moins d'être posée et étudiée.
24. Si le comité se pose cette question c'est parce que le contexte dans lequel opère l'UICN évolue rapidement; par exemple, l'intérêt croissant que les organismes d'aide au développement manifestent à l'égard du développement durable; la sophistication et l'intégration accrues des réseaux de surveillance continue et de bases de données de l'UICN, et le débat susmentionné sur le rôle de l'éducation et de la communication sont autant de facteurs qui pourraient avoir des répercussions sur la place des commissions au sein de l'Union. Conclusion; le comité accueille avec satisfaction la proposition faite au directeur général d'étudier, en consultation avec le conseil, l'organisation de l'UICN en commissions, en vue de proposer à l'Assemblée générale les modifications susceptibles de la rendre mieux à même de répondre aux besoins actuels et de l'intégrer dans d'autres composantes de l'Union.
25. Buts, résultats et évaluation des réalisations; bien que les résultats de nombreuses activités individuelles soient mentionnés, le document fait aussi de nombreuses déclarations générales de bonnes intentions: c'est pourquoi il n'est pas toujours possible de relier les réalisations aux priorités, ni de savoir à quoi une activité donnée va aboutir ou à qui elle va bénéficier, le comité estime cependant que, dans la plupart des cas, ces informations figurent dans les documents de projets qui font une énumération détaillée des activités.
26. Le comité estime que le Programme devrait déclarer plus clairement ce qu'il a l'intention de réaliser et dans quels délais. C'est la raison pour laquelle le comité souhaite, qu'à l'avenir, le Programme incorpore les résultats obtenus, identifie les utilisateurs éventuels et précise les délais (du moins pour les postes à financement sans affectation) et comporte des indicateurs permettant de mesurer les réalisations. Grâce aux bases de données élargies dont dispose l'UICN, tels le Centre de surveillance continue de la conservation de la nature, le Centre du droit de l'environnement et le Centre de la conservation pour le développement, il est maintenant possible de le faire pour certains domaines clés, notamment: le statut d'espèces couvertes par des plans d'action; la couverture des aires protégées en fonction des biomes; les progrès en matière de stratégies de conservation, notamment nationales; les progrès accomplis dans l'établissement de réseaux nationaux de surveillance continue de la conservation et de bases de données nationales; et le nombre de Parties aux conventions sur la conservation de la nature. Il ne s'agit là que des exemples les plus frappants, mais le comité considère qu'il peut exister d'autres méthodes utiles et quantifiables d'évaluation des réalisations, que le secrétariat devrait identifier.

27. Le comité reconnaît que ces données quantifiées doivent être utilisées avec prudence et que, pour certains domaines du Programme, de telles méthodes seraient difficiles à appliquer, voire appropriées. Mais en général le comité voit pour l'UICN plusieurs avantages à utiliser des indicateurs donnant une évaluation quantifiable des réalisations: cela améliorera l'étude de l'impact du Programme, encouragera une approche plus dirigée des activités et fournira des informations d'une valeur inestimable pour les besoins de l'UICN relatifs aux relations avec la presse et le public. Conclusion: le directeur général devrait étudier la manière de rendre le Programme plus constructif et l'évaluation des réalisations plus précise, en incorporant les résultats, les objectifs et les indicateurs de réalisation.
28. Evaluation du Programme: l'examen critique des réalisations de la dernière période triennale, par David Munro et Martin Holdgate, est une évaluation précieuse; cependant, le comité estime qu'un exercice de plus grande portée s'impose, comme les auteurs de cette étude le reconnaissent eux-mêmes. Les problèmes que l'UICN s'efforce de traiter sont d'une importance si cruciale pour l'avenir de l'humanité, son programme est si ambitieux et ses ressources si limitées, qu'il est essentiel d'évaluer l'impact réel du Programme par rapport à la réalisation du développement durable. Parmi les sujets que cette évaluation devrait prendre en considération figurent les priorités, les résultats et les indicateurs susmentionnés. Il est important de tenir compte de l'opinion des "utilisateurs" du Programme dans l'évaluation.
29. Le comité propose donc de procéder à une étude de l'impact du Programme avant la prochaine Assemblée générale, en recourant à des conseillers indépendants et extérieurs. Cette étude devrait être présentée aux membres de l'Assemblée générale, mais ses recommandations en ce qui concerne la conception du Programme devraient être présentées au conseil assez tôt pour que le Programme et le budget pour la période triennale 1991-1993 puissent en tenir compte. Conclusion: le conseil devrait prévoir une étude et une évaluation à grande échelle des réalisations du Programme de l'UICN.
30. Evaluation de projets et de sous-programmes: bien qu'une évaluation globale de ce type soit des plus bénéfiques pour les membres dans leur ensemble, le comité estime que l'UICN devrait adopter une méthode plus systématique d'évaluation en général, en recourant à des conseillers extérieurs, tant au niveau des projets que des sous-programmes. Bien entendu, une telle évaluation doit rester dans des limites raisonnables, le comité est en faveur d'une méthode très sélective. Conclusion: le directeur général devrait établir des mécanismes d'évaluation sélective des activités de l'UICN.
31. Etude du Programme: le Programme doit refléter les priorités de la conservation, notamment en ce qui concerne les régions les plus démunies: tropiques et autres régions en développement. Le comité est persuadé que le Projet de programme et de budget s'efforce de le faire; il estime cependant qu'une procédure doit être mise en place pour soumettre le Programme triennal à un examen critique durant la mise à jour et "la reconduction" annuelles, afin que l'Union soit sûre de vraiment se concentrer sur les véritables priorités. A cet effet, il importe bien sûr

de consulter les commissions, mais aussi d'autres composantes de l'Union et en particulier les membres. C'est pourquoi le comité appuie la suggestion faite à l'Union par Messieurs Munro et Holdgate d'envisager le rétablissement du groupe consultatif de planification du Programme, qui conseillait le directeur général en matière de programme et qui avait pour membres les présidents de commissions et des conseillers extérieurs.

Conclusion: le directeur général devrait examiner les mécanismes consultatifs à sa disposition pour la préparation du Programme et présenter au conseil les recommandations qui s'imposent.

ANNEXE 17

DECLARATION DU PRESIDENT DE L'UICN A PROPOS DE L'EMPLACEMENT DU SIEGE DE L'UICN

Comme le sait l'Assemblée générale, à la suite des déclarations et communications écrites des délégations de la Suisse et des Pays-Bas, le conseil a examiné très sérieusement les offres généreuses des deux gouvernements qui se proposent de fournir un siège permanent et un soutien à l'Union.

Depuis la 16e Assemblée générale de Madrid, cette question a été un grave sujet de préoccupation pour le conseil. Tous les membres de l'UICN sont sincèrement reconnaissants des offres reçues de deux pays, dont les peuples et les gouvernements soutiennent de manière remarquable la conservation en général et l'UICN en particulier, depuis de nombreuses années. Nous apprécions leur contribution et espérons que nous continuerons à bénéficier de leur confiance au cours des années à venir.

Après avoir rencontré les deux délégations et examiné soigneusement toutes les informations disponibles, le conseil a réaffirmé sa décision antérieure, à savoir qu'il vaut mieux que le siège de l'Union demeure en Suisse. Je pense que nous devons tous exprimer notre gratitude au gouvernement de la Suisse et du canton de Vaud qui ont généreusement proposé de fournir un nouveau siège dans le canton - offre qui à certains égards va au-delà de ce que la Suisse a offert jusqu'à présent aux organisations internationales. En outre, le Gouvernement helvétique a apporté un soutien considérable aux programmes et projets de l'Union. J'aimerais transmettre nos sincères remerciements au conseiller d'Etat, chef du département de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce du canton de Vaud de sa présence à cette Assemblée ainsi que de l'attitude constructive avec laquelle il a participé à nos débats.

En m'exprimant ainsi, je ressens une certaine tristesse - sentiment que je sais partagé par mes collègues du conseil. En effet, l'offre du gouvernement des Pays-Bas, soutenue par la promesse d'aide de la ville de La Haye, a été d'une extrême générosité et nous savons qu'elle a été motivée par le seul souhait d'aider les activités de notre Union. Les délégués des Pays-Bas ont également participé de manière extrêmement utile et positive à nos débats, et en les remerciant, en mon nom et au nom du conseil et en remerciant, par leur intermédiaire, le premier ministre et le ministre de l'Agriculture et des Pêches qui ont pris un intérêt personnel à nos négociations, j'aimerais souligner que l'UICN souhaite sincèrement poursuivre cette chaleureuse coopération. Nous apprécions véritablement l'esprit constructif avec lequel M. Pieters vient de retirer l'offre faite par le gouvernement des Pays-Bas.

Je suis persuadé que nous quitterons cette Assemblée générale emplis d'optimisme et de gratitude. L'UICN est extrêmement flattée que ces deux grands amis aient consacré autant d'efforts au plus haut niveau pour

répondre à ses besoins. Le nouveau directeur général s'attachera en priorité à conclure des arrangements portant sur la conception et la construction du nouveau siège, en étroite liaison avec les autorités fédérales, cantonales et communales helvétiques. La conception et la construction d'un nouveau bâtiment pour l'Union est une occasion unique d'intégrer les principes de la conservation dans tous les aspects de la conception architecturale. Le siège de l'UICN devrait devenir un modèle de construction "écologique". Les membres qui ont des suggestions à faire à cet égard auront l'amabilité de les transmettre à M. Martin Holdgate, afin qu'il puisse finaliser le plus rapidement possible la conception du bâtiment, en consultation avec les autorités suisses concernées et la Fondation établie spécifiquement pour la construction et l'entretien des locaux du siège de l'UICN.

Je demande à l'Assemblée générale d'exprimer sa gratitude aux deux délégations par des applaudissements.

ANNEXE 18RESOLUTIONS SUR LES COTISATIONS

Notant les implications financières du Programme triennal qui vient d'être approuvé;

Notant les graves restrictions qui frappent les activités de l'Union, du fait notamment de l'insuffisance des fonds sans affectation, consécutive à la réduction des contributions volontaires du WWF;

Reconnaissant la nécessité de suivre de manière continue le barème des cotisations et, ce faisant, de prendre notamment des dispositions pour les organisations membres des pays les plus démunis, comme demandé lors de la 16e session de l'Assemblée générale à Madrid;

Notant que cette disposition est prévue dans le document soumis à la 17e session de l'Assemblée générale, document qui impose un gel des cotisations des Etats membres des catégories 1 et 2 jusqu'en 1991 et réduit les cotisations de nombreuses ONG de ces pays;

L'Assemblée générale de l'UICN, réunie du 1er au 10 février 1988, à San José, Costa Rica, pour sa 17e session:

DECIDE:

- a. d'adopter le barème de cotisations proposé à l'addendum 1 du document GA/17/88/5 soumis à l'Assemblée générale;
- b. d'autoriser le directeur général à examiner, avec les membres qui connaissent des difficultés particulières dans le versement des cotisations, les moyens de surmonter ces problèmes sans s'écarter des grands principes régissant le financement de l'Union.

ANNEXE 19CAHIERS DES CHARGES DES COMMISSIONS DE L'UICN

COMMISSION DU DEVELOPPEMENT DURABLE

ROLE

La Commission du développement durable (CDD) est l'organe de l'UICN à la source de connaissances scientifiques et techniques requises pour intégrer la dimension de l'environnement dans le cycle de la planification du développement afin que les populations concernées bénéficient d'avantages durables, de manière équitable. La CDD, qui fonctionne dans le cadre général de la Stratégie mondiale de la conservation, encourage une conception intégrée de l'utilisation des ressources vivantes et du maintien des écosystèmes.

CAHIER DES CHARGES

1. Participer à l'approfondissement, à la promotion et à l'application de la Stratégie mondiale de la conservation; donner des avis sur l'élaboration du Programme de l'UICN pour le développement durable; contribuer à l'application du programme; et contribuer à l'élaboration, à la sélection et à la surveillance des projets de développement durable.
2. Maintenir un réseau international indépendant d'experts bénévoles choisis pour leur aptitude à contribuer à la mission de l'UICN dans le domaine du développement durable, et constituer un forum pour les échanges d'idées et d'informations.
3. Travailler en collaboration étroite avec le Centre de la conservation pour le développement (CCD) de l'UICN et avec d'autres services de l'Union en vue d'encourager des pratiques judicieuses en matière de planification de l'environnement dans les pays en développement, en particulier en collaborant avec des organismes d'aide au développement.
4. Mener à bien des tâches spécifiques au nom de l'Union, notamment:
 - rassembler, examiner et diffuser l'information portant sur le statut, les techniques et l'application de la planification du développement durable dans le monde entier et donner des avis sur l'application la plus appropriée des méthodes et techniques de planification en vue de réaliser les objectifs de la Stratégie mondiale de la conservation;
 - déterminer et surveiller de manière continue les régions où la qualité ou la productivité des écosystèmes est menacée en raison d'une absence ou d'une insuffisance de planification des activités de développement;

- élaborer des méthodes et des techniques de planification du développement durable, en vue de la mise en valeur et/ou de la restauration des paysages, compte tenu des différentes conditions locales ou régionales;
- augmenter l'expertise de l'UICN pour ce qui se rapporte à l'aspect économique de la conservation; aux relations entre la population, les structures des établissements humains et l'utilisation des ressources vivantes; et à la conception d'une éthique et d'une prise de conscience appropriées, nécessaires pour encourager le développement durable dans des contextes culturels et biogéographiques différents.

COMMISSION DE L'ÉCOLOGIE

ROLE

La Commission de l'écologie est l'organe de l'UICN à la source des connaissances scientifiques et techniques de l'UICN requises pour garantir que la gestion et la conservation de la nature, des ressources naturelles et de la biosphère s'appuient sur les meilleures connaissances acquises dans le domaine de l'écologie. Elle a en particulier pour objectif de:

- alerter l'Union vis-a-vis des problèmes scientifiques prioritaires relatifs à la conservation de la nature et des ressources naturelles, et au développement, donner son avis à ce sujet; et
- mener à bien les tâches liées aux aspects scientifiques de la conservation et du développement, conformément aux objectifs de la Stratégie mondiale de la conservation.

CAHIER DES CHARGES

La Commission encourage le recours aux connaissances écologiques et leur application à la conservation et à la gestion de la nature et des ressources naturelles, par l'intermédiaire de la Stratégie mondiale de la conservation et du Programme de l'UICN, dans le cadre de la SMC et du programme triennal pour la conservation de l'UICN, afin de:

1. Recommander et encourager les activités de recherche, de formation, d'échange d'informations et de gestion.
2. Etablir et maintenir un réseau international indépendant d'experts bénévoles, choisis pour leur aptitude à contribuer aux différents aspects des sciences de la conservation.
3. Etre un forum pour les échanges d'idées et d'informations dans le domaine des sciences de l'écologie.
4. Rassembler et examiner l'information portant sur différents aspects scientifiques de la théorie et de la pratique de la conservation, et donner des avis sur son application.
5. Identifier les principales modifications écologiques actuelles ou potentielles, leurs causes et leurs conséquences pour la conservation, et faire rapport aux membres de l'UICN par l'intermédiaire du conseil.
6. Donner des avis sur des questions controversées relatives à la conservation et à la gestion de la nature, des ressources naturelles et de l'environnement.

7. Etablir des groupes de travail, des groupes d'étude et des groupes d'experts et trouver d'autres moyens permettant d'obtenir des informations précises et de concevoir des prises de position sur les problèmes de conservation considérés.
8. Collaborer avec les commissions, les centres et les membres de l'UICN, et avec diverses institutions et organisations, en vue de mettre sur pied une base de données sur les questions relatives à la conservation de la nature et au développement.

COMMISSION DE L'EDUCATION ET DE LA FORMATION

ROLE

La Commission de l'éducation et de la formation de l'UICN reconnaît que les nombreuses activités de conservation de l'UICN et d'autres groupes ne pourront être efficaces que si elles bénéficient d'un soutien suffisant de la part du grand public et si elles disposent d'un personnel formé pour orienter leur application. Avec son réseau de membres, professionnels de l'éducation et de la formation du monde entier, et en collaboration avec tous les domaines du Programme de l'UICN ainsi que d'autres experts et institutions, la Commission encourage les efforts destinés à créer un soutien à la conservation et à améliorer les connaissances de ceux qui travaillent dans le domaine de la conservation et du développement durable.

CAHIER DES CHARGES

1. Etablir et maintenir un réseau international d'experts choisis dans les domaines de l'éducation, de la communication, de l'information et de la formation pour leur aptitude à contribuer aux activités prioritaires de la Commission.
2. Accorder une priorité spéciale:
 - au développement de la compréhension de l'environnement chez les personnes prenant et orientant les décisions qui ont une incidence sur l'environnement;
 - à l'amélioration des connaissances de ceux qui travaillent dans le domaine de la conservation et de l'éducation.
3. Faciliter les échanges internationaux d'informations, d'expériences et d'idées dans le domaine de l'éducation, des communications, de l'information et de la formation.
4. Collaborer avec tous les services de l'UICN en vue d'évaluer et de satisfaire leurs besoins en matière d'éducation, de communication, d'information et de formation.
5. Etablir et maintenir, en coopération avec d'autres institutions, un service de référence/documentation sur les possibilités, les programmes et les experts disponibles dans le domaine de la formation et de l'éducation dans le domaine de l'environnement.
6. Etablir un système de réponse aux demandes d'assistance émanant de gouvernements, d'organismes multilatéraux et d'ONG dans le domaine de l'éducation et de la formation en matière d'environnement, que ce soit par des références ou une action directe.
7. Diffuser, par l'intermédiaire de publications et autres moyens appropriés, les informations nécessaires au soutien des activités de la Commission.

8. Encourager l'éthique de l'environnement par l'éducation.
9. Coopérer, le cas échéant, avec d'autres ONG, organismes de droit public et organisations internationales, en particulier avec le PNUD et l'Unesco, pour la conception, l'exécution et l'évaluation de ses activités.

COMMISSION DES PARCS NATIONAUX ET DES AIRES PROTEGEESROLE

La Commission des parcs nationaux et des aires protégées (CPNAP) est l'organe international scientifique et technique de l'UICN qui s'occupe de la sélection, de l'établissement et de la gestion des parcs nationaux et des aires protégées. En coopération avec d'autres commissions de l'UICN et des organismes collaborant avec elle, elle est responsable de la partie du Programme de l'UICN qui encourage l'établissement d'un réseau mondial de réserves naturelles, terrestres et marines, gérées de manière efficace.

CAHIER DES CHARGES

1. Participer à l'approfondissement, à la promotion et à l'application de la Stratégie mondiale de la conservation; participer à l'élaboration du Programme de l'UICN pour la conservation; soutenir l'application du programme et contribuer à l'élaboration, à la sélection et à la surveillance continue de projets d'activités en matière de conservation de la nature.
2. Maintenir un réseau international d'experts bénévoles, choisis pour leur aptitude à contribuer à la mission de l'UICN dans le domaine des aires protégées et constituer un forum pour les échanges d'idées et d'informations scientifiques sur les aires protégées.
3. Coopérer avec le Centre de surveillance continue de la conservation de la nature (CSC) en vue de mettre sur pied une base de données sur la situation mondiale de toutes les catégories d'aires protégées, fournir des lignes directrices au CSC et aider à analyser et diffuser les données.
4. Mener à bien des tâches spécifiques au nom de l'Union, notamment:
 - établir des priorités internationales pour les aires protégées;
 - encourager la gestion efficace des aires protégées par l'application de principes scientifiques et par l'expertise technique;
 - sensibiliser le public aux problèmes des aires protégées;
 - encourager le développement du professionnalisme dans le domaine de la gestion des aires protégées, par la formation, la production et la distribution de publications, par l'organisation de réunions et d'autres moyens;

- 2 -

- fournir des services de consultation à la Convention du Patrimoine mondial et à d'autres programmes internationaux sur les aires protégées;
- fournir des lignes directrices au CSC sur la question des aires protégées;
- encourager l'application du Plan d'action de Bali;
- prendre la direction de la préparation du 4e Congrès mondial des parcs nationaux, qui se tiendra à Panama en 1992.

**COMMISSION DES POLITIQUES, DU DROIT
ET DE L'ADMINISTRATION DE L'ENVIRONNEMENT**

ROLE

La Commission des politiques, du droit et de l'administration de l'environnement (CPDAE) est l'organe de l'UICN qui sert de source d'avis techniques en ce qui concerne les instruments politiques et juridiques requis pour promouvoir la conservation de la nature. Fonctionnant dans le cadre général de la Stratégie mondiale de la conservation, la Commission contribue à garantir que l'infrastructure juridique et politique appropriée existe aux niveaux national et international et reflète les sciences modernes de la conservation et met en oeuvre les meilleures techniques de gestion de l'environnement.

CAHIER DES CHARGES

1. Participer au développement du Programme de l'UICN pour la conservation, mettre en oeuvre ou superviser la mise en oeuvre du Programme du point de vue juridique et politique et contribuer à l'élaboration des projets dans ce domaine, les mener à bien ou surveiller leur mise en oeuvre.
2. Dans le cadre de ce programme, elle s'efforce plus particulièrement de:
 - prendre des initiatives dans des domaines où une amélioration des instruments politiques ou juridiques pourrait contribuer à garantir la diversité biologique et la conservation des biotopes, promouvoir le développement durable et appliquer les sciences modernes de la conservation; à ces fins, proposer et, si nécessaire, préparer des instruments juridiques en vue d'améliorer le milieu et les ressources naturels aux niveaux national, régional et mondial et aider à élaborer et promouvoir des instruments juridiques non contraignants;
 - effectuer, promouvoir et appuyer la recherche juridique compatible avec les objectifs de l'UICN;
 - suivre les initiatives prises par d'autres dans le domaine du droit et de la politique de l'environnement, y compris par les organisations internationales, gouvernementales ou non et apporter le point de vue de l'UICN, si nécessaire;
 - donner des avis sur les conséquences juridiques et administratives des initiatives prises et des questions traitées par l'UICN.
3. Maintenir un réseau international d'experts bénévoles dans les disciplines juridiques concernées, choisis pour leur aptitude à contribuer à la mission de l'UICN dans ce domaine, et constituer un forum pour les échanges d'idées et d'informations dans ce domaine.

4. Aider le Centre du droit de l'environnement à rassembler et examiner les informations sur les instruments juridiques ayant trait à la conservation de l'environnement et des ressources naturelles; surveiller l'évolution du droit, aux niveaux national et international, notamment les traités, les lois, les coutumes, la doctrine, la jurisprudence et le droit non contraignant; surveiller de manière continue les aspects juridiques de leur mise en oeuvre.

COMMISSION DE LA SAUVEGARDE DES ESPECES

ROLE

La Commission de la sauvegarde des espèces est l'organe de l'UICN qui constitue la source première d'informations scientifiques et techniques indispensables au maintien de la diversité biologique par la conservation des espèces de faune et de flore menacées ou vulnérables et qui recommande et encourage la prise de mesures destinées à leur préservation et à la gestion d'autres espèces importantes pour la conservation. Elle a pour objectif de faire tout ce qui est en son pouvoir pour prévenir l'extinction des espèces, sous-espèces, et populations modestes de faune et de flore, maintenant par là-même la diversité génétique et améliorant le statut des espèces menacées et vulnérables.

CAHIER DES CHARGES

1. Participer à l'approfondissement, à la promotion et à l'application de la Stratégie mondiale de la conservation, participer à l'application du Programme de l'UICN pour la conservation, soutenir l'application du programme et contribuer à l'élaboration, à la sélection et à la surveillance continue des projets en matière de conservation de la nature.
2. Maintenir un réseau international de membres bénévoles, choisis pour leurs connaissances dans le domaine de la sauvegarde des espèces et constituer un forum pour les échanges d'idées et d'informations scientifiques sur les espèces et les populations importantes pour la conservation.
3. Coopérer avec le Centre de surveillance continue de la conservation de la nature (CSC) en vue de mettre sur pied et d'évaluer une banque de données sur l'état de la faune et de la flore sauvages et le commerce de la faune et de la flore sauvages, fournir des lignes directrices au CSC.
4. Donner des conseils, des informations et des avis d'expert au secrétariat de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) et à d'autres conventions internationales sur la conservation des espèces ou la diversité biologique.
5. Mener à bien des tâches spécifiques au nom de l'Union, notamment:
 - coordonner le thème et Programme de l'UICN sur la diversité biologique;
 - encourager le maintien de la diversité biologique par la surveillance continue de l'état des espèces et populations importantes pour la conservation;
 - mettre au point et examiner des plans d'action dans le domaine de la conservation et les priorités pour les espèces et leurs populations;
 - encourager l'application des plans d'action dans le domaine de la conservation et résoudre les problèmes s'y rapportant;

- fournir des lignes directrices, donner des avis et faire des recommandations en matière de politique aux gouvernements et à d'autres organismes et organisations oeuvrant dans le domaine de la conservation et de la gestion des espèces et de leurs populations;
- évaluer périodiquement les progrès des initiatives en matière de conservation des espèces et de la diversité biologique.

ANNEXE 20MEMBRES D'HONNEUR DE L'UICN

La qualité de membre d'honneur de l'UICN est conférée pour récompenser des travaux uniques au service de la conservation de la nature.

M. Gerardo Budowski (Venezuela)

Pour sa contribution très importante aux activités de l'Union, en particulier comme directeur général de 1969 à 1975.

M. Raymond Dasmann (Etats-Unis)

Pour sa conception et son approche novatrices des problèmes écologiques du monde entier, la contribution importante qu'il a apportée au travail de l'Union en tant qu'instigateur des programmes relatifs à la conservation marine et au Pacifique sud, notamment en qualité d'écologiste principal de l'Union au début des années 70 ainsi que pour la manière dont il a su reconnaître les contributions des populations indigènes à la société et leurs besoins.

Sir Hugh Elliott (Royaume-Uni)

Pour les contributions extrêmement importantes qu'il a apportées aux activités de l'Union, en particulier en tant que directeur général de l'UICN de 1962 à 1966 et éditeur scientifique pendant de nombreuses années par la suite.

Professeur Pierre Goeldlin (Suisse)

Pour ses contributions très importantes aux activités de l'Union, en particulier en qualité de membre du conseil de 1975 à 1984, de directeur général par interim en 1983 et de représentant du Canton de Vaud auprès du conseil de l'UICN.

Professeur Mohamed Kassas (Egypte)

Pour la contribution très importante qu'il a apportée aux activités de l'Union, notamment en tant que président de 1978 à 1984 et membre du conseil exécutif de l'UICN de 1972 à 1978.

M. Frank Nicholls (Australie)

Pour ses contributions très importantes aux activités de l'Union, notamment en qualité de directeur général adjoint de 1970 à 1976 puis de directeur général par interim en 1976.

M. Maurice Strong (Canada)

Pour sa contribution à la conservation internationale, notamment en tant que président de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement, en qualité de premier directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement et pour les multiples manières dont il a soutenu les activités de l'UICN, en particulier en tant que président du bureau de 1978 à 1980.

Professeur Armen Takdjahn (URSS)

Pour la contribution très importante qu'il a apportée à la conservation des ressources naturelles de son pays, notamment par le biais de ses travaux sur les plantes menacées d'extinction, et plus particulièrement de la publication du USSR Red Data Book sur les plantes et de ses travaux plus fondamentaux sur les classifications de la faune mondiale.

M. Lee Talbot (Etats-Unis)

Pour sa contribution très importante aux travaux de l'Union en tant que membre du conseil exécutif au début des années 1970 et plus particulièrement en tant que directeur général de 1980 à 1982.

The Right Honourable Gough Whitlam (Australie)

Pour sa contribution très importante à la conservation des ressources naturelles de son pays, par le biais notamment de l'introduction d'importants instruments de conservation comme le Australian Heritage Commission Act, le Great Barrier Reef Marine Park Act et le National Parks and Wildlife Conservation Act. En récompense également des efforts qu'il a déployés au niveau international pour protéger l'environnement naturel en soutenant activement la Convention du patrimoine mondial.

ANNEXE 21CITATION POUR LA MEDAILLE DU MEMORIAL JOHN C. PHILLIPS
POUR SERVICES EXCEPTIONNELS RENDUS A LA CONSERVATION,
DECERNEE A M. MICHEL BATISSEHistorique de la médaille John C. Phillips

M. John Charles Phillips fut un pionnier du mouvement de la conservation. Né en 1876, il étudia la médecine et la zoologie et apporta une contribution importante à la science, en particulier dans le domaine de la taxonomie et de la génétique.

M. Phillips a oeuvré sans relâche à sensibiliser le public à la conservation de la nature. Il s'intéressait activement à la coopération internationale en matière de conservation de la nature. En sa mémoire, ses amis ont créé un prix attribué pour services exceptionnels rendus à la conservation internationale et confièrent à l'UICN le soin d'attribuer cette distinction.

M. Michel Batisse
(France)

La médaille John C. Phillips est décernée à Monsieur Michel Batisse pour sa contribution à l'établissement du Programme sur l'homme et la biosphère de l'Unesco, les services qu'il a rendus à la cause de la conservation internationale et le soutien enthousiaste qu'il a apporté à l'UICN pendant de nombreuses années.

ANNEXE 22DISCOURS D'ACCEPTATION DE LA MEDAILLE DU MEMORIAL JOHN C. PHILLIPS
PRONONCE PAR M. MICHEL BATISSE

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, chers collègues et amis,

Dans le fait de recevoir une distinction aussi honorifique que la médaille John Phillips, il y a pour moi à la fois quelque chose de surprenant, quelque chose d'émouvant et aussi quelque chose d'inquiétant.

Ma surprise vient naturellement de ce que cette haute distinction me soit conférée à moi, alors que tant d'autres parmi ceux qui sont présents ici pourraient tout autant y prétendre. Aussi me semble-t-il qu'à travers ma personne, cet honneur s'adresse d'abord à mon pays, la France, dont l'action en faveur de la conservation n'est pas toujours suffisamment connue et reconnue sur la scène internationale. Et je pense qu'il s'adresse également à l'Unesco où, comme vous le rappeliez avec trop d'éloges, M. le Président, s'est déroulée la majeure partie de ma carrière, et qui a pris en matière de conservation les initiatives internationales que l'on sait, qu'il s'agisse notamment de la Convention sur le Patrimoine Mondial ou des Réserves de la Biosphère. Plus que mon mérite personnel, je considère donc que c'est le succès de ces initiatives qui est aujourd'hui consacré.

Mon émotion n'a guère à être expliquée. Il s'agit là d'une récompense prestigieuse, accordée à un représentant d'une espèce souvent mal aimée - je veux dire un fonctionnaire international - plus habituée à recevoir des critiques que des compliments. Une telle récompense va droit au coeur de ceux qui ont défendu la difficile cause internationale. Mais il s'agit aussi d'une récompense qui n'a encore été donnée qu'à un petit nombre de personnes, dont certaines hélas aujourd'hui disparues, mais que j'ai eu le privilège de toutes assez bien connaître et pour lesquelles j'ai la plus haute estime.

Les rejoindre sur ce palmarès me cause donc une émotion profonde. Et en même temps une certaine inquiétude. Le temps serait-il venu en effet pour moi d'arrêter l'effort, d'écrire mes mémoires, de cultiver mon jardin? L'avenir le dira - mais je souhaite pouvoir consacrer encore quelque temps à promouvoir la coopération indispensable à la conservation. Si nous parlons aujourd'hui avec insistance de la diversité biologique, n'oublions pas que cette diversité s'organise dans l'unicité de la biosphère, et que tant cette diversité que cette unicité exigent une solidarité internationale en faveur de la conservation beaucoup plus ferme que celle qui balbutie encore sous nos yeux. Les voies de cette solidarité à construire sont multiples mais toutes demandent une prise de conscience plus claire des systèmes qui régissent notre existence sur cette planète et qui assureront ou n'assureront pas ce "développement durable" pour tous et pour toutes, dont il reste à prouver que nous sommes vraiment prêts à le rechercher ensemble.

La compréhension complète de la nature de nos problèmes, la prise de conscience par chacun du rôle qu'il peut jouer et des comportements qu'il doit acquérir appellent à renforcer et à combiner nos efforts - qu'il s'agisse de recherche fondamentale et appliquée, de surveillance du changement, d'élaboration des méthodes de gestion, de participation des populations locales, d'éducation environnementale et d'information appropriée du public par les médias. Les réserves de la biosphère constituent l'un des outils permettant de réaliser cette combinaison et c'est pourquoi je suis particulièrement heureux de l'intérêt qu'elles suscitent parmi vous. J'espère pour ma part continuer à contribuer à leur développement.

M. le Président, je voudrais pour terminer remercier du fond du coeur le conseil et l'Assemblée générale de l'UICN pour la grande joie qui m'est donnée aujourd'hui et former le voeu qu'une telle commémoration, tout comme les travaux de l'UICN qui se terminent ici dans ce beau pays, contribueront effectivement à la prise de conscience que nous attendons tous.

ANNEXE 23

CITATIONS POUR LES PRIX DECERNES PAR LA COMMISSION DE LA SAUVEGARDE DES ESPECES

Prix du Mérite Peter Scott

La Commission de la sauvegarde des espèces attribue ce prix en reconnaissance de réalisations exceptionnelles en matière de conservation. Pour être reconnues, ces réalisations peuvent comprendre un ou plusieurs faits spécifiques ou refléter une activité prolongée. Le bénéficiaire peut être une ou plusieurs personnes, une organisation ou une institution. La réalisation, aussi modeste soit-elle en terme absolu, doit pouvoir être reconnue comme une contribution particulièrement importante et exceptionnelle à la conservation de la faune et de la flore sauvages, et en particulier (et pas exclusivement) des taxons en danger ou menacés d'extinction et de ceux exploités par l'homme.

Le prix est décerné périodiquement par le président de la Commission de la sauvegarde des espèces, sur recommandation du comité directeur de la commission, le directeur général de l'UICN y siégeant en tant que membre de droit. Ce prix consiste en un certificat et une citation, ainsi qu'une autre reconnaissance tangible jugée appropriée.

Patricia Chable

Les activités de la Commission de la sauvegarde des espèces de l'UICN sont le fait d'une association intéressante d'amateurs et de professionnels, de travailleurs rémunérés et bénévoles, d'un bureau exécutif et de tout un réseau de volontaires.

Cet étonnant amalgame fournit des conseils à l'UICN depuis plus de 20 ans. Pendant onze de ces 20 années, en fait jusqu'en octobre 1987, Patricia Chable a été un membre clé du bureau exécutif. C'était elle la voix douce au bout du téléphone qui calmait le chercheur désespéré, le président frustré et qui, par ailleurs, garantissait que la commission remplisse chaque jour ses objectifs.

Patricia était responsable de tous les aspects administratifs du secrétariat de la SSC, y compris des publications ainsi que de la coordination du réseau de la SSC, le plus important de l'UICN, ce qui exigeait des compétences et une attention importantes. En outre, Patricia était chargée de l'organisation de toutes les affaires et comptes financiers de la commission et de garantir que les fonds limités étaient utilisés aussi efficacement que possible et que tous les comptes étaient irréprochables.

Patricia a servi loyalement la commission, jouant un rôle de système entretenant la vie non seulement du bureau exécutif et de son équipe mais aussi en de nombreuses occasions des groupes de spécialistes de la SSC et des membres du réseau de cette commission.

Aux réunions de la commission où Patricia rencontrait davantage de membres, il ne fait aucun doute que chacun profitait du calme qu'elle dégageait et de son sourire spontané; si tous les membres de la SSC fournissaient les conseils scientifiques et techniques et si le bureau exécutif réunissait les informations ainsi fournies, il appartenait souvent à Patricia de concrétiser les idées et les rêves.

Cette symbiose entre la commission et Patricia garantissait le succès de la Commission de la sauvegarde des espèces et c'est dans ce contexte que cette médaille est attribuée en hommage à la contribution que Patricia a apportée à la conservation des espèces dans le monde entier.

J.C. Daniel

Si pour la majorité d'entre nous la Bombay Natural History Society a été pendant de nombreuses années indissociable du nom de Salim Ali, un autre nom a été étroitement associé à la principale ONG indienne de conservation, celui de J.C. Daniel, universellement connu comme J.C. Il est le conservateur de la société depuis 1960 et en outre, actuellement co-éditeur de son prestigieux Journal. J.C. qualifie ses intérêts en matière d'histoire naturelle comme éclectiques mais avec un goût plus marqué pour les reptiles et la conservation. Il n'est donc pas surprenant qu'il soit l'une des premières personnes à laquelle la SSC a fait appel lorsque nous avons eu besoin de conseils sur un problème d'espèces du sous-continent indien comme sur de nombreux problèmes de conservation. Il a été le premier président du groupe de spécialistes de la SSC sur les éléphants d'Asie, de 1977 à 1984 et continue à travailler non seulement pour ce groupe mais également pour les groupes de spécialistes sur les crocodiles et les primates.

J.C. Daniel est également en grande partie à l'origine du succès de la dernière réunion de la SSC organisée à New Delhi, en Inde en 1981. Depuis de nombreuses années, le Journal of the Bombay Natural History Society est le premier journal de conservation et d'histoire naturelle d'Asie et ce, en bonne partie grâce à la contribution de J.C. Celui-ci a également été à l'origine de la série de projets de recherches sur l'écologie des espèces rares et menacées d'extinction et de leurs biotopes, financée par le U.S. Fish and Wildlife Service par l'intermédiaire du ministère indien de l'Environnement, l'un de ces projets ayant débouché sur la redécouverte récente du courvite de Jerdon dont on avait craint la disparition.

Mme Blythe Loutit

A Mme Blythe Loutit, artiste spécialisée dans la flore et la faune sauvages, pour son courage, son esprit d'initiative et scientifique discipliné mis au service de la conservation de l'éléphant et du rhinocéros du désert du Kaokoland et du Damaraland, Namibie.

Avant et depuis que les populations restantes de ces deux espèces ont été désignées comme devant faire l'objet de mesures de conservation prioritaires en 1981 par le groupe de spécialistes sur les éléphants et les rhinocéros d'Afrique de la SSC/UICN, Mme Loutit et son mari Rudy, responsable de la conservation dans ces deux régions, ont oeuvré avec un

altruisme remarquable à la conservation internationale en menant des activités axée sur la lutte contre le braconnage, l'application des lois, des travaux scientifiques et éducatifs concernant ces espèces et d'autres, ainsi que sur les plantes et les biotopes indispensables à leur sauvegarde.

Mme Loutit, qui est l'auteur d'une étude sur le rhinocéros du désert et son comportement, a financé nombre de ses études sur le terrain grâce à ses peintures et dessins ainsi que par les multiples articles qu'elle a publiés et qui ont incité de nombreux visiteurs à admirer les merveilles naturelles et culturelles du Kaokoland et Damaraland, images parfaites de l'héritage africain irremplaçable.

Robert Falcon Scott

Bob Scott (surnommé ainsi en hommage à notre président emeritus mais sans lien de parenté) a été responsable de la Commission de la sauvegarde des espèces pendant sept ans, de 1979 à 1986. Il est entré dans cette commission après avoir travaillé pendant la majorité de sa vie active à la NOAA (National Oceanic and Atmospheric Administration) ainsi que dans d'autres organismes du gouvernement des Etats-Unis s'occupant d'environnement.

Ses connaissances approfondies en matière de conservation, associées à un esprit d'analyse et une intuition aigüe ont garanti la crédibilité de la Commission de la sauvegarde des espèces à tous les niveaux. Sa longue expérience des mécanismes gouvernementaux des Etats-Unis l'a particulièrement qualifié à la mise au point de programmes et d'activités, donnant à la commission une approche très pratique.

D'un abord calme, réfléchi et amical, il a su obtenir le meilleur des membres très éparpillés et très divers de la SSC. Son amitié est extrêmement appréciée.

José Tello

José Lobao Tello est un membre respecté de la communauté internationale de la conservation. Né au Portugal, il a déménagé au Mozambique étant enfant et y resté depuis lors. Ses 30 années d'expérience en tant que directeur de parc, chasseur professionnel, naturaliste et scientifique l'ont préparé à jouer un rôle important dans la promotion de la conservation et l'utilisation des ressources naturelles des pays en développement d'Afrique et d'Amérique latine.

José Lobao Tello a été pendant 20 ans gardien du Parc national de Corongosa. Au cours de cette période, il a introduit des techniques avancées de gestion du gibier et d'administration des parcs. Il a mis au point un projet d'utilisation des ressources naturelles basé sur les populations de buffles africains du delta du Zambèze. Il a mené des expéditions biologique dans tout le Mozambique et a écrit, conjointement avec le défunt M. Reay Smithers, un ouvrage très précis sur les mammifères de ce pays. Sans formation universitaire, M. Tello est à l'origine de recherches et de publications qui ont apporté une contribution importante à notre connaissance de la flore et de la faune sauvages du Mozambique et à sa conservation.

M. Tello a collaboré étroitement avec la CITES dans un certain nombre de projets et il a entrepris une étude détaillée sur la situation de la flore et de la faune sauvages et les besoins en matière de conservation au Mozambique pour le Fonds mondial pour la nature.

La CITES a fait appel à l'expérience pratique de M. Tello pour la mise en oeuvre de projets consacrés à des espèces particulières, comme le projet sur le crocodile du Nil, mené dans plusieurs pays africains, destiné à réunir des données et des informations sur la situation et la répartition de cette espèce et à aider les gouvernements à établir des quotas pour les exportations de peaux de Crocodylus niloticus.

Grâce à la qualité du travail accompli par M. Tello, ce projet a débouché sur une nouvelle approche de la conservation de cette espèce en Afrique.

M. Tello a entrepris une étude sur les félidés que le secrétariat de la CITES a mis en place en Bolivie. Les résultats de ce travail ont aidé les spécialistes internationaux des félidés à mieux connaître les espèces de cette famille en Bolivie. Les propositions de M. Tello pour la conservation des jaguars en Bolivie, notamment dans les zones où celle-ci est en conflit avec l'élevage, s'appuient sur la nécessité de conserver les félins en tant que ressource naturelle durable dont l'utilisation est importante pour le pays.

Il est inutile de faire remarquer qu'une telle étude aidera considérablement le Gouvernement bolivien à prendre les mesures qui s'imposent vis-à-vis de ces animaux.

Ce prix du mérite Peter Scott témoigne de la reconnaissance de la communauté internationale de la conservation pour les activités de M. José Tello en faveur de la conservation de la nature et de l'utilisation rationnelle des ressources naturelles.

Rom et Zai Whitaker

Il serait trop formel d'utiliser, pour parler de cette remarquable équipe mari-femme, les noms de Romulus et Zahida Whitaker, puisque tout le monde les appelle Rom et Zai. Tous deux citoyens indiens, bien que Rom ait d'abord eu la nationalité américaine, respectivement gendre et fille d'un conservationiste indien éminent, Zafar Futehally, ils sont devenus les grands spécialistes des reptiles dans le sous-continent. Rom a d'abord créé le premier Parc aux serpents indien à Madras, en 1969; Rom et Zai ont ensuite établi en 1974 la Madras Crocodile Bank et édité le bulletin Hamadryad, dont ils sont maintenant responsables. Plus de 500 crocodiles ont ainsi pu être relâchés sur tout le sous-continent indien et de nombreux crocodiles menacés d'extinction d'autres parties du monde sont également élevés.

Un élément essentiel de leurs activités est la Irula Snake Cooperative, qu'ils ont créée en 1978. Grâce aux bons rapports que Rom entretient avec les tribus indiennes, la Coopérative permet à la tribu Irula de profiter de ses compétences innées en matière de capture des serpents et des rats. 600 Irulas environ bénéficient maintenant de ce programme et prélèvent le venin des serpents, venin que la Coopérative fournit aux hôpitaux pour traiter les morsures (plus de 10 000 personnes meurent chaque année par

morsure de serpent en Inde). Les serpents sont ensuite relâchés dans la nature - exemple classique d'une utilisation durable d'une population sauvage, qui correspond en fait à une mise en oeuvre de la Stratégie mondiale de la conservation. Plus récemment, avec une subvention de l'Oxfam, les Whitaker ont institué RATS, groupe d'extermination des rongeurs et termites, dans le cadre duquel de petites équipes d'Irulas se rendent dans des fermes pour capturer des rats, de différentes manières (fouille, enfumage, filets, lances, capture à la main, etc.); ces animaux sont les principaux nuisibles du sous-continent responsables chaque année de la perte d'une quantité considérable de nourriture.

Rom est très demandé en tant que consultant pour les problèmes de conservation des crocodiles et autres reptiles et il s'est rendu, en cette qualité, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, aux îles Andaman et dans de nombreuses autres régions d'Asie du Sud et du Pacifique sud-ouest.

Membres d'honneur de la Commission de la sauvegarde des espèces

M. Kai Curry-Lindahl

M. Kai Curry-Lindahl a été à la tête du mouvement international de la conservation depuis le Congrès international d'ornithologie qui s'est tenu à Uppsala, en Suède en 1950.

Pendant la quasi totalité de cette période, il a travaillé très étroitement avec l'UICN et ses commissions, notamment avec la Commission de la sauvegarde des espèces dont il est devenu vice-président en 1963 ainsi qu'avec le Conseil international pour la protection des oiseaux (CIPO).

Le principal champ d'intérêts et d'activités de M. Curry-Lindahl est l'ornithologie mais ses vastes connaissances dans de nombreux autres domaines d'histoire naturelle et les multiples expéditions de terrain et missions de conservation qu'il a effectuées sur tous les continents ont été mises à la disposition du monde entier grâce à la publication de plus de 500 articles scientifiques ainsi que de nombreux ouvrages faisant autorité comme Conservation for Survival et An Ecological Strategy et Let Them Live.

Les compétences de M. Curry-Lindahl ont été pleinement utilisées par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) pour lesquels il a travaillé en tant qu'expert en écologie et en conservation pour l'Afrique.

Ses pairs de la SSC souhaitent rendre hommage à ses grandes compétences en lui donnant le titre de membre d'honneur en reconnaissance des activités qu'il a déployées tout au long de sa vie en faveur de la conservation des espèces.

Richard et Maisie Fitter

Richard Fitter, qui dit ne pouvoir se souvenir de l'époque à laquelle remonte son intérêt pour la flore et la faune sauvages, est devenu en 1945 secrétaire de la commission qui, sous la présidence du défunt Sir Julian Huxley, a débouché sur la formation de Nature Conservancy au Royaume-Uni. A ce titre, il a participé aux réunions de Bâle et de Zerne (Suisse) en juillet 1946, qui ont elles-mêmes débouché sur la création de l'Union internationale pour la protection de la nature à Fontainebleau en 1948.

En 1964, Richard Fitter est devenu secrétaire honoraire de la Fauna Preservation Society, FPS - FFPS, dont il est ultérieurement devenu président. C'est grâce à lui que cette organisation occupe une position importante sur la scène internationale.

M. Richard Fitter est devenu membre de la Commission de la sauvegarde des espèces lors de l'Assemblée générale de Nairobi en 1963 et, dix ans plus tard, a été nommé président du comité directeur par Sir Peter Scott.

Au nom de Richard, nous avons toujours associé celui de Maisie, qui a rejoint Richard dans la Fauna Preservation Society en 1963 en tant que rédactrice en chef de Oryx. Elle a conservé ce poste important jusqu'en 1982. Au cours de ces 19 années, Oryx, qui était déjà une publication éminente, est devenue le principal journal de conservation de la flore et de la faune sauvages au monde, scientifiquement reconnu, agréable à lire et informatif par dessus tout.

Maisie a participé à chaque Assemblée générale de l'UICN depuis Nairobi en 1963 et a établi un réseau de contacts qui lui servent en tant que rédactrice du bulletin Species de la Commission de la sauvegarde des espèces.

Maisie a été membre de plein droit de la SSC pendant près de 20 ans.

Cette équipe essentielle en matière de conservation doit être ajoutée au petit groupe de membres d'honneur d'élite de la SSC.

ANNEXE 24CITATIONS POUR LES PRIX DECERNES PAR LA
COMMISSION DES PARCS NATIONAUX ET DES AIRES PROTEGEESPrix internationaux Fred M. Packard du mérite
et de la valeur pour les parcs nationaux

Le Prix Fred M. Packard est décerné à la mémoire du premier secrétaire de la CPNAP. C'est Fred M. Packard qui a commencé à établir la Liste des Nations Unies des parcs nationaux et des aires protégées. Il a travaillé énergiquement pour que soit décerné un prix du mérite aux gardiens de parcs luttant contre le braconnage, essentiellement dans le monde en développement. Lors du Congrès mondial des parcs nationaux qui s'est tenu à Bali en 1982, le prix a été élargi de manière à pouvoir être attribué à des personnes ayant contribué à la protection de certaines aires bien au-delà de ce que le devoir leur demandait. Le prix récompense donc maintenant la valeur et le mérite.

Prix internationaux de la valeur pour les parcs nationaux

Sudabar Ali et Shri Qutub du Parc national de Corbett (Inde) pour le dévouement avec lequel ils ont travaillé à la protection des tigres de Corbett.

Les gardiens du Zakouma National Park pour la constance et le sérieux avec lequel ils se sont acquittés de leurs tâches dans les régions en guerre du Tchad.

Francisco Ponce, qui a donné sa vie à la conservation. Il a été abattu d'un coup de fusil, alors qu'il n'était pas armé, le 17 avril 1987 en protégeant les oiseaux de la réserve biologique de Laguna El Jocotal (El Salvador). M. Ponce a consacré plus de 10 ans de sa vie à la protection de la nature.

Mamadou Sadio pour sa lutte contre le braconnage dans le Parc national de Niokolo-Koba, au Sénégal.

Robert Tei pour sa lutte contre le braconnage dans le Parc national Taï, en Côte d'Ivoire.

Prix internationaux du mérite pour les Parcs nationaux

Haida Nation Council, Miles Richardson, Guuiaaw, John Broadhead, Thom Henley, Bill Reid, Colleen McCrory, Vicky Husband, Paul George, Canadian Parks and Wilderness Society, Sierra Club - Canada occidental, Fédération canadienne de la nature, Tom McMillan, John Fraser, Jim Fulton, la Island Protection Society.

La région de South Moresby est surnommée les "Galápagos canadiennes" du fait du nombre important d'espèces endémiques qui s'y trouvent. Avec une productivité biologique exceptionnelle, y compris certaines des plus intéressantes forêts humides tempérées du monde, South Moresby est également le foyer de la Nation Haida. Les personnes et groupes mentionnés ci-dessus ont travaillé inlassablement pendant 13 ans pour préserver cette région face à la dure opposition des industries forestières et minières.

Un Memorandum d'accord a été signé en juillet 1987 entre le Gouvernement de la Colombie britannique et le Gouvernement fédéral du Canada afin que cette région internationalement reconnue devienne une réserve nationale.

Ricardo Luti

Ricardo Luti est argentin, il s'occupe de conservation, d'éducation et a joué un rôle de catalyseur en stimulant les jeunes et en motivant les moins jeunes pour travailler à la conservation de la nature. Il a fondé le Comité Cordoba pour la conservation de la nature et a participé à la création de nombreuses réserves dont le "Cerro Colorado" et le bien du Patrimoine mondial des chutes d'Iguazu. Il est connu par ses collègues pour l'enthousiasme et le dévouement perpétuel dont il a fait preuve pendant plus de trente ans.

Josip Movčan dont l'intérêt pour les beautés naturelles a aidé à instaurer des relations d'harmonie entre le peuple et la nature dans le Parc national de Plitvice en Yougoslavie. Les 28 ans qu'il a consacrés à la gestion du parc de Plitvice témoignent de son dévouement pour la conservation.

Ahmed Tcholli pour le travail qu'il a accompli avec la communauté locale en vue de la création des réserves de l'Aïr et du Tenéré au Niger.

Membres d'honneur de la
Commission des parcs nationaux et des aires protégées

Ray Dasmann

En faisant de M. Ray Dasmann (Etats-Unis) un membre d'honneur de la CPNAP, nous aimerions rendre particulièrement hommage à ses premiers travaux sur la classification des domaines biogéographiques et à son travail descriptif de pionnier sur "les peuples de la biosphère" et "les peuples des écosystèmes". M. Dasmann est également membre de la

Commission de la planification de l'environnement et de la Commission de l'écologie de l'UICN.

En sa qualité d'ancien écologiste principal de l'UICN et de professeur d'études environnementales, M. Dasmann continue à oeuvrer pour que ce monde devienne meilleur pour tous ceux qui y vivent.

Kenton Miller

En conférant à M. Kenton Miller le titre de membre d'honneur de la CPNAP, nous aimerions rendre hommage à son engagement en faveur de la conservation, à son dévouement pour l'UICN et au soutien enthousiaste qu'il apporte aux aires et espèces protégées. Il s'est attaqué à ces différents problèmes sur le terrain, dans les salles de classes et dans la salle du conseil.

En tant que président de la CPNAP et directeur général de l'UICN, Kenton Miller a transmis le message de la conservation dans le monde entier. Le défi est de taille et ses collègues se félicitent que Kenton Miller continue à apporter sa contribution en tant que membre d'honneur de la CPNAP.

ANNEXE 25

INVITATION DE LA DELEGATION DE LA REPUBLIQUE D'INDONESIE
POUR QUE LA 18EME SESSION DE L'ASSEMBLEE GENERALE DE L'UICN
EN 1990/1991 SE TIENNE EN INDONESIE

C'est incontestablement pour moi un grand honneur et un privilège de prendre la parole au nom du gouvernement de la République d'Indonésie à cette 17e Session de l'Assemblée générale de l'UICN à San José au Costa Rica.

Avec la bénédiction du Dieu Tout Puissant, la délégation de la République d'Indonésie aimerait répondre à une lettre en date du 12 octobre 1987 adressée par le président de l'UICN au Président de la République d'Indonésie et invitant ce pays à envisager la possibilité d'accueillir la 18e Session de l'Assemblée générale de l'UICN en 1990/1991 et indiquer que le Président de la République d'Indonésie a décidé d'accepter cette offre, montrant ainsi l'intérêt soutenu et inconditionnel que l'Indonésie porte à l'UICN.

Monsieur le Président, honorables délégués, Mesdames et Messieurs, l'Indonésie a, vous vous en souvenez peut-être, adhéré à l'UICN en 1969 et elle a depuis lors, participé avec diligence et dynamisme aux différents programmes et activités de l'Union, comme en témoigne ce qui suit:

1. En 1976, l'Indonésie a adopté le concept d'un réseau de parcs nationaux pour la gestion des aires protégées et a ensuite accueilli le Congrès mondial des parcs nationaux à Bali en 1982.
2. L'Indonésie a accueilli avec succès le 8e Congrès forestier mondial en 1978 à Djakarta, renforçant ainsi son engagement en faveur du développement durable de ses ressources en forêts tropicales.
3. L'Indonésie a accepté la Stratégie mondiale de la conservation de 1980 et a depuis lors créé 16 parcs nationaux répartis dans l'archipel et couvrant toute une gamme d'écosystèmes représentatifs.
4. L'Indonésie a été choisie pour accueillir la 7e Conférence des Parties à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, à Djakarta en 1989.
5. L'Indonésie a également incorporé dans ses directives générales pour le développement national, le concept de développement durable, reflétant ainsi les objectifs de la Stratégie mondiale de la conservation.
6. L'Indonésie est pleinement acquise à la mise en oeuvre du concept du développement durable, en accord avec le consensus atteint par la Commission mondiale pour l'environnement et le développement, dans laquelle l'Indonésie est représentée par le ministre de la Population et de l'Environnement.

7. En octobre 1987, les ministres de l'Environnement de l'ANASE se sont réunis à Djakarta (Indonésie) et ont mis au point la déclaration de Djakarta sur le développement durable, qui aborde les problèmes de conservation en relation avec la terre, les forêts, la mer et l'air.

Monsieur le Président, honorables délégués, Mesdames et Messieurs, j'aimerais vous apporter à tous l'assurance que l'Indonésie dispose des moyens et installations nécessaires pour accueillir une assemblée importante et faciliter la réussite de cette réunion. Nous disposons également de nombreux sites permettant aux visiteurs d'admirer le riche héritage naturel de l'Indonésie et d'observer les nombreuses activités que mon pays mène en matière de conservation et de développement durable de ses ressources naturelles.

Au nom du gouvernement de la République d'Indonésie, j'aimerais exprimer ma sincère gratitude et mes profonds remerciements pour l'hospitalité et la générosité du gouvernement et du peuple du Costa Rica qui ont accueilli cette réunion importante. Pour terminer, j'aimerais également remercier le comité de l'UICN dans son ensemble pour l'excellent travail accompli. Nous espérons très sincèrement vous voir tous en Indonésie en 1990/1991.

Professeur Rubini Atmawidjaja
Chef de la délégation de la
République d'Indonésie

ANNEXE 26DISCOURS D'ADIEU PRONONCE PAR M. KENTON MILLER.
DIRECTEUR GENERAL DE L'UICN

Madame, Votre Altesse royale, Monsieur le ministre, Monsieur le président, membres du conseil et nombreux amis.

L'Union repose sur une base solide ainsi que l'ont montré ici de multiples témoignages, notamment l'augmentation du montant et du nombre de sources de financement, les engagements pris au cours de cette assemblée, les offres de nouveau siège, la participation de nouveaux membres et partenaires et le passage sans heurt d'un directeur général à l'autre.

Le chemin vers l'indépendance, entamé à Madrid, a été dur mais il est bien marqué. Tout doit être fait pour entretenir cette caractéristique de notre Union et garantir que la voix de l'UICN est celle de la raison, une voix qui insiste sur la durabilité des écosystèmes d'aujourd'hui tout en représentant la santé écologique à long terme de la planète Terre et de ses habitants de demain.

Le nouveau siège fournit une occasion que nous ne devons pas laisser passer. Nous devons avancer et instituer un forum de la conservation. Nous devons travailler en coopération avec des organisations à vocation semblable. Nous devons véritablement donner une envergure mondiale au secrétariat de l'UICN, à ses centres, aux traités et conventions. Ce sont tous ces éléments clés qui nous donneront une force et une synergie véritables.

La conservation à l'appui du développement, qui est la mission même de l'Union, est aujourd'hui à l'ordre du jour dans le monde entier. Ce thème est né à l'Union. Nous avons fait du développement durable un concept et une idée motrice et ne devons pas l'abandonner. Remarquez, ces dernières années, les efforts que nous avons déployés à Ottawa, à la Commission Brundtland dans laquelle nous avons été intimement impliqués, et dans le cadre de la Stratégie mondiale de la conservation, efforts qui se poursuivent. Tous ces efforts font partie d'un processus; ils ne sont pas exceptionnels; on ne peut pas les mettre de côté et les ressortir, en fonction des besoins, pour le prochain slogan. Ne nous écartons pas du chemin, la conservation ne pourra contribuer pleinement à la durabilité à long terme tant que populations humaines et ressources naturelles ne seront pas équilibrées et que les hommes du monde entier n'auront pas atteint un niveau de dignité satisfaisant. Les efforts actuellement menés pour travailler étroitement avec les banques et organismes d'aide au développement doivent être renforcés.

L'Amérique latine est ici. Tous les pays de la région sont présents. Accueillez les dans la famille. Et vous qui venez d'Amérique latine, ne perdez pas ce qui a été acquis et n'attendez pas que l'Union vienne à vous. Venez à elle. Adhérez et participez.

Je demande le soutien des membres. Les cotisations, Mesdames et Messieurs, sont le seul pivot garanti de cette organisation. Elles constituent le seul gage de votre engagement pour les fondations et

autres sources de financement qui demandent en premier lieu: avez-vous le soutien de vos membres et si oui, à concurrence de quel pourcentage? C'est à vous de décider si nous allons avancer et développer la base de financement de l'Union.

Les membres doivent coopérer bien davantage à la mise en oeuvre du programme. Ne peut-on envisager que chacun d'entre vous choisisse un projet du programme que vous avez déjà approuvé - un seulement - que vous le considériez comme vôtre, le mettiez dans votre programme et l'appelliez votre contribution à l'effort de l'Alliance mondiale pour la nature. Parlez-en dans votre bulletin d'information. Informez-en vos membres. Faites-en la promotion. Associez-vous à d'autres membres dispersés dans le monde entier - Nord, Sud, Est et Ouest. Telle est la véritable signification d'une responsabilité partagée.

Soutenez votre secrétariat. Il est peu nombreux et ses possibilités sont donc limitées. Ce n'est pas lui qui fait l'Union; il est là pour vous aider à préparer votre programme. L'Union constitue une grande famille si elle est soudée. Je vais vous donner un exemple: quand vous participez à une réunion de la CPNAP, vous avez devant vous la plus importante entreprise de gestion des terres qui ait jamais existé au monde. Si ce groupe fonctionne un jour selon des politiques coordonnées, nous pourrions assurer la conservation de nombreuses régions de cette planète. Et de même, dans chaque secteur de nos activités, les possibilités sont réelles si cette famille décide d'agir de concert.

Le conseil ne peut donner toute sa mesure sans l'assurance de la participation de toutes les personnes élues. Je vous invite, vous, membres du Nord à "jumeler" votre organisation à un groupe membre ou à un conseiller du Sud. Assurez-vous que chaque conseiller puisse venir à toutes les réunions. Si ce n'est pas le cas, tous les continents ne seront pas représentés pour l'élaboration et l'approbation de la politique de cette organisation. Et vous, Messieurs les conseillers, je vous invite à prendre votre travail au sérieux. Travaillez avec les membres dans votre région. Vous avez des comptes à leur rendre et devez transmettre leur point de vue aux réunions du conseil. Aidez à réunir des fonds. Aidez à promouvoir l'Union. Aidez à mobiliser de nouveaux membres.

Et vous tous, je vous invite à vous méfier d'une tendance que j'ai observée tout au long de cette réunion et des réunions antérieures, tendance à apparaître de plus en plus comme une organisation intergouvernementale, à imiter l'Organisation des Nations Unies dans notre style de travail. Ces institutions sont exceptionnelles mais elles font le travail qui est le leur. Faisons le nôtre. Nous sommes l'UICN. Nous devons être souples. Nous devons parler des politiques et non pas de politique. Nous devons moderniser notre direction; entamons donc cette nouvelle étape. Soutenez votre directeur général; vous lui avez donné un mandat et vous avez engagé des fonds. Le caractère unique de cette organisation doit être conservé et renforcé.

Adhérez aux conventions et programmes internationaux comme le Programme sur l'homme et la biosphère, comme celui sur les mers régionales. J'espère que vous, membres du Nord, allez nous poser un nouveau défi - travaillons à la Stratégie de la conservation de l'Arctique. Tous les membres de cette région sont présents. Ils sont membres de l'Union. Il n'y a pas d'excuse. Nous devons trouver un moyen de faire valoir cette institution dans ce territoire complexe.

A l'occasion de la présente réunion, nous sommes devenus une chose unique au monde. Nous sommes aujourd'hui, à l'évidence, la principale organisation spécialisée dans notre domaine. Nous formons un clan. Nous avons parmi nous nos rangs plus de hauts responsables exécutifs et plus de monde que jamais lors de nos précédentes Assemblées générales. J'insiste pour que l'organisation des futures Assemblées générales soit revue, de manière à prendre acte de cette caractéristique. Il faut que les gens puissent se réunir, parler et mettre au point des projets, que cette Société puisse agir comme une société et faire véritablement tout ce qui est en son pouvoir pour associer science et gestion, pour rechercher la bonne voie et avoir une influence sur ce monde.

Faisons également en sorte que, lors de la prochaine réunion, l'URSS, les Etats-Unis, le Japon, le Brésil, l'Indonésie et la Chine soient présents en tant qu'Etats membres, qu'ils s'impliquent pleinement et jouent un rôle à part entière. En m'exprimant ainsi, j'invite les Etats à ne pas utiliser cette organisation comme un organisme intergouvernemental. Ne commençons pas à organiser des comités, groupes de 77, et autres réunions en tous genres. L'UICN est une organisation spécialisée où nous devons débattre du sujet traité et rentrer dans nos pays pour influencer nos gouvernements.

J'insiste à nouveau: soutenez votre nouveau directeur général. La transition a été chaleureuse et sérieuse. Avec votre président et les nouveaux membres du conseil, l'UICN est dans d'excellentes mains.

Enfin pour terminer, Monsieur le président, j'aimerais remercier les membres de ce qui a été mon secrétariat ainsi que le personnel de terrain. Ils forment le groupe le plus extraordinaire, le plus travailleur et le plus dévoué dont puisse disposer une organisation. Vous avez les meilleurs. Il faut les soutenir et les aider et je les remercie très sincèrement. Je souhaite indiquer aux membres du conseil, à notre trésorier, Léonard Hentsch, aux institutions qui coopèrent avec nous, aux nombreux membres qui se sont attelés au travail, enfin, à vous notre président, combien j'ai apprécié notre étroite et chaleureuse relation de travail.

Je vous remercie et vous dis adieu.

ANNEXE 27DISCOURS DE CLOTURE PRONONCE PAR M. MARTIN W. HOLDGATE
DIRECTEUR GENERAL DESIGNÉ DE L'UICN

Voilà, la fête est pratiquement terminée. Il sera bientôt temps de faire la vaisselle.

Il y en aura beaucoup.

Je suis venu ici avec un sentiment de doute. J'avais entendu des rapports selon lesquels les Assemblées générales de l'UICN étaient une sorte de banquet commençant avec de la science pour apéritif, se poursuivant avec les résolutions comme plat principal, le tout arrosé d'un peu du sang du directeur général si les membres avaient une attitude particulièrement péremptoire.

Cette réunion n'a pas été ainsi et je pars pleinement rassuré.

D'abord, cette réunion a rassemblé des professionnels de haut niveau. La diversité des compétences a été remarquable. Les ateliers ont couvert tous les continents et biomes et abordé des questions sociales et économiques extrêmement importantes; en outre, ils avaient en commun la qualité de rester très pratiques. Ils démontrent, comme les excellentes présentations de projets menés en Amérique latine, que l'UICN reconnaît que la conservation concerne des régions existantes avec des populations réelles dont les connaissances accumulées constituent une richesse, dont les besoins doivent être satisfaits et dont il faut s'assurer la participation pour que la conservation ne soit pas un vain mot. Nous pouvons débattre de l'équilibre à atteindre entre la protection de la nature et le développement durable mais nul ici présent ne peut mettre en doute qu'il s'agit des deux faces d'une même pièce. Nul ne peut non plus douter que l'UICN dispose d'une occasion extraordinaire et peut apporter une contribution importante en participant à des projets de terrain du type de ceux qui nous ont été présentés.

La vaisselle que je dois faire concerne en partie la manière dont l'Union peut s'organiser au mieux pour saisir cette occasion. Je vous suis reconnaissant des conseils que vous m'avez donnés sur de nombreuses questions clés. Je réexaminerai la structure et l'administration de l'UICN et en informerai le bureau et le conseil en mai ou en juin. J'espère pouvoir, au cours de cet examen, consulter nombre d'entre vous, y compris les présidents des commissions avec lesquels j'aimerais travailler en étroite collaboration. M. Robin Pellew et moi-même préparons des propositions de modernisation du Centre de surveillance continue de la conservation de la nature qui constitue un service essentiel pour nos organisations partenaires comme pour nous-mêmes. J'étudierai notre système de communications et la manière dont nous pourrions modifier notre Bulletin afin qu'il soit plus utile à nos membres. M. McNeely et moi-même examinerons avec les responsables des programmes et des centres comment tenir compte des conclusions des ateliers et des résolutions dans nos activités scientifiques et comment répondre aux défis posés par la Commission mondiale pour l'environnement et le développement. M. Cockerell et moi-même administrerons notre

système d'informations sur la gestion afin que celui-ci nous fournisse un contrôle financier précis sans lequel nous ne pouvons fonctionner de manière responsable. J'ai l'intention de me rendre à Paris en juin pour préparer la célébration de notre 40e anniversaire avec nos collègues français. Enfin, mais ce n'est pas le moins important, nous contacterons bientôt les autorités suisses qui ont généreusement offert de fournir à l'Union un siège conçu d'après les principes écologiques les plus avancés.

J'avoue que j'ai réfléchi à ces principes. Une forêt humide internationale, recyclant l'oxygène et fournissant la biomasse nécessaire au chauffage de locaux bien isolés? Des plantes insectivores et des araignées domestiques pour limiter les populations de mouches? Nous devons mettre de l'ordre dans nos idées au cas où l'architecte aurait trop d'imagination.

La direction d'une organisation comme celle-ci ressemble à l'escalade d'une montagne: il faut une équipe et chacun, comme l'a dit John Hunt à propos de l'Everest, monte sur les épaules de ceux qui précèdent. Je pars encouragé par l'esprit d'équipe qui existe non seulement au sein de notre personnel mais aussi parmi les centaines de personnes présentes ici. Et je sais très bien sur quelles épaules je vais monter. Je me félicite que vous ayez élevé mes prédécesseurs - tous de grands amis - au titre de membre d'honneur. Je suis très sincèrement reconnaissant à Kenton Miller, dont les compétences ont été prouvées lors de cette réunion, pour l'effort qu'il a consenti afin de me laisser un héritage ordonné.

Monsieur le président, Votre Altesse Royale, membres du conseil, collègues et amis, je pars d'ici pour affronter une montagne de vaisselle mais j'aborderai ce travail le coeur léger, sachant que votre bonne volonté et votre engagement m'aideront à commencer à servir la cause de la conservation mondiale avec l'UICN et par son entremise.

ANNEXE 28

DISCOURS DE CLOTURE PRONONCE PAR M. M.S. SWAMINATHAN
PRESIDENT DE L'UICN

De toutes nos Assemblées générales, celle-ci a été la plus importante et c'est celle qui a connu la plus large participation. 925 participants provenant de 93 pays ont pris part à nos débats. Outre le Président, la Première Dame, les ministres, les fonctionnaires et scientifiques de haut niveau de notre pays hôte, nous avons eu le privilège que Son Altesse Royale, le duc d'Edimbourg (président du WWF), les directeurs exécutifs du PNUE et du FNUAP ainsi que de hauts fonctionnaires de la Banque Mondiale et de banques régionales de développement participent activement à nos travaux. Ceux-ci ont été menés dans un véritable esprit de partenariat et avec diplomatie. Le sentiment qui m'envahit maintenant est un sentiment de gratitude. Gratitude envers vous tous non seulement pour m'avoir donné l'occasion d'être votre président pour un nouveau mandat mais également pour l'inspiration que fournit l'association avec un groupe aussi convaincu de particuliers et d'institutions dont le seul but est une terre meilleure pour tous.

Quels sont les éléments qui font le succès d'une conférence aussi importante? Ce ne sont pas simplement les personnes assises sur l'estrade, celles qui font les discours ou préparent les résolutions qui donnent un sens à cette réunion et permettent son succès - tout aussi important, voire davantage, est le travail accompli par une multitude de personnes anonymes: secrétaires qui travaillent nuit et jour, traducteurs, interprètes, personnes chargées du nettoyage et de la distribution des documents, responsables de la sonorisation, personnes travaillant dans les salles de presse, cuisiniers des hôtels et les nombreuses autres personnes qui ont rendu notre vie et notre travail agréables et fructueux. Le personnel de liaison de notre pays hôte a toujours été souriant et laborieux. Quand je pense à ceux - connus et inconnus - qui ont contribué au succès de cette réunion, j'ai le sentiment qu'ils incarnent dans leur vie de tous les jours le dicton de Swami Vivekananda:

"En ce monde, prenez toujours la position du donneur.
Donnez amour, donnez aide, rendez service, et donnez tout ce que vous pouvez,
Mais ne faites pas de troc."

Le Bouddha a une fois donné les forêts comme exemple du concept de l'amour unilatéral, puisque les arbres fournissent de l'ombre même au bûcheron qui vient les couper. Nos collègues du Costa Rica se sont imprégnés de cette vertu.

Remercions chacun d'entre eux, à commencer par la Première Dame et le Monsieur le Ministre Umana, du Comité national organisateur et tout leur personnel, sans oublier M. Kenton Miller et tout le personnel de l'UICN.

Le but de cette Assemblée générale était de promouvoir la puissance du partenariat. Nous disposons à l'UICN d'une organisation unique. Elle est non gouvernementale et nous avons pourtant la chance de compter parmi nos

membres 60 Etats et de nombreuses organisations gouvernementales. La force de notre système tient à nos racines professionnelles: le nombre important de personnes travaillant sur le terrain, enseignants et chercheurs qui fournissent gratuitement leur temps et leur compétence pour l'accomplissement de la mission et du mandat de l'UICN. Nos forces individuelles varient mais notre force collective est considérable. Mettre au point des méthodes qui nous permettent d'utiliser notre force collective pour un avenir commun heureux constitue pour nous un défi important.

L'UICN est une organisation unique. Son message est harmonie - harmonie entre nous et avec le monde dans lequel nous vivons. Grâce à ses membres - organisations gouvernementales et organisations non gouvernementales - l'UICN est en mesure d'avoir une vision intégrée de tous les aspects d'un problème. Pour être utile, l'UICN doit conserver son professionnalisme. Sa voix doit avoir une forte crédibilité scientifique. Les Etats membres devraient considérer l'UICN comme une amie, un philosophe et un guide. L'UICN perdrait toute valeur aux yeux du monde si elle devenait un forum de combats politiques.

Nous avons besoin, plus que jamais dans l'histoire de l'homme, d'organisations professionnelles sur les conseils desquelles les gouvernements puissent s'appuyer, indépendamment de leurs idéologies politiques. Faisons en sorte que l'UICN demeure une telle organisation, axée sur la recherche de la vérité et du bonheur durable de l'humanité. Je suis persuadé que notre nouveau directeur général, M. Martin Holdgate, nous aidera à rester fidèles à notre mission fondamentale, à savoir la promotion d'une grande symphonie terrestre.

Aux présidents et aux membres du comité directeur qui ont durement travaillé au cours des deux dernières années pour planifier dans les moindres détails cette Assemblée générale, je dis au nom de nous tous "merci beaucoup". Remercions également M. David Munro (Président), M. Wolfgang Burhenne, M. Roger Morales et M. Mats Segnestam pour leur travail. Aux membres du personnel de l'UICN, je peux seulement dire qu'ils peuvent être fiers du travail accompli. Ils ont travaillé comme les musiciens d'un orchestre symphonique se faisant mutuellement concurrence pour l'excellence de leurs contributions respectives. Je remercie personnellement MMes Fiona Hanson et Estelle Viguet car sans leur aide et leur constance, je n'aurais pu mener à bien mes fonctions.

Pour moi, l'élément le plus encourageant du débat sur le programme de travail de l'UICN pour les années 1988 à 1990 a été le message répété de nos membres à ceux qui travaillent au siège de l'Union: "dites-nous ce que nous pouvons faire - n'essayez pas de prendre trop de choses en charge - faites appel à nous pour agir au niveau de la base et pour accomplir les tâches que nous pouvons mener d'une manière efficace et rentable". Je suis persuadé que M. Holdgate ainsi que le personnel du siège de l'UICN vont prendre ce message très au sérieux et instituer un nouveau partenariat avec nos membres.

J'aimerais lancer un appel aux membres pour que notre organisation soit l'écho non seulement des pingouins mais aussi des pauvres. Si nous ne travaillons pas en faveur d'un meilleur environnement pour le milliard défavorisé de notre planète, la dégradation de notre environnement se poursuivra sans répit. Nous ne pourrions améliorer l'environnement du

milliard de défavorisés que si nous intégrons dans la planification environnementale, la garantie de la sécurité alimentaire et de moyens d'existence pour tous. La sécurité alimentaire suppose un accès physique et économique à une alimentation équilibrée et à de l'eau potable pour tous de manière permanente. Cette condition est essentielle à une pleine expression du potentiel génétique inné qui permet le développement mental et physique de l'enfant. Garantir des moyens d'existence aux pauvres dans leurs habitats naturels est le seul moyen d'assurer une utilisation durable et équitable de nos ressources environnementales.

En cette année de 40e anniversaire, ajoutons également les besoins des pauvres ruraux et urbains en matière d'alimentation, d'eau, de combustibles, abris et autres besoins humains fondamentaux à nos grands sujets de préoccupation, tout en intensifiant nos efforts pour protéger les espèces de flore et de faune menacées d'extinction ainsi que les écosystèmes menacés.

La bataille pour la conservation de la nature ne peut être gagnée que dans les cours de récréation des écoles. J'espère sincèrement que notre Commission de l'éducation mettra au point des programmes adaptés qui permettront aux jeunes d'apprendre l'art et la science d'un développement écologiquement durable. A cet égard, je devrais mettre en garde contre l'utilisation abusive du terme "développement durable". Il ne faut pas qu'il devienne du simple jargon. La durabilité doit être un concept dynamique. Nous avons besoin pour ce faire de recherches et de formation intensives. Ainsi, pour promouvoir la durabilité de l'utilisation des terres, nous avons besoin d'une stratégie intégrée de conservation, de restauration et de production. Les exposés et le débat relatifs aux problèmes environnementaux d'Amérique centrale ont montré une bonne compréhension des principes de conservation et une connaissance étendue des techniques de restauration mais ont révélé une certaine faiblesse en matière de production. S'il existe un déséquilibre entre ces trois éléments de la gestion et de l'utilisation de la terre, les contraintes de production prendront le pas sur les questions de conservation et de restauration.

Je pense que nos programmes ne mettent pas suffisamment l'accent sur le rôle pivot de la recherche et de la formation en relation avec des techniques écologiquement durables et économiquement viables d'utilisation des ressources. J'ai l'intention, au cours de cette année, de consacrer une part énorme de mon temps à titre individuel en qualité de président à promouvoir la croissance d'un réseau mondial de centres que j'appelle "centres Brundtland" afin de mettre au point des technologies intégrées en matière d'agronomie, de zootechnie, de foresterie et de pêche, basées sur les principes de synergie et de symbiose. L'idée n'est pas de mettre sur pied de nouveaux centres, sauf en cas de nécessité absolue, mais de persuader les centres existants dans différents domaines agro-écologiques de modifier et de développer comme il convient leurs programmes de recherche et de formation en les axant sur la durabilité. Le Centro Agronomico Tropical de Investigación y Enseñanza (CATIE) de Turrialba au Costa Rica est un exemple du type d'établissement dont nous avons besoin dans différentes parties du monde en développement pour atteindre les buts fixés par la Commission mondiale pour l'environnement et le développement.

L'année du 40e anniversaire de l'UICN a commencé sous des auspices favorables. Grâce à la lucidité des gouvernements de la Suisse et des Pays-Bas, nous aurons bientôt un siège. Nous sommes redevables au gouvernement suisse qui nous a offert d'accueillir une manifestation spéciale au mois d'octobre prochain pour fêter notre 40e anniversaire, indépendamment du fait qu'il fournit un emplacement, des bâtiments et un soutien financier pour l'établissement de notre siège. Nous sommes également reconnaissants au gouvernement de la France qui prévoit une cérémonie à Fontainebleau, lieu de naissance de l'Union.

Côté financier, nous avons également bien commencé. Vous avez montré combien vous êtes attachés à l'Union en apportant un soutien sans réserve à la nouvelle structure de contributions. De nombreux Etats membres ont en outre offert des contributions volontaires. Nous avons également reçu un don généreux de la défunte Mme Julia Ward. Mme Ward s'était intéressée tout au long de sa vie à la nature et à sa conservation, plus particulièrement à la protection des oiseaux. J'aimerais indiquer combien nous apprécions qu'elle ait fait de l'UICN, du CIPO et du WWF, ses principaux légataires. Il s'agit de la donation la plus importante que nous ayons reçue jusqu'à présent.

Puis-je lancer un appel à tous nos membres pour qu'ils nous aident à combler notre déficit et à constituer sans délai une réserve satisfaisante. Il faudrait pour cela que les arriérés de cotisations soient versés avant le 31 mai 1988.

Les défis qui nous attendent sont considérables, tout comme les possibilités qui nous sont offertes. Nous avons eu la chance que le Costa Rica nous invite à tenir la 17e Session de l'Assemblée générale; ce pays montre au reste du monde comment convertir une crise financière en une occasion de protéger la terre et le drame de la déforestation en un espoir d'utilisation durable des terres.

Le Président de l'Indonésie nous a généreusement invité à tenir la 18e Session de l'Assemblée générale en Indonésie, invitation que votre conseil a accepté avec gratitude, sous réserve que des arrangements puissent être conclus pour une participation effective de tous nos membres.

M. Kenton Miller nous quittera ce mois mais je me réjouis de l'aide et des conseils qu'il continuera à nous apporter en sa qualité de membre honoraire de l'Union et dans la nouvelle position qu'il occupera à l'Institut mondial des ressources. M. Miller et son épouse se sont donnés sans réserve au service de l'Union et nous leur souhaitons, ainsi qu'à leurs enfants, beaucoup de bonheur et de réussite professionnelle pour la nouvelle étape de leur carrière.

Nous accueillons chaleureusement M. et Mme Martin Holdgate. Je suis persuadé qu'ils aideront l'Union à améliorer encore le service qu'elle apporte à la communauté mondiale de la conservation.

Laissez-moi remercier tout particulièrement nos interprètes Ingrid Caton, William Valk, Remedios Tabernero, Su Hough, Noel Cadiot et Maida Mallol ainsi que les traducteurs Danièle Devitre, Catherine Lokschin, Martine Amadou, Rocio Melian, Fernanda Churruca, Isabel Brias et Mauricia Llado pour le travail extraordinaire qu'ils ont accompli sans lequel nombre

d'entre nous n'auraient pu se comprendre. A Delmar Blasco, organisateur de cette conférence, la seule chose que je puisse dire est: vous pouvez être fier d'un travail réussi.

A mesure que l'UICN élargit sa présence dans le monde, nous avons besoin d'une nouvelle sorte de personnel dont la mission est de faire connaître le message et les méthodes du développement durable. Nous avons la chance d'avoir commencé à constituer un cadre professionnel d'amoureux de la terre. Johan Ashuvud qui travaille à Turrialba s'occupe de l'Amérique centrale. Mme Aban Marker Kabraji travaille au Pakistan. Rob Malpas et Bob Kakuyo, basés au Kenya, s'occupent de la région d'Afrique orientale. Adolpho Mascarenhas, au Zimbabwe, est chargé de l'Afrique australe. Gérard Sournia, basé au Sénégal, travaille pour l'Afrique de l'Ouest.

Permettez-moi maintenant de dire quelques mots de Cameron Sanders, qui dirige le bureau de liaison de l'UICN aux Etats-Unis. Il incarne tout ce qu'il y a de mieux dans l'humanité. Il a consacré son temps et son talent à titre bénévole à la création de l'UICN aux Etats-Unis. Il a aidé à rapprocher les membres des Etats-Unis et le secrétariat et a également permis à l'UICN de trouver des sources de financement et de se développer dans ce pays.

Je souhaite remercier tout particulièrement Drake McHugh et ses collègues de la salle de presse ainsi que les représentants des médias sans oublier Peter Hulm qui prépare le prochain numéro du Bulletin de l'UICN consacré plus particulièrement à l'Assemblée générale.

Il faudrait des jours pour dresser la liste de tous ceux qui ont effectué un travail anonyme sur lequel reposent la gloire de l'UICN et le succès de cette Assemblée générale. J'aimerais terminer en exprimant notre gratitude au Président, au gouvernement et au peuple du Costa Rica. La décision du gouvernement du Costa Rica d'accorder à l'UICN un statut international est une nouvelle preuve de son engagement en faveur de la cause de la conservation. Le Comité organisateur national, présidé par M. Alvaro Umana, a accompli un travail remarquable et je leur ai transmis nos remerciements lors de la réception que nous avons organisée hier soir en l'honneur du comité.

En cette cérémonie de clôture, nous avons l'honneur de compter parmi nous Son Excellence Margarita Penón de Arias, présidente honoraire du Comité national organisateur. Ses idéaux et son travail nous encouragent.

Madame, nous ne savons comment vous remercier. Nous avons donc décidé de vous faire un cadeau qui témoigne de notre admiration pour la manière dont vous avez préservé la beauté et la diversité biologique de votre pays. Comme il rassemble davantage d'espèces de papillons et de lépidoptères que de nombreux pays réunis, nous vous offrons, au nom des mille délégués participant à l'Assemblée du Costa Rica, avec nos remerciements et tous nos vœux, cette peinture réalisée par une artiste britannique qui s'est installée dans votre pays. Que le Costa Rica demeure éternellement un pays de papillons, d'enfants et d'adultes souriants et en bonne santé, un patrimoine naturel et humain sans prix sur cette terre.

Je déclare maintenant close la 17e Session de l'Assemblée générale.

ANNEXE 29LISTE DES DOCUMENTS DES REUNIONS TECHNIQUES PLENIERES

- TM/17/88/1 Préparation de la Stratégie mondiale de la conservation II.
- TM/17/88/2 IUCN Response to the Report of the World Commission on
Environment and Development
(Réponse de l'UICN au rapport de la Commission mondiale sur
l'environnement et le développement)
- Annexe I. From Strategy to Action: how to implement the report of the
World Commission on Environment and development - Draft.
(Comment mettre en oeuvre le rapport de la Commission
mondiale sur l'environnement et le développement. Projet)
Version anglaise seulement.

LISTE DES PARTICIPANTS

17e SESSION DE L'ASSEMBLEE GENERALE DE L'UICN

SAN JOSE, COSTA RICA, 1-10 FEVRIER 1988

17e session de l'Assemblée général de l'UICN
San José, Costa Rica, 1er au 10 février 1988

LISTE DES PARTICIPANTS

Repères et abréviations:

- A: Délégué d'un Etat membre de l'UICN
- B: Délégué d'un organisme de droit public, membre de l'UICN
- C: Délégué d'une organisation nationale non gouvernementale, membre de l'UICN
- D: Délégué d'une organisation internationale non gouvernementale, membre de l'UICN
- F: Délégué d'un membre affilié de l'UICN
- O: Observateur

- CEDUC: Commission de l'éducation et de la formation
- CEP: Commission de la planification de l'environnement
(devenue Commission pour le développement durable (CSD))
- CNPPA: Commission des parcs nationaux et des aires protégés
- COE: Commission de l'écologie
- CEPLA: Commission des politiques, du droit et de l'administration de l'environnement
- SSC: Commission de la sauvegarde des espèces

Argentina

Buchinger de Alitisz, Prof. Dr María
Argentine Academy of Environmental
Sciences
Uriarte 2456 - 82 33
1425 Buenos Aires

Argentina

C Foresta Institute for Ocean and
Mountain Studies, USA
O CNPPA

Luti, Dr Ricardo
Universidad Nacional de Córdoba
Centro de Ecología y Recursos
Naturales Renovables
Avda. Vélez Sársfield 299
Apartado Postal 195
5000 Córdoba
Argentina
O CNPPA

Molina Buck, Sr Jorge
President Friends of the Land
Obligado 2490
1640 Buenos Aires
Argentins
O COE

Morello, Prof. Dr Jorge Helios
Presidente del Directorio
Administración de Parques Nacionales
Avenida Santa Fe 690
1059 Buenos Aires
Argentina
A State
B Administración de Parques
Nacionales
O CNPPA

Anstralia

Beeton, Mr R.J.S.
Queenslnd National Parks and Wild-
life Service (Q.NPWS)
Queensland Agriculturnl College
Gatton
Queensland 4343
Anstrmalia
O Queensland National Parks and
Wildlife Service
O CEDUC

Brown, Dr Bob
The Wilderness Society (Australia)
Australian Conservation Foundation
Parliament House
Hobart
Tasmania 7000
Australia

C Australian Conservation Foundation
C Wilderness Society
O Green Independent Member of
Parliament of Tasmania

Coats, Mrs Betsan
8 Kate Street
Alexandra Headland
Queensland 4572
Australia
O IUCN Supporter
O Men of the Trees, Queensland

Cranny, Mr Peter Thomasw
Assitant Conservator of Forests
Queensland Department of Forestry
Australia
B Queensland Department of
Forestry

Dorman, Mr. John H.C.
National Parks Association of
New South Wales
12 Rodgers Street
Teralba, NSW 2284
Australia
C National Parks Association of
New South Wales

Eiser, Mrs Para
Project Jonah Australia
176 Cumberland Street
Sydney 2000
Australia

C Project Jonah Australia
C Nature Conservation Council of NSW

Farmer, Ambassador William
Head of Australian Delegation
Embassy of Australia
Mexico
Australia

A Department of Arts, Sports, the
Environment, Tourism and
Territories

Fry, Mr Ian
Director
ECOFUND Australia, Inc.
PO Box 131
Manly, NSW 2095
Australia
C ECOFUND Australia Inc.
C Association for Research and
Environmental Aid
O SSC

Hynes, Dr Ross A.
National Parks and Wildlife Service,
Queensland
GPO Box 190
North Quay
Brisbane, Queensland 4002
Australia
B National Parks & Wildlife Service,
Queensland

Kelleher, Mr Graeme
Great Barrier Reef Marine Park
Authority
GPO Box 791
Canberra City, ACT 2601
Australia

B Great Barrier Reef Marine
Park Authority
O CNPPA

Kennedy, Mr Michael G.
240 Whale Beach Road
Whale Beach
Sydney, NSW 2107
Australia
C Australian Conservation Foundation
C Ecofund Australia
C Wilderness Society
O SSC

Keto, Dr Aila
15 Colorado Avenue
Bardon, Queensland 4065
Australia

C Queensland Conservation Council
C Wildlife Preservation Society of
Queensland
C Fraser Island Defenders
Organization

King, Mr Daryl Harvey
Assistant Director, Rainforest Unit
Dept. of the Arts, Sport,
Environment, Tourism and Territories
P.O. Box 787
Canberra
Australia
A Dept. of the Arts, Sport, the
Environment, Tourism and
Territories

Lamb, Dr David
University of Queensland
Botany Department
Brisbane
Queensland
Australia
IUCN Tropical Forest Advisory Group
O COE

Martin, Mr Geoffrey
National Parks & Wildlife Service,
NSW
49 Victoria St.
Grafton, NSW 2460
Australia
B National Parks & Wildlife Service,
NSW

Olson, Mr Molly Harris
Wildlife Preservation Society of
Queensland
8 Clifton St - Patrie Tce
Brisbane, Q 4000
Australia
C Wildlife Preservation Society of
Queensland
O CNPPA COE

Ovington, Prof. J. Derrick
Australian National Parks and
Wildlife Service
GPO Box 636
Canberra City
ACT 2601
Australia
B Australian National Parks and
Wildlife Service
O COE (Honorary member)

Bangladesh

Hossain, Mr Monowar
Multidisciplinary Action Research
Centre (MARC)
House 12, RD12
Dhanmandi R.A.
Dhaka
Bangladesh
O MARC

Barbados

Hunte, Dr Wayne
Director
Bellairs Research Institute of
McGill University
St. James
Barbados
O COE

Simmons, Mr David A.
Caribbean Conservation Association
(CCA)
Savannah Lodge, The Garrison
Bridgetown
Barbados
D Caribbean Conservation Association
(CCA)

Belgium

Johnson, Mr Stanley
Adviser to the Director General
Comm. of the European Communities,
Directorate General Environment,
Consumer Protection & Nuclear Safety
10, rue Guimard
1060 Brussels
Belgium
O Commission of the European
Communities (Environment,
Consumer Protection and Nuclear
Safety)

Temple Lang, Dr John
International Council for the
Protection of Birds (ICBP)
Avenue P. Hymans 113, Bte 19
Brussels 1200
Belgium

O International Council for Bird
Preservation (ICBP)
IUCN Cooperating Organization
O SSC

Belize

Gibson, Mr Ian Colin
Belize Audubon Society
P.O. Box 661
Belize City
Belize
C Belize Audubon Society

Gibson, Ms Janet
Marine Park Planner
Wildlife Conservation International
P0 Box 282
Belize City
Belize
O SSC

Gillett, Mr Vincent
Fisheries Department
Ministry of Agriculture, Forestry
& Fisheries

P.O. Box 148
Belize City
Belize
O Ministry of Agriculture, Forestry
& Fisheries

Gonzalez, Mr Victor
President
Belize Audubon Society
P.O. Box 1001
Belize City
Belize
C Belize Audubon Society

Hall, Ms Eleonor
Permanent Secretary
Ministry of Natural Resources
Belize
O Ministry of Natural Resources

Miller, Mr Matthuew
Belize Audubon Society
P.O. Box 187
Belmopan
Belize
C Belize Audubon Society

Riverol, Mr Lombardo
Director
Belize Audubon Society
PO Box 1001
Southern Foreshore
Belize
C Belize Audubon Society

Walker, Mr Paul
Shipstern Wildlife Reserve
P.O. Box 1158
Belize City
Belize
O Shipstern Wildlife Reserve

Bolivia

Arce Salcedo, Sr Juan Pablo
Centro de Datos para la Conservacion
(CDC)
Casilla 11250
La Paz
Bolivia
C Centro de Datos para la
Conservacion / CDC

Grimaldez Cordero, Ing, Geronimo
Ministerio de Asuntos Campesinos y
Agropecuarios
Centro de Desarrollo Forestal
Av. Camacho 1471
La Paz
Bolivia
B Ministerio de Asuntos Campesinos y
Agropecuarios,
Centro de Desarrollo

Roth, Mr Erick
Director
Centro Interdisciplinario de Estudios
Comunitarios
Belisario Salinas No. 228
Primer piso Casilla 159
La Paz
Bolivia
C Centro Interdisciplinnrios de
Estudios Comunitarios

Botswana

Liphuko, Mr Seeiso D.
Government of Botswana
Private Bag 0042
Gaborone
Botswana
O Government of Botswana

Warr, Ms Eleanor
Kalahari Conservation Society
P.O. Box 859
Gaborone
Botswana
C Kalahary Conservation Society

Brazil

Martinelli, Sr Gustavo
Biologo
Instituto Brasileiro de Desenvolvi-
miento Florestal (IBDF), Jardim
Botanico de Rio de Janeiro
R-Pacheco Leao 915
20460 Rio de Janeiro

Brazil
Instituto Brasileiro de
Desenvolvimento Florestal (IBDF)

Brazil

Bucalem Ferrari, Sr. Levi
Secretaria do Meio Ambiente (SMA)
Avenida Adolfo Pinheiro
04734 São Paulo, SP
Brazil
B Secretaria do Meio Ambiente (SMA)
de São Paulo

Diegues, Dr Antonio Carlos
Rua Heitor Penteado 1475
Apt 403
05437 São Paulo
Brazil

IUCN Wetlands Advisory Committee

Klabin, Sr Roberto Luiz Leme
Rua Jerônimo da Veiga, 164, 150.
04536 Sao Paulo, SP
Brazil
O Pousada Caiman

Noschese, Sr. Claudio Antonio
President
ABC Ass. Brasileira de Caca
R. Campo Alegre 60 C-23
CEF 05424
Sao Paolo
Brazil

- C Associação Brasileira de Caça
- C Associação dos Pecadores com Isca Artificial

Weyland Vieira, Ms María Cristina
Member of FBCN Council
Brazilian Foundation for the
Conservation of Nature (FBCN)
Rua Miranda Valverde 103
Bolafofo
22281-Rio de Janeiro RJ
Brazil

- C Brazilian Foundation for the Conservation of Nature (FBCN)

de Olivioira Costa, Dr Jose Pedro
Secretaria Especial do Meio Ambiente
(SEMA Brasilia)
Rua Conselheiro Carrao 640
Sao Paulo - SP - 01328
Brazil

- B Secretaria Especial do Meio Ambiente (SEMA)

Burkina Faso

Lungren, Mr Clark Cordon
Co-Director Nazinga Project
Association de développement de
l'élevage de la faune africaine
(A.D.E.F.A.)
BP 5570
Ouagadougou
Burkina Faso

- O Association de développement de l'élevage de la faune africaine (A.D.E.F.A.)

Souleyname, M. Zeba
Directeur de la Prot. de la Nature
Ministere de l'Environnement et
du Tourisme
BP 7044
Ouagadougou
Burkina Faso

- O Ministère de l'Environnement et du Tourisme
- O CNPPA

Cameroon

Besong, M. Joseph Bawak
Directeur adjoint des Forêts
Ministere de l'Agriculture
Direction des Forêts
Yaoundé
Cameroon

- A Ministère de l'Agriculture
- IUCN Tropical Forest Advisory Group

Garlan, Dr Steve
WWF Korup Project
PO Box 303
Buea
South-West Province
Cameroon

- IUCN Tropical Forest Advisory Group

Mahamat, Mr Amine
Directeur Adj. Faune/Parcs nationaux
Secrétariat d'Etat au Tourisme
Yaoundé
Cameroon

- A Secrétariat d'Etat au Tourisme
- IUCN Tropical Forest Advisory Group

Ngog Nje, Dr Jean
Directeur
Ecole de Faune
BP 271
Garoua
Cameroon

- O Ecole de Faune
- O CNPPA

Canada

Amos, Mr B.
Parks Canada
Department of the Environment
Les Terrasses de la Chaudiere
Ottawa
Ontario K1A 0H4
Canada

- A Canada

Andersen, Mr William
Vice President
Inuit Circumpolar Conference (ICC)
176 Gloucester Street
Ottawa
Ontario K2P 0A6
Canada

- D Inuit Circumpolar Conference (ICC)

Bouchard, M. Andre
Conservateur
Jardin Botanique de Montréal
4101 est Sherbrooke
Montreal
Quebec H1X 2B2
Canada

- B Environment - Quebec

Brackett, Mr David
Assistant Deputy Minister
Government of the NWT
Department of Renewable Resources
Box 1320
Yellowknife
NWT X1A 2L9
Canada

- B Government of the Northwest Territories, Department of Renewable Resources

Brackett, Mrs Denise
Government of the NWT
Department of Renewable Resources
Box 1320
Yellowknife
NWT X1A 2L9
Canada

- B Government of the Northwest Territories, Department of Renewable Resources

Bruyere, Mr Louis
Indigenous Survival International
47 Clarence Street
Ottawa
Ontario
Canada

- O Indigenous Survival International

Brynaert, Mr Kenneth A.
Executive Vice President
Canadian Wildlife Federation (CWF)
1673 Carling Avenue
Ottawa
Ontario K2A 3Z1
Canada

- C Canadian Wildlife Federation (CWF)

Butler, Prof. Dr James
Member, Executive Committee
Canadian Parks & Wilderness Society
Dept Forest Science
University of Alberta
Edmonton, Alberta T6G 2H1
Canada

- O Canadian Parks & Wilderness Society
- O CNPPA
- O IUCN Supporter

Campbell, Ms Carol Anne
National Museum of Natural Sciences
#216-825 Cahill Drive West
Ottawa
Ontario K1V 9N8
Canada

- F National Museum of Natural Sciences
- O CEDUC

Cartwright, Dr John
University of Western Ontario
Department of Political Science
Faculty of Social Science
London
Ontario N6A 5C2
Canada

- O CNPPA

Clarke, Mr Anthony
Director General
Canadian Wildlife Service (CWS)
Environment Canada
Place Vincent Massey
Hull
Québec K1A 0H3
Canada

B Canadian Wildlife Service (CWS)
Environment Canada

Couillard, M. André L.
Ministère de l'Environnement du
Québec
3900, rue Marly
Sainte-Foy, Québec G1X 4E4
Canada

B Ministère de l'Environnement du
Québec

Doarden, Dr Philip
University of Victoria
PO Box 1700
Victoria, British Columbia V8W 2Y2
Canada

O Canadian Parks & Wilderness
Society
O Supporter
O CNPPA

Doubleday, Mrs Nancy C.
Internatl Environmental Coordinator
Inuit Circumpolar Conference (ICC)
176 Gloucester St.
Ottawa
Ontario K2P 0A6
Canada

D Inuit Circumpolar Conference
(ICC)

Doubleriay, Dr W.G.
Department of Fisheries and Oceans
200 Kent St.
Ottawa, Ontario
K1A 0E6
Canada

A Department of Fisheries and Oceans

Dufour, Dr Jules
Association professionnelle des
géographes du Québec (APGQ)
Département des Sciences humaines
Université du Québec à Chicoutimi
Chicoutimi, Québec G7H 2B1
Canada

O Association professionnelle
des géographes du Québec (APGQ)

Edwards, Dr Martin H.
Royal Military College
Physics Department
Kingston
Ontario K7K 5L0
Canada

C Canadian Nature Federation (CNF)
C Federation of Ontario Naturalists
C WWF Canada
O CEPLA
IUCN Finance & Administration Committee

Eidsvik, Mr Harold K.
Parks Canada
Department of the Environment
Les Terrasses de la Chaudière
Ottawa
Ontario K1A 1G2
Canada

A Parks Canada, Department of the
Environment
O CNPPA (Chairman)

Einsiedel, Dr Albert A.
University of Alberta
Faculty of Extension
Protected Areas Management
Ring House 2
Edmonton
Alberta T6G 2G4
Canada

O University of Alberta,
Faculty of Extension,
Local Government Studies

Gilday, Ms Cindy
Indigenous Survival International
22 College St
Toronto
Ontario
Canada
O Indigenous Survival International

Goodman, Mr Dan
Department of Fisheries and Oceans
200 Kent St.
Ottawa
Ontario
Canada

A Department of Fisheries and Oceans

Henwood, Mr William
Parks Canada
Department of the Environment
Hull
Québec K1A 0H3
Canada
O CNPPA

Husband, Ms Vicky
Director
Sierra Club of Western Canada
314-620 View Street
Victoria
British Columbia V8W 1J6
Canada
O Sierra Club of Western Canada
D Sierra Club

Innuksuk, Ms Rhoda
President
Inuit Tapirisat of Canada (ITC)
176 Gloucester Street
Ottawa
Ontario K2P 0A6
Canada
C Inuit Tapirisat of Canada (ITC)

Jacobs, Prof. Peter
Université de Montréal
Faculté Aménagement
5620 Avenue Darlington
Montréal, Québec H3T 1T2
Canada

O CEP (Chairman)

Juurand, Mr Priidu
Canadian Parks Service
Environment Canada
457 Main Street
Winnipeg
Manitoba
Canada
O Canadian Parks Service

Lemieux, Dr Louis
President
Canadian Wildlife Federation (CWF)
1673 Carling Avenue
Ottawa
Ontario K2A 3Z1
Canada

C Canadian Wildlife Federation
(CWF)
O SSC

Lohnes, Mr David
Canadian Parks Service
Department of the Environment
Les Terrasses de la Chaudière
Ottawa
Ontario K1A 0H4
Canada
A Canadian Parks Service
Department of the Environment

Léger, Mr Ronald
Director, Int. NGO Division
Canadian International Development
Agency (CIDA)
200 Promenade du Portage
Hull
Québec K1A 0G4
Canada
A Canadian International Development
Agency (CIDA)

MacNeill, Mr Jim W.
Institute for Research on Public
Policy
275 Slater Street
Ottawa K1P 5H9
Canada
O Institute for Research on Public
Policy

Markham, Ms Carol
External Affairs
Ottawa
Ontario K1A 0H4
Canada
A External Affairs

Mnrsh, Prof. John S.
Canadian Psrks & Wilderness Society
Tient University
Peterborough, Ontario
Canada
O Canadian Parks & Wilderness Soc.
O CNPPA

McAllister, Mr Peter B.
Director
Sierra Club of Western Canada
314-620 View Street
Victoria
Britiish Columbia V8W 1J4
Canada
O Sierra Club of Western Canada

Mead, Dr Harvey
Union Québécoise pour la Conservation
de la Nature
2728, rue de l'Anse
Sainte-Foy
Québec G1W 2G5
Canada
C Union Québécoise pour la
Conservation de la Nature
C Canadian Nature Federation

Monture, Mr David
Indigenous Survival International
Suite 300,
47 Clarence St.
Ottawa, Ontario K1N 9KJ
Canada
O Tndigenous Survival Internationl

Munro, Dr David
Canadian Wildlife Federation
2513 Amherst Avenue
Sidnoy
Brit ish Columbia V8L 2H3
Canada
IUCN Regional Councillor
C Canadian Wildlife Federation

Nelson, Prof. James G.
University of Waterloo
Faculty of Environmental Studies
Waterloo
Ontario N2L 391
Canada
O COE

Paradine, Mr Philipp
Canadian International Development
Agency (CIDA)
200 Promenade du Portage - 7th floor
Hull
Québec K1A 0G4
Canada
A Canadian Parks Service,
Department of the Environment

Paulette, M. François
Indigenous Survival International
P.O. Box 305>/
Fort Smith NWT
Canada XUE 0P0
Canada
O Indigenous Survival International

Planck, Dr R. Jon
Consultant
35 Shirk Pl
Kitchener, Ontario N2K 1R3
Canada
O

Pollock, Mr Douglas K.
Canadian Wildlife Service
Environment Canada
Place Vincent Massey
Hull
Québec K1A 0H3
Canada
B Canadian Wildlife Service,
Environment Canada

Pomerleau, M. Camille
Biologist
Gouvernement du Québec
1085 Marguerite Bourgeois
Québec
G1 3Y1
Canada
O

Prescott-Allen, Mrs Christine
PADATA, Inc.
627 Aquarius Road, RR2
Victoria
British Columbia V9B 5B4
Canada
O SSC

Prescott-Allen, Mr Robert
PADATA, Inc.
627 Aquarius Road, RR2
Victoria
British Columbia V9B 5B4
Canada
O CEP
O CNPPA
O SSC

Reilly, Mr Robin
Economic Development and Tourism
Governmt of the Northwest Territories
Yellowknife
XIA 2L9
Canada
O Government of the Northwest
Territories
Tourism and Parks

Sadler, Mr Barry
The Banff Center
Institute of the Northamerican West
and School of Management
1631 Barksdale Drive
Victoria, B.C.
Canada
O CEP

Chad

Daboulaye, M. Ban Ymari
Directeur
Ministere du Tourisme et de
l'Environnement
B.P. 905
N'Djamena
Chad
A Ministere du Tourisme et
de l'Environnement

Chile

Asenjo, Dr Rnfael
Director Internacional
Comité Nncional pro Defensa de la
Fauna y Flora (CODEFF)
Cesilla 3675
Santiago 9
Chile
C Comité Nacional pro Defensa de la
Fauna y Flora (CODEFF)

Ormazábal, Ing. Cesar
Jefe
Corporación Nacional Forestal (CONAF)
Depto. Areas Silvestres Protegidas
Avda. Bulnes 259
Oficina 604
Santiago
Chile
B Corporación Nacional Forestal
(CONAF)
O CNPPA

Thelen, Dr Kyran D.
Oficial Regional Forestal
FAO, Oficina Regional para América
Latina y el Caribe
Casilla 10095
Santiago
Chile
O FAO
IUCN Cooperating Organization
O CNPPA

Verscheure, Dr Hernán
Secretario General
Comité Nacional pro Defensa de la
Fauna y Flora (CODEFF)
Casilla 3675
Santiago 9
Chile
C Comité Nacional pro Defensa de la
Fauna y Flora (CODEFF)

China

Jin, Mr Jianming
Chinese Society for Environmental
Sciences
115 Xizhmenei Nanxiaoje
Beijing 100035
China
C Chinese Society for
Environmental Sciences
O CNPPA

Li, Mr Gui-Ling
China Wildlife Conservation
Association
Ministry of Forestry
He Pingli
Beijing
China
C China Wildlife Conservation
Association

Li, Prof. Dr Wenhua
Commission for Integrated Survey of
Natural Resources (CISNAR),
Chinese Academy of Sciences (CAS)
PO Box 767
100011 Beijing
China
C Commission for Integrated Survey
of Natural Resources, Chinese
Academy of Sciences
IUCN Regional Councillor

Sun, Mr Lu-Bin
China Wildlife Conservation
Association
Ministry of Forestry
He Pingli
Beijing
China
C China Wildlife Conservation
Association

Wang, Prof. Huen-pu
Professor of Plant Ecology
Institute of Botany
Academia Sinica
Beijing 100044
China
C Chinese Society for Environmental
Sciences
F Institute of Botany, Academia
Sinica
O CNPPA
O SSC
IUCN Plants Advisory Group

Wang, Mr Meng-Hu
China Wildlife Conservation
Association
Ministry of Forestry
He Pingli
Beijing
China
C China Wildlife Conservation
Association

Wang, Mr Sung (Song)
Institute of Zoology
Academia Sinica
Beijing
China
O SSC

Colombia
Alvaré, Sra Lux Marina
Centro de Datos para la Conservación
Apartado Aéreo 2366
Cali
Colombia
O Centro de Datos para la
Conservacion

Angel Lema, Sr Guillermo
Grupo Ecológico de Acción Ambiental
(GEAA)
Apartado Aéreo 413
Medellín
Colombia
O Grupo Ecológico de Acción
Ambiental (GEAA)
O FLAJA

Arango, Sr Hernán
Director Ejecutivo
Fundación Mejor Ambiente
Calle 8 #3-14
Cali
Colombia
O Fundación Mejor Ambiente

Borrero Navia, Sr José María
Presidente
FIPMA
Apartado Aéreo 2741
Cali
Colombia
O FIPMA

Buch, Sr Gunther
Director
Fundación Merenberg
Apartado Aéreo 889
Papayan
Colombia
F Fundación Merenberg

Duarte Franco, Dra Luz Esperanza
Jefe, Asuntos Internacionales
Instituto Nacional de los
Recursos Naturales Renovables
y del Ambiente (INDERENA)
Apartado Aéreo 13458
Bogota, DE
Colombia
B Instituto Nacional de los
Recursos Naturales Renovables
y del Ambiente (INDERENA)

Díaz, Lic. Yolanda
Grupo Ecológico de Acción Ambiental
(GEAA)
Apartado Aéreo 413
Medellín
Colombia
O Grupo Ecológico de Acción
Ambiental (GEAA)

García Durán, Dr Germán
Gerente General
Instituto Nacional de los Recursos
Naturales Renovables y del Ambiente
(INDERENA)
Apartado Aéreo 13458
Bogota, DE
Colombia
B Instituto Nacional de los Recursos
Naturales Renovables y del
Ambiente (INDERENA)

Gonzalez, Sra Ligia
Directora
Fundación para Investigación y
Protección del Ambiente
A.A. 2741
Cali
Colombia
O Fundación para Investigación y
Protección del Ambiente

Hernández, Dr Orlando
Director Ejecutivo
Fundación Mejor Ambiente
Cali
Colombia
O Fundación Mejor Ambiente

Lozada, Sr Rene
Biólogo Investigador
Grupo de Especialistas del Oso
Frontino
Apartado Aéreo 1789
Ibague
Colombia
O Grupo de Especialistas del Oso
Frontino

O'Byrne O., Sra Blanca Helena
Fundación Merenberg
Apartado Aéreo 25124
Cali
Colombia
F Fundación Merenberg

Palomino Pedrozo, Ing. Javier
International Youth Federation for
Environmental Study and Conservation
of Nature (IYF)
Apartado Aéreo 57668
Bogota
Colombia
D International Youth Federation
for Environmental Study and
Conservation of Nature (IYF)
IUCN Cooperating Organization

Roldén Pérez, Dr Gabriel
Coordinador Programa Postgrado
Centro de Investigaciones,
Universidad de Antioquia
Departamento de Biología
Apartado Aéreo 1226
Medellín
Colombia
C Centro de Investigaciones,
Facultad de Ciencias Exactas y
Naturales, Universidad de
Antioquia

Sánchez Páez, Dr Heliodoro
Técnico Científico
Instituto de Desarrollo de los
Recursos Naturales Renovables
(INDERENA)
Apnrtado Aéreo 13458
Bogota, DE
Colombia
B Instituto He Desarrollo de los
Recursos Naturales Renovables
(INDERENA)
O CNPPA

Zen Mñioz, Ing. Nicolas
Grupo Ecológico de Acción Aiabiental
(GEAA)
Apartado Aéreo 413
Medellín
Colombia
O Grupo Ecológico de Acción
Ambinmtal (GEAA)

van Lieshout, Dra. Sylvia
International Youth Federation for
Environmental Study and Conservation
of Nature (IYF)
Apartado Aéreo 413
Medellin
Colombia
D International Youth Federation for
Environmental Study and
Conservation (IYF)
IUCN Cooperating Organization

Congo
N'Sosso, M. Dominique
Directeur
Projet Inventaire et Aménagement de
la Faune
Ministere de l'Economie forestiere
BP 2153
Brazzaville
Congo
O CNPPA
IUCN Tropical Forest Advisory Group

Costa Rica
Acostn Peña, Sr Franklin
Club de Montnnismo
Universidnd de Costa Rica
Apnrtado 992
1100 Tibas
Costa Rica
O Club de Montanismo, Universidad
de Costa Rica

Alfaro, Srta Rita
Fundación de Parques Nncionales
Apartndo 236
1002, l'aseo Estmliantes
San José
Costa Rica
O Fundación de Parques Nacionales

Alvarez R., Sr José
Embajada de España
Apartado 10150
1000 San José
Costa Rica
O Embajada de España

Araya Barrantes, Sr Marco Vinicio
Ministerio de Recursos Naturales,
Energía y Minas
Dirección Forestal
Calle 648, Avenida 12
San José
Costa Rica
O Dirección Forestal,
Ministerio de Recursos Naturales,
Energía y Minas

Arias, Mrs Margarita Penón de
Primera Dama de la República
Casa Presidencial
Zapote
San José
Costa Rica
O Honorary Chairperson of the
National Organizing Committee of
the IUCN General Assembly

Babini, Mr O.
FAO Representative in Costa Rica
Food & Agriculture Organization of
the United Nations (FAO)
Boulevard Rohmoser
100 metros oeste, Casa de Oscar Arias
San José
Costa Rica
O Food & Agriculture Organization
of the United Nations (FAO)
IUCN Cooperating Organization

Bonilla Durán, Sr Alexander
Consno Superior Universitario
Centroamericano (CSUCA)
Confederación Univ. Centroamericana
Universidad de Costa Rica
San Pedro 37, San José
Costa Rica
D Consejo Superior Universitario
Centroamericano (CSUCA)
Confederación Universitaria
Centroamericana

Bonnemann, Dr A.
CATIE
Turrialba
Costa Rica
O Deutsche Gesellschaft fuer
Technische Zusammenarbeit

Boza, Sr Mario A.
Director General
Fundación Neotrópica (FN)
Apartado 236
1002 Paseo de Los Estudiantes
San José
Costa Rica
C Fundación Neotrópica (FN)
C Fundación de Parques Nacionales

Budowski, Dr Gerardo
Apartado 198
2300 Curridabat
San José
Costa Rica
O University for Peace
O University of the United Nations,
Japan
O WWF-International
IUCN Cooperating Organization
O COE
O CEDUC
IUCN Tropical Forest Advisory Group

Butterfield, Sra Rebecca
Organización de Estudios Tropicales
(OTS)
Apartado 676
2050 San Pedro
Costa Rica
O Orgnnización de Estudios
Tropicales (OTS)

Canessa Mora, Sr Guillermo
Servicio de Vida Silvestre
Apartado 10104
1000 San José
Costa Rica
O Servicio de Vida Silvestre

Castillo Valle, Sr Harry
Refinadora Costarricense de Petróleo
(RECOPE)
Apartado 4351
1000 San José
Costa Rica
O Refinadora Costarricense de
Petróleo (RECOPE)

Castro-Chamberlain, Sr Juan J.
Project Chief
C.A. Energy & Development
OAS, Department of Regional
Development
Apartado 81-2200
Coronado
Costa Rica
O Organization of American States
IUCN Cooperating Organization

Chaverri Polini, Sra Adelaida
Profesora
Universidad Nacional
Heredia
Costa Rica
O

Chaves, Sra Anny
Organización de Estudios Tropicales
(OTS)
Apartado 676
2050 San Pedro
Costa Rica
O Organización de Estudios
Tropicales (OTS)

Chaves Aguilar, Sr Esaú
Servicio de Parques Nacionales
Apartado 10104
1000 San José
Costa Rica
O Servicio de Parques Nacionales

Chour, Mr Tsai
Embassy of China
Apartado 907
San José
Costa Rica
O

Cifuentes Arias, Sr Miguel
 WWF Regional Project Coordinator
 World Wide Fund for Nature
 CATIE
 Apartado 7170
 Turrialba
 Costa Rica
 D CATIE
 O CNPPA

Cordero, Sr Edgar
 Comité Nacional Pro-Conservación de
 los Recursos
 San José
 Costa Rica
 O Comité Nacional Pro-Conservación
 de los Recursos

Cornelius, Mr Stephen E.
 Regional Coordinator
 Graduate Programme Wildlife Managemt
 Escuela de Ciencias Ambientales
 Apartado 1350
 San José
 Costa Rica
 O SSC

Duffy, Sr David C.
 Programa de Vida Silvestre
 Uníversidad Nacional
 Apartado 1350
 Heredia
 Costa Rica
 O SSC

Escoto Lemus, Dr. Roberto
 Centro Regional de Transferencia
 y Desarrollo de Tecnología Industrial
 en C.A. y el Caribe (CERTEDI)
 Aptdo. Postal 556-1005
 San José
 Costa Rica
 O CERTEDI

Flores Rojas, Dr José
 CATIE
 Apartado 7170
 Turrialbn
 Costa Rica
 D CATIE

Fournier Origgi, Sr Luis
 Universidad de Costa Rica
 Escuela de Biología
 San Pedro Montes de Oca
 San José
 Costa Rica
 O Universidad de Costa Rica

Frankie, Dr Gordon
 Biological Adviser
 Fundación de Parques Nacionales
 Centro Ecológico La Pacífica
 Apto 8, Cañas 5700
 Guanacaste
 Costa Rica
 O Fundación de Parques Nacionales

Frankie, Mrs Jutta
 Biological Adviser
 Fundación de Parques Nacionales
 Centro Ecológico La Pacífica
 Apto 8, Cañas 5700
 Guanacaste
 Costa Rica
 O Fundación de Parques Nacionales

Garcia, Sr Randall
 Parque Nacional Santa Rosa
 Guanacaste
 Costa Rica
 O Parque Nacional Santa Rosa

González, Mr Gilberth
 Operations Executive
 World Organization of the Scout
 Movement/Interamerican Region
 Apartado 10297
 1000 San José
 Costa Rica
 O World Organization of the
 Scout Movement

González Ballar, Sr Rafael
 Asesor Parlamentario
 Asamblea Legislativa
 Ministerio de Recursos Naturales,
 Energía y Minas
 Apartado 10104, San José
 Costa Rica
 O

Gracia Bondía, Dr José Mariano
 Voluntarios en Recuperación y
 Defensa Ecológica (VERDE)
 Escuela de Matemática
 Universidad de Costa Rica
 San José
 Costa Rica
 C Voluntarios en Recuperación y
 Defensa Ecológica (VERDE)

Griffith, Ms Katherine
 Asociación de Conservacionistas
 de Monteverde
 Apartado 10165
 1000 San José
 Costa Rica
 O Asociación de Conservacionistas de
 Monteverde

Guler, Sra. Estrella
 Fundación de Parques Nacionales
 Apartado 236
 1002, Paseo Estudiantes
 San José
 Costa Rica
 O Fundación de Parques Nacionales

Gutiérrez Gutiérrez, Lic. Bernai
 Centro Regional de Transferencia y
 Desarrollo de Tecnología Industrial
 en C.A. y el Caribe (CERTEDI)
 Apartado 556-1005
 San José
 Costa Rica
 O CERTEDI

Gámez, Dr. Rodrigo
 Fundación de Parques Nacionales
 Apartado 236
 Paseo Estudiantes
 1002 San José
 Costa Rica
 C Fundación de Parques Nacionales
 A Ministerio de Recursos Naturales,
 Energía y Minas

Harding, Dr. Stephan
 Maestria en Mannjo de Vida Silvestre
 Universidad Nacional Heredia
 Apartado 1350
 Heredia
 Costa Rica
 O Universidad Nacional Heredia

Hartshorne, Dr Gary
 Tropical Science Center
 Apartado 8-3870
 1000 San José
 Costa Rica
 IUCN Tropical Forest Advisory Group

Holguín, Lic. José A.
 Coordinator, IICA Action Plan
 Instituto Interamericano de
 Cooperación para la Agricultura
 (IICA)
 Dirección General
 Apartado 55-2200
 Coronado
 Costa Rica
 O Instituto Interamericano de
 Cooperación para la Agricultura
 (IICA)

Horich, Sr Clarence Kl.
 Asociación Costarricense de
 Orquideología
 San José
 Costa Rica
 O Asociación Costarricense de
 Orquideología

Huertas Arias, Sr Gerardo A.
 World Society for the Protection of
 Animals (WSPA)
 Apartado 516
 3000 Heredia
 Costa Rica
 O WSPA
 O SSC

Jiménez, Dr Jorge
 Escuela de Biología
 Universidad Nacional
 Apartado
 3000 Heredia
 Costa Rica
 O Escuela de Biología, Universidad
 Nacional

Jiménez, Mr Wilberth
 Universidad Nncional
 Escuela de Ciencias Ambientales
 Apartado 86
 3000 Heredia
 Costa Rica
 O Universidad Hacloonn1

Kandler, Sr Kdmundo
 Miembro ad hoc
 Comisión Ecológica de la Asamblea
 Legislativa, Sub-Comisión Minería
 Apartado 2569
 San José
 Costa Rica
 O

Kirighorn, Dra Sandra
 Consejo Superior Universitario
 Controamericano (CSUCA)
 Universidad de Costa Rica
 San Pedro
 San José
 Costa Rica

I) Consejo Superior Universitario
 Centroamericano

Koberg, Sra María Teresa
 Apartado 398
 1005 San José
 Costa Rica
 O

León Chaves, Sr Mario A.
 Presidente
 Asociación Juvenil para la Investiga-
 cion y Conservación de la Naturaleza
 San Juan de Tibás
 Urb. Roinas # 43 N.
 San José
 Costa Rica
 O Asociación Juvenil para la
 Investigación y Conservación
 de la Naturaleza

Lynch, Sr James
 Prcsidente
 Asociación do los Nuevos Alquinistas
 (ANAI)
 Apflrtado 170-2070
 Sabanilla
 Costa Rica
 O Asociación de los Nuevos
 Alquinistas (ANAI)

Macayn T., Dr Gabriel
 Vicerrector Investigación
 Universidad de Costa Rica
 San Pedro Montes de Oca
 San José
 Cosla Rica
 O Universidad dp Costa Rica

Maldonado, Dr Tirso
 Consultor
 Fundación Neotrópica
 Apdo. 55
 2200 Ccronado
 San José
 Costa Rica
 O Fundación Neotrópica

Matamoros, Dr Alonso
 Dirección Forestal
 Apartado 10094
 1000 San José
 Costa Rica
 O Dirección Forestal

Matos, M.S. Felipe
 Apartado 6375
 1000 San José
 Costa Rica
 O CEDUC

Mendoza, Dr Rolande
 Universidad Estatal a Distancia
 (UNED)
 Apartado 474
 2050 San Pedro
 Costa Rica
 O Universidad Estatal a Distancia
 (UNED)

Montagnini, Dra Florencia
 Organización de Estudios Tropicales
 (OTS)
 Apartado 676
 2050 San Pedro
 Costa Rica
 O Organización de Estudios
 Tropicales (OTS)

Mora Mottge, Srta. Dora E.
 Universidad de Costa Rica
 Escuela de Biología
 San Pedro Montes de Dca
 San José
 Costa Rica
 O Universidad de Costa Rica

Morales, Sr. Roger
 Centro Agronómico Tropical de
 Investigación y Enseñanza
 CATIE
 Turrialba
 Costa Rica
 IUCN Bureau Member and Regional
 Councillor
 IUCN Tropical Forest Advisory Group
 O SSC CNPPA CEDUC

Morgan, Sr Victor
 Asociación Demográfica Costarricense
 Apartado Postal 10203
 San José 1000
 Costa Rica
 O Asociación Demográfica
 Costarricense

Méndez, Lic. Luis
 Director
 Servicio de Parques Nacionales
 Apartado 10094
 San José
 Costa Rica
 A Ministerio de Recursos Naturales,
 Energía y Minas

Norman, Sr. David
 Mestria en Manejo de Areas Silvestres
 Universidad Nacional Heredia
 Heredia
 Costa Rica
 O SSC

Palacio, Dr Francisco
 Latin American Coordinator
 Greenpeace International
 Edificio Noga - Piso 4
 Paseo Colón
 San José
 Costa Rica
 D Greenpeace International

Peñaranda, Sra. María Teresa
 Greenpeace International
 Latin American Regional Office
 Edificio Noga - Piso 4
 Paseo Colón
 San José
 Costa Rica
 D Greenpeace International

Poveda Alvarez, Lic. Luis
 Universidad Nacional
 Escuela de Ciencias Ambientales
 Apartado 86
 3000 Heredia
 Costa Rica
 O Universidad Nacional

Quesada A., Dr Gabriel
 Adviser
 Ministerio de Recursos Naturales,
 Energía y Minas
 Apartado 10104
 San José
 Costa Rica
 A Ministerio de Recursos Naturales,
 Energía y Minas

Quesada-Mateo, Sr Carlos A.
 Environmental Adviser
 Ministerio de Recursos Naturales,
 Energía y Minas
 Apartado 127
 2070 Sabanilla de Montes de Oca
 San José
 Costa Rica
 A Ministerio de Recursos Naturales,
 Energía y Minas

Ramírez, Sr Alonso
 Fundación de Parques Nacionales
 Apartado 236
 1002 Paseo Estudiantes
 San José
 Costa Rica
 O Fundación Parques Nacionales

Ramírez Fonseca, Srta Pilar
 Universidad de Costa Rica
 Escuela de Biología
 San Pedro Montes de Oca
 San José
 Costa Rica
 O Universidad de Costa Rica

Revilla Torices, Sr Benedicto
 Presidente
 Humanos Unidos
 Casa España
 Apto 347
 San José
 Costa Rica
 O Humanos Unidos

Rodríguez, Sr José María
Servicio de Parques Nacionales
Apartado 10104
1000 San José
Costa Rica

O Servicio de Parques Nacionales

Rodríguez Villalobos, Lic. Jorge
Servicio de Parques Nacionales
Apartado 10104
1000 San José
Costa Rica

O Servicio de Parques Nacionales

Rodríguez-Quirós, Sr Jorge
Ministerio de Recursos Naturales,
Energía y Minas
Apartado 435
1100 San José
Costa Rica
A Costa Rica

Rojas Gamboa, Sr José A.
Asociación para la Investigación y
Propagación de Especies Panameñas
AIEP
c/o Instituto Tecnológico de C.Rica
Apartado 159-7050
Cartago
Costa Rica

C AIEP

Rooney, Ms Ann
Vice-President
Rara Avis S.A.
Apartado 8105
San José
Costa Rica

O Rara Avis S.A.

Salas, Sr Alberto
ANAI/CIDES
Apartado 103
Alajuela 4050
Costa Rica

O ANAI/CIDES

Salom, Sra Zuleika
Instituto Vivienda y Urbanismo (INVU)
San José
Costa Rica

O Instituto Vivienda y Urbanismo
(INVU)

Sautra Aguilar, Ing. Jorge
Colegio de Ingenieros
Apartado 281
1000 San José
Costa Rica

O Colegio de Ingenieros

Silberman, Sr Murray
Apartado 3089-1000
San José
Costa Rica

O CEP

Solorzano, Sr Andrés
Sectoral Specialist
Interamerican Development Bank (IDB)
Apartado 1142
Centro Colón
San José
Costa Rica

O Interamerican Development Bank

Solís, Srta Vivienne
Estrategia Nacional
Apartado 10104
1000 San José
Costa Rica

O Estrategia Nacional

Sánchez Silesky, Sr Giovanni
Geógrafo Ambiental
RECOPE
Centro Colón, piso 8
San José
Costa Rica

O

Torres, Sr Hernán
Centro Agronómico Tropical de
Investigación y Enseñanza (CATIE)
Wildlands Program
Turrialba
Costa Rica

O Centro Agronómico Tropical de
Investigación y Enseñanza (CATIE)

O SSC

Ugalde, Sr Alvaro
Presidente
Fundación Neotrópica
Fundación de Parques Nacionales
Apartado 237-1002
San José
Costa Rica

C Fundación Neotrópica
O CNPPA

Umaña, Dr Alvaro
Ministro
Ministerio de Recursos Naturales,
Energía y Minas
Apdo 10104
San José
Costa Rica

A Ministerio de Recursos Naturales,
Energía y Minas

Varela, Srta Vera
Fundación de Parques Nacionales
Apartado 236
1002 Paseo Estudiantes
San José
Costa Rica

O Fundación de Parques Nacionales

Vargas, Sr Ronald
Dirección Forestal
Apartado 10104
1000 San José
Costa Rica

O Dirección Forestal

Vargas Prado, Sr Guillermo
Defensa Civil
Apartado 5258
1000 San José
Costa Rica

O Defensa Civil

Vargas Ulate, Dr Gilberth
Universidad de Costa Rica
Escuela de Geografía e Historia
San Pedro Montes de Oca
San José
Costa Rica

O Universidad de Costa Rica

Vasco Campillo, Ing. Raúl
Instituto de Desarrollo Agrario (IDA)
Apartado 5054
1000 San José
Costa Rica

O Instituto de Desarrollo Agrario
(IDA)

Villalobos Solé, Sr Carlos R.
Universidad de Costa Rica
Escuela de Biología
San Pedro Montes de Oca
San José
Costa Rica

O Universidad de Costa Rica

Zarate Hernández, Dr Eladio
Director General
Instituto Meteorológico Nacional
(World Meteorological Organization)
(WMO)
Apartado Postal 7-3350
San José
Costa Rica

O World Meteorological Organization
(WMO),
Instituto Meteorológico Nacional,
Costa Rica
IUCN Cooperating Organization

Zuñiga Chaves, Licda. María Eugenia
Programa Educación Ambiental
Universidad Estatal a Distancia
Apartado 474-2050
San Pedro
San José
Costa Rica

O CEDUC

Cuba

Perera, Lic. Antonio
Sub Director E.N.P. Flora y Fauna
Ave. 42 No. 514 esq. a 7ma
Miramar
La Habana
Cuba

O CNPPA

Czechoslovakia

Cerovsky, Dr Jan
State Institute for Protection of
Monuments and Conservation of Nature
Súppop
Valdstejnské nám. 1
118 01 Praha 1
Czechoslovakia

- B State Institute for Protection of
Monuments and Conservation of
Nature
- B Sprava Krkonosskeho narodniho
parku
- B Sprava Tatranskeho narodneho
parku
- B Slovak Central Board for Nature
Conservation

Pall, Dr Jiri
Brno University of Agriculture
Zemedelska 1
61300 Brno
Czechoslovakia
O CEP

Côte d'Ivoire

Bertilsson, Mrs. Inger
Environmental Coordinator
African Development Bank
Abidjan
Côte d'Ivoire
O African Development Bank

Denmark

Jepsen, Mr Palle Uhd
Head of Wildlife Reserves Section
Landbrugsmisteriets,
Wildlife Administration
Wildlife Reserves Section
Strandvojen 4
8410 Roende
Denmark
O Lndbrugsmisteriets,
Wildlife Administration

Koester, Mr Veit
Chief of Section
Ministry of the Environment,
National Forest and Nature Agency
Slotsmarken 13
2970 Hoersholm
Denmark

- A Ministry of the Environment,
National Forest and Nature Agency
- O CEP
- O CEPLA

Rehling, Mr David
Director
Danish Society for Nature
Conservation
Noerregade 2
1165 Copenhagen K.
Denmark

- C Danish Society for Nature
Conservation
- C Elliniki Etairia, Greece

Stjernholm, Mrs Karen
Head, Natural Resources Administr.
Greenland Home Rule
Ministry of the Environment
National Forest and Nature Agency
Slotsmarken 13
2970 Hoersholm
Denmark

- A Ministry of the Environment

Waddington, Mr J. Ian
International Commission for
Environmental Assessment
(ICEA)
Hummeltoftevej 185
2830 Virum
Denmark

- O International Commission for
Environmental Assessment
(ICEA)

Woytuk, Ms Stephanie
World Assembly of Youth
4 Ved Bellahøj
2700 Bronshøj
Copenhagen
Denmark
F World Assembly of Youth

Dominican Republic

Jakowska, Dra. Sophie
Arz. Meriño 154
Santo Domingo
Dominican Republic
O CEDUC

Ottenwalder, Sr José H.
Director
Departamento de Zoologia,
Investigación y Conservación
Parque Zoológico Nacional
Apartado 2449
Santo Domingo
Dominican Republic
B Parque Zoológico Nacional
ZOODOM

Ramirez, Sr Omar
Dirección Nacional de Parques
C/. Las Damas # 6
2487 Santo Domingo
Dominican Republic
B Dirección Nacional de Parques

Ecuador

Black, Sr Juan
Secretary General
Charles Darwin Foundation for the
Galapagos Isles (CDF)
General Secretariat
Casilla 3891
Quito
Ecuador
C Charles Darwin Foundation for the
Galapagos Isles (CDF)

Levy, Mr. James
Advisor
Plan Binacional Awa
Casilla 144-C
Quito
Ecuador
O CNPPA

Pescarolo O., Ing. Mario
Director Nacional Forestal
Ministerio de Agricultura y Ganaderia
Dirección Nacional Forestal
Quito
Ecuador

- A Ministerio de Agricultura y
Ganaderia

El Salvador

Benítez Arias, Sr Manuel
Jefe Servicio de
Parques Nacionales y Vida Silvestre
(CENREN)
Apartado 2265
Cantón El Matazano
Soyapango, San Salvador
El Salvador
O Parques Nacionales y Vida
Silvestre (CENREN)

Domínguez Pantoja, Srta A. Cecilia
Presidente
Grupo Ecológico "Montecristo"
Miembro de REDES
Colonia Las Mercedes
Calle Los Eucaliptos # 23
San Salvador
El Salvador
O Grupo Ecológico "Montecristo"

Equatorial Guinea

Ela Nsue, Ing. Carmelo
Ingeniero economista forestal
Ministerio de Aguas y Bosques
Malabo
Equatorial Guinea
O

Finland

Cronström, Ms Ulrica
Secretary General
Nature & Environment
PB 240
00151 Helsingfors
Finland
C Nature & Environment
O CEDUC

Helminen, Dr Matti O.
Head, Office for National Parks
National Board of Forestry
PO Box 233
00121 Helsinki
Finland
A Ministry of the Environment
O CNPPA

Jaakkola, Mr Esko
Ministry of the Environment
Ratakatu 3
00121 Helsinki
Finland
A Ministry of the Environment

Ruuhijärvi, Dr Rauno
Finnish Association for
Nature Protection
Box 169
00151 Helsinki
Finland
C Finnish Association for
Nature Protection
C WWF-Finland

France

Batisse, Dr. Michel
UNESCO
7, Place de Fontenoy
75700 Paris
France
O UNESCO
IUCN Cooperating Organization
O C.A.R. Plan Bleu pour la
Méditerranée

Colas-Belcour, M. François
Ministère de l'Environnement
14, Boulevard du Général Leclerc
92524 Neuilly/Seine Cedex
France
A France

Dahl, Dr Arthur
La Pallud, St. Jean de la Porte
73250 St Pierre d'Albigny
France
O COE
O CNPPA

Doumenge, M. François
Président du Conseil d'administration
Institut français de recherche
scientifique pour le développement
en coopération (ORSTOM)
213, rue La Fayette
75480 Paris Cédex 10
France

B Institut français de recherche
scientifique pour le développe-
ment en coopération,
Office de la recherche scienti-
fique et technique outre-mer
(ORSTOM)
O COE

Giulieri, M. Bernard
Ministère des Affaires Etrangères
37 Quai d'Orsay
75007 PARIS
France
A Ministère des Affaires Etrangères

Kabala, Dr Matuka David
Unesco
7, Place Fontenoy
75700 PARIS
France
O Unesco
IUCN Cooperating Organization

Kennedy, Mr William V.
Organization for Economic Cooperation
and Development (OECD)
Environment Directorate
2, rue André Pascal
75016 Paris
France
O Organization for Economie
Cooperation and Development (OECD)

Kolybine, Prof. Dr Victor
Unesco
7, Place Fontenoy
75750 Paris
France
O Unesco
IUCN Cooperating Organization

Lefeuvre, Prof. Jean-Claude
Laboratoire d'Evolution des Systemes
Naturels et Modifiés
Museum National d'Histoire Naturelle
Campus de Beaulieu
Université de Rennes I
35042 Rennes
France
O COE

Maillet, Mme Colette
Trésorière
Fédération Française des Sociétés de
Protection de la Nature (FFSPN)
2, Quai de Tourville
44000 Nantes
France
C FFSPN

Maître, M. Félix
Centre technique forestier tropical
(CTFT)
45bis, Avenue de la Belle Gabrielle
94130 Nogent-sur-Marne et:
36, Rue Geoffroy St Hilaire
75005 Paris
France
IUCN Tropical Forest Advisory Group

Paillet, Mme Isabelle
Administrateur civil
Ministère de l'Environnement
14, Bd du Général Leclerc
F-92524 Neuilly/Seine Cedex
France
A Ministère de l'Environnement

Ramade, Prof. François
Professeur d'Ecologie
Université de Paris-Sud
Bâtiment 442
91405 Orsay
France
C Société Nationale de la
Protection de la Nature (SNPN)
IUCN Bureau Member/Regional Councillor
O COE

Robertson, Mrs Jane
Unesco
Division of Ecological Sciences
7, Place de Fontenoy
75700 Paris
France
O Unesco
IUCN Cooperating Organization
O CNPPA

Servan, M. Jean
Fédération Française des Sociétés
de Protection de la Nature (FFSPN)
57, Rue Cuvier
75005 Paris
France
C Fédération française des sociétés
de protection de la nature
(FFSPN)

Thiollay, M. Jean-Marc
WWF France
14, rue de la Cure
75016 Paris
France
C WWF France

Untermaier, Prof. Jean
Société française pour le droit de
l'environnement (SFDE)
Montceaux-Ragny
71240 Sennecey-le-Grand
France
C Société française pour le droit
de l'environnement (SFDE)
O CEPLA

Zanoni, Mme Magda Maria
14, rue de Reims
75013 Paris
France
O SUREHMA, Brazil
O CEP

des Clers, Dr Bertrand
Fondation internationale pour la
sauvegarde du gibier
15, rue de Téhéran
75008 Paris
France
A Dir. Eaux et Forêts, Luxembourg
B Office Nat. de la Chasse (France)
C Fondation internationale pour la
sauvegarde du gibier (FISG)
C Socjété Réunionnaise pour l'Etude
et la Protection de l'Environnemt
D Fédération des Associations des
Chasseurs de la CEE (FACE)
D Game Conservation International
O SSC

von Droste, Dr Bernd
Unesco
7, Place de Fontenoy
75700 Paris
France
O Unesco
O IUCN Cooperating Organization
O CNFPA

Gabon
Dipouma, M. Raphaël
Directeur de la Faune et de la Chasse
BP 1128
Libreville
Gabon
O

Memvié, M. Jean-Boniface
Directeur général adjoint
Eaux et Forêts
BP 2275
Libreville
Gabon
O

Germany, Fed. Republic of
Adelhelm, Dr R.
Director of agricultural data project
Deutsche Gesellschaft für technische
Zusammenarbeit (GTZ)
Postfach 5180
6231 Eschborn
Germanv, Fed. Republic of
O Deutsche Gesellschaft für
technische Zusammenarbeit (GTZ)

Germany, Federal Republic of
Burhenne, Dr Wolfgang
International Council of
Environmental Law (ICEL)
Adenauerallee 214
5300 Bonn
Germany, Federal Republic of
C Deutscher Jagdschutz-Verband e.V.
C Schutzgemeinschaft Deutsches Wild
C Brehm Fonds für Internationa-
len Vogelschutz
C Verband Deutscher Sportfischer e.V
D International Council of
Environmental Law (ICEL)
D Commission int. pour la protection
des régions alpines (CIPRA)
O CEPLA (Chairman)

Engelhardt, Prof.Dr Wolfgang
Generaldirektor
Staatliche Naturwissenschaftliche
Sammlungen Bayerns
Menzinger Strasse 71
8000 München 19
Germany, Federal Republic of
C Bund für Umwelt und Naturschutz
Deutschland e.V. (BUND)
C Bund Naturschutz in Bayern e.V.
C Deutscher Naturschutzring e.V.(DNR)
C Umweltstiftung WWF Deutschland
C Vereinigung Deutscher Gewässer-
schutz e.V. (VDG)
O COE (Deputy Chairman)
C Schutzgemeinschaft Deutscher
Wald Bundesverbabd

Mrass, Prof. Dr Walter
Director
Bundesforschungsanstalt für
Naturschutz und Landschaftsökologie
Konstantinstrasse 110
5300 Bonn
Germany, Federal Republic of
B Bundesforschungsanstalt für
Naturschutz und
Landschaftsökologie
C Deutscher Heimalbund e.V.

Schloz, Sr Rudolf
Embajada Alemana
Casilla 4017
San José
Costa Rica
Germany, Federal Republic of
B Bundesforschungsanstalt
Uppenbrink, Prof. Dr Martin
Director
Umweltbundesamt
Bismarckplatz 1
D-1000 Berlin 33
Germany, Federal Republic of
A Bundesministerium für Umwelt,
Naturschutz und Reaktorsicherheit

Greece
Sachtouris, Dr Elisabeth
Panhellenic Center of Environmental
Studies
Soufliou 7 Ampelokipi
115 27 Athens
Greece
C Panhellenic Center of Environ-
mental Studies
Vlachava, Ms July
General Secretary
Panhellenic Center of Environmental
Studies
Soufliou 7 Ampelokipi
357 71 Athens
Greece
C Panhellenic Center for
Environmental Studies

Guatemala
Behar, Sr Moises
Vice Presidente
Asociación Guatemalteca de
Orquideología
El Encinal Mixco
Guatemala
O Asociación Guatemalteca de
Orquideología

Billy, Santiago
Comisión Nacional del Medio Ambiente
Ministerio de Relaciones Exteriores
Guatemala
Guatemala
O Comisión Nacional del Medio
Ambiente
Cabrera Hidalgo, Arq. Jorge Arturo
Director General
Comisión Nacional del Medio Ambiente
(CONAMA)
9a Avenida entre 14 y 15, Zona 1
Oficina No 10, 1er N Ed Antigua
Corte Suprema, Guatemala City
Guatemala
B Comisión Nacional del Medio
Ambiente (CONAMA)
Chavarria, Lic. Josefina
Asociación Amigos del Bosque
9a Calle No. 2-23, Zona 1
Guatemala
Guatemala
C Asociación Amigos del Bosque
Diaz, Lic. Emma
Comisión Nacional del Medio Ambiente
(CONAMA)
9a. Avda entre 14 y 15 calles, Zona 1
Edificio Antigua Corte Suprema, Of.10
Guatemala
Guatemala
B Comisión Nacional del Medio
Ambiente (CONAMA)
Dix, Ms Margaret A.
Head, Departamento de Biología
Univ. del Valle de Guatemala
Apartado Postal 82
Ciudad de Guatemala
Guatemala
O SSC

Godoy Herrera, Lic. Juan Carlos
Comisión Nacional del Medio Ambiente
(CONAMA)
9a Avenida entre 14 y 15, Zona 1
Oficina No 10, 1er N. Ed. Antigua
Corte Suprema, Guatemala City
Guatemala

- B Comisión Nacional del Medio Ambiente (CONAMA)
- O Centro de Estudios Conservacionistas (CECON)
- O CNPPA

Lehnhoff, Arq. Andreas
Asociación Amigos del Bosque
9A Calle No. 2-23, Zona 1
Guatemala
Guatemala
C Asociación Amigos del Bosque

Hovil, Sr. Luis A.
Fundación Defensores de la Naturaleza
29 Calle 17-55 Zona 12
Ciudad de Guatemala
Guatemala
O Fundación Defensores de la Naturaleza

Ponciano, Lic. Ismael
Comisión Nacional del Medio Ambiente
(CONAMA)
9a. Avda entre 14 y 15 calles, Zona 1
Edificio Antigua Corte Suprema, Of. 10
Guatemala
Guatemala

- B Comisión Nacional del Medio Ambiente (CONAMA)

Ramíroz, Arq. Héctor
Comisión Nacional del Medio Ambiente
Ministerio de Relaciones Exteriores
Guatemala
Guatemala
O Comisión Nacional del Medio Ambiente

Rivera Molina, Sra Hilda Eugenia
Jefe, Sección de Patrimonio Natural
Instituto Guatemalteco de Turismo
(INGUAT)
7 Ave 1-17, Zona 4
Guatemala
Guatemala

- O Instituto Guatemalteco de Turismo (INGUAT)

Tello, Sr Carlos Leonel D.
Tesorero
Asociación Guatemalteca Historia Natural (AGHN)
1, Ave 28-72 / Zona 5 (Zoo Guatemala)
Guatemala
Guatemala

Tinschert, Sr Otto
Apartado Postal 2565
01901 Guatemala
Guatemala
O SSC

Ventura Loyo, Lic. Noé A.
Comisión Nacional del Medio Ambiente
Ministerio de Relaciones Exteriores
Guatemala
Guatemala

- O Comisión Nacional del Medio Ambiente

Honduras

Athie Lambarri, Ing. Mauricio
Consultor, Medio Ambiente
Banco Centroamericano de Integración Económica
Apartado 772
Tegucigalpa
Honduras

- O Banco Centroamericano de Integración Económica

Calderón Cortés, Sr Rodolfo
Asesor
Instituto Ecuménico Hondureño de Servicio a la Comunidad
(INEHSCO)
Barrio El Bosque no. 1838
Tegucigalpa, D.C.
Honduras

- O Instituto Ecuménico Hondureño de Servicio a la Comunidad (INEHSCO)

Cerrato Blanco, Sr Carlos A.
Fundación de Cuero y Salado para la Conservación de la Vida Silvestre
Departamento de Biología
UNAH
Tegucigalpa, D.C.
Honduras

- O Fundación de Cuero y Salado para la Conservación de la Vida Silvestre

Galeano Barralaga, Lic. Hugo Leonel
Fundación de Cuero y Salado para la Conservación de la Vida Silvestre
S.F.Co. Dpto. Diversificación
La Ceiba
Honduras

- O Fundación de Cuero y Salado para la Conservación de la Vida Silvestre

López, Sra Martha Lidia
Promotora
Instituto Ecuménico Hondureño de Servicio a la Comunidad (INEHSCO)
B. El Carmen No. 052
Santa Rosa de Copán
Honduras

- O INEHSCO

Martínez Gallegos, Sr José Francisco
Coordinador Proyectos
Asociación Hondureña de Ecología para la Conservación de la Naturaleza
Apartado T-250
Tegucigalpa
Honduras

- C Asociación Hondureña de Ecología para la Conservación de la Naturaleza

Romero-Meza, Sr Rlgoberito
Director Ejecutivo
Asociación Hondureña de Ecología para la Conservación de la Naturaleza
Apartado T-250
Tegucigalpa
Honduras
C Asociación Hondureña de Ecología para la Conservación de la Naturaleza

Hong Kong

Ketterer, Mrs Mary H.
WWF Hong Kong
PO Box 12721
Hong Kong
C WWF Hong Kong

Melville, Mr David
WWF Hong Kong
PO Box 12721
Hong Kong
C WWF Hong Kong

Hungary

Rakonczay, Mr Zoltán
National Authority for Environment Protection and Nature Conservation
Arany János u. 25
Budapest 1051
Hungary

- B National Authority for Environment Protection and Nature Conservation

Iceland

Einarsson, Mr. Eythór
Director
Museum of Natural History
Box 5320
125 Reykjavik
Iceland
A Ministry of Culture & Education
O SSC

Hallsson, Mr Knútur
Secretary General
Ministry of Culture & Education
Hverfisgata 6
101 Reykjavik
Iceland

A Ministry of Culture & Education
India

Jayal, Mr Nalni D.
Indian National Trust for
Art and Cultural Heritage (INTACH)
71 Lodhi Estate
New Delhi 110003
India

C Indian National TruSt for Art
and Cultural Heritage (INTACH)
O CEP

Khosla, Dr Ashok
Development Alternatives
22 Olof Palme Marg
Vasant Vihar
New Delhi 110057
India

C Development Alternatives
O CEP (Deputy Chairman)

Panwar, Mr Hemendra S.
Director Wildlife Institute of India
Government of India
P.G. New Forest
Dehra Dun
India Pin 248006
India

A Department of Environment, Forests
and Wildlife
B Wildlife Institute of India

Partha Sarathy, Mr M.A.
No. 1, 12th Cross
Rnjamahal Vilas Extn,
Bangalore 560 080
India

O CEDUC (Acting Chairman)

Sen Guptn, Mr D.
First Secretary
Embassy of India
Panama
Indin
O

Singh, Mr S.J.
Ambassador of India
Panama/Costa Rica/Nicaragua
Embassy of India
Panama
Panama
India

A Department of Environment,
Forests and Wildlife

Sinh, Mr Digvijay
Member of Parliament
Department of Environment, Forests
and Wildlife
4 Dupleix Lane
New Delhi 110011
India

A Department of Environment, Forests
and Wildlife
O CEPLA

Swaminathan, Dr Monkomu S.
President
IUCN
B-4/142 Safdarjane Enclave
New Delhi 110029
India
IUCN President

Tanwar, Mr Kuldip Singh
Secretary
Himalayan Naturel History Society
Kanwar Building, Village Sangti
Engineghar Sanjauli
Shimla 171 006 H.P.
India

C Himalayan Natural History Society
Indonesia

Adisubrata, Mr Winarta
Journalist
Suara Pembaruan Daily
Jl. Dewi Sartika 136 - D
Cawang
Jakarta 13630
Indonesia

O Suara Pembaruan Daily

Greene, Mr George
Environmental Management Development
in Indonesia (EMDI)
Jl. Simpruk Golf VIII, No. 147
Jakarta Selatan
Indonesia

C School for Resource and
Environmental Studies,
Dalhousie University, Canada
O CEP

Rubini, Prof Dr Atmawidjaja
Director General
Directorate General of Forest Pro-
tection and Nature Conservation,
Ministry of Forestry
Jalan H. Juanda 9
Bogor
Java
Indonesia

B Directorate General of Forest
Protection and Nature Conservation
Ministry of Forestry
O SSC

Santiapillai, Dr Charles
WWF Indonesia Programme
PO Box 133
Bogor
Java Barat
Indonesia
O WWF Indonesia Programme
O SSC

Subiyanto, Mr Johanes
Wildlife Traffic Officer
Directorate General of Forest
Protection and Nature Conservation,
Ministry of Forestry
Jalan H. Juanda 9
Bogor
Java
Indonesia

B Directorate General of Forest
Protection and Nature Conservation
Ministry of Forestry
O SSC

Syafii, Mr Manan
Director of Nature Conservation
Directorate General of Forest
Protection and Nature Conservation,
Ministry of Forestry
Jalan H. Juanda 9
Bogor
Java
Indonesia

B Directorate General of
Forest Protection and Nature
Conservation, Ministry of Forestry
O SSC

Iraq

Al-Kassab, Mr Layth
Director General
Environmental Protection and
Improvement Department
Bagdad

Iraq
O Environment Protection and
Improvement Department

Israel

Baidats, Mr Uri
Director General
Nature Reserves Authority
78 Yirmeyahu St.
94467 Jerusalem
Israel

B Nature Reserves Authority

Clark, Dr Bill
Nature Reserves Authority
78 Yirmeyahu Street
Jerusalem 94467
Home: PO Box 7274
Jerusalem 91072
Israel

B Nature Reserves Authority
C Society for the Protection of
Nature in Israel
O SSC

Sagi, Mr Yoav
Society for the Protection of
Nature in Israel
4 Hashfela Street
66183 Tel Aviv
Israel
C Society for the Protection of
Nature in Israel
IUCN Regional Councillor candidate
O CEDUC

Yagil, Prof. Reuven
Ben-Gurion University
Faculty of Health Sciences
84105 Beersheva
Israel
O CEP

Italy

Allavena, Mr Stefano
Manager of Protected Areas
Ministero Agricoltura e Foreste
Gestione Ex A.S.F.D.
Via Carducci 5
00100 Roma
Italy
B Azienda di Stato per le Foreste
Deraaniali

Botero, Mr Luis S.
Chief, Forest & Wildlands Conservation
Food & Agriculture Organization of
the United Nations (FAO)
Via delle Terme di Caracalla
00100 Rome
Italy
O Food & Agriculture Organization
of the United Nations (FAO)
IUCN Cooperating Organization
IUCN Tropical Forest Advisory Group

Cinelli, Mr Francesco
University of Pisa
Dipartimento di Scienze dell'Ambiente
e del Territorio
Via A. Volta 6
56100 Pisa
Italy
O

Colantoni, Prof. Paolo
Dipartimento di Scienze dell'Ambiente
e del Territorio dell'Università
Via A. Volta 6
56100 Pisa
Italy
O

Ortese, Mr Enrico
Direttore Parco Nazionale Circeo
Ministero Agricoltura e Foreste
Via C. Alberto 109
04016 Sabaudia
Italy
B Azienda di Stato per le Foreste
Demaniali

Osio, Mr Arturo
Associazione Italiana per il WWF
Via Salaria no. 290
00199 Rome
Italy
C Associazione Italiana per il WWF

della Pietà, Dr Francesca
University of Pisa
Dipartimento di Scienze dell'Ambiente
e del Territorio
Via A. Volta 6
56100 Pisa
Italy
O

Jamaica

Douglas, Ms Joy E.
Executive Director
Jamaica Conservation and Development
Trust
P.O. Box 1225
Kingston 8
Jamaica
C Jamaica Conservation and
Development Trust
O Natural History Society of
Jamaica
O CNPPA

Voordouw, Ir. Jan
UNEP Caribbean Action Plan
14-20 Port Royal Street
Kingston
Jamaica
O UNEP Caribbean Action Plan
IUCN Cooperating Organization
O CEDUC

Japan

Fukushima, Prof. Yoichi
Research Centre for the Environment
3-5 Yotsuya, Shinjuku-ku
Fudosan Building 602
Tokyo 160
Japan
B National Committee on Nature
Conservation, Science Council
of Japan

Kidono, Dr Hiroshi
Specialist for Environ. Management
Japan International Cooperation
Agency
10-5 Ichigaya Honmura-Cho
Shinjuku
Tokyo
Japan
O Japan International Cooperation
Agency

Kozuka, Mr Yoshimichi
National Committee on Nature
Conservation
Science Council of Japan
c/o Embassy of Japan
San José
Costa Rica
Japan
C National Committee on Nature
Conservation

Kusakabe, Mr Kotaro
Japan Environment Association
Toranomon 1 Bldg.
1-5-8 Toranomon, Minato-ku
Tokyo 105
Japan
C Japan Environment Association
O CNPPA

Milliken, Mr Tom
WWF Japan
Nihonseimei Akabanebashi Bldg. 7F
3-1-14 Shiba, Minato-ku
Tokyo 105
Japan
C WWF Japan

Muzik, Dr Katherine
Marine Biologist
Okinawa University
Aza Bise 2278 - Motobu cho
Okinawa 905-03
Japan
O

Nagamine, Mr Ken
Shiraho Protection Group
Okinawa - Japan
1312 Ferndale Street
Anaheim - CA 92801
USA
Japan
O Shiraho Protection Group
Okinawa - Japan

Nishimura, Mr Tadayuki
Tobanchuo Law Office
1-5-8 Oakashi-Cho
Akashi City
Hyogo 673
Japan
O CEP

Nomura, Prof. Yoshihiro
Secretary General
Japan Center for Human Environmental
Problems
c/o Faculty of Law, Tokyo Metropoli-
tan University
Tokyo
Japan
C Japan Center for Human Environ-
mental Problems
C Japan Wildlife Research Center
C National Parks Association of
Japan
C Japanese Association of Zoological
Gardens & Aquariums
C Marine Parks Center of Japan
C Japan Environment Association

Numata, Prof. Dr Makoto
Director General
Nature Conservancy Society of
Japan
2-8-1 Toranomon
Minato-ku
Tokyo 105
Japan

C Nature Conservancy Society
of Japan

Obara, Prof Hideo
Prof., Kagawa Nutrition College
WWF Japan
Sakado, Chiyoda
Saitama
Japan

O WWF Japan
O SSC

Seta, Mr Nobuya
Director, Natural Parks Planning Div.
Environment Agency of Japan
Nature Conservation Bureau
1-2-2 Kasumigaseki
Chiyoda-ku
Tokyo 100
Japan

B Environment Agency of Japan

Sobral Filho, Dr Manoel
International Tropical Timber
Organization (ITTO)
Sangyo Boeki Center Building
2 Yamashita-cho, Naka-ku
Yokohama 231
Japan

O International Tropical Timber
Organization (ITTO)

Takaesu, Mr Asao
Shiraho Protection Group
Okinawa
Japan

O Shiraho Protection Group

Uchimura, Mr Etsuzo
Ministry of Agriculture, Forestry
and Fisheries
Kasumigaseki 1-21
Tokyo
Japan

B Environment Agency of Japan

Yamazato, Ms Setsuko
Textile Weaver
Shiraho Town Hall
277-12 Shiraho
Ishigaki City
Okinawa 907-02
Japan

O

Jordan

Mouasher, HE Anis
Royal Society for the Conservation
of Nature (RSCN)
PO Box 6354
Amman
Jordan

C Royal Society for the Conservation
of Nature (RSCN)

Mouasher, Mrs Louly
Ministry of Rural Affairs and
Environment
PO Box 35206
Amman
Jordan

A Ministry of Rural Affairs and
Environment

Philippi, Mrs Zoya
Ministry of Rural Affairs and
Environment
PO Box 35206
Amman
Jordan

A Ministry of Rural Affairs and
Environment

Sharaf, HE Mrs Leila
Vice-President
Royal Society for the Conservation of
Nature (RSCN)
PO Box 6354
Amman
Jordan

C Royal Society for the Conservation
of Nature (RSCN)

Shbailat, Mrs Zain
Royal Society for the
Conservation of Nature (RSCN)
PO Box 6354
Amman
Jordan

C Royal Society for the
Conservation of Nature (RSCN)

Tell, Mr Awad
Under Secretary
Ministry of Municipal and Rural
Affairs and Environment
PO Box 1799
Amman
Jordan

A Ministry of Municipal and Rural
Affairs and Environment

Kenya

Gwynne, Mr Michael
United Nations Environment Programme
(UNEP)
PO Box 30552
Nairobi
Kenya

O UNEP
IUCN Cooperating Organization
IUCN Tropical Forest Advisory Group

Lusigi, Dr Walter J.
Unesco
Regional Office for Science and
Technology in Africa
PO Box 30592, Nairobi
Kenya

O Unesco
IUCN Co-operating Organization
IUCN Regional Councillor

Mburugu, Mr Joseph Marete
Assistant Director
Ministry of Tourism & Wildlife
P.O. Box 40241
Nairobi
Kenya

A Ministry of Tourism & Wildlife

Miingi, Mr George N.
Deputy Secretary
Ministry of Tourism and Wildlife
P.O.Box 30027
Nairobi
Kenya

A Ministry of Tourism and Wildlife

Olembo, Dr Reuben
Deputy Assistant Executive Director
United Nations Environment Programme
(UNEP)
PO Box 47074
Nairobi
Kenya

O United Nations Environment
Programme (UNEP)
IUCN Cooperating Organization

Rotich, Mr N.K. arap
Executive Director
East African Wildlife Society
P.O.Box 20110
Nairobi
Kenya

C East African Wildlife Society

Tolba, Dr Mostafa
Executive Director
United Nations Environment Programme
(UNEP)
PO Box 47074
Nairobi
Kenya

O United Nations Environment
Programme (UNEP)
IUCN Cooperating Organization

Korea, Republic of

Kim, Prof. Dr Chang-Whan
President
Korean Association for
Conservation of Nature
Cheongryangri, PO Box 185
Tongdaimun-ku
Seoul

KorRa, Republic of
C Korean Association for
Conservation of Nature

Lee, Prof. Dr Min Jai
Korean Central Council for
Nature Conservation
44-2 Chuja-dong Chung-gu
Seoul 100
Korea, Republic of
C Korean Central Council for Nature
Preservation

Young Yoo, Mr Bong
Director of Natural Conservation
Ministry of Home Affairs
Division of Nature Preservation
77 Sejong-ro Chongro-gu
Seoul 110
Korea, Republic of
B Ministry of Home Affairs
Division of Nature Preservation

Kuwait

Abdulrahim Ali, Dr Mahmood
Environment Protection Council
PO Box 24395 Safat
13104 Kuwait
Kuwait
B Environment Protection Council

Lao, Ppeople's Dem. Republic

Boupha, M. Mafic Kham Ouane
Vice-Ministre
Ministere de l'Agriculture, des
Forêts, d'Irrigation et de
Coopération agricole
Vientiane
Lao, People's Dem. Republic
A Ministère de l'Agriculture, des
Forêts, d'Irrigation et de
Coopération Agricole

Lao, People's Democratic Rep.

Phanhthamaly, M. Khampine
Chef de la Division de
l'Environnement
Ministere de l'Agriculture, des
Forêts, d'Irrigation et de
Coopération Agricole
Vientiane
Lao, People's Democratic Rep.
A Ministère de l'Agriculture, des
Forêts, d'Irrigation et de
Coopération Agricole

Sinbandhit, M. Noulinh
Directeur du Département des Forêts
Ministere de l'Agriculture, des
Forêts, d'Irrigation et de
Coopératives agricoles
Vientiane
Lao, People's Democratic Rep.
A Ministère de l'Agriculture, des
Forêts, d'Irrigation et de
Coopératives agricoles

Luxembourg

Risch, M. Jean-Paul
86, Kohlenberg
1870 Luxembourg
Luxembourg
O SSC

Madagascar

Langrand, M. Olivier
WWF Madagascar Project
BP 738
Antananarivo 101
Madagascar
O WWF Madagascar Project
IUCN Tropical Forest Advisory Group

Nicoll, M. Martin E.
WWF Aires Protégées
BP 738
Antananarivo
Madagascar
O SSC

Randrianasolo, Dr Voara
Parc botanique et zoologique de
Tslmbazaza
BP 561
Antananarivo 101
Madagascar
O Plants Advisory Group
O SSC

Malaysia

Chelliah, Dr Thilla
University of Malaya
Faculty of Education
59100 Kuala Lumpur
Malaysia
O CEDUC

Mohd Khan, Mr bin Momin Khan
Department of Wildlife and National
Parks
Km 10, Ceras Road
56100 Kuala Lumpur
Malaysia
A Department of Wildlife and
National Parks

Parish, Mr Duncan
IPT Asian Wetlands Bureau
University of Malaya
59100 Kuala Lumpur
Malaysia
O IPT Asian Wetland Bureau,
University of Malaya

Mali

Soumaré, M. Moustapha
Conseiller technique
Ministere des Ressources naturelles
et de l'Elevage
BP 1676
Bamako
Mali
O Ministère des Ressources
naturelles et de l'Elevage

Tall, S.E. Omar
Ministere des Ressources naturelles
et de l'Elevage
Bamako
Mali
O Ministère des Ressources
naturelles et de l'Elevage

Mauritania

Thiaw, M. Ibrahim
Ministere du développement rural
BP 170
Nouakchott
Mauritania
A Ministère du développement rural

Mauritius

Dulloo, Mr. E.
Assistant Conservator of Forests
Ministry of External Affairs &
Emigration
Port Louis
Mauritius
A Ministry of External Affairs &
Emigration

Mexico

Arango Arias, Sr Manuel
Presidente
Instituto Mexicano de Recursos
Naturales Renovables, A.C.
Dr. Vertiz 724
México, DF 03020
Mexico
C Instituto Mexicano de Recursos
Naturales Renovables, A.C.

Arrechea, Dr Gabriel
Presidente
Wildlife Society de Mexico
Apartado Postal 13-432
México, DF 03500
Mexico
O Wildlife Society de Mexico

Beltrán, Dr Enrique
Director
Instituto Mexicano de Recursos
Naturales Renovables, A.C.
Dr. Vertiz 724
México, DF 03020
Mexico
C Instituto Mexicano de Recursos
Naturales Renovables, A.C.

Fa, Dr John E.
Investigador
Centro de Ecología
Universidad Nacional Autónoma de
México
A.P. 22-027
México 14000 D.F.
Mexico
O SSC

Gérez Fernández, Lic. Patricia
Instituto Nacional de Investigaciones
sobre Recursos Bióticos (INIREB)
Apartado Postal # 63
Xalapa, Veracruz 91000
Mexico

C Conservation International, USA

Lazcano Barrero, Biol. Marco A.
Investigador
INIREB

Apartado Postal 219
San Cristobal L.C. 29200
Chiapas
Mexico

O SSC

Leff, Dr Enrique
Investigador
Instituto de Investigaciones
Sociales
Universidad Autónoma de México (UNAM)
Piso 9 - Torre 2 DE
Humanidades - Ciudad Universitaria
México 20, D.F.
Mexico

O CEP

Lizárraga, Dr José
Director Regional
Oficina Regional para América Latina
y el Caribe
UNEP/PNUMA
Presidente Mazarick 29
Polanco
México, D.F.
Mexico

O PNUMA

López Ornat, Sr Arturo
Project Officer
Amigos de Sian Ka'an
PO Box 770
Cancun, Quintana Roo
77500 Mexico
Mexico

O Amigos de Sian Ka'an

Ogarrio, Sr. Rodolfo
Monarca, A.C.
Constituyentes 345-806
México 11000
Mexico

C Monarra, A.C.

Perezgil Salcido, Sr. Ramón
Fundación Chiapaneca José Alvarez del
Toro para la Conservación de la
Naturaleza (FUNDAMAT)
Apartado Postal, # 970
Tuxtla Gutiérrez
Chiapas
Mexico

C FUNDAMAT

Sonce, Sra Marina
Wildlife Society de Mexico
Apartado Postal 13-432
México, DF 03500
Mexico

C Wildlife Society de Mexico

Vogt, Sr Richard C.
Estación de Biología Tropical
Los Tuxtlas, Apartado postal 94
Instituto de Biología
U.N.A.M.
Mexico

O SSC

Mozambique

Alves, Ms Tereza
Director of Forestry Research Center
Ministerio da Agricultura
Direccao Nacional de Floresta e
Fauna Bravia
PO Box 3652
Maputo
Mozambique

B Ministerio da Agricultura
Direccao Nacional de Floresta e
Fauna Bravia

Chamba, Mr Elija W.
Director, Wildlife Department
National Directorate for Forestry
& Wildlife
Ministry of Agriculture
PO Box 1072
Maputo
Mozambique

B National Directorate for Forestry
& Wildlife

Zolho, Mr Roberto
Senior Warden, Conservation
National Directorate for Forestry
& Wildlife
Ministry of Agriculture
PO Box 3652
Maputo
Mozambique

B National Directorate for Forestry
& Wildlife

Nepal

Bhattarai, Mr S.
Director General
Department of Soil Conservation and
Watershed Management
Kathmandu

Nepal

A Department of Soil Conservation
and Watershed Management

Khujeli, Mr B.N.
Secretary
Ministry of Forests and Soil
Conservation
Kathmandu

Nepal

A Ministry of Forests and Soil
Conservation

Mishra, Dr Hcmanta
Director, Member Secretary
King Mahendra Trust for Nature
Conservation
Kathmandu 3712
Babar Mahal

Nepal

A Department of National Parks and
Wildlife Conservation
O CNPPA

Upreti, Mr Biswa-Nath
Department of National Parks and
Wildlife Conservation
PO Box 860
Kathmandu

Nepal

A Department of National Parks
and Wildlife Conservation
O CNPPA

Netherlands

Bergmans, Mr Wim
Secretary
Dutch National Committee for IUCN
IUCN-Ledoncontact
Damrak 20-30
1012 LJ Amsterdam
Netherlands

O SSC

Dankelman, Drs Irene
Einsteinstraat 91
6533 NH Nijmegen
Netherlands

O IUCN Working Group on Women,
Environment & Sustainable
Development

Kuper, Mr Jaap

Kon. Park 1
7315 JA Apeldoorn
Netherlands

O Netherlands National Committee
for IUCN (Chairman)
O CNPPA

Haas Geesteranus, Mr Chr.
Nature Conservation Council
Mallebaan 12
3581 CN Utrecht
Netherlands

B Nature Conservation Council
O CEDUC

Marchand, Drs Marcel
Centre for Environmental Studies
University of Leiden
PO Box 9518
2300 RA Leiden
Netherlands

F Centre for Environmental Studies,
University of Leiden

Nijhoff, Mr Peter
Nature and Environment Foundation
Donkerstraat 17
3511 KB Utrecht
Netherlands

C Nature and Environment Foundation
O Netherlands WCS Committee
O CEP

Pietors, Dr J.B.
Deputy Director General
Ministry of Agriculture and Fisheries
P.O. Box 20401
The Hague
Netherlands
A Ministry of Agriculture and Fisheries

Staatsen, Mr A.A.M.F.
Mayor of Groningen
Helper Es Weg 15
9722 RP Groningen
Netherlands
O International Commission for Environmental Assessment (ICEA)

Van Bonzel, Mr Matthys
Royal Dutch Embassy
Apartado 10.285
San José
Costa Rica
Netherlands
A Directorate for Nature Conservation

Veening, Mr Wouter
Netherlands National Committee for IUCN
Damrak 28-30
1012 LJ Amsterdam
Netherlands
O Netherlands National Committee for IUCN
O Environment Liaison Centre, Kenya
O European Committee for National Conservation Strategies

Visspr, Mr Nico W.
Directorate for Nature Conservation
PO Box 20401
2500 EK The Hague
Netherlands
A Directorate for Nature Conservation

Vlssers, Ms Cita
Ceintuurbaan 430, III
1074 EB Amsterdam
Netherlands
O International Commission for Environmental Assessments (ICEA)

Woldhek, Mr Siegfried
Executive Director
Dutch Society for the Protection of Birds
Vogelbescherming
Driebergseweg 16c
3708 JB Zeist
Netherlands
C Dutch Society for the Protection of Birds

de Groot, Drs Rudolf S.
Vincent van Goghstraat 28
3781 XN Voorthuizen
Netherlands
O CEP

van Bree, Dr Peter J.H.
Netherlands Foundation for International Nature Protection
Instituut voor Taxonomische Zoologie
PO Box 4755
1009 AT Amsterdam
Netherlands
C Netherlands Foundation for International Nature Protection
O SSC

van Rijckevorsel, Mr Frans CM.
Directorate for Nature Conservation
Environmental Protection and Wildlife Management
PO Box 20401
2500 EK The Hague
Netherlands
A Directorate for Nature Conservation

New Caledonia

Kusser, Mr Jacques
Ingénieur forestier
Territoire de la Nouvelle-Calédonie
Comité pour la Protection de l'Environnement
Direction du Développement de l'Economie rurale, BP 4201
Nouméa
New Caledonia
O Territoire de la Nouvelle-Calédonie et Dépendances, Comité pour la Protection de l'Environnement
O CNPPA
O South Pacific Commission (CPS)

New Zealand

Bennett, Mr John M.
Chairman
Nature Conservation Council
PO Box 12-200
Wellington-North
New Zealand
B Nature Conservation Council

Burns, Prof. Dr Carolyn
University of Otago
Department of Zoology
PO Box 56
Dunedin
New Zealand

A Department of Conservation
B National Parks and Reserves Authority
B Nature Conservation Council
IUCN Regional Councillor
O CEDUC
O CNPPA

Cronin, Ms Karen E.
Ministry for the Environment
PO Box 10362
Wellington
New Zealand
O Ministry for the Environment

Dingwall, Mr Paul
Department of Conservation
Conservation Sciences Center
PO Box 10 420
Wellington
New Zealand
O COE
O CNPPA
IUCN Antarctic Advisory Committee

Green, Dr Wren Q.
Assistant Director
Department of Conservation
PO Box 10-420
Wellington
New Zealand
A Department of Conservation

Lucas, Mr P.H.C. (Bing)
1/268 Main Road
Tawa
New Zealand
B Nature Conservation Council
O CNPPA (Deputy Chairman)

Mitchell, Mr Murray
Executive Director
WWF New Zealand
PO Box 6237
Wellington North
New Zealand
C WWF New Zealand

Owen, Ms Janet
Department of Conservation
PO Box 10 420
Wellington
New Zealand
A Department of Conservation

Nicaragua

Aburto Crus, Ing. Manuel
Instituto de Recursos Naturales y del Ambiente (IRENA)
Km 12 1/2 Carretera Norte
Managua
Nicaragua
B Instituto de Recursos Naturales y del Ambiente (IRENA)

Bermúdez, Sr Kamilo Lara
Vice Presidente
Asociación de Biólogos y Ecólogos
de Nicaragua (ABEN)
Nicaragua
C Asociación de Biólogos y
Ecólogos de Nicaragua (ABEN)

Camacho, Sra Laura
Asociación de Biólogos y Ecólogos
de Nicaragua (ABEN)
Altaniera casa #735
Managua
Nicaragua

C Asociación de Biólogos y Ecólogos
de Nicaragua (ABEN)

Cardenal Sevilla, Lic. Lorenzo
Jefe, Dep. Areas Silvestres y Fauna
Instituto de Recursos Naturales y del
Ambiente (IRENA)
Km 12 1/2 Carretera Norte
Managua
Nicaragua

B Instituto de Recursos Naturales y
del Ambiente (IRENA)

Castillo Ortiz, Ing. Julio César
Director General
Instituto de Recursos Naturales y del
Ambiente (IRENA)
Km 12 1/2 Carretera Norte
Managua
Nicaragua

B Instituto de Recursos Naturales y
del Ambiente (IRENA)

Cedeño, Lic Victor
Instituto de Recursos Naturales y
del Ambiente IRENA
KM 12 1/2 Carretera Norte
Managua
Nicaragua

B Instituto de Recursos Naturales
y del Ambiente (IRENA)

Garcia, Sra María Eugenia
IV Conferencia Bienal Destino/Tierra
Asociación de Biólogos y Ecólogos
de Nicaragua (ABEN)
Barrio Altagracia Contiguo
Escuela Mongelo
Managua
Nicaragua

C Asociación de Biólogos y Ecólogos
de Nicaragua (ABEN)

Hakansson, Sr Tony
Asesor
Instituto de Recursos Naturales y
del Ambiente (IRENA)
Km. 12 1/2 Carretera Norte
Managua
Nicaragua

B Instituto de Recursos Naturales
y del Ambiente (IRENA)

Incer, Dr Jaime
National Parks Adviser
Instituto Nicaraguense de Recursos
Naturales y del Ambiente (IRENA)
425 West Park Drive # 204
Miami, Florida 33172
USA

Nicaragua
B Instituto Nicaraguense de Recursos
Naturales y del Ambiente (IRENA)

Montiel Rocha, Sr. Juan José
Presidente
Asociación de Biólogos y Ecólogos
de Nicaragua (ABEN)
Rubenia D-1
Managua
Nicaragua

C Asociación de Biólogos y Ecólogos
de Nicaragua (ABEN)

Robleto, Sra María Luisa
Directora Movimiento Ambientalista
Asociación de Biólogos y Ecólogos
de Nicaragua (ABEN)
Pancasan IV Et #34
Apartado A-99
Managua
Nicaragua

C Asociación de Biólogos y Ecólogos
de Nicaragua (ABEN)

Sánchez Argüello, Sra Sandramaría
Secretaria Relaciones Internacionales
Asociación de Biólogos y Ecólogos de
Nicaragua (ABEN)
Km 8. C.Sor, Rpto San Patricio
Quinta Mima
Managua
Nicaragua

C Asociación de Biólogos y Ecólogos
de Nicaragua (ABEN)

Tercero, Ing. Victor
Instituto de Recursos Naturales y del
Ambiente (IRENA)
Km 12 1/2 Carretera Norte
Managua
Nicaragua

B Instituto de Recursos Naturales y
del Ambiente (IRENA)

Zamora, Lic. Augusto
Instituto de Recursos Naturales y
del Ambiente (IRENA)
Km. 12 1/2 Carretera Norte
Managua
Nicaragua
B IRENA

Niger

Najada, M. Ibrahim
Ministere de l'Agriculture et de
l'Environnement
BP 578
Niamey
Niger

A Ministère de l'Agriculture et
de l'Environnement

Norway

Abrahamsen, Mr Jan
Director General
Ministry of Environment
Myntgata 2
PO Box 8013 Dep
0030 Oslo I
Norway
A Ministry of Environment

Arvesen, Ambassador Jan
Royal Norwegian Embassy
San José
Costa Rica
Norway

A Royal Ministry of Environment

Arvesen, Mrs Sissi
Royal Norwegian Embassy
San José
Costa Rica
Norway

O

Cappelen, Mr Frede
Deputy Minister of Environment
Ministry of Environment
Myntgata 2
PO Box 8013 Dep.
0030 Oslo 1
Norway

A Ministry of Environment

Dolven, Mr Arne S.
Science Policy Council of Norway
PO Box 8031 Dep
0030 Oslo
Norway

O Science Policy Council of Norway

Eldoy, Mr Steinar
Senior Executive Officer
Directorate for Nature Management
Tungasletta 2
7000 Trondheim
Norway

O

Hermansen, Mr John E.
Assistant Study Coordinator,
NORAD-Programme
Norwegian Institute of Technology
University of Trondheim
7034 Trondheim
Norway

C Institute for Environmental
Analysis (INA)

Holmsen, Mr Sven A.
Assistant Director General
Ministry for Development Co-operation
Norwegian Agency for International
Development (NORAD)
PO Box 8142 Dep.
0033 Oslo 1
Norway

A Ministry for Development
Co-operation

Leite, Ms Bjorg S.
Deputy Director General
Ministry for Development Co-operation
PO Box 8142 Dep.
0033 Oslo 1
Norway

A Royal Ministry of Environment

Norderhaug, Mr Magnar
Special Adviser
Ministry for Development Co-operation
NORAD
PO Box 8142 Dep.
0033 Oslo 1
Norway

A Royal Ministry of Environment
O SSC

Oiestad, Mr Jon Kr.
Administrator
Norwegian Centre for International
Agricultural Development (NORAGRIC)
Agricultural University of Norway
PO Box 2-NLH
1432 As-NLH
Norway

O Norwegian Centre for International
Agricultural Development
(NORAGRIC)

Snetevik, Ms Sunneva
Research Coordinator
Norwegian Research Council for
Science and the Humanities (NAVF)
Sandakervn. 99
0483 Oslo 4
Norway

O Norwegian Research Council for
Science and the Humanities (NAVF)

Sand, Ms Turid
Special Adviser
Ministry of Environment
Myntgata 2
PO Box 8013 Dep.
0030 Oslo 1
Norway

A Ministry of Environment

Schei, Mr Peter J.
Special Adviser
Ministry of Environment
Myntgata 2
PO Box 8013 Dep.
0030 Oslo 1
Norway

A Ministry of Environment
O CNPPA
O SSC

Selrod, Mr Rolf
Special Adviser
Ministry of Foreign Affairs
Oslo
Norway

A Ministry of Foreign Affairs

Solheim, Mr Erik
Chairman
Norwegian Society for Conservation of
Nature
Postboks 6804 St. Olavsplass
Pilestraedt 41 B
0130 Oslo 1
Norway
C Norwegian Society for Conservation
of Nature

Stenseth, Prof. Nils Chr.
University of Oslo
Dept of Biology, Division of Zoology
PO Box 1050
0316 Oslo 3
Norway
O COE

Oman, Sultanate of

Borhan, Mr Mohamed A.
Council for Conservation of
Environment and Water Resources
PO Box 5310
Ruwi

Oman, Sultanate of
A Council for Conservation of
Environment and Water Resources

Daly, Mrs Elizabeth
PO Box 246
Muscat

Oman, Sultanate of
O SSC

Daly, Mr Ralph
Adviser for Conservation of Environment
Diwan of Royal Court
The Palace
PO Box 246
Muscat

Oman, Sultanate of
A Council for Conservation of
Environment & Prevention of
Pollution
O SSC

Kapadia, Mr N.T.
Ministry of Environment and
Water Resources
PO Box 5310
Ruwi

Oman, Sultanate of
A Ministry of Environment and
Water Resources

Kharusi, Mrs Jocelyne
Ministry of Environment and
Water Resources
PO Box 323
Muscat

Oman, Sultanate of
A Ministry of Environment and
Water Resources

Shabib bin Taimur, HH Sayyid
Minister of Environment
Deputy Chairman
Council for Conservation of
Environment and Water Resources
PO Box 5310
Ruwi

Oman, Sultanate of
A Council for Conservation of
Environment and Water Resources

bin Khalfan al Barami, HE Salim
Secretary General
Council for Conservation of
Environment and Water Resources
PO Box 5310
Ruwi

Oman, Sultanate of
A Council for Conservation of
Environment and Water Resources

bin Khamis al-Hasni, Mr Abdulla
Ministry of Environment and
Water Resources
PO Box 323
Muscat

Oman, Sultanate of
A Council for Conservation of
Environment and Water Resources

Pakistan

Ali, Syed Babar
WWF Pakistan
PO Box 1312
Lahore
Pakistan

C WWF Pakistan
O WWF International

Latif Rao, Mr Abdul
National Council for Conservation
of Wildlife, Ministry of Food,
Agriculture & Cooperatives
485, Street 84
G-6/4 Islamabad
Pakistan

A National Council for Conservation
of Wildlife in Pakistan, Ministry
of Food, Agriculture &
Cooperatives

Panama	Díaz, Sr Jorge	Lively, Dra. Carol A.	Román, Sr Argelis C.
Alvarado, Sr Ramón H.	Federación Latinoamericana de	Fundación de Parques Nacionales y	Smithsonian Tropical Research
Instituto Nacional de Recursos	Jóvenes Ambientalistas (FLAJA)	Medio Ambiente	Institute
Naturales Renovables (INRENARE)	A.A. 6A - 3841	Apartado 6-6623,	Apartado 2072
PO Box 2016	SIBUP - Universidad de Panama	El Dorado	Balboa
Ancón, Paraiso	Panama	Panama	Panama
Panama	Panama	Panama	Panama
B Instituto Nacional de Recursos	O Federación Latinoamericana de	O Fundación de Parques Nacionales y	O Smithsonian Tropical Research
Natxiraies Renovables	Jóvenes Ambientalistas (FLAJA)	Medio Ambiente	Institute
CINRENARE)			
Archibold, Agr. Guillermo	Fletcher, Sr Raúl	Lombardo, Sra Elena I.	Vallarino Bernat, Dr Oscar
Director	Jefe, División de Conservación	Special Assistant to Director	Director Centro de Datos Conservación
Proyecto Para el Manejo de Areas	Asociación Nacional para la	Smithsonian Tropical Research	Asociación Nacional para la
Silvestres de Kuna Yala (PEMASKY)	Conservación de la Naturaleza (ANCON)	Institute	Conservación de la Naturaleza (ANCON)
Asociación de Empleados Kunas (AEK)	Apartado 1387	PO Box 2012	Apartado 1387
Paraiso	Zona 1	Balboa	Zona 1
Ancón	Panama	Panama	Panama
Panama 2012	Panama	Panama	Panama
Panama	C Asociación Nacional para la	O Smithsonian Tropical Research	C Asociación Nacional para la
C Proyecto para el Manejo de Areas	Conservación de la Naturaleza	Institute	Conservación de la Naturaleza
Silvestres de Kuna Yala (PEMASKY),	(ANCON)		(ANCON)
Asociación de Empleados Kunas	Heckadon, Dr Stanley	Pinzón T., Srta. Indira Anaica	Vallarino de Montenegro, Ms Carolyn
(AEK)	Coordinador Día Centroamericano	Federación Latinoamericana de Jóvenes	Asociación Nacional para la
	Apartado 1462	Ambientalistas (FLAJA)	Conservación de la Naturaleza (ANCON)
	Panama 1	Apartado 6 H - 3841	Apartado 1387
	Panama	Universidad de Panama	Zona 1
	Panama	Panama	Panama
	O	Panama	Panama
Dam Lau, Arq. Santiago	Hidalgo, Lic. Yariela M.	O Federación Latinoamericana de	C Asociación Nacional para la
Fundación de Parques Nacionales y	Directora Areas Silvestres Protegidas	Jóvenes Ambientalistas (FLAJA)	Conservación de la Naturaleza
Medio Ambiente	Instituto Nacional de Recursos		(ANCON)
Apartado 6-6623,	Naturales Renovables (INRENARE)	Robinson, Srta. Elsa	Werner, Dr Dagmar
El Dorado	Apdo 2016	Federación Latinoamericana de Jóvenes	Smithsonian Tropical Research
Panamá	Paraiso, Ancón	Ambientalistas (FLAJA)	Institute
Panama	Panama	Universidad de Panama	Apartado 2072
C Fundación de Parques Nacionales y	B INRENARE	SIBUP, A.A 6A - 3841	Balboa
Medio Ambiente		Panama	Panama
		Panama	Panama
Delgado, Prof. Francisco	Illueca Bonett, Dr. Jorge	O Federación Latinoamericana de	O
Fundación de Parques Nacionales y	Presidente	Jóvenes Ambientalistas (FLAJA)	
Medio Ambiente	Asociación para la Investigación y	Rojas, Srta. Itzel Damaris	
Apartado 6-6623,	Propagación de Especies Panameñas	Miembro del Comité Ejecutivo	
El Dorado	(AIEP)	Fundación de Parques Nacionales y	
Panama	Apartado 2320, Balboa-Ancón	Medio Ambiente (Fund. PA.NA.MA.)	
Panama	Panama	Apartado 6-6623, El Dorado	
C Fundación de Parques Nacionales	Panama	Panama	
y Medio Ambiente	C AIEP	Panama	
	O CONAMA	C Fundación PA.NA.MA. - REDES C.A.	
		O ACUPAN	

Young M., Sr. Victor G.
International Youth Federation for
Environmental Study and Conservation
of Nature (IYF)
Apartado 6-7534/ACUPAN
El Dorado
Panama
Panama

D International Youth Federation for
Environmental Study and
Conservation of Nature (IYF)
IUCN Cooperating Organization
O ACUPAN-Asociación Conservacionista
de la Universidad de Panama
O Federación Latinoamericana de
Jóvenes Ambientalistas (FLAJA)

Paraguay

Gauto, Ing. Raúl
Director
Centro de Datos para la Conservación
Ministerio de Agricultura y Ganadería
Apartado Postal 3303
Asunción
Paraguay
O Centro de Datos para la
Conservación (CDC)

Villamayor Orué, Dra Rosa
Jefe de Parques Nacionales
Ministerio de Defensn
España # 144
Asunción
Paraguay
O CEDUC
O CNPPA

Peru

Andnluz W., Sr Antonio
Presidente Ejecutivo
PROTERRA
Instituto Tecnológico Agrario
Apartado Postal 2731
Lima 13
Peru
O PROTERRA
Instituto Tecnológico Agrario

Aranda Arce, Diol. Carlos
Presidente
Asociación de Ecología y Conservación
(ECCO)
Vanderghen 560 #2A
San Isidro
Lima 27
Peru

C Asociación de Ecología y
Conservación (ECCO)

Cardich, Ing. Eric
"Biosfera"
Los Azafranes 170
Salamanca
Lima 3
Peru

O CNPPA
O "Biosfera"

Estremadoyro Osores, Dra Rocio
Asociación de Ecología y Conservación
(ECCO)
Vanderghen 560 #2A
San Isidro
Lima 27
Peru

C Asociación de Ecología y
Conservación (ECCO)

Falero Sánchez, Dra Mariza
Directora de Flora y Fauna Silvestre
Dirección General Forestal y de
Fauna
Natalio Sénchez #220 - Of. 301
Lima 11
Peru
B Dirección General Forestal y de
Fauna

Ferreyros Gildemeister, Sr Alfredo
Asociación de Ecología y Conservación
(ECCO)
Vanderghen 560 #2A
San Isidro
Lima 27
Peru

C Asociación de Ecología y
Conservación (ECCO)

Lescano Palomino, Sr José Luis
Diputado
Cámara de Diputados
Urbanización Calera Monterrico Q-7
Surquillo
Lima
Peru
O

Rodríguez Hurtado, Sr Alfredo
Director Integración
Ministerio de Relaciones Exteriores
Jiron Azangaro 540-450
Lima
Peru
O

Suárez de Freitas C., Dr. Gustavo
Director de Proyectos
Fundación Peruana para la
Conservación de la Naturaleza (FPCN)
Apartado 18-1393
Lima
Peru
C Fundación Peruana para la
Conservación de la Naturaleza
(FPCN)

Ugaz, Sr Jorge A.
Centro de Datos para la Conservación
Universidad Nacional Agraria
Departamento Manejo Forestal
Dpdo. 456
Lima
Peru
C Centro de Datos para la
Conservación (CDC)

Vegas Vélez, Dr Manuel
Fundación Peruana para la
Conservación de la Naturaleza (FPCN)
Apartado 18-1393
Lima
Peru
C Fundación Peruana para la
Conservación de la Naturaleza
(FPCN)

Philippines

McManus, Dr Liana T.
Marine Science Institute
University of the Philippines
Diliman, Quenzon City
Philippines
O COE

Poland

Klimek, Prof. K.
Nature and Natural Resources
Protection Research Centre
Polish Academy of Sciences
Lubiczstr. 46
Cracow 31-512
Poland
B Nature and Natural Resources
Protection Research Centre
O CNPPA/CEP

Krzemiriski, Mr Zygmunt
National Council for Protection of
Nature
ul. Wawelskie 52/54
00-922 Warsaw
Poland
C National Council for Protection of
Nature

Stawicki, Dr Henryk
Gagarina Str. 8/29
Kielce 25-031
Poland
O Ministry of Culture, Office of
Cultivated Landscape
O Society of Polish Town Planners
O CEP

Stawinski, Dr Wiestaw
Associated Professor
Teacher Training College
Institute of Biology
ul. Podbrzezie 3
Kraków
Poland
O CEDUC

Portugal

Carvalho de Vasconcelos, Sr Jose Manuel
Servicio Nacional de Parques e
Conservacao da Natureza
Rua Ferreira Lapa, 29
Lisboa
Portugal

- O Servicio Nacional de Parques e
Conservacao da Natureza
- O CNPPA

Rwanda

Nyamacumu, M. Athanase
Chef, Section des Parcs Nationaux
Office Rwandais du Tourisme et des
Parcs Nationaux (ORTPN)
BP 905
Kigali
Rwanda

- B Office Rwandais du Tourisme et
des Parcs Nationaux (ORTPN)

Senegal

Fall, M. Assane
Directeur de Cabinet
Ministere de la Protection de la
Nature
Dakar

Senegal

- A Ministère de la Protection de la
Nature

Solomon Islands

Baines, Dr Graham
PO Box 393
Honiara

Solomon Islands

- O COE

South Africa

Barkhnisen, Dr George F.
Orange Free State Department of
Nature Conservation
PO Box 517
Bloemfontein 9300
Orange Free State
South Africa

- B Department of Nature Conservation,
Orange Free State

Cohen, Mr Michael
Department of Environment Affairs
Private Bag X447
Pretoria 0001
South Africa

- B Department of Environment Affairs,
Pretoria

Eloff, Prof. F.C.
Chairman
National Parks Board of Trustees
PO Box 787
Pretoria 0001
South Africa

- B National Parks Board of Trustees

Geddes-Page, Mr John T.
Director
Natal Parks Board
PO Box 662
Pietermaritzburg 3200
South Africa

- B Natal Parks Board

Hall-Martin, Dr A.
National Parks Board of Trustees
PO Box 787
Pretoria 0001
South Africa

- B National Parks Board of Trustees

Huntley, Mr Brian J.
Manager, Ecosystem Programmes
Foundation for Research Development
Council for Scientific and Industriel
Research (CSIR)
PO Box 395
Pretoria 0001
South Africa

- B National Programme for
Environmental Sciences
- C Botanical Society of South Africa
- O CNPPA
- O 8SC

Siegfried, Prof. Roy
Professor & Head
Percy Fitzpatrick Institute of
African Ornithology
University of Cape Town
Rondebosch
Cape Town 7700
South Africa

- C Percy Fitzpatrick Institute of
African Ornithology
- O South African National IUCN
Committee (Chairman)

Soutter, Mr Rob
S.A. Nature Foundation/
WWF Southern Africa
PO Box 456
Stellenbosch 7600
South Africa

- C S.A. Nature Foundation/
WWF Southern Africa
- O WWF International

Trollip, Mr A.E.G.
Senior Member
National Parks Board of Trustees
PO Box 787
Pretoria 0001
South Africa

- B National Parks Board of Trustees

South West Africa/Namibia

Swart, Mr Paul S.
Director, Nature Conservation
South West Africa Department
of Nature Conservation
Private Bag 13306
Windhoek

- South West Africa/Namibia
- B Department of Agriculture and
Nature Conservation,
South West Africa/Namibia

Spain

Azcarate y Bang, Dr Tomas de
Director
Agencia de Medio Ambiente de la
Junta de Andalucia
Avda. de las Palmeras, 1-3
Sevilla 41013

- Spain
- B Agencia de Medio Ambiente de la
Junta de Andalucia

Barahona Nieto, Dra Elisa
Dirección General de Medio Ambiente
Ministerio de Obras Públicas y
Urbanismo (MOPU)
Paseo de la Castellana 67
28071 Madrid

- Spain
- O Dirección General de Medio
Ambiente, Ministerio de Obras
Públicas y Urbanismo (MOPU)

Blas Aritio, Dr Luis
Presidente
Instituto de la Caza Fotográfica y
Ciencias de la Naturaleza (INCAFO)
Castelló 59
28001 Madrid

- Spain
- C Instituto de la Caza Fotográfica
y Ciencias de la Naturaleza
(INCAFO)

Calvo Roy, Dra Susana
Dirección General de Medio Ambiente
Ministerio de Obras Públicas y
Urbanismo (MOPU)
Paseo de la Castellana 67
28071 Madrid

- Spain
- O Dirección General de Medio
Ambiente, Ministerio de Obras
Públicas y Urbanismo (MOPU)

Castelló, Ing. Juan Ignacio
Servei de Parcs Naturals
Diputació de Barcelona
Area d'Agricultura i Med[Natural
c/Sant Honorat 1, 4rt.
08002 Barcelona

- Spain
- B Servei de Parcs Nnturals,
Diputació de Barcelona

Castelló, Ing. Juan Ignacio
Servei de Parcs Naturals
Diputació de Barcelona
Area d'Agricultura i Medi Natural
c/Sant Honorat 1, 4rt.
08002 Barcelona
Spain

B Servei de Parcs Naturals
Diputació de Barcelona

Castroviejo Bolibar, Sr Javier
Estación Biológica de Donana
Avenida M. Luisa s/n
Sevilla
Spain
O SSC

Da Cruz, Prof.Dr Humberto
Federación de Amigos de la Tierra
(FAT)
Avenida Betanzos 55-11
28029 Madrid
Spain

C Federación de Amigos de la Tierra
(FAT)
O European Environmental Bureau

García-Orcóyen Tormo, Lic. Cristina
Secretaria General
ADENA - WWF España
Santa Engracia 6, 2o. izda
28010 Madrid
Spain
C WWF Espana (ADENA)
O IUCN Spanish Committee (Chairman)

González Hernández, Dr José M.
Gobierno de Canarias, Consejería de
Hacienda
Fernando Guanarteme 2
Las Palmas de Gran Canaria
Spain
IUCN Coopted Councillor
O Gobierno de Canarins

Gonzalez Valleccillo, Sr Carlos
ADENA (WWF-España)
Santn Engracia, 6
28010 Madrid
Spain
C ADENA (WWF-Kspaña)

Marraco Solana, Sr. Santiago
Director
Instituto Nacional para la
Conservación de la Naturaleza (ICONA)
Gran Via de San Francisco 35
28005 Madrid
Spain

A State
B ICONA

Martínez Salcedo, Sr Fernando
Director General de Medio Ambiente
Dirección General de Medio Ambiente
Ministerio de Obras Públicas y
Urbanismo (MOPU)
Paseo de la Castellana 67
28071 Madrid
Spain

O Dirección General de Medio
Ambiente, Ministerio de Obras
Públicas y Urbanismo (MOPU)

Molina Vázquez, Sr. Fernando
Jefe, Servicio Conservación Naturaleza
Agencia de Medio Ambiente de la
Junta de Andalucía
Avda. de las Palmeras, 1-3
Sevilla 41013
Spain

B Agencia de Medio Ambiente de la
Junta de Andalucía

Morillo Fernández, Dr Cosme
Subdirector General Rec. Naturales
Instituto Nacional para la Conser-
vación de la Naturaleza (ICONA)
Gran Via de San Francisco 35
28005 Madrid
Spain

A Instituto Nacional para la
Conservación de la Naturaleza
(ICONA)

Pintos Martín, Srta Rosario
Jefa, Sección Protección Fauna y Flora
Agencia de Medio Ambiente de la
Junta de Andalucía
Avda. de las Palmeras, 1-3
Sevilla 41013
Spain

B Agencia de Medio Ambiente de la
Junta de Andalucía

Pérez González-Toruño, Sr Pedro
ANDALUS
Pedro del Toro 2
Sevilla
Spain
C ANDALUS

Rodríguez Martín, Dr Francisco
Instituto Nacional para la Conser-
vación de la Naturaleza (ICONA)
Gran Via de San Francisco 35
28005 Madrid
Spain

A Instituto Nacional para la
Conservación de la Naturaleza
(ICONA)
O CNPPA

Serrada Hierro, Dr Jesús
Instituto Nacional para la Conser-
vación de la Naturaleza (ICONA)
Gran Via de San Francisco 35
28005 Madrid
Spain

A Instituto Nacional para la
Conservación de la Naturaleza
(ICONA)

Sánchez García, Dr Isidoro
Instituto Nacional para la Conser-
vación de la Naturaleza (ICONA)
Gran Via de San Francisco 35
28005 Madrid
Spain

A Instituto Nacional para la
Conservación de la Naturaleza
(ICONA)

Torrens, Sr Esteve Tomas
Director Acció Territorial
Servei de Parcs Naturals
Diputació de Barcelona
Sant Honorat 1, 4rt.
08002 Barcelona
Spain

B Servei de Parcs Naturals,
Diputació de Barcelona

Vozmediano Gómez, Sr Jesús
Presidente
ANDALUS
Pedro del Toro 2
Sevilla
Spain
C ANDALUS

Sri Lanka

Fernando, Dr Ranjen
President
Wildlife and Nature Protection
Society of Sri Lanka
Chaitya Road
Marine Drive
Colombo 1
Sri Lanka
C Wildlife and Nature Protection
Society of Sri Lanka

Wijetunga, Mr A.A.
Land Commissioner
Ministry of Lands & Land Development
P.O. Box 512
Colombo 10
Sri Lanka
A Ministry of Lands and Land
Development

Sudan

El Moghraby, Dr. Asim
Sudan Environment Protection Society
c/o Natural History Museum
University of Khartoum
P.O. Box 321, Khartoum
Sudan

O Sudan Environment Protection
Society

Suriname

Baal, Mr Ferdinand
Head
Nature Conservation Division
Suriname Forest Service
PO Box 436
Paramaribo
Suriname
O CNPPA
O SSC
O Suriname Forest Service

Sweden

Ksping, Mr Lars-Erik
Statens Naturvårdsverk
(National Swedish Environment
Protection Board)
PO Box 1302
171 25 Solna
Sweden
A Ministry of the Environment
O CNPPA

Holmberg, Mr Johan
Assistant Director General
Swedish International Development
Authority (SIDA)
Birger Jarlsgatan 61
105 25 Stockholm
Sweden
O Swedish International Development
Authority (SIDA)

Hnbendick, Ms Gudrun
Head of Unit
Swedish International Development
Authority (SIDA)
Birger Jarlsgatan 61
105 25 Stockholm
Sweden
O Swedish International Development
Authority (SIDA)

Ihse, Ms Margareta
Assistant Professor
Stockholm University
Department of Physical Geography
106 91 Stockholm
Sweden
C Swedish Society for Conservation
of Nature
O CEP

Jacobsson, Mrs Susanne
Ministry for Foreign Affairs
103 23 Stockholm
Sweden
A Ministry for Foreign Affairs

Lundberg, Dr Hans
Royal Swedish Academy of Sciences
Box 50005
104 05 Stockholm
Sweden
C Royal Swedish Academy of Sciences

Segnestam, Mr Mats
Executive Director
Swedish Society for the Conservation
of Nature
Box 6400
113 82 Stockholm
Sweden
C Swedish Society for the
Conservation of Nature
IUCN Regional Councillor
O CNPPA

Sylvén, Dr Magnus
WWF Sweden
Ulrikdals Slott
171 71 Solna
Sweden
C WWF Sweden

Switzerland

Antonietti, M. Aldo
Chef, Div. prot. nature et paysage
Office Fédéral des forêts et de la
protection du paysage
Département fédéral de l'intérieur
Laupenstrasse 20
3001 Berne
Switzerland
A Office fédéral des forêts et de
la protection du paysage
C Ligue suisse pour la protection
de la nature (LSPN)
C Nos oiseaux - Société pour l'étude
et la protection des oiseaux
C Comité d'Action pour la Défense
des Animaux en Péril (CADAP)
C Société Helvétique des Sciences
Naturelles (SHSN)

Bucher, M. Johann
Ambassadeur
Office fédéral des forêts et de la
protection du paysage
Ambassade de Suisse
San José
Costa Rica
Switzerland
A Office fédéral des forêts et de la
protection du paysage,
Ambassade de Suisse au Costa Rica

Ehringhaus, Mrs Barbara
9, rue du Bugnon
1299 Crans-pres-Céligny
Switzerland
O

Helg, M. Pierre
Collaborateur diplomatique
Direction des organisations
internationales
Département fédéral des affaires
étrangères
3001 Berne
Switzerland
A Direction des organisations
internationales,
Département fédéral des affaires
étrangères

Hentsch, M. Léonard
IUCN Treasurer
47, ch. du Port de Bellerive
1245 Collonge/Geneve
Switzerland
IUCN Treasurer and Coopted Councillor

Hoffmann, Dr Luc
Vice President
WWF International
Avenue du Mont-Blanc
1196 Gland
Switzerland
C Fondation Tour du Valat pour
l'Etude et la Conservation de la
Nature
D International Waterfowl and
Wetlands Research Bureau (IWRB)
O WWF International
IUCN Cooperating Organization

Jackson, Mr Peter
1171 Bougy
Switzerland
O SSC

Junod, M. Raymond
Conseiller d'Etat
Conseil d'Etat du Canton de Vaud
Lausanne
Switzerland
O Conseil d'Etat du Canton de Vaud

Kemf, Mrs Elizabeth
WWF International
Avenue du Mont-Blanc
1196 Gland
Switzerland
O WWF International
IUCN Cooperating Organization

Kramer, Dr Peter
Director of Conservation
WWF International
Avenue du Mont-Blanc
1196 Gland
Switzerland
O WWF International
IUCN Cooperating Organization

Lapointe, Mr Eugene
Secretary General
Convention on International Trade in
Endangered Species (CITES)
Secretariat
CP 78
1000 Lausanne 9
Switzerland
O CITES

Lindner, Mr W.H.
World Commission on Environment and
Development (WCED)
Palais Wilson
1201 Geneva
Switzerland
O World Commission on Environment
and Development (WCED)

Martinez, Mme Caroline
Conseil d'Etat du Canton de Vaud
Lausanne
Switzerland
O Conseil d'Etat du Canton de Vaud

Menghi, Dr Obdulio
Scientific Coordinator
Convention on International Trade in
Endangered Species (CITES)
Secretariat
CP 78
1000 Lausanne 9
Switzerland
O CITES

Schmidt, Mr Frank
 Assistant Director General
 WWF International
 Avenue du Mont-Blanc
 1196 Gland
 Switzerland
 O WWF International
 IUCN Cooperating Organization

Shepherd, Mr Gordon
 Director of Information
 WWF International
 Avenue du Mont-Blanc
 1196 Gland
 Switzerland
 O WWF International
 IUCN Cooperating Organization

de Haes, Mr Charles
 Director General
 WWF International
 Avenue du Mont-Blanc
 1196 Gland
 Switzerland
 O WWF International
 IUCN Cooperating Organization

von Schmieder, Mr Wolfgang
 WWF International
 Avenue du Mont-Blanc
 1196 Gland
 Switzerland
 O WWF International
 IUCN Cooperating Organization
 O SSC

Tanzania

Babu, Mr David
 Director
 Tanzania National Parks
 PO Box 3134
 Arusha
 Tanzania
 B Tanzania National Parks
 O CNPPA

Lumbanga, Mr Matern Y.C.
 Deputy Principal Secretary
 Ministry of Lands, Natural Resources
 and Tourism
 PO Box 9372
 Dar-es-Salaam
 Tanzania
 B Ministry of Lands, Natural
 Resources and Tourism

Mnzava, Mr E. M.
 Director of Forestry
 Ministry of Natural Resources and
 Tourism
 Forest Division
 P.O. Box 426
 Dar-es-Salaam
 Tanzania
 B Ministry of Natural Resources
 and Tourism

Tanzania, United Republic of

Bech, Mr Niek
 East Usambara Project
 PO Box 1
 Amani
 Tanga Region
 Tanzania, United Republic of
 O

Chomba, Mr Hussein J.
 Executive Chairman National
 Tanzania Environmental Society (TESO)
 PO Box 1309
 Dar-es-Salaam
 Tanzania, United Republic of
 C Tanzania Environmental Society
 (TESO)
 O Environment Liaison Centre (ELC),
 Kenya

Mbano, Mr Bacari
 Principal
 College of African Wildlife
 Management
 Mweka
 PO Box 3031
 Moshi
 Tanzania, United Republic of
 O CNPPA

Thailand

Singhapant, Mr Suvat
 Royal Forest Department
 Wildlife Conservation Division
 Phahonyothin Road
 Bangkok
 Bangkok 10900
 Thailand
 A Royal Forest Department

Suvanakorn, Mr Phairot
 Deputy Director General
 Royal Forest Department
 Wildlife Conservation Division
 Phahonyothin Road
 Bangkok
 Bangkok 10900
 Thailand
 A Royal Forest Department

na Patalung, Mr Pisit
 Secretary General
 Wildlife Fund Thailand
 255 Asoke Road
 Sukhumvitzi
 Bangkok 10110
 Thailand
 C Wildlife Fund Thailand

Tunisia

Kacem, M. Slaheddine B.H.
 Ministere de l'Agriculture
 Direction Forêts
 30 rue Alain Savary
 Tunis 1002
 Tunisia
 O Ministere de l'Agriculture,
 Direction des Forêts

Turkey

Yazgan, Mrs Nergis
 President
 Society for the Protection of
 Wildlife
 P.K. 18 Bebek
 Istanbul 80812
 Turkey
 C Society for the Protection of
 Wildlife

USA

Adams, Mrs Tani
 Member of the Board
 Greenpeace USA
 1611 Connecticut Avenue, N.W.
 Washington, D.C. 20009
 USA
 D Greenpeace International

Agardy, Ms Tundi
 Woods Hole Oceanographic Institute
 (Marine Policy Fellow)
 Woods Hole
 Massachusetts 02543
 USA
 O Woods Hole Oceanographic
 Institute

Ahmad, Mr Masood
 Systems Analyst, Environment Dept.
 The World Bank
 USA
 O The World Bank

Ames, Mr Peter J.
 Coolidge Center for Environmental
 Leadership
 1675 Massachusetts Avenue
 Cambridge
 Massachusetts 02138
 USA

C Coolidge Center for
 Environmental Leadership

Anderson, Mrs Nancy W.
 Director, Environmental Affairs
 Lincoln Filene Center for Citizenship
 and Public Affairs
 Tufts University
 Medford
 Massachusetts 02155
 USA

C Lincoln Filene Center for
 Citizenship and Public Affairs
 o cEnuc

Anderson (Ret.), Col. John A.
Lincoln Filene Center for Citizenship
and Public Affairs
Tufts University
Medford
Massachusetts 02155
USA

C Lincoln Filene Center for
Citizenship & Public Affairs

Angelo, Prof. Homer G.
Professor
University of California
School of Law
Davis
California 95616
USA
O CEDUC

Ardila, Ms Patricia
Panos Institute - Washington
1409 King Street
Alexandria
Virginia 22314
USA
O Panos Institute

Azzam, Dr Fowad G.
2300 Noble Ave N.
Golden Valley
Minnesota 55422
USA
O

Azzam, Mrs Nancy C.
Windstar Foundation
2300 Noble Avenue, N.
Golden Valley
Minnesota 55422
USA
C Windstar Foundation

Babicka, Mr Jaromir
Adjunct Trustee
Educational Foundation of America
35 Church Lane
Westport
Connecticut, 06880-3589
USA
O Educational Foundation of America

Backus, Mr Edward H.
Information Systems Coordinator
Conservation International (IC)
1015 18th Street, N.W.
Washington D.C.
USA
C Conservation International (IC)

Baez, Dr Albert
58 Greenbrae Boardwalk
Greenbrae
California 94904
USA
O CEDUC

Bailey, Mr Brent
Conservation International
1015 18th Street, N.W.
Washington, D.C. 20036
USA
C Conservation International

Baldi, Ms Patricia
Director Population Program
National Audubon Society
801 Pennsylvania Avenue, S.E.
Washington, D.C. 20003
USA
C National Audubon Society

Barborak, Mr James
Yale University
School of Forestry and Environmental
Studies
205, Prospect Street
New Haven
Connecticut 06511
USA
C Yale University
O CNPPA
O SSC

Barnard, Mr Geoffrey S.
The Nature Conservancy
1785 Massachusetts Av., NW
Washington, D.C. 20036
USA
C The Nature Conservancy

Barnes, Mr James N.
Senior Attorney
Environmental Policy Institute
218 O Street, SE
Washington, D.C. 20003
USA
O Environmental Policy Institute

Baron, Ms Ginny
2101 Marin Avenue
Berkeley
California 94707
USA
O IUCN Working Group on Women,
Environment and Sustainable
Development

Bean, Mr Micheal
Director, Wildlife Program
Environmental Defense Fund (EDF)
257 Park Avenue, South
New York
New York 10010
USA
O Environmental Defense Fund (EDF)

Beebe, Mr Spencer B.
Conservation International
10 SW Ash
Portland
Oregon
USA
C Conservation International

Bender, Mr Stephen O.
Project Chief
Organization of American States
1889 "F" Street, NW
Washington, DC 20006
USA
O Organization of American States
IUCN Cooperating Organization

Benedick, Hon. Richard
Conservation Foundation
1250 Twenty-Fourth Street, NW.
Room 4707
Washington, D.C. 20037
USA
O Conservation Foundation

Berg, Mr Ken
Botanist, Rare Plant Program
California Native Plant Society
909 12th Street, Suite 116
Sacramento
California 95814
USA

C California Native Plant
Society

Berle, Mr Peter A.A.
President & Chief Executive Officer
National Audubon Society
801 Pennsylvania Ave S.E. # 301
Washington, D.C. 20003
USA
C National Audubon Society

Bishop, Dr Barry C.
Chief Geographer
National Geographic Society
Washington, D.C. 20036
USA
C National Geographic Society

Bittman, Ms Roxanne
Department of Fish and Game
1416 Ninth Street, Rm 1225
Sacramento
California 95814
USA
O California Native Plant
Society

Blanco-Castillio, Mrs Yuriria
Sea Turtles Campaigner
Greenpeace International
PO Box 50489
Jacksonville Beach
Florida 32240
USA
D Greenpeace International

Bohlen, Mr E.V. Curtis
Senior Vice President
World Wildlife Fund - US
1250 24th Street, N.W.
Washington, D.C. 20037
USA
C Conservation Foundation
C WWF US

Brautigam, Mrs Amie
Center for Environmental
Education (CEE)
1725 Desales Street, N.W.
Suite 500
Washington, D.C. 20036
USA
C Center for Environmental
Education (CEE)

Brown, Mr Carl
Conservation Real Estate
510 Coventry Road #5D
Decatur
Georgia 30030
USA
O Conservation Real Estate

Brown, Ms Jessica L.
Atlantic Center for the Environment
Quebec-Labrador Foundation
39 South Main Street
Ipswich
Massachusetts 01938
USA
C Atlantic Center for the
Environment

Brown, Ms Sara S.
National Parks & Conservation Ass.
Ashbourne, Harrods Creek
Kentucky 40027
USA
O National Parks & Conservation
Association

Brown, Dr William Y.
Director
Waste Management, Inc.
Government Affairs Department
1155 Connecticut Ave, NW, Suite 800
Washington, U.C. 20036
USA
O Waste Management, Inc.,
Government Affairs Department

Bunting, Mr Bruce W.
World Wildlife Fund - US
1250 24th Street, N.W.
Washington, D.C. 20037
USA
C WWF US

Burger, Dr William C.
Field Museum of Natural History
Roosevelt Road at Lake Shore Drive
Chicago
Illinois 60605
USA
C Field Museum of Natural History

Burley, F. William
Senior Associate
World Resources Institute (WRI)
Program for Belize
5528 4th Street, South
Arlington, Virginia 22204
USA
C World Resources Institute (WRI)
O COE
O CNPPA
IUCN Tropical Forest Advisory Group

Burns, Mrs Betty
Deforestation Prevention
Burns-Milwaukee Inc.
1028 E. Juneau Avenue
Milwaukee
Wisconsin 53202
USA
O Burns-Milwaukee Inc.

Burns, Mr Thomas J.
Deforestation Prevention
Burns-Milwaukee Inc.
1028 E. Juneau Avenue
Milwaukee
Wisconsin 53202
USA
O Burns-Milwaukee Inc.

Cagle, Ms Carol L.
Audubon Canyon Ranch
Bouverie Audubon Preserve
PO Box 1195
Glen Ellen
California 95442
USA
O Audubon Canyon Ranch

Cahn, Mr Robert
Trust for Public Land
Route 3, Box 316
I.eesburg
Virginia 22075
USA
C Trust for Public Land
O Environmental Policy Institute
O CNPPA

Canin, Mr Jeff
Sea Turtles Campaigner
Greenpeace International
PO Box 50489
Jacksonville Beach
Florida, 32240
USA
D Greenpeace International

Carr, Mr David
Executive Director
Caribbean Conservation Corporation
PO Box 2866
Gainesville, Florida 32602
USA
C Caribbean Conservation Corporation

Carr III, Dr Archie
Assistant Director
New York Zoological Society,
Wildlife Conservation International
185th Street & Southern Boulevard
Bronx
New York 10460
USA
C New York Zoological Society,
Wildlife Conservation
International
O SSC

Celis, Mr Rafael
International Food Policy Research
Institute
1776 Mass Avenue, N.W.
Washington, D.C. 20036
USA
O International Food Policy
Research Institute

Christoffersen, Mr Leif E.
Chief, Environment Unit/Africa Region
The World Bank
1818 H Street, N.W.
Washington, D.C. 20433
USA
O The World Bank,
Environment Unit, Africa Region

Collins, Mr Norman R.
Ford Foundation
320 E., 43rd Street
New York
New York 10017
USA
O Ford Foundation

Connor, Prof. James V.
14A Washington Mews #9
New York
New York 10003
USA
O COE

Convis, Mr Charles
Computer Consultant
3439 Grand Avenue
Claremont
California 91711
USA
O

Cooke, Ms Annie
Environmental Defense Fund (EDF)
3241 Gough Street #2
San Francisco
California 94123
USA
C Environmental Defense Fund (EDF)

Coolidge, Mrs Martha H.
Board & Executive Committee Member
The Coolidge Center for Environ-
mental Leadership
38 Standley Street
Beverly
Massachusetts 01915
USA
C Coolidge Center for Environmental
Leadership
C Lincoln Filene Center for
Citizenship mu: Public Affairs,
Tufts University
O CEDUC

Gorvaldin, Dr Hugo
Regional Director for Latin America
U.N. Fund for Population Activities
(UNFPA)
United Nations
New York
New York 10017
USA

O UN Fund for Population Activities
(UNFPA)

Corvalon, Dr Hugo
Regional Director for Latin America
U.N. Fund for Population
Activities (UNFPA)
United Nations
New York
New York 10017
USA

O U.N. Fund for Population
Activities (UNFPA)

Curtis, Mr Clifton
Oceanic Society
1536 16th Street, N.W.
Washington, D.C. 20036
USA

C Oceanic Society

Curtis, Mr Randall
Costa Rica Country Program Director
The Nature Conservancy
1785 Massachusetts NW
Washington, D.C. 20036
USA

C The Nature Conservancy

Dahl, Dr Thomas E.
U.S. Department of the Interior,
Fish and Wildlife Service
National Wetlands Inventory
18th and C Streets, N.W.
Washington, D.C. 20240
USA

B U.S. Department of the Interior,
Fish and Wildlife Service,
National Wetlands Inventory

Dasmann, Prof. Raymond F.
116 Meadow Road
Santa Cruz
California 95060
USA

O COE
O CEP
O SSC

Davis, Mr E. George
Member of Executive Committee
World Affairs Council of Sacramento
1311 35th Avenue
Sacramento
California 95822
USA
O World Affairs Council of
Sacramento

De long, Ms Linda
Conservation International
1015 18th St., N.W.
Washington, D.C. 20036
USA
O Conservation International

Dobbin, Mr James
James Dobbin Associates Inc.
Coastal & Ocean Planners
110 North Royal Street, Suite 300
Alexandrie
Virginia 22314
USA
O CEP

Dobson, Mr Chad
Bank Information Center
731 8th Street S.E.
Washington D.C.
USA
O Bank Information Center

Dodge, Dr Kay T.
Executive Director
Center for Environmental Study
143 Bostwick N.E.
Grand Rapids
Michigan 49503
USA
O Center for Environmental Study
O Grand Rapids Junior College

Dompka, Ms Victoria
Media Specialist
Better World Society
Environment & Population Program
Development
1140 Connecticut Avenue, N.W., 1006
Washington, D.C. 20036
USA

D Better World Society
O CEDUC
O Turner Broadcasting

Dumm, Dr. John
Deputy Director
USAID
Office of Population
Washington, D.C. 20523
USA
O USAID

Duplaix, Dr Nicole
284 Woodlands Road
West Palm Beach
Florida 33461
USA
O SSC

Dyson, Ms Mary
Environment Department
The World Bank
1818 H Street, N.W.
Washington DC 20433
USA
O The World Bank

El-Ashry, Dr Mohamed T.
Vice President for Policy Affairs
World Resources Institute (WRI)
1735 New York Avenue, N.W.
Washington, D.C. 20006
USA
C World Resources Institute (WRI)

Elac, Dr. John
Chief, General Studies Division
Economic and Social Development Dep.
Inter-American Development Bank
1300 New York Avenue
Washington, D.C. 20577
USA
O Inter-American Development Bank

Engel, Prof. J. Ronald
Meadville/Lombard Theological School
5701 South Woodlawn Avenue
Chicago
Illinois 60637
USA
O CEDUC
O IUCN Ethics Working Group

Eudey, Dr Ardith
164 Dayton St.
Upland
California 91786
USA
D International Primate Protection
League
O SSC

Faber, Ms Phyllis
California Native Plant Society
212 Del Casa
Mill Valley
California 94941
USA
C California Native Plant Society

Falk, Mr Donald A.
Executive Director
The Center for Plant Conservation
125 The Arborway
Jamaica Plain
Massachusetts 02130
USA
O The Center for Plant Conservation

Flamm, Mr Barry R.
Chief Forester
Wilderness Society, Inc.
1400 Eye Street, N.W.
Washington, D.C. 20005
USA
C Wilderness Society, Inc.
O CNPPA

Flesness, Mr Nathan R.
International Species Inventory
System (ISIS)
12101 Johnnycake Road
Apple Valley
Minnesota 55124
USA
O International Species Inventory
System (ISIS)

Foose, Dr Thomas J.
American Association of Zoological
Parks & Aquariums (AAZPA)
Conservation Office
12101 Johnnycake Road
Apple Valley
Minnesota 55124
USA
O SSC

Foster-Turley, Ms Patricia
Marine World Parkway,
Vallejo
California 94589
USA
O SSC

Frnmpton, Jr, Mr George T.
President
Wilderness Society
1400 Eye Street, N.W.
Washington, D.C. 20005
USA
C Wilderness Society
O CNPPA

Freese, Dr Curtis
Vice President, Latin America & Caribb
World Wildlife Fund - US
1250 24th St., NW
Washington, D.C. 20037
USA
C WWF-US

Gerson, Ms Noel
Education Project Manager
National Wildlife Federation (NWF)
International Programs
1412 Sixteenth Street, N.W.
Washington, D.C. 20036
USA
C National Wildlife Federation (NWF)

Grandy, Dr John W.
Vice President
Humane Society of the United States
2100 L Street, N.W.
Washington, D.C. 20037
USA
C American Committee for
International Conservation
Inc. (ACIC)
O Humane Society of the
United States
O SSC

Greenberg, Ms Laurie S.Z.
International Institute for
Environment and Development (IIED)
1717 Massachusetts Ave, NW
Washington, D.C. 20036
USA
F International Institute for
Environment and Development (IIED)

Gregg Jr., Mr William P.
Ecologist
National Park Service
PO Box 37127
Washington, D.C. 20013-7127
USA
B US National Park Service

Gritzner, Dr Jeffrey
Senior Program Officer
National Academy of Sciences
2101 Constitution Avenue, N.W.
Washington, D.C. 20418
USA
O CEP

Gómez Dallmeier, Mr Francisco
Smithsonian Institution
1100 Jefferson Drive SW, I.C. 3123
Washington, D.C. 20560
USA
C Smithsonian Institution

Hair, Dr Jay D.
President
National Wildlife Federation (NWF)
1412 Sixteenth Street, N.W.
Washington, D.C. 20036-2266
USA
C National Wildlife Federation (NWF)
O COE

Hamilton, Prof. Dr Lawrence
East West Center
1777 East West Road
Honolulu
Hawaii 96848
USA
O COE
O CEDUC

Hart, Dr Robert
Director
Rodale Research Center
R.D. #1, Box 323
Kutztown
Pennsylvania 19530
USA
O Rodale Research Center

Hawkes, Ms Jude
Director
Global Environment Project Institute
Globescope Idaho
PO Box 1111
Ketchum
Idaho 83340
USA
O Global Environment Project
Institute,
Globescope Idaho

Heyman, Mr Arthur
Organization of American States (OAS)
17th Street
Washington, D.C. 20006
USA
O Organization of American States
(OAS)
IUCN Cooperating Organization

Hoessle, Mr Charles
Director
St. Louis Zoological Park
Forest Park
St. Louis
Missouri 63110
USA
C American Association of Zoological
Parks and Aquariums (AAZPA)
O SSC

Holm, Ms Amy E.
Education Director
Global Tomorrow Coalition
26152 Serrano Ct
El Toro
CA 92630
USA
O Global Tomorrow Coalition

Hormel, Mr Thomas
Natural Resources Defense Council
P.O. Box 2224
Ketchum
Idaho 83340
USA
C Natural Resources Defense Council

Horn, Prof Michael
California State University
Dept. of Biological Science
Fullerton
California 92634
USA
O CEDUC

Hoshovsky, Mr Marc
Research Assistant
Department of Fish and Game
1416 Ninth Street
Sacramento
California 95814
USA
C California Native Plant
Society

Housley, Mr Raymond
Society for Range Management (SRM)
6512 Orland Street
Falls Church
Virginia 22043
USA
O Society for Range Management (SRM)
O COE

Hudson, Mr Stewart
Legislative Representative
National Wildlife Federation (NWF)
International Programs
1412 Sixteenth Street, N.W.
Washington, D.C. 20036
USA
C National Wildlife Federation (NWF)

Huntington, Mr Thomas
 Dev. Director - Western USA
 Environmental Defense Fund (EDF)
 5655 College Ave
 Oakland
 California 94618
 USA
 C Environmental Defense Fund (EDF)

Janzen, Prof. Daniel
 Professor of Biology
 University of Pennsylvania
 Department of Biology
 Philadelphia
 Pennsylvania 19104-6018
 USA
 O CNPPA

Jenkins, Jr., Dr Robert E.
 The Nature Conservancy (TNC)
 1800 N. Kent Street
 Arlington
 Virginia 22209
 USA
 C The Nature Conservancy (TNC)

Jensen, Ms Deborah
 Vice President, Conservation
 California Native Plant Society
 (CNPS)
 909 12th St. Suite 116
 Sacramento
 California 95814
 USA
 C California Native Plant
 Society (CNPS)

Jensen, Mr Jon
 Pew Charitable Trusts
 Suite 501, Three Parkway
 Philadelphia
 Pennsylvania 19102
 USA
 O Pew Charitable Trusts
 O SSC

Johnson, Mr Hilton G.
 National Geographic Society
 2906 Radius Road
 Silver Spring, MD 20902
 USA
 O National Geographic Society

Johnson, Mr Richard D.
 W. Alton Jones Foundation, Inc.
 433 Park Street
 Charlottesville
 Virginia 22901
 USA
 O W. Alton Jones Foundation

Johnson, Dr Twig
 Center for Field Research
 (Earthwatch)
 680 Mount Auburn Street
 PO Box 403
 Watertown, Massachusetts 02172
 USA
 O Center for Field Research
 (Earthwatch)

Jolly, Dr Alison
 Department of Biology
 Princeton University
 Princeton, N.J. 08544
 USA
 O SSC

Joslin, Dr Paul
 International Snow Leopard Trust
 16219 70th Place West
 Edmonds
 Washington 98020
 USA
 D International Snow Leopard Trust
 O SSC

Kaiser, Mr H. Fred
 USDA Forest Service
 P.O. Box 96090
 Washington, D.C. 20012-6090
 USA
 B USDA Forest Service

Kavanagh, Ms Ingrid
 General Land Office
 Stephen F. Austin Bldg.
 Room 740
 Austin, Texas 78701
 USA
 O

Kenchington, Mr Richard
 Woods Hole Oceanographic Institution
 Woods Hole
 Massachusetts 02543
 USA
 O CEP
 O COE

Kennedy, Mr Jeffrey A.
 Reserve Planner
 University of California
 Natural Reserve System
 2120 University Avenue
 Berkeley
 California 94720
 USA
 O University of California,
 Natural Reserve System
 O CNPPA

Knapp Patton, Ms Leah
 2347 Rosemont Place West
 Seattle
 Washington 98199
 USA
 O

Krupp, Mr Frederic
 Executive Director
 Environmental Defense Fund (EDF)
 257 Park Avenue, South
 New York
 New York 10010
 USA
 C Environmental Defense Fund (EDF)

Kunkle, Dr Samuel H.
 U.S. International Forestry
 Department of Agriculture
 Forest Service
 PO Box 96090
 Washington, D.C. 20090-6090
 USA
 B U.S. Department of Agriculture,
 Forest Service

Labastille, Dr Anne
 c/o West of the Wind Publications
 Star Route
 Big Moose
 N.Y. 13331
 USA
 O SSC

Lanckester, Mr Chuck
 Principal Technical Adviser
 United Nations Development Programme
 (UNDP)
 1 United Nations Plaza
 New York
 New York 10017
 USA

O United Nations Development
 Programme (UNDP)

Larson, Prof. Joseph S.
 University of Massachusetts
 Environmental Institute
 Amherst
 Massachusetts 01003
 USA
 IUCN Wetlands Advisory Committee

Laurance, Dr William F.
 University of California
 Museum of Vertebrate Zoology
 2593 Life Sciences Building
 Berkeley
 California 94720
 USA
 C American Society of Mammalogists
 O SSC

Lidicker, Jr, Prof. William Z.
 University of California
 Museum of Vertebrate Zoology
 2593 Life Sciences Building
 Berkeley
 California 94720
 USA

C American Society of Mammalogists
 O SSC

Listorti, Mr. James A.
 The World Bank
 Washington, D.C. 20433
 USA
 O The World Bank

Lotterman, Mr Edward
 University of Minnesota
 AG ECON
 332 Cob
 1994 Bedford Avenue
 St Paul, Minnesota 55108
 USA
 O

Luthin, Mr Charles S.
Pan American Coordinator
International Council for Bird
Preservation (ICBP)
PO Box 1369
Melrose
Florida 32666
USA

O International Council for Bird
Preservation (ICBP)
o ssc

López Ocaña, Mr Carlos
Consultant
World Resources Institute (WRI)
1735 New York Av., N.W.
Washington D.C.

USA
O WRI
O COE

Madrigal, Ms Liliana
Conservation International
1015 18th St., NW
Washington, D.C. 20036
USA

C Conservation International

Mann, Dr Guillermo W.
Vice President
Conservation International
1015 18th St
Washington, U.C. 20036
USA

C Conservation International

Markosky, Mr Thomas
National Parks and Conservation
Association
1818 Westlake Avenue N. #422
Seattle
Washington 98109
USA

C National Parks and Conservation
Association

Marshall, Mr Alex
Head, Information Unit
U.N. Fund for Population
Activities (UNFPA)
220 East 42nd Street
New York
New York 10017
USA

O U.N. Fund for Population
Activities (UNFPA)

Martin, Mr Dan
Director
MacArthur Foundation
World Environment & Resources Program
140 South Dearborn Street
Chicago
Illinois 60603
USA

O MacArthur Foundation,
World Environment & Resources
Program

Mason, Mr Lawrence N.
U.S. Department of the Interior
Fish & Wildlife Service
Washington, D.C. 20240
USA

B U.S. Department of the Interior,
Fish & Wildlife Service

Mast, Mr Roderic B.
World Wildlife Fund - US
1250 24th Street, N.W.
Washington, D.C. 20037
USA

C WWF US

Mnughan, Ms Janet
The Ford Foundation
320 E. 43 St.
New York, N.Y. 10017
USA

O The Ford Foundation

McCall, Mr Ernest H.
Conservation International
5052 SW Hilltop Lane
Portland
Oregon 97221
USA

O Conservation International

McClary, Mr Eric
Chairman, Board of Directors
Foresta Institute for Ocean and
Mountain Studies
6205 Franktown Road
Carson City
Nevada 89701
USA

C Foresta Institute for Ocean and
Mountain Studies

McCloskey, Mrs Maxine
Defenders of Wildlife
Whale Center
Cetacean Society Intl
5101 Westbard Avenue
Bethesda, MD 20816
USA

C Defenders of Wildlife
C Whale Center
F Cetacean Society International

McCloskey, Mr Michael
Chairman
Sierra Club
330 Pennsylvania Avenue, S.E.
Washington, D.C. 20003
USA

D Sierra Club
O CEPLA (Deputy Chairman)

McGreal, Ms Shirley
International Primate Protection
League
PO Box 766
Summerville
South Carolina 29484
USA

1) International Primate Protection
League

McKeon, Mr Edward
Office of Ecology and Nat. Resources
U.S. Department of State
Washington, D.C. 20520
USA

O U.S. Department of State

McManus, Mr Roger
Center for Environmental Education
(CEE)
1725 Desales Street, N.W.
Suite 500
Washington, D.C. 20036
USA

C Center for Environmental Education
(CEE)
O SSC

McMeekin, Ms Diana E.
Vice President
African Wildlife Foundation
1717 Massachusetts Avenue, NW
Suite 602
Washington, D.C. 20036
USA

C African Wildlife Foundation

McNeil, Prof. Richard J.
Cornell University
Department of Natural Resources
Fernow Hall
Ithaca,
New York 14853
USA

O CNPPA

Meadows, Ms Deborah R.
Administrative Director
Center for Environmental Study
143 Bostwick N.E.
Grand Rapids
Michigan 49503
USA

O Center for Environmental Study
O Grand Rapids Junior College

Means, Mr Ted
International Indian Treaty Council
(IITC)
PO Box 99
Porcupine
South Dakota 57772
USA

D International Indian Treaty
Council (IITC)

Messick, Mr Tim
California Native Plant Society
(CNPS)
32 Lincoln Avenue
Woodland, California 95695
USA
C California Native Plant Society

Miller, Prof. Gardner B.
Political Science Department
Colorado State University
Fort Collins
Colorado 80523
USA
O

Miller, Prof. Dr Richard G.
Foresta Institute for Ocean and
Mountain Studies
6205 Franktown Road
Carson City
Nevada 89701
USA
C Foresta Institute for Ocean and
Mountain Studies

Mitchell, Mr Brent A.
Atlantic Center for the Environment
Quebec-Labrador Foundation
39 South Main Street
Ipswich
Massachusetts 01938
USA
C Atlantic Center for the
Environment

Mittermeier, Dr Russell A.
Vice President for Science
World Wildlife Fund - US
1250 24th Street, N.W.
Washington, D.C. 20037
USA
C WWF US
O SSC

Mohlenbrock, Prof. Dr Robert
Southern Illinois University
Department of Botany
Carbondale
Illinois 62901
USA
O SSC

Moore, Mr Alan
Consultant
5412 Martin Mill PK
Knoxville
TN 37920
USA
O

Newman, Dr Arnold
Natural Resources Defense Council
(NRDC)
3931 Camino de la Cumbre
Sherman Oaks
California 91423
USA
C Natural Resources Defense Council
(NRDC)

Ortiz, Mr. Peter R.
Director
Puerto Rico Natural Heritage Program
Department of Natural Resources
P.O. Box 5887 - Pta. de Tierra
San Juan
PR 00906
USA
O

Ottinger, Prof. Richard L.
Center for Environmental Legal
Studies, Pace University
School of Law
78 North Broadway
White Plains
New York 10603
USA

C Center for Environmental Legal
Studies, Pace University
School of Law

Pankratz, Mr Fred
Bio-Regional Earth Stewardship
73073 Sun Valley Drive
29 Palms
California 92277
USA

O Bio-Regional Earth Stewardship
O Earth Reconstruction Corporation
O CEP

Paparian, Mr Michael
15 Blue Heron Court
Sacramento
California 95833
USA
C California Institute of Public
Affairs
O CEP

Parcells, Mr Steven J.
Natural Resources Defense Council
(NRDC)
1350 New York Avenue, N.W.
Suite 300
Washington, D.C. 20005
USA
C Natural Resources Defense Council
(NRDC)
IUCN Wetlands Advisory Committee

Parsons, Mr Edmund M.
Director, Office of Ecology
and Natural Resources
U.S. Department of State
Washington, D.C. 20520
USA
O U.S. Department of State

Patten, Mr Gerald D.
National Park Service
429 "N" St. SW, #S-209
Washington, D.C. 20024
USA
O National Park Service

Patterson, Mr Alan
Federación Latinoamericana de
Jóvenes Ambientalistas (FLAJA)
33 Willow Ave.
Somerville
Massachusetts 02144
USA
O FLAJA

Pedersen, Mr Arthur
4808-A Red River St.
Austin
Texas 78751
USA
O

Petersen, Mr John D.
Audubon Canyon Ranch
13935 Hwy 12
Glen Ellen
California 95442
USA
O

Peterson, Mrs Lillian
1613 North Broom Street
Wilmington
Delaware 19806
USA
O

Peterson, Dr Russell W.
1613 North Broom Street
Wilmington
Delaware 19806
USA
IUCN Vice President & Regional
Councillor
IUCN Budget Advisory Committee
(Chairman)

Plaza, Mr Cesar
Environmental Specialist
The World Bank
1818 H Street, N.W.
Washington D.C. 20433
USA
O The World Bank

Plotkin, Mr Mark
Director, Plant Conservation
World Wildlife Fund-US
1250 24th St., N.W.
Washington D.C. 20037
USA
C WWF-US
O SSC

Powers, Mr John P.
Adjunct Trustee
Educational Foundation of America
35 Church Lane
Westport
Connecticut 06880-3589
USA
O Educational Foundation of America

Prntt, Ms Jane
Chief of Environ. Operations Strategy
The World Bank
Environment Dnpartment
1818 H Street
Washington, !).C. 20433
USA
O The World Bank

Pritchard, Mr Paul
President
National Parks & Conservation
Association
1015 31st Street, N.W. (400)
Washington, D.C. 20007
USA
O CNPPA
C National Parks & Conservation
Association

Pritchard, Mr Peter CM.
Chairman, SSC Thrtle Group
Florida Audubon Society
1101 Audubon Way
Maitland
Florida 32751
USA
O SSC

Putney, Mr Allen
Eastern Caribbean Natural Area
Management Program (ECNAMP)
6A Caravelle Arcade
Christiansted, St. Croix
U.S. Virgin Islands 00820
USA
O CNPPA
O ECNAMP

Quillen, Ms Pat
Society of Scientific Care, Inc.
15453 Woods Valley Rd
Valley Center
California 92082
USA
O Society of Scientific Care, Inc.

Quintela, Sr Carlos E.
Director:Pern,Bolivia,Brazil Programs
The Nature Conservancy
Latin America Division
1785 Massachusetts Ave, NW
Washington, D.C. 20036
USA
C The Nature Conservancy

Rabb, Dr George B.
Director
Chicago Zoological Society
Chicago Zoological Park
Brookfield
Illinois 60513
USA
C American Association of
Zoological Parks and Aquariums
(AAZPA)
C Chicago Zoological Society
O SSC Deputy Chairman

Ramírez, Mr Manuel
School of Forestry and Environmental
Studies
Yale University
205 Prospect Street
New Haven, CT 06511
USA
C Yale University

Ranvdal, Ms Virginia
Consultant
United Nations Development Program
(UNDP)
1, UN Plaza
New York, N.Y.
USA
O United Nations Development Program
(UNDP)

Ray, Dr G. Carleton
Bahamas National Trust
Department of F,nvironmental Scie.nces
Charlottesville
Virginia 22903
USA
O COE
O CNPPA
C Bahamas National Trust

Reilly, Mr William K.
President
World Wildlife Fund-U.S.
1250 24th Street, N.W.
Suite 500
Washington, D.C. 20037
USA
C Conservation Foundation
C WWF US

Rigueira, Mrs Sonia
World Wildlife Fund-US
1250 24th Street, N.W.
Washington, D.C. 20037
USA
O SSC

Robinson, ProE Nicholas
Center for Environmental Legal
Studies, Pace University School
of Law
78 North Broadway
White Plains
New York 10603
USA
C Center for Environmental Legal
Studies, Pace University
School of Law
O CEPLA
IUCN Representative at the UN
Headquarters in New York

Robinson, Ms Rampa
International Society for the
Preservation of the Tropical
Rainforest
13,400 Chalon Road
Los Angeles
California 90049
USA
O International Society for the
Preservation of the Tropical
Rainforest

Rodgers, Mr Kirk P.
Director, Dept Regional Development
Organization of American States
17th St. & Constitution Avenue, N.W.
Washington, D.C. 20006
USA
O Organization of American States
IUCN Cooperating Organization

Ross, Dr Eldon W.
U.S. Department of Agriculture
Forest Service
Room 3007-S
PO Box 96090
Washington, D.C. 20090-6090
USA
B U.S. Department of Agriculture,
Forest Service

Runnalls, Mr David
American Committee for International
Conservation (ACIC)
1717 Massachusetts Ave., NW
Washington, D.C. 20008
USA
C ACIC

Sadik, Dr Nafis
Executive Director
U.N. Fund for Population
Activities (UNFPA)
220 East 42nd Street
New York
New York 10017
USA
O U.N. Fund for Population
Activities (UNFPA)

Sambo, Ms Dalee
Inuit Circumpolar Conference (ICC)
429 "D" Street
Suite 211
Anchorage, Alaska 99501
USA
D Inuit Circumpolar Conference (ICC)

Saunier, Dr Richard E.
Environmental Management Advisor
Organization of American States
1889 F Street N.W.
Washington D.C.
USA
O Organization of American States
IUCN Cooperating Organization

Sawyer, Mr Steve
Greenpeace USA
1611 Connecticut Avenue, N.W.
Washington, D.C. 20009
USA
D Greenpeace International

Scharlin, Ms Patricia J.
Environmental Law Institute
Scharlin/Taylor Associates, Inc.
PO Box 1042, Lenox Hill Station
New York, N.Y. 10021
USA

C Environmental Law Institute (ELI)

Scheele, Prof. Robert
University of California
University Extension
2223 Fulton Street
Berkeley
California 94720

USA
O CEP

Schindler, Dr Paul T.
African Wildlife Foundation
1717 Massachusetts Avenue, N.W.
Washington, D.C. 20036
USA

C African Wildlife Foundation

Schwarzschild, Mr Bert
Assisi Nature Council/USA
2631 Durant Av. # 209
Berkeley, California 94704
USA

O Assisi Nature Council/USA

Schweitzer, Dr Jeff
U.S. Agency for International
Development
State Department
Washington, D.C. 20523
USA
O

Seal, Dr Ulysses S.
9801 Pillshury Avenue S.
Bloomington
Minnesota 55420
USA
O SSC

Shaw, Dr Paul
Head, Environment Office
U.N. Fund for Population
Activities (UNFPA)
220 East 42nd Street
New York
New York 10017
USA
O United Nations Fund for
Population Activities (UNFPA)

Sheesley, Dr Dan
Veterinary Attache
U.S. Department of Agriculture
International Programs
U.S. Embassy
San José
Costa Rica
USA
O U.S. Department of Agriculture

Sherburne, Prof. James
University of Maine
International Natural Resources
Programs
Coburn Hall, Orono
Maine 04469
USA
O University of Maine
International Natural Resources
Programs

Smith, Mr James L. David
Research Associate
Smithsonian Institution
University of Minnesota
St. Paul
Minnesota 55708
USA

C Smithsonian Institution
O SSC

Smith, Dr Theodore M.
Executive Director
Consultative Group on Biological
Diversity
c/o Rockefeller Brothers Fund
1290 Ave of the Americas, Room 3450
New York, New York 10104
USA
O Consultative Group on Biological
Diversity

Solberg, Mr Scott
Program Manager
International Tree Project
NGO Liaison Service
United Nations Plaza 2
New York
New York 10017
USA

O International Tree Project,
NGO Liaison Service

Spivy-Weber, Ms Frances
Director, International Program
National Audubon Society (NAS)
801 Pennsylvania Avenue S.E. # 301
Washington, D.C. 20003
USA
C National Audubon Society (NAS)
O SSC

Stedman, Mr Bruce J.
Executive Director
Coolidge Center for Environmental
Leadership
1675 Massachusetts Avenue, #4
Cambridge
Massachusetts 02138
USA

C Coolidge Center for
Environmental Leadership

Stewartt, Mr Michael
Lighthawk
PO Box 8163
Santa Fe
New Mexico 87504
USA
O Lighthawk

Stoel, Jr, Dr Thomas B.
Director, International Program
Natural Resources Defense Council
(NRDC)
1350 New York Avenue, N.W.
Suite 300
Washington, D.C. 20005
USA
C Natural Resources Defense Council
(NRDC)

Stone, Ms Alison
PO Box 1813
Sun Valley, Id. 83353
USA
O

Stone, Dr Donald E.
Organisation of Tropical Studies
(OTS)
PO Box DM
Duke Station
Durham, NC 27706
USA

O Organisation of Tropical
Studies (OTS)

Stover, Mr John
Vice President
The Futures Group
76 Eastern Blvd
Glastonbury, CT
USA
O

Sullivan, Dr John D.
Director
Office of Forestry, Environment
& Natural Resources
Bureau for Science and Technology
Agency for International Development
(AID)
Washington, D.C. 20523
USA
O Bureau for Science & Technology
Agency for International
Development (AID)

Swanson, Dr Alfred B.
Center for Environmental Study
1900 Wealthy Street, S.E.
Suite 290
Grand Rapids, Michigan 49506
USA
O Center for Environmental Study
O Alternative Methods for
International Stability (AMIS)

Sweatman, Mr Michael
International Wilderness Leadership
Foundation
R.F.D. #2, Box 4179
Elmore Mountain Rd.
Morrisville, Vermont 05661
USA
O International Wilderness
Leadership Foundation

Swift, Mr Byron
Director
Wild Winga and Underhill Foundations
Tropical Conservation Program
224, Observatory Place, N.W.
Washington, D.C. 20007
USA
C Wild Wings and Underhill
Foundations (Tropical Conserva-
tion Program)

Talbot, Dr Lee
The. Nature Conservancy
6656 Chilton Court
McLean
Virginia 22101
USA
C The Nature Conservancy

Talbot, Mrs Marty
6656 Chilton Court
McLean
Virginia 22101
USA
O

Teer, Dr James G.
Wildlife Society, Inc.
5410 Grosvenor Lane
Bethesda
Maryland 20814
USA
C Wildlife Society, Inc.

Teitel, Mr Martin
Executive Director
C.S. Fund
469 Bohemian Highway
Freestone
California 95472
USA
O C.S. Fund

Thacher, Mr Peter
World Resources Institute (WRI)
1735 New York Avenue, N.W.
Washington, D.C. 20006
USA
IUCN CDC Advisory Committee (Chairman)

Thalman, Mr C. Dart
Director
International Conservation Institute
45 Elm Street
Byfield
Massachusetts 01922
USA
O CEDUC

Thiede, Ms Cindy
Global Environment Project Institute
Globescope Idaho
PO Box 1111
Ketchum, Idaho 83340
USA
O Global Environment Project
Institute,
Globescope Idaho

Thomsen, Mr Jorgen B.
Traffic (USA)
World Wildlife Fund-US
1250 24th Street, N.W.
Washington, D.C. 20037
USA
O WWF-US
O SSC

Tinkham, Ms Ann T.
Project Director
World Assembly of Youth (WAY)
344 Harrison Avenue
Elkins Park
Pennsylvania 19117
USA
D World Assembly of Youth (WAY)

Todd, Mr John
Ocean Arks International
89 Water Street
Woods Hole
Massachusetts
USA
O Ocean Arks International

Todd, Ms Nancy Jack
Ocean Arks International
10 Shanks Pond Rd.
Falmouth
Massachusetts 02540
USA
O Ocean Arks International

Trzyna, Dr Ted C.
President
California Institute of Public
Affairs
PO Box 10
Claremont
California 91711
USA
C California Institute of Public
Affairs
O CEP

Tunstall, Mr Daniel B.
International Institute for
Environment & Development (IIED)
1717 Massachusetts Ave., N.W.
Washington, D.C. 20036
USA
F IIED
O CNPPA

Van Orsdol, Dr Karl
Environmental Strategies, Intl
Box 60224
Palo Alto
California 94306
USA
O Environmental Strategies, Intl

Vanderbilt, Ms Helen
Member
Environmental Defense Fund (EDF)
6430 Manaska Key Road
Englewood, FA 33533
USA
O Environmental Defense Fund (EDF)

Viederman, Mr Stephen
Executive Director
Jessie Smith Noyes Foundation
16 East 34 Street
New York
New York 10016
USA
O Jessie Smith Noyes Foundation

Villa-Lobos, Ms Jane
Smithsonian Institution
1000 Jefferson Drive, S.W.
Washington, DC 20560
USA
C Smithsonian Institution

Vukasin, Ms Helen L.
Natural Resources Management & Small
Scale Development
430 Route 208
New Paltz
New York 12561
USA
O CODEL, International Alliance for
Sustainable Agriculture
O Development Institute, University
of California, Los Angeles
O CEDUC

Wallace, Mr David R.
Writer
Wilderness Society
1400 Eye Street, N.W.
Washington, D.C. 20005
USA
C Wilderness Society

Walter, Mr Kerry S
Director of Botany & Information
Systems
Center for Plant Conservation
125 Arborway
Jamaica Plain
Massachusetts 01230
USA
O Center for Plant Conservation

Warner, Mr Richard
Director of Science
Latin American Division
The Nature Conservancy
1785 Massachusetts Ave. N.W.
Washington, D.C. 20036
USA
O

Wayburn, Mrs Cornelia F. (Peggy)
314-30th Avenue
San Francisco
California 94121
USA
O

Wayburn, Dr Edgar
Sierra Club
730 Polk Street
San Francisco
California 94109
USA

D Sierra Club
O CNPPA

Weber, Mr William
New York Zoological Society/
Wildlife Conservation International
185th St. & Southern Blvd, A. Bldg.
Bronx
New York 10460
USA
C New York Zoological Society/
Wildlife Conservation Internt.

Weiss, Ms Martha
Graduate Student
California Native Plant Society
Botany Department
UC Berkeley
Berkeley, CA 94720
USA
C California Native Plant Society

Wemmer, Dr Chris
Smithsonian Institution
National Zoological Park
Conservation & Research Center
Front Royal
Virginia 22630
USA

O Smithsonian Institution,
National Zoological Park
O SSC

Werner, Mr Rick S.
Conservation International
4329 Hunts Point Road
Bellevue, WA 98004
USA
C Conservation International

Wetterberg, Dr Gary B.
U.S. Department of Agriculture,
Forest Service
PO Box 96090
Washington D.C. 20090-60090
USA
O U.S. Department of Agriculture,
Forest Service
O CNPPA

Witham, Mr Ross
University of Miami
1457 N.W. Lake Pt
Stuart, Florida 34994
USA
O

Wood, Ms Diane W.
World Wildlife Fund-US
1250 24th Street, N.W.
Suite 500
Washington, D.C. 20037
USA
C WWF US

Wright, Mr Michael
World Wildlife Fund-US
1250 24th Street, N.W.
Suite 500
Washington, D.C. 20037
USA
C WWF US
O CEPLA
O CNPPA

Ypsilantis, Mr James N.
The Futures Group
1101 14th Street, NW
Washington D.C. 20009
USA
O

Yurchyshyn, Ms Anita K.
Vice President for Intl Affairs
Sierra Club
150 Mount Vernon Street
Boston
Massachusetts 02108
USA
D Sierra Club

van Walt van Praag, Dr Michael
2445 M Street, N.W.
Washington, D.C. 20037
USA
O Buddhist Perception of Nature,
Hong Kong

USSR

Bolshova, Mrs Ludmilla I.
Senior Expert
USSR State Agroindustrial Committee,
Main Administration for Nature Con-
servation, Reserves, Forestry & Game
Orlikov per. 1/11
Moscow 107139
USSR

B USSR State Agroindustrial
Committee, Main Administration for
Nature Conservation, Reserves,
Forestry & Game Management.

Kaidala, Dr Andrey M.
Acting Chief
USSR State Agroindustrial Committee
Main Administration for Nature Con-
servation, Reserves, Forestry & Game
Orlikov per. 1/11
Moscow 107139
USSR

B USSR State Agroindustrial Cttee,
Main Administration for Nature
Conservation, Reserves, Forestry
and Game Management

Yazan, Prof. Yuri P.
Director, Ail-Union Inst. for Nature
USSR State Agroindustrial Committee
Main Administration for Nature Con-
servation, Reserves, Forestry & Game
Orlikov per. 1/11
Moscow 107139

USSR

B USSR State Agroindustrial Cttee,
Main Administration for Nature
Conservation, Reserves, Forestry
and Game Management,
Ail-Union Research Institute for
Nature Conservation and Nature
Reserves

IUCN Vice President/Regional Councillor

Uganda

Etoori, Ms Dorothy
Ministry of Environment Protection
P.O. Box 9629
Kampala

Uganda

O Ministry of Environment Protection

Kamugasha, Judge Nganwa
Uganda National Parks
P.O. Box 3530
Kampala
Uganda

B Uganda National Parks

Kayanja, Prof. F.I.B.
Chairman
Uganda National Parks
P.O. Box 3530
Kampala
Uganda

B Uganda National Parks

Tukahirwa, Mr Eldad
Makerere University/Uganda National
Parks
P.O. Box 7062
Kampala
Uganda

B Uganda National Parks

United Kingdom

Barber, Ms Janet
WWF UK
Panda House
Wayside Park
Godalming, Surrey GU7 1XR
United Kingdom
C WWF UK
O SSC

Barrett, Mr Scott
Department of Economics
London School of Economics
London WC2A 2AE
United Kingdom
O Department of Economics
London School of Economics

Briggs, Dr C.F.
Science Officer
Natural Resources
The British Council
10 Spring Gardens
London SW1A 2BN
United Kingdom
O Natural Resources,
The British Council

Carier, Mr L.A. Nick
Environmental Investigation Agency
Unit 32
40 Bowling Green Lane
London EC1R ONE
United Kingdom
O Environmental Investigation Agency
O Convention for the Protection of
Animals, International Committee

Carwrdine, Mr Mark
90, Brighton Road
Godalming GU7 1PW
United Kingdom
O CDC

Collins, Dr Mark
Royal Entomological Society of
London (RESL)
41 Queen's Gate
London SW7 5HV
United Kingdom
B Royal Entomological Society of
London (RESL)

Dennis, Mrs Frances
International Planned Parenthood
Federation (IPPF)
Regent's College
Regent's Park
London NW1 4NS
United Kingdom
O International Planned Parenthood
Federation (IPPF)
IUCN Cooperating Organization

Dixon, Ms Alexandra
Zoological Society of London
Regent's Park
London NW1 4RY
United Kingdom
C Zoological Society of London
O Bristol Zoo
O British Federation of Zoos
O SSC
C Maxwell Zoological Park

Edinburgh, HRH The Duke of,
Buckingham Palace
London SW 1
United Kingdom
O President of WWF International
IUCN Vice President

Filer, Mr Denis L.
Oxford Forestry Institute
South Parks Road
Oxford
United Kingdom
O Oxford Forestry Institute

Fitter, Mrs. Maisie S.
Editor 'Species' SSC
Drifts
Chinnor Hill
Oxford OX9 4BS
United Kingdom
O SSC

Fitter, Dr Richard S.R.
Chairman, SSC Steering Committee
Drifts
Chinnor Hill
Oxford OX9 4BS
United Kingdom
O SSC

Holland, Mr Christopher H.
Head of Licensing and Enforcement
Department of the Environment
Wildlife Division
Room 907B, Tollgath House
Houlton Street
Bristol BS2 9DJ
United Kingdom
O Department of the Environment

Ford, Dr Michael
Nature Conservancy Council (NCC)
Northminster House
Northminster
Peterborough PE1 14A
United Kingdom
A Nature Conservancy Council (NCC)
O SSC

Forster, Dr Malcolm
10 Crosfield Close
East Wellow
Hampshire S051 6EW
United Kingdom
D International Council of
Environmental Law
O CEPLA

Frayling OBE, Mr Arthur F.
Vice President & Executive Consultant
International Fur Trade Federation
(IFTF)
20/21 Queenhithe
London EC4V 3AA
United Kingdom
D International Fur Trade Federation
(IFTF)

Gammell, Mr Alistair B.
International Affairs Officer
Royal Society for the Protection
of Birds (RSPB)
The Lodge
Sandy
Bedfordshire SG19 2DL
United Kingdom
C Royal Society for the
Protection of Birds (RSPB)

Green, Ms Gina
Oxford Forestry Institute
University of Oxford
South Parks Road
Oxford OX1 3RB
United Kingdom
O Oxford Forestry Institute,
University of Oxford
O COE

Griefahn, Mrs Monika
Member of the Board
Greenpeace International
Temple House
25-26 High Street
Lewes, East Sussex BN7 2LU
United Kingdom
D Greenpeace International

Hagerhall, Dr Bertil
Member of Executive Committee
Greenpeace International
Temple House
25-26 High Street
Lewes, East Sussex BN7 2LU
United Kingdom
D Greenpeace International

Hanna, Ms Jill
Overseas Development Administration
(ODA)
Eland House
Stag Place
London SW1E 5DH
United Kingdom
O Overseas Development
Administration (ODA)

Hattingh, Mr Ivan
WWF UK
Panda House
Wayside Park
Godalming, Surrey GU7 1XR
United Kingdom
C WWF UK
O Television Trust for the
Environment (TTE)
O CEDUC

Heap, Dr John
Foreign & Commonwealth Office (FCO)
Maritime, Aviation and Environment
Department
London SW1A 2AH
United Kingdom
O Foreign & Commonwealth Office
(FCO)

Hemming, Dr John
 Royal Geographical Society
] Kensington Gore
 London SW7 2AR
 United Kingdom
 C Royal Geographical Society
 O CEDUC
 O CNPPA

Holdgate, Mrs Elizabeth
 Pré de la Ferme 13
 1261 Gingin
 Switzerland
 United Kingdom
 O

Mollis, Dr G.E. (Ted)
 University College London
 Department of Geography
 26 Bndford Way
 London WC1H OAP
 United Kingdom
 IUCN Wetlands Advisory Committee

Hutson, Mr Anthony Michael
 BAT Conservation Officer
 Fauna and Flora Preservation Society
 8-12 Camden High Street
 London NW1 OJH
 United Kingdom
 O SSC

Imboden, Dr Christoph
 International Council for Bird
 Preservation (ICBP)
 219c Huntingdon Road
 Cambridge CB3 ODI,
 United Kingdom
 C Danish Ornithological Society
 C Italian League for the Protection
 of Birds (LIPU)
 O International Council for Bird
 Preservation (ICBP)
 IUCN Cooperating Organization

Johnson, Mr Timothy
 International Council for Bird
 Preservation (ICBP)
 219c Huntingdon Road
 Cambridge CB3 ODI.
 United Kingdom
 D International Council for Bird
 Preservation (ICBP)
 IUCN Cooperating Organization

Jordan, Dr William J.
 Director
 People's Trust for Endangered Species
 Hamble House
 Meadow, Godalming
 Surrey GU7 3JX
 United Kingdom
 C People's Trust for Endangered
 Species
 O SSC

Krause, Ms Juliette
 Executive Officer
 International Fur Trade Federation
 (IFTF)
 20/21 Queenhithe
 London EC4V 3AA
 United Kingdom
 D International Fur Trade Federation
 (IFTF)

Lucas, Mr Grenville Ll.
 Royal Botanic Gardens
 Kew
 Richmond TW9 3AE
 United Kingdom
 B Royal Botanic Gardens, Kew
 C Council for Environmental
 Conservation
 O SSC (Chairman)

Lyster, Dr Simon
 WWF UK
 Panda House
 Wayside Park
 Godalming, Surrey GU7 1XR
 United Kingdom
 C WWF UK
 O WWF International
 O CNPPA
 O SSC

MacKinnon, Dr John
 Senior Conservation Advisor
 World Wide Fund for Nature
 c/o Edwards
 126 Frankland Road, Croxley Green
 Rickmansworth, Hertfordshire
 United Kingdom
 O CNPPA
 O SSC

MacPhail, Mr Ian S.
 European Coordinator
 Pro Defensa de la Naturaleza
 (PRODNA), Peru
 35 Boundary Road
 St. John's Wood
 London NW8 OJE
 United Kingdom
 C Pro Defensa de la Naturaleza
 (PRODNA), Peru

Macfadyen, Prof. Amyan
 23 Mountsandel Rd.
 Coleraine BT52 1JE
 Northern Ireland
 United Kingdom
 O COE

Mallinson, Mr Jeremy J.C.
 Jersey Wildlife Preservation Trust
 Les Augres Manor
 Trinity, Jersey
 Channel Islands
 United Kingdom
 D Jersey Wildlife Preservation
 Trust

Maltby, Dr Edward
 Senior Lecturer in Geography
 Exeter University
 Department of Geography
 Exeter
 Devonshire EX4 4RJ
 United Kingdom
 IUCN Wetlands Advisory Committee

Martin, Mr Peter
 Senior Education Officer
 WWF UK
 Panda House
 Wayside Park
 Godalming, Surrey GU7 1XR
 United Kingdom
 C WWF UK
 O CEDUC

Matthews, Prof. Geoffrey
 Director
 International Waterfowl and
 Wetlands Research Bureau (IWRB)
 Slimbridge
 Gloucester GL2 7BX
 United Kingdom
 C Wildfowl Trust
 D International Waterfowl and
 Wetlands Research Bureau (IWRB)

Mayo, Mrs Anne
 Personal Assistant to SSC Chairman
 Royal Botanic Gardens
 Kew
 Richmond, Surrey, TW9 3AE
 United Kingdom
 O SSC

McCormick, Mr John L.
 Pesticides Campaigner
 Greenpeace International
 Temple House
 25-26 High Street
 Lewes, East Sussex BN7 2LU
 United Kingdom
 D Greenpeace International

McTaggart, Mr David
 Chairman
 Greenpeace International
 Temple House
 25-26 High Street
 Lewes, East Sussex BN7 2LU
 United Kingdom
 D Greenpeace International

Muhall, Mr Doug
 Member of the Board
 Greenpeace International
 Temple House
 25-26 High Street
 Lewes, East Sussex BN7 2LU
 United Kingdom
 D Greenpeace International

Mulvaney, Mr Kieran
International League for the
Protection of Cetaceans (ILPC)
22 Hughenden Road
Weston Super Mare
Avon BS23 2UR
United Kingdom
D International League for the
Protection of Cetaceans (ILPC)

Parmentier, Mr Remi
Policy Adviser
Greenpeace UK
Temple House
25-26 High Street
Lewes, East Sussex BN7 2LU
United Kingdom
C Greenpeace UK

Phillips, Mr Adrian A.C.
Countryside Commission
Crescent Place
Cheltenham GISO 3RA
United Kingdom
A Countryside Commission
O CNPPA

Phillips, Mrs Cassandra F.E.
2 The Old Rectory
Dumbleton
Evesham WR11 6TG:
United Kingdom
C Wildfowl Trust
O CEDUC
IUCN Antarctica Advisory Committee

Poore, Dr Duncan
Evenlode
Stonesfield
Oxfordshire OX7 2PX
United Kingdom
F International Institute for
Environment & Development (IIED)
O CNPPA
O CEP
IUCN Tropical Forest Advisory Group

Robinson, Mr David
Chief Inspector
Buckingham Palace
London SW 1
United Kingdom

Rudge, Mr A. John B.
"Komodo", Silverwood Copse
West Chiltonington
West Sussex RH20 2NQ
United Kingdom
O SSC

Sandbrook, Dr J. Richard
International Institute for
Environment & Development (IIED)
3 Endsleigh Street
London WC1H ODD
United Kingdom
O International Institute for
Environment & Development (IIED)

Seymour, Mr Peter J.
British Embassy
Apartado 815
San José
Costa Rica
United Kingdom
O

Shields, Ms Jane
University for Peace
Jack's Flat, Dundas Castle
South Queensferry
West Lothian EH30 9SP
United Kingdom
O University for Peace

Smart, Mr Michael
International Waterfowl and Wetlands
Research Bureau (IWRB)
Slinbridge
Gloucester GL2 7BX
United Kingdom
D International Waterfowl and
Wetlands Research Bureau (IWRB)
O Ramsar Bureau

Smyth, Prof. John C.
Scottish Environmental Education
Council
Paisley College of Technology
High Street
Paisley PA1 2BE
United Kingdom
O CEDUC

Spellerberg, Dr Ian F.
President
British Ecological Society
Biology Department
University of Southampton
Southampton SO9 5NH
United Kingdom
C British Ecological Society

Steele, Mr Richard
Nature Conservancy Council (NCC)
Northminster House
Northminster
Peterborough PE1 1UA
United Kingdom
A Nature Conservancy Council (NCC)
IUCN Regional Councillor

Synge, Mr Hugh
53 Kew Green
Kew, Richmond
Surrey TW9 3AA
United Kingdom
O Plants Advisory Group
O WWF International
IUCN Cooperating Organization

Tinker, Mr Jon
Panos Institute
8 Alfred Place
London WC1E 7EB
United Kingdom
O Panos Institute
O CEDUC

Vittery, Mrs Bonnie
Nature Conservancy Council (NCC)
Northminster House
Northminster
Peterborough PE1 1UA
United Kingdom
A Nature Conservancy Council (NCC)

Wager, Dr Jonathan
Department of Town & Country Planning
University of Manchester
Manchester M13 9Pt.
United Kingdom
O CEP

Walker, Mr Brian W.
International Institute for
Environment and Development (IIED)
3 Endsleigh Street
London WC1H ODD
United Kingdom
F International Institute for
Environment and Development (IIED)

Weerakoon, Mr Bradman
Secretary General
International Planned Parenthood
Federation (IPPF)
Regent's College
Regent's Park
London NW1 4NS
United Kingdom
O International Planned Parenthood
Federation (IPPF)
IUCN Cooperating Organization

Zisman, Mr Simon A.
British Trust for Conservation
Volunteers (BTCV)
19 Albion Rd.
Kingston
Surrey KT2 7BZ
United Kingdom
C British Trust for Conservation
Volunteers (BTCV)

Uruguay

Cravino Castro, Sr Jorge Luis
Médico Veterinario
Ministerio de Ganaderia, Agricultura
y Pesca / Dirección General de
Recursos Naturales Renovables
Cerrito 318, Piso 1
Montevideo
Uruguay
O Ministerio de Ganaderia,
Agricultura y Pesca

Gudynas, Prof. Eduardo
Centro de Investigación y Promoción
Franciscano y Ecológico (CIPFE)
Canelones 1164
Apartado Aéreo 13125
Montevideo

Uruguay
C Centro de Investigación y
Promoción Franciscano y
Ecológico (CIPFE)
O CEDUC
IUCN Working Group on Ethics,
Humanities & Art

Venezuela

Acedo de Sucre, Dra María de Lourdes
Gerente General
Fundación para la Defensa de la
Naturaleza (FUDENA)
Apartado Postal 70376
Caracas 1071-A
Venezuela

C Fundación para la Defensa de la
Naturaleza (FUDENA)

Amend, Sr Stephan
Sociedad Conservacionista Audubon de
Venezuela
Apto 80450
Caracas 1080-1
Venezuela

F Sociedad Conservacionista
Audubon de Venezuela

Amend, Sra Thora
Inparques (MARNR)
c/o Casa Gross
Apartado 675
Caracas 1010
Venezuela

O Inparques (MARNR)

Andrade C, Dr Nelson
Director Ordenación Territorio
Ministerio del Ambiente y de los
Recursos Naturales Renovables
(MARNR)
Apartado 6623
Caracas 1010A
Venezuela

A Ministerio del Ambiente y de los
Recursos Naturales Renovables
(MARNR)

Medina Cuervo, Lic. Glenda
Fundación para la Defensa de la
Naturaleza (FUDENA)
Apartado Postal 70376
Caracas 1071-A
Venezuela

C Fundación para la Defensa de la
Naturaleza (FUDENA)

Pannier, Prof. Dr Federico
Academia de Ciencias Físicas,
Matemáticas y Naturales
Apartado 80.390
Caracas 1080-A
Venezuela

C Academia de Ciencias Físicas,
Matemáticas y Naturales
O COE
IUCN Wetlands Advisory Committee

Romero, Dr Aldemaro
Director Ejecutivo
Fundación Venezolana para la
Conservación de la Diversidad
Biológica (BIOMA)
Apartado Postal 1968
Caracas 1010-A
Venezuela

C Fundación Venezolana para la
Conservación de la Diversidad
Biológica (DIOMA)

Urriola, Dr. Pedro
Profesor emérito
Universidad Experimental de los
Llanos Occidentales Ezequiel Zamora
Antiguo Convento de San Francisco
Guanare 3310
Estado Portuguesa
Venezuela

C Universidad Experimental de los
Llanos Occidentales Ezequiel
Zamora

de Blohm, Lic. Cecilia
Miembro Consejo Directivo
Fundación para la Defensa de la
Naturaleza (FUDENA)
Apartado Postal 70376
Caracas 1071-A
Venezuela

C Fundación para la Defensa de la
Naturaleza (FUDENA)
O CNPPA
O SSC

de Quinteros, Dra. Lorena S.
Directora General Sectorial
Ministerio del Ambiente y de los
Recursos Naturales Renovables
(MARNR)
Apartado 6623
Caracas 1010A
Venezuela

A Ministerio del Ambiente y de los
Recursos Naturales Renovables
(MARNR)

Viet Nam

Quy, Dr Vo
Professor of Biology
University of Hanoi
Faculty of Biology
Hanoi
Viet Nam

O CNPPA

West Indies

Renard, Mr Yves
President
Caribbean Conservation Association
(CCA)
ECNAMP, Clarke Street
Vieux Fort
Santa Lucia
West Indies

D Caribbean Conservation Association
(CCA)

Yugoslavia

Borovnica, Ms Sofija
Federal Commission for the
Environment
2 Boulevard Lenjina
Beograd 11000
Yugoslavia
O CEP

Zaire

Mankoto, Dr ma Mbalele
Président délégué général
Institut zairois pour la conservation
de la nature (IZCN)
BP 868
Kinshasa I
Zaire
A Département de l'Environnement,
Conservation de la Nature et
Tourisme
O COE

Mburanumwe, M. Chiri-wa Rutezo
Directeur technique des Parcs
Institut zairois pour la conservation
de la nature (IZCN)
BP 868
Kinshasa I
Zaire

A Département de l'Environnement,
Conservation de la Nature et
Tourisme

Zambia

Lungu, Mr Fidelis Borgia
Co-Director
Luangwa Integrated Resource
Development Project
Box 510249
Chipata
Zambia

O Luangwa Integrated Resource
Development Project
O CNPPA
IUCN CDC Advisory Committee

Musokotwane, Mr India
Director of Natural Resources
Natural Resources Department
PO Box RW50042
Lusaka
Zambia

A Ministry of Lands and Natural
Resources Department

Stevenson, Mr Stuart
Secretary
National Conservation Committee (NCC)
Ministry of Lands & Natural Resources
PO Box 30475
Lusaka
Zambia

A National Conservation Committee,
Ministry of Lands & Natural
Resources

Zimbabwe

Child, Dr Graham
Wildlife Society of Zimbabwe
11A Old Catton Road
Mount Pleasant
Harare

Zimbabwe
C Zimbabwe National Conservation
Trust
C Wildlife Society of Zimbabwe
C Zambesi Society
IUCN Regional Councillor

Chitepo, Hon. Mrs Victoria F.
Minister
Ministry of Natural Resources and
Tourism
P Bag 7753
Causeway
Harare
Zimbabwe

A Ministry of Natural Resources and
Tourism

Mhlanga, Dr Liberty
Agricultural and Rural Development
Authority (ARDA)
PO Box 8439
Causeway
Harare

Zimbabwe
O Environment & Development
Activities (ENDA), Zimbabwe
O CEP

Mukahanana, Ms Margaret
Ministry of Natural Resources
and Tourism
P Bag 7753
Harare

Zimbabwe
A Ministry of Natural Resources and
Tourism

Pile, Mr John A.
Executive Director
Zimbabwe National Conservation Trust
PO Box 8575
Causeway
Harare
Zimbabwe

C Zimbabwe National Conservation
Trust
O CEDUC
IUCN Conservation for Development
Centre (CDC), Zimbabwe

MEMBERS OF THE IUCN GENERAL ASSEMBLY STEERING COMMITTEE
MEMBRES DU COMITE DIRECTEUR DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Dr David A. Munro (Chairman/Président)
IUCN Regional Councillor/Conseiller régional de l'IUCN
Canada

Dr Wolfgang E. Burhenne
Chairman/Président
IUCN Commission on Environmental Policy, Law and Administration/
Commission des politiques, du droit et de l'administration de
l'environnement de l'IUCN
Federal Republic of Germany/République fédérale d'Allemagne

Mats Segnestam
IUCN Bureau Member and Regional Councillor/Membre du bureau de l'IUCN et
Conseiller régional
The Swedish Society for the Conservation of Nature/Société suédoise pour
la conservation de la nature
Sweden/Suède

Roger Morales
IUCN Bureau Member and Regional Councillor/Membre du bureau de l'IUCN et
Conseiller régional
Centro Agronómico de Investigación
y Enseñanza
Costa Rica

MEMBERS OF THE HOST COUNTRY ORGANIZING COMMITTEE
MEMBRES DU COMITE ORGANISATEUR DU PAYS HOTE

Lic. Margarita Penón de ARIAS
Primera Dama de la República
de Costa Rica
Presidente Honoraria del Comité

Dr. Alvaro UMAÑA Quesada
Ministro de Recursos Naturales,
Energía y Minas
Presidente del Comité

Dr. Carlos VALERIO
Escuela de Biología
Universidad de Costa Rica
Coordinador

Ing. Etilma MORALES
Jefe, Departamento de Capacitación
Dirección General Forestal
Ministerio de Recursos Naturales, Energía y Minas
Secretaria Ejecutiva

Lic. Patricia ALPIZAR
Jefe de Prensa
Ministerio de Recursos Naturales, Energía y Minas

Dr. Gerardo BUDOWSKI
Universidad para la Paz

Roger MORALES
Consejero Regional de la UICN para
América Central y del Sur
Departamento de Recursos Naturales
Centro Agronómico Tropical de Investigación
y Enseñanza (CATIE)

Srta. Rita MORUA
Secretaria Ejecutiva del Ministro de Recursos Naturales
Energía y Minas

Sra. Noel PAYNE DE PACHECO
IUCN Consultant

Ing. Jorge E. RODRIGUEZ
Oficial Mayor
Ministerio de Recursos Naturales, Energía y Minas

Ing. Raúl SOLORZANO
Presidente
Centro Científico Tropical
San José

MEMBERS OF THE IUCN SECRETARIAT AT SAN JOSE
MEMBRES DU SECRETARIAT DE L'UICN A SAN JOSE

Delmar BLASCO Argentina/Argentine	Head of Membership Services Unit Chef du Service de liaison avec les membres
Frédéric BRIAND France	Executive Officer, Commission on Ecology Secrétaire exécutif, Commission de l'écologie
Marlène CHAPERON Switzerland/Suisse	Secretary Secrétaire
Michael J. COCKERELL UK/R.-U.	Deputy Director General, Management Directeur général adjoint, administration
Danièle DEVITRE France	Translator Traductrice
François DROZ Switzerland/Suisse	Head, Finance and Contract Administration Unit Chef, Finances et contrats, Service d'administration
Patrick DUGAN UK/R.U.	Wetlands Officer Responsable, Programme pour les zones humides
Stephen EDWARDS USA/E.-U.	Executive Officer, Species Survival Commission Secrétaire exécutif, Commission de la sauvegarde des espèces
Danny ELDER USA/E.-U.	Marine Programme Officer Responsable, Programmes marins
Joanna ERFANI Switzerland/Suisse	Secretary to the Deputy Director General, Conservation Secrétaire du Directeur général adjoint, conservation
Vitus FERNANDO Sri Lanka	Coordinator, Asia and Pacific, Conservation for Development Centre Coordonnateur, Asie et Pacifique, Centre de la conservation pour le développement
Mark HALLE USA/E.-U.	Director, Conservation for Development Centre Directeur, Centre de la conservation pour le développement

Fiona HANSON UK/R.U.	Assistant for Council Affairs Assistante, Affaires du Conseil
Patricia HAWES UK/R.-U.	Office Manager, Conservation for Development Centre Chef de Bureau, CCD
Ursula HILTBRUNNER Switzerland/Suisse	Project Administrator Administratrice de projets
Elizabeth HOPKINS UK./R.-U.	Acting Coordinator, Environmental Planning Commission Coordonnatrice par interim, Commission de la planification de l'environnement
Linette HUMPHREY UK/R.-U.	Secretary/Assistant, Species Survival Commission Secrétaire/Assistante, Commission de la sauvegarde des espèces
Perdita HUSTON USA/E.-U.	Programme Officer, Population and Sustainable Development Responsable, Programme sur la population et le développement durable
Mireille KATZ Switzerland/Suisse	Administrative Assistant, Ramsar Convention Assistante administrative, Bureau de la Convention de Ramsar
Drake MCHUGH Canada	Editor, IUCN Bulletin/Media Coordinator Rédacteur du Bulletin de l'UICN, Attaché de Presse
Kristin McLAUGHLIN UK/R.-U.	Project Administrator, Tropical Forest Programme Administratrice de projets, Programme pour les forêts tropicales
Kenton R. MILLER USA/E.-U.	Director General Directeur général
Jeffrey McNEELY USA/E.-U.	Deputy Director General, Conservation Directeur général adjoint, conservation
Fabienne PARKES France	Assistant, Population Programme Assistante, Programme sur la population
Annette PAVLIC Switzerland/Suisse	Assistant, Membership Services Unit Assistante du Service de liaison avec les membres
Per RYDEN Sweden/Suède	Head, Sahel Programme Chef du Programme Sahel

Jeffrey SAYER UK/R.-U.	Senior Programme Adviser, Tropical Forest Programme Conseiller principal, Programme pour les zones humides
Marina STEED Argentina/Argentine	Secretary, Wetlands Programme Secrétaire, Programme pour les zones humides
Simon STUART UK/R.-U.	Species Programme Officer Responsable, Programme pour les espèces
James THORSELL Canada	Executive Officer, Commission on National Parks and Protected Areas Secrétaire exécutif, Commission des parcs nationaux et des aires protégées
Julia TUCKER UK/R.-U.	Membership Administrator Administratrice du Service de liaison avec les membres
Estelle VIGUET UK/R.-U. Switzerland/Suisse	Executive Secretary to the Director General Secrétaire du Directeur général
Morag WHITE UK/R.-U.	Acting Head, Communications Responsable par interim du Service de la Communication
Simone WEBER Switzerland/Suisse	Secretary, Tropical Forest Programme Secrétaire, Programme pour les forêts tropicales

Director General elect/Directeur général élu

Dr Martin Holdgate
UK/R.-U.

Secretary General, Ramsar Convention
Secrétaire général de la Convention de Ramsar

Daniel NAVID
USA/E.U.

Conservation Monitoring Centre (CMC), Cambridge, U.K.
Centre de surveillance continue de la conservation de la nature (CSC)
Cambridge, R.-U.

Patty ALMADA-VILLELA Mexico/Mexique	Research Officer, Species Conservation Monitoring Unit Attachée de recherche, Unité de surveillance continue de la conservation des espèces
--	---

Mark COLLINS UK/R.-U.	Senior Research Officer, Species Conservation Monitoring Unit Attaché de recherche principal, Unité de surveillance continue de la conservation des espèces
Jeremy HARRISON UK/R.U.	Head, Protected Areas Data Unit, CMC Chef, Unité de données sur les aires protégées
Zbigniew KARPOVICZ UK/R.-U.	Senior Research Officer, Protected Areas Data Unit Attaché de recherche principal, Unité de données sur les aires protégées
Christine LEON UK/R.-U.	Senior Research Officer, Threatened Plant Unit Attachée de recherche principale, Unité des plantes menacées
Duncan MACKINDER UK/R.-U.	Head, Computer Services Unit Chef, Service informatique
Robin PELLEW UK/R.-U.	Director, Conservation Monitoring Unit Directeur, Centre de surveillance continue de la conservation de la nature
Alison SUTER UK/R.-U.	Secretary, Protected Areas Data Unit Secrétaire, Unité de données sur les aires protégées
Jane THORNBACK UK/R.-U.	Head, Species Conservation Monitoring Unit Chef, Unité de surveillance continue de la conservation des espèces
Jane VILLA-LOBOS USA/E.-U.	Senior Research Officer (South America) Attachée de recherche principale (Amérique du Sud)

Botanic Gardens Conservation Secretariat/Secrétariat des Jardins
Botaniques

Vernon HEYWOOD UK/R.-U.	Director, Botanic Gardens Conservation Secretariat, Kew Directeur du Secrétariat des jardins botaniques, Kew
----------------------------	---

Environmental Law Centre (ELC), Bonn, Federal Republic of Germany
Centre du Droit de l'Environnement (CDE), Bonn, République Fédérale
d'Allemagne

Françoise BURHENNE Belgium/Belgique	Head ELC Chef du CDE
--	-------------------------

IUCN regional personnel

Personnel des bureaux régionaux de l'IUCN

Johan ASHUVUD Sweden/Suède	Regional Project RePresentative, Central America Représentant, Projets régionaux en Amérique centrale
Aban Marker KABRAJI Pakistan	Project and Regional liaison, Pakistan Projets et coordination régionale, Pakistan
Bob KAKUYO Uganda	Projects officer, East Africa Regional Office Responsable de projets, bureau régional pour l'Afrique de l'Est
Rob MALPAS UK/R.-U.	Regional rePresentative, Eastern Africa Représentant régional, Afrique de l'Est
Adolpho MASCARENHAS Tanzania	Project and Regional liaison, Zimbabwe Projets et coordination régionale, Zimbabwe
Cameron SANDERS USA/E.-U.	Executive Director, IUCN USA Directeur exécutif, UICN Etats-Unis
Gérard SOURNIA France	Regional Office for West Africa Bureau Régional pour l'Afrique de l'Ouest
Byron SWIFT USA/E.-U.	Fundraiser, IUCN USA Chargé des appels de fonds UICN Etats-Unis

Specially contracted staff/Personnel sous contrat spécial

Donald ALLAN USA/E.-U.	Consultant, Media Coordination Consultant, Presse
Martine AMADOU Switzerland/Suisse	Translator Traductrice
Isabel BRIAS Spain/Espagne	Translator Traductrice (ICONA)
Noel CADIOT Spain/Espagne	InterPreter Interprète (ICONA)
Ingrid CATON France	InterPreter Interprète
M. Femanda CHURRUCA Spain/Espagne	Translator Traductrice (ICONA)

Victoria DRÀKE USA/E.U.	Consultant, Population and Conservation Science Programmes Consultante, Programme sur la population et les sciences de la conservation
John GOLDSMITH UK/R.-U.	Consultant, Financial Affairs Consultant, Questions financières
Su HOUGH Spain/Espagne	InterPreter Interprète (ICONA)
Peter HULM UK/R.-U.	Consultant, IUCN Bulletin Consultant, Bulletin de l'UICN
Catherine LOKSCHIN Switzerland/Suisse	Translator Traductrice
Mauricia LLADO Spain/Espagne	Translator Traductrice (ICONA)
Maido MALLOL Spain/Espagne	InterPreter Interprète (ICONA)
Rocio MELIAN Spain/Espagne	Translator Traductrice (ICONA)
Noel D. PÀYNE DE PACHECO UK/R.-U.	Assistant to Conference Manager Assistante du Coordonnateur de la Conférence
Robert PRESCOTT-ALLEN UK/R.-U.	Chief Rapporteur Chef rapporteur
Remedios TABERNSRO Spain/Espagne	InterPreter Interprète (ICONA)
William VALK France	InterPreter Interprète
Tensie WHELAN USA/E.-U.	Press Liaison with Host Country Press Secretariat Attachée de liaison pour la presse auprès du secrétariat du pays hôte

HOST COUNTRY STAFF/PERSONNEL DU PAYS HOTE

Sonia Phillips	Angioletta Vaglio
Stefannie Jara	Luciana Jiménez
Olga Soto	Carmen G. Saborio
	Guiselle Chanto
Grettel Gonzalez	Ivonne Leitón
Elizabeth Quesada	Andrea Trejos
Helga Stapff	María Isabel Olivera
Radamés Catellón	Laura Hernández
Marco Vinicio Hidalgo	Olivia Carreras
Rafael E. Carazo	Ivannia Salazar
Sergio E. Rojas	Luis Ernesto Rodríguez
Javier Rios	Randall Pereira
Danilo Montes	Rodney Pereira
Ana María Guevara	Miguel Ortega
Anabelle Mora	Alex Méndez
Ricardo Solís	Jesús Calderón
Rafael A. Hemández	Carlos Brenes
Mijail Guillemard	Luis Angel Rodríguez
José Pablo Castro	Alex López
Patricio Becerra	Marcia Gonzalez
Rodrigo Alarcon	Ana Victoria Lizano
Alexander Madrigal	María Antonieta Sáenz
Gerardo Quesada	Floriana Gámez
Victor Céspedes	Guido Châves
Ricardo Zúñiga	Marco Vinicio Araya
Isaís Fallas	Jane Segleau
Bernai Zeledón	Edwin Cyrus
Victor L. Blanco	Guillermo Canessa
Amado A. Alvarado	Marta Lilliana Jiménez
Murray Silberman	Luis Angel Villavicencio
Guiselle Chanto	Emilia Villalobos
León Santana	Juan Carlos Cruz
Omar Cruz	Felipe Matos

Heriberto Valverde
Lilliana Solís
Xinia Bustamante
Geanina Robinski
Mayra Bonilia
William Peña
Luis Ortiz
Gerardo Badilla
Viviana Arrieta
Olman Morales
Any Cháves
Miguel Herrera
Herberth Monge
Mario Solano
Marvín Rodríguez
Gerardo Morales
Hernán Torres
Carlos Villalobos
Charles Schnell
Marco Fallas
Alexis Rodríguez
José Felipe Díaz
Hernán Cantillano
Hazel González
Juan Faba
David Sebastián Jara
Julieth Herrera
José Ruiz
Eduardo Dittel
Jorge Delgado
Lorena San Román
Mario Vargas

Pilar Raunírez
Vilma Arce
Viviane Solís
Minor Castro
Gerardo Fernández
Hernán Rojas
Sandra Garcia
Ligia Montoya
Carlos Lopez
Pedro Garcia
Gilberto Barrientos
Irene Baudrit
José Valverde
Victor Urena
Blas Martínez
Marcial Montero
Jorge Morales



UICN

**l' Alliance mondiale pour la nature
Avenue du Mont-Blanc
CH-1196 Gland
Suisse**

**téléphone: 022-647181 télex: 419605 iucn ch
téléfax: 022-642926
télégrammes: IUCNATURE, GLAND**

**Une liste de nos publications est disponible
à l'une des adresses suivantes:**

**UICN Service des publications
Avenue du Mont-Blanc
CH-1196 Gland
Suisse**

ou

**UICN Service des publications
219c Huntingdon Road
Cambridge, CB3 0DL
Royaume-Uni**